

# COMPTES 2013 PUBLICS 2014

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS SUR LE FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU: FONDS GÉNÉRAL ET FONDS SPÉCIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2014



# **COMPTES PUBLICS** 2013-2014

VOLUME 2

# RENSEIGNEMENTS FINANCIERS SUR LE FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU :

FONDS GÉNÉRAL ET FONDS SPÉCIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2014

Publiés conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001)



Comptes publics 2013-2014 – Volume 2

Dépôt légal — Bibliothèque et Archives nationales du Québec Novembre 2014

ISSN 0706-2869 (Imprimé) ISSN 1925-1815 (PDF) © Gouvernement du Québec, 2014

# TABLE DES MATIÈRES

ΑV	/ANT-PROPOS	7
	EFINITIONS	
DΓ	FINITIONS	10
PA	ARTIE A : FONDS GÉNÉRAL	
1.	RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES	
	CRÉDITS  RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS	19
	ÉCARTS ENTRE LES CRÉDITS AUTORISÉS ET CEUX UTILISÉS	
2.	INFORMATIONS SOMMAIRES SUR LES REVENUS ET DÉPENSES	
	SOMMAIRE DES REVENUS ET DES DÉPENSES DES PORTEFEUILLES	29
	REVENUS DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES	30
	DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS	32
	DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR SUPERCATÉGORIES	40
	DÉPENSES DE TRANSFERT DES PORTEFEUILLES PAR BÉNÉFICIAIRES ET PAR CATÉGORIES	42
	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES	44
	IMPUTATION DE LA RÉMUNÉRATION DES PORTEFEUILLES	45
3.	REVENUS, CRÉDITS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PORTEFEUILLES	
	ASSEMBLÉE NATIONALE	49
	PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE	61
	AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE	73
	AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION	89
	CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE	101
	Conseil exécutif	117
	CULTURE ET COMMUNICATIONS	137

	DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT, FAUNE ET PARCS	149
	ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	161
	EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE	
	ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE, SCIENCE ET TECHNOLOGIE	189
	FAMILLE	205
	FINANCES ET ÉCONOMIE	217
	IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	239
	JUSTICE	251
	RELATIONS INTERNATIONALES, FRANCOPHONIE ET COMMERCE EXTÉRIEUR	269
	RESSOURCES NATURELLES	279
	REVENU	291
	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	293
	SÉCURITÉ PUBLIQUE	311
	TRANSPORTS	323
	TRAVAIL	335
4.	COMPTES À FIN DÉTERMINÉE	
	REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE	347
	DÉPENSES PAR MISSIONS POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE	350
	DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE	356

# PARTIE B : FONDS SPÉCIAUX

1.	RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES	
	RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES	367
2.	RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX	DE
	AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATIONS DU TERRITOIRE Fonds de développement régional	372
	CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE	
	Fonds relatif à certains sinistres	374
	CULTURE ET COMMUNICATIONS	
	Fonds du patrimoine culturel québécois	376
	DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT, FAUNE ET PARCS	
	Fonds vert	378
	ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	
	Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	380
	EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE	
	Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	382
	Fonds de développement du marché du travail	383
	Fonds des biens et des services	384
	Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	385
	Fonds québécois d'initiatives sociales	386
	Enseignement supérieur, Recherche, science et technologie	
	Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	388
	FAMILLE	
	Fonds pour le développement des jeunes enfants	390

FINANCES ET ÉCONOMIE	
Fonds de financement	392
Fonds de partenariat touristique	393
Fonds des générations	394
Fonds du Bureau de décision et de révision	395
Fonds du centre financier de Montréal	396
Fonds du développement économique	397
Fonds du développement nordique	398
Fonds relatif à l'administration fiscale	399
JUSTICE	
Fonds Accès Justice	402
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	403
Fonds des registres du ministère de la Justice	404
Fonds du Tribunal administratif du Québec	405
RESSOURCES NATURELLES	
Fonds des ressources naturelles	408
Fonds d'information sur le territoire	409
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	
Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux	412
Fonds de soutien aux proches aidants	413
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	414
Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie	415
SÉCURITÉ PUBLIQUE	
Fonds des services de police	418
TRANSPORTS	
Fonds de gestion de l'équipement roulant	420
Fonds de la sécurité routière	421
Fonds des réseaux de transport terrestre	422
Travail	
Fonds de la Commission des lésions professionnelles	
Fonds de la Commission des relations du travail	425
SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX	430

## **AVANT-PROPOS**

Les comptes publics de l'année financière terminée le 31 mars 2014 ont été préparés par le Contrôleur des finances pour le ministre des Finances selon les dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001). Ils sont publiés en deux volumes.

# Volume 1 – États financiers consolidés du gouvernement du Québec

Le volume 1 présente les états financiers consolidés du gouvernement du Québec, ainsi qu'une analyse financière qui facilite la compréhension des opérations réalisées au cours de l'année financière 2013-2014.

# Volume 2 – Renseignements financiers sur le fonds consolidé du revenu : fonds général et fonds spéciaux

Le volume 2 présente des renseignements financiers sur le fonds consolidé du revenu, lequel est constitué du fonds général et des fonds spéciaux. Ce volume se divise en deux parties. La première partie expose les revenus des ministères et des organismes budgétaires, leurs crédits autorisés ainsi que les dépenses et les autres coûts imputés sur chacun de ces crédits et, finalement, les opérations financières des comptes à fin déterminée qu'ils administrent. La deuxième partie présente les revenus des fonds spéciaux, leurs dépenses approuvées et celles réalisées ainsi que leurs investissements approuvés et ceux réalisés.

#### Contenu du volume 2

## Partie A : Fonds général

Cette partie rend compte des opérations des entités dont les revenus sont versés au fonds général ou au Fonds des services de santé, ou dont le fonctionnement est tributaire d'allocations du Parlement du Québec. Ces entités sont :

- l'Assemblée nationale;
- les personnes désignées par l'Assemblée nationale;
- les ministères et les organismes budgétaires de l'administration gouvernementale.

Cette partie rend également compte des revenus du fonds général liés à l'application ou à l'exécution de toute loi dont la responsabilité est confiée au ministre du Revenu<sup>1</sup>; l'administration de ces revenus est assurée par l'Agence du revenu du Québec.

L'information est présentée par portefeuilles, lequel terme évoque soit l'Assemblée nationale, soit les personnes qu'elle désigne, soit l'ensemble des programmes d'un ministère et des organismes budgétaires sous l'autorité d'un ministre, soit les revenus administrés par l'Agence du revenu du Québec (sous l'appellation «Revenu»).

Le fonds général rend compte de ses opérations financières selon les conventions adoptées par le Conseil du trésor. Celles-ci sont décrites à la note 1 des états financiers consolidés du gouvernement.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Le ministre des Finances exerce également les fonctions du ministre du Revenu.

# **AVANT-PROPOS** (suite)

Pour les besoins du présent volume, les revenus administrés par l'Agence du revenu du Québec sont réduits des créances douteuses afférentes, conformément à l'article 69 de la Loi sur l'Agence du revenu du Québec (RLRQ, chapitre A-7.003). De plus, les revenus de l'impôt sur le revenus et les biens sont réduits des crédits d'impôt remboursables prévus à la Loi sur les impôts (RLRQ, chapitre I-3), ces crédits étant au sens de la Loi soit un acompte sur l'impôt à payer, soit une somme payée en trop de l'impôt à payer.

Certaines données de 2013 ont été retraitées ou reclassées pour les rendre conformes à la structure des portefeuilles et des programmes du Budget de dépenses 2013-2014. Cette structure reflète la structure de programmes qui découle de la composition du Conseil des ministres annoncée le 19 septembre 2012. Les principales modifications apportées aux structures de programmes sont présentées aux pages 9, 10 et 11 du Budget de dépenses 2013-2014 – Crédits des ministères et des organismes.

La partie A se divise en quatre sections.

La première section présente, conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière, le rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts des ministères et des organismes budgétaires sur les crédits autorisés par le Parlement.

La deuxième section présente des informations sommaires, pour l'ensemble des portefeuilles, sur les revenus et les dépenses.

La troisième section présente, pour chacun des portefeuilles, le détail des revenus, les crédits autorisés, les dépenses et les autres coûts.

On y retrouve plus particulièrement :

- les revenus présentés par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories;
- les crédits autorisés, les dépenses et les autres coûts, présentés par programmes, éléments et supercatégories;
- l'évolution des crédits initiaux par programmes;
- les transferts présentés par objets d'aide et par genres de bénéficiaires;
- les transferts et les affectations à un fonds spécial, présentés par catégories.

La quatrième section présente un sommaire des opérations effectuées dans les comptes à fin déterminée administrés par l'Assemblée nationale, les ministères et les organismes budgétaires.

Les comptes à fin déterminée sont un mécanisme de gestion financière, prévu aux articles 6 et 7 de la Loi sur l'administration financière, qui permet de comptabiliser dans un compte distinct des sommes, reçues d'un tiers et versées au fonds général, dont l'octroi est conditionnel à leur utilisation pour le financement d'une activité particulière prévue dans un contrat ou une entente. Cette comptabilisation permet à l'entité responsable d'engager des dépenses jusqu'à concurrence de la somme reçue, sans avoir à obtenir ou à utiliser des crédits.

# **AVANT-PROPOS** (suite)

# Partie B : Fonds spéciaux

Cette partie rend compte des opérations des fonds spéciaux. Un fonds spécial est un fonds institué par une loi, afin de pourvoir à certains engagements financiers d'un ministre, d'un organisme budgétaire ou d'un organisme autre que budgétaire exerçant une fonction juridictionnelle.

L'information sur chacun des fonds spéciaux est regroupée par ministère responsable. Les données financières des fonds sont comptabilisées conformément à la *Directive sur les conventions comptables du gouvernement* adoptée par le Conseil du trésor.

Certaines données de 2013 ont été reclassées pour les rendre conformes à la structure du Budget de dépenses 2013-2014.

La partie B se divise en trois sections.

La première section présente, conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière, le rapport de l'excédent des dépenses et des investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées par le Parlement.

La deuxième section présente, pour chacun des fonds spéciaux, des informations sur les revenus, les dépenses et les investissements ainsi que les prévisions pour ces différentes rubriques. Elle inclut également un suivi de l'évolution du surplus ou du déficit cumulé du fonds.

La troisième section présente un sommaire des états financiers des fonds spéciaux et une conciliation de ces renseignements avec l'information sectorielle relative aux fonds spéciaux, présentée à la section 1 du volume 1 des *Comptes publics 2013-2014*.

#### Arrondissement

Les montants indiqués dans les tableaux ont été arrondis au millier de dollars. En raison de ces arrondissements, l'addition des montants présentés peut ne pas correspondre au total indiqué.

# **Autres renseignements**

Les renseignements concernant la rémunération, les fournisseurs de biens et de services, ainsi que les bénéficiaires de transferts et d'affectations à un fonds spécial sont disponibles pour consultation sur le site Web du ministère des Finances (www.finances.gouv.qc.ca).

# **DÉFINITIONS**

#### **CRÉDITS**

#### ♦ Crédits autorisés

Les crédits autorisés regroupent les crédits votés et les crédits permanents. Ils permettent aux ministères et organismes budgétaires d'effectuer à même le fonds général, des dépenses, des acquisitions d'immobilisations, des prêts, des placements et des avances, ainsi qu'à assumer d'autres coûts.

## *♦ Crédits permanents*

Les crédits permanents correspondent aux crédits déjà autorisés, par une loi particulière, que le Parlement n'a pas à voter annuellement. De façon générale, chacune de ces lois précise que les sommes nécessaires pour les activités visées par ces lois sont payées à même le fonds général du fonds consolidé du revenu. Pour ces crédits, les montants annuels autorisés correspondent à ceux prévus au budget de dépenses de l'année et majorés, s'il y a lieu, pour couvrir des dépenses et d'autres coûts excédentaires.

#### ♦ Crédits votés

Les crédits votés représentent les crédits de l'année financière autorisés par les lois annuelles sur les crédits adoptées par le Parlement. Ils correspondent à la portion des dépenses et des investissements prévus pour un exercice financier et qui ne sont pas pourvus par des lois déjà votées.

## SUPERCATÉGORIES 1

#### *♦ Rémunération*

Cette supercatégorie comprend les dépenses encourues dans le cadre de la réalisation des programmes des ministères et des organismes budgétaires pour la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le gouvernement aux employés permanents, occasionnels et à temps partiel, incluant les étudiants et les saisonniers. Elle comprend également les traitements et les indemnités versés aux membres de l'Assemblée nationale, aux juges et aux membres de la Sûreté du Québec. Finalement, elle comprend les avantages sociaux et les autres contributions du gouvernement à titre d'employeur, notamment, la contribution aux régimes de retraite, au régime de rentes du Québec, au Fonds des services de santé, à l'assurance-emploi et au régime québécois d'assurance parentale.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, *Recueil des politiques de gestion*, « Directive concernant la classification des dépenses et des déboursés », volume 9, chapitre 2.

# **DÉFINITIONS** (suite)

#### ♦ Fonctionnement

Cette supercatégorie comprend les dépenses encourues dans le cadre de la réalisation des programmes des ministères et des organismes budgétaires, à l'exclusion des dépenses de rémunération, de transfert et d'affectation à un fonds spécial, des créances douteuses et autres provisions ainsi que du service de la dette. Elle inclut, notamment, le coût estimatif lié à la réévaluation et aux nouvelles obligations du gouvernement relatives à la réhabilitation de terrains contaminés, de même que l'amortissement des immobilisations.

# Créances douteuses et autres provisions

Cette supercatégorie comprend les dépenses découlant des variations de la provision pour créances douteuses, de la provision pour pertes sur les interventions financières garanties par le gouvernement et de la provision pour moins-values sur les prêts, les placements et les avances.

## ♦ Transfert

Cette supercatégorie comprend les dépenses dont le versement est effectué dans le but de fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes. Ces dépenses ne constituent pour le gouvernement ni des acquisitions directes de biens et de services, ni des sommes accordées en vue d'obtenir un rendement, comme ce serait le cas s'il s'agissait d'un placement.

## ♦ Affectation à un fonds spécial

Cette supercatégorie comprend les dépenses encourues pour un fonds spécial, assumées en tout ou en partie par le ministère ou l'organisme budgétaire qui l'administre. Elle inclut, notamment, les dépenses de rémunération et de fonctionnement, ainsi que le coût du service de la dette du fonds spécial.

# ♦ Service de la dette

Cette supercatégorie comprend les intérêts du service de la dette directe, l'amortissement des escomptes et primes, l'amortissement des frais reportés et des gains et pertes de change non réalisés, les dépenses de change et d'autres frais associés à la gestion de la dette. Elle comprend également les intérêts sur le compte des régimes de retraite, les intérêts au titre du régime de rentes de survivants et les intérêts au titre des congés de maladie accumulés. De plus, elle comporte les intérêts relatifs aux ententes de partenariat public-privé signées par les ministères et les organismes budgétaires.

## *♦ Immobilisations*

Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements. Elle comprend les sommes encourues pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations, y compris celles relatives aux ententes de partenariat public-privé. Elle comprend également les sommes relatives aux supercatégories « Rémunération », « Fonctionnement » et « Service de la dette », lorsqu'elles sont encourues pour la réalisation d'immobilisations.

# **DÉFINITIONS** (suite)

♦ *Prêts, placements, avances et autres* 

Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements des entités du fonds général. Elle comprend les apports de capitaux et les avances consenties aux organismes et entreprises du gouvernement, l'acquisition d'actions ou d'obligations d'entreprises du gouvernement ou autres, de même que les prêts consentis à des municipalités, à des organismes à but non lucratif ou à des personnes physiques ou morales du secteur privé. Les avances pour l'établissement ou le fonctionnement de fonds locaux et celles accordées aux employés du gouvernement sont également incluses dans cette supercatégorie de même que les taxes de vente payées ou à payer (TVQ, TPS/TVH) et comptabilisées lors de l'acquisition de biens et services, l'inscription de stocks et les paiements pour les frais payés d'avance. Elle comprend également, s'il y a lieu, des engagements concernant des années antérieures qui sont portés à la dette nette.

## CATÉGORIES 1

Les **catégories** « Rémunération », « Fonctionnement », « Service de la dette », « Créances douteuses et autres provisions », « Immobilisations » et « Prêts, placements, avances et autres » sont les seules composantes des supercatégories du même nom dont la définition s'applique à la catégorie correspondante.

Les supercatégories « Transfert » et « Affectation à un fonds spécial » se subdivisent selon les catégories suivantes.

- ♦ Transfert Rémunération qui comprend les transferts pour la rémunération du personnel d'organismes du gouvernement, incluant des organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux. Cette catégorie comprend également la rémunération des professionnels de la santé.
- ♦ Transfert Fonctionnement qui comprend les transferts pour le fonctionnement, autre que pour la rémunération, d'organismes du gouvernement, incluant des organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux.
- ♦ Transfert Capital qui comprend les transferts pour l'acquisition d'immobilisations subventionnées, incluant le remboursement du principal des emprunts contractés pour des immobilisations.
- ♦ Transfert *Intérêt* qui comprend les transferts pour le paiement des intérêts sur des emprunts contractés pour des immobilisations, lorsque le service de la dette d'un organisme, d'une institution ou d'un établissement bénéficiaire est assumé en tout ou en partie par le gouvernement.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, Recueil des politiques de gestion, « Directive concernant la classification des dépenses et des déboursés », volume 9, chapitre 2.

# **DÉFINITIONS** (suite)

- ♦ Transfert Support qui comprend les transferts destinés à fournir aux bénéficiaires, un soutien financier pour des fins autres que celles mentionnées aux catégories « Transfert Rémunération », « Transfert Fonctionnement », « Transfert Capital » et « Transfert Intérêt ».
- Affectation à un fonds spécial *Rémunération* qui comprend les affectations pour la rémunération du personnel imputées à un fonds spécial.
- ♦ Affectation à un fonds spécial *Fonctionnement* qui comprend les affectations pour le fonctionnement, autre que la rémunération, d'un fonds spécial.
- ♦ Affectation à un fonds spécial *Capital* qui comprend les affectations pour l'amortissement d'une immobilisation comptabilisée dans un fonds spécial.
- Affectation à un fonds spécial *Intérêt* qui comprend les affectations pour les intérêts et autres frais inhérents à une dette comptabilisée dans un fonds spécial.
- ♦ Affectation à un fonds spécial Support qui comprend les affectations destinées à fournir, aux bénéficiaires d'un programme, géré au moyen d'un fonds spécial, un soutien financier sous différentes formes, mais ne constituant pas pour le gouvernement une acquisition directe de biens ou de services.

## INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX

Les investissements des fonds spéciaux désignent les sommes encourues pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations, incluant celles des ressources informationnelles.



# FONDS GÉNÉRAL

1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS

# RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS

## Année financière terminée le 31 mars 2014

Le Parlement autorise le gouvernement, par l'adoption annuelle de lois sur les crédits, lesquelles donnent lieu à des crédits votés, et par l'adoption de dispositions dans d'autres lois, lesquelles donnent lieu à des crédits permanents, à effectuer à même le fonds général, des dépenses, des acquisitions d'immobilisations, des prêts, des placements, des avances ainsi qu'à assumer d'autres coûts.

Chacun des programmes de l'Assemblée nationale, des Personnes désignées par l'Assemblée nationale et des autres portefeuilles est constitué de crédits votés, de crédits permanents ou des deux. L'autorisation d'effectuer des dépenses sur des crédits permanents n'est pas limitative à la somme prévue au *Budget de dépenses 2013-2014*. Les soldes inutilisés des crédits votés à la fin de l'année financière deviennent périmés, à l'exception des reports de solde à l'année 2014-2015 autorisés selon les conditions décrites au *Budget de dépenses 2013-2014*. L'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits votés doit être porté aux comptes de l'année et assumé à même les crédits de l'année financière suivante. Un tel excédent, s'il se produit, doit faire l'objet d'un rapport dans les comptes publics conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

L'état de l'emploi des crédits de l'année financière terminée le 31 mars 2014 démontre qu'aucun excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits votés de cette année financière n'a été constaté. Les crédits votés étaient suffisants pour l'imputation de toutes les dépenses et les autres coûts réalisés.

Le sous-ministre des Finances,

Le contrôleur des finances,

Luc Monty

Québec, le 16 octobre 2014

Simon-Pierre Falardeau, CPA, CA

# ÉCARTS ENTRE LES CRÉDITS AUTORISÉS ET CEUX UTILISÉS

(**************************************						
ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS	CRÉDITS AUTORISÉS (tableau 1)	CRÉDITS UTILISÉS (tableau 2)	AUTRES DÉCIS	SIONS LIÉES À L'E DES CRÉDITS	NGAGEMENT	= EXCÉDENTS
			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés	
Assemblée nationale	128 950	118 948			10 002	
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	137 459	132 272	414	598	4 175	
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	1 629 836	1 597 460	1 130	2 003	29 243	
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 093 000	1 052 666	50	5 231	35 053	
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1 604 068	962 562	30		641 476	
Conseil exécutif	561 859	525 693	12 714	518	22 934	
Culture et Communications (excluant le service de la dette)	633 731	632 850			880	
Développement durable, Environnement, Faune et Parcs	365 324	323 734	1 626	168	39 797	
Éducation, Loisir et Sport	10 481 594	10 314 743	6 228	3 552	157 071	
Emploi et Solidarité sociale	4 350 116	4 338 919	271	209	10 717	
Enseignement supérieur, Recherche, Science et Technologie	6 611 101	6 557 780	118	18	53 187	
Famille	2 485 091	2 451 779	1 270	1 447	30 595	
Finances et Économie (excluant le service de la dette)	681 181	653 083	7 521	1 988	18 588	
Immigration et Communautés culturelles	213 684	193 125	1 788	2 893	15 878	
Justice	854 223	849 183	550	180	4 310	
Relations internationales, Francophonie et Commerce extérieur	146 703	139 155	172		7 376	
Ressources naturelles	468 277	401 811	14 593	3 048	48 824	
Santé et Services sociaux	31 706 483	31 173 783	11 655	473	520 573	
Sécurité publique	1 363 886	1 338 421		1 085	24 379	
Transports	936 491	714 848	1 967	3 047	216 629	
Travail	40 551	36 214		551	3 787	
	66 493 608	64 509 030	62 096	27 008	1 895 474	-
Culture et Communications (service de la dette)	3 757	3 757				
Finances et Économie (service de la dette)	8 634 887	8 448 434			186 453	
Total	75 132 252	72 961 222	62 096	27 008	2 081 926	-
Votés	E0 675 407	40.005.000	60.000	07.000	1 701 071	
Votés Permanents	50 675 497 24 456 755	48 825 022 24 136 200	62 096	27 008	1 761 371 320 555	
Total	75 132 252	72 961 222	62 096	27 008	2 081 926	-
Dénouse	70 777 470	70,000,050	64.454	27.000	4.050.001	
Dépenses  Prête placements avances et autres	73 777 478	72 630 658	61 151	27 008	1 058 661	
Prêts, placements, avances et autres Immobilisations	959 889 394 885	150 589 179 974	945		809 301 213 965	
Total	75 132 252	72 961 222	62 096	27 008	2 081 926	-
						<del></del>

# TABLEAU 1 : CRÉDITS AUTORISÉS

(en miliera de dollara)								
	CRÉDITS INITIAUX (tableau 1.1)	+	CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES (tableau 1.2)	VIREMENTS ET TRANSFERTS +,(-) DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	TOTAL
Assemblée nationale	126 750		2 200					128 950
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	87 221		2 200			50 239		137 459
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	1 585 455		2 179	42 202				1 629 836
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 084 354		8 151	396		100		1 093 000
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1 755 369			(192 811)		41 511		1 604 068
Conseil exécutif	553 493			7 087		1 279		561 859
Culture et Communications (excluant le service de la dette)	632 258			1 472				633 731
Développement durable, Environnement, Faune et Parcs	324 769		10 147	30 394		15		365 324
Éducation, Loisir et Sport	10 201 753			75 356		204 485		10 481 594
Emploi et Solidarité sociale	4 267 105		7 250	75 744		17		4 350 116
Enseignement supérieur, Recherche, Science et Technologie	6 476 316			109 812		24 973		6 611 101
Famille	2 485 025			(105)		171		2 485 091
Finances et Économie (excluant le service de la dette)	719 028			(38 018)		172		681 181
Immigration et Communautés culturelles	342 425		45 492	(174 233)		1		213 684
Justice	828 515		930	3 098		21 680		854 223
Relations internationales, Francophonie et Commerce extérieur	137 757			8 459		487		146 703
Ressources naturelles	447 424		109	(15 895)		36 638		468 277
Santé et Services sociaux	31 277 723		13 285	20 665		394 811		31 706 483
Sécurité publique	1 279 257		4 390	34 387		45 852		1 363 886
Transports	936 601			(110)				936 491
Travail	33 994			6 558				40 551
	65 582 589		94 132	(5 544)		822 430		66 493 608
Culture et Communications (service de la dette)	3 757							3 757
Finances et Économie (service de la dette)	8 621 000			5 544		8 343		8 634 887
Total	74 207 346		94 132			830 773		75 132 252
Votés	50 600 938		74 559					50 675 497
Permanents	23 606 408		19 573			830 773		24 456 755
Total	74 207 346		94 132	-		830 773		75 132 252
Dépenses	72 591 456		94 037	261 211		830 773		73 777 478
Prêts, placements, avances et autres	1 186 893		94 037	(227 004)		030 113		959 889
Immobilisations	428 997		95	(34 208)				394 885
Total	74 207 346		94 132			830 773		75 132 252
Ισιαι	74 207 340		<u> </u>					.0 102 202

TABLEAU 1.1 : CRÉDITS INITIAUX

	VOTÉS	(1) + PERMANENTS	(1) +		COURS D'ANNÉES TÉRIEURES	_	TOTAL
				Reports	Votés pour une période de plus d'un an	(1)	
Assemblée nationale		126 750					126 750
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	47 011	39 796		414			87 221
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	1 585 445	10					1 585 455
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 084 344	10					1 084 354
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1 404 058	351 157		155			1 755 369
Conseil exécutif	551 215	1 105		1 173			553 493
Culture et Communications (excluant le service de la dette)	631 906	10		343			632 258
Développement durable, Environnement, Faune et Parcs	324 465	110		194			324 769
Éducation, Loisir et Sport	9 339 669	857 250		4 834			10 201 753
Emploi et Solidarité sociale	3 967 988	5 510		14 607	279 000		4 267 105
Enseignement supérieur, Recherche, Science et Technologie	6 318 196	158 053		68			6 476 316
Famille	2 283 645	110		1 270	200 000		2 485 025
Finances et Économie (excluant le service de la dette)	710 254	6 372		2 403			719 028
Immigration et Communautés culturelles	340 627	10		1 788			342 425
Justice	642 345	186 170					828 515
Relations internationales, Francophonie et Commerce extérieur	137 475	110		172			137 757
Ressources naturelles	442 395	5 030					447 424
Santé et Services sociaux	18 027 804	13 246 264	(2)	3 655			31 277 723
Sécurité publique	1 274 809	4 448					1 279 257
Transports	936 080	137		384			936 601
Travail	33 993	1			-	-	33 994
	50 083 723	14 988 408		31 458	479 000		65 582 589
Culture et Communications (service de la dette)	3 757						3 757
Finances et Économie (service de la dette)	3 000	8 618 000					8 621 000
Total	50 090 480	(3) <b>23 606 408</b>		31 458	479 000		74 207 346
Dépenses	48 490 151	23 590 847		31 458	479 000		72 591 456
Prêts, placements, avances et autres	1 185 288	1 605					1 186 893
Immobilisations	415 041	13 957				_	428 997
Total	50 090 480	23 606 408		31 458	479 000		74 207 346

<sup>(1)</sup> Ces crédits apparaissent au Budget de dépenses 2013-2014.

<sup>(2)</sup> Cette somme inclut des crédits permanents évalués à 6 752 000 k\$ sur la base des prévisions de cotisations au Fonds des services de santé.

<sup>(3)</sup> Les crédits votés ont été autorisés par la Loi n°1 sur les crédits, 2013-2014 (L.Q. 2013, chapitre 1).

## TABLEAU 1.2 : CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES

(en milliers de dollars)						
	ASSOCIÉS À DES CRÉDITS AU NET	+	ASSOCIÉS À DES PRODUITS D'ALIÉNATION	+	ALLOUÉS PAR (1) DÉCISIONS =	TOTAL
Assemblée nationale					2 200	2 200
Personnes désignées par l'Assemblée nationale						
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	2 179					2 179
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	8 138		13			8 151
Conseil du trésor et Administration gouvernementale						
Conseil exécutif						
Culture et Communications (excluant le service de la dette)						
Développement durable, Environnement, Faune et Parcs	10 065		82			10 147
Éducation, Loisir et Sport						
Emploi et Solidarité sociale	7 250					7 250
Enseignement supérieur, Recherche, Science et Technologie						
Famille						
Finances et Économie (excluant le service de la dette)						
Immigration et Communautés culturelles	45 492					45 492
Justice	930					930
Relations internationales, Francophonie et Commerce extérieur						
Ressources naturelles	109					109
Santé et Services sociaux					13 285	13 285
Sécurité publique	397				3 993	4 390
Transports						
Travail						
Total	74 559		95		19 478	94 132
Votés	74 559					74 559
Permanents	. 1 000		95		19 478	19 573
Total	74 559		95		19 478	94 132
. 5.00.						
Dépenses	74 559				19 478	94 037
Prêts, placements, avances et autres						
Immobilisations			95			95
Total	74 559		95		19 478	94 132

- (1) Les crédits complémentaires « Alloués par décisions » représentent des crédits autorisés en vertu :

   d'une loi sur les crédits portant sur un budget de dépenses supplémentaire ;
   d'une décision prise par le Bureau de l'Assemblée nationale ou par le gouvernement ;
   de dispositions d'une loi particulière à l'égard de l'utilisation de certains revenus perçus ;
   de nouvelles lois autorisant le gouvernement à prendre les sommes requises sur le fonds consolidé du revenu.

TABLEAU 2 : CRÉDITS UTILISÉS

			DÉPENSES NÉCESSITANT (1)	
	INVESTISS	EMENTS	+ DES CRÉDITS =	TOTAL
	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations		
Assemblée nationale Personnes désignées par l'Assemblée nationale	15	3 465 4 062	115 468 128 210	118 948 132 272
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	75 077	4 633	1 517 750	1 597 460
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1	20 155	1 032 509	1 052 666
Conseil du trésor et Administration gouvernementale		2 523	960 039	962 562
Conseil exécutif	3	496	525 194	525 693
Culture et Communications (excluant le service de la dette)		1 283	631 566	632 850
Développement durable, Environnement, Faune et Parcs	12	35 766	287 956	323 734
Éducation, Loisir et Sport		5 099	10 309 644	10 314 743
Emploi et Solidarité sociale	16	93	4 338 811	4 338 919
Enseignement supérieur, Recherche, Science et Technologie	75 095	79	6 482 606	6 557 780
Famille		2 046	2 449 734	2 451 779
Finances et Économie (excluant le service de la dette)		759	652 324	653 083
Immigration et Communautés culturelles	14	4 934	188 177	193 125
Justice	11	9 815	839 357	849 183
Relations internationales, Francophonie et Commerce extérieur	324	11 369	127 462	139 155
Ressources naturelles	1	5 638	396 173	401 811
Santé et Services sociaux	3	14 717	31 159 064	31 173 783
Sécurité publique	16	23 438	1 314 967	1 338 421
Transports		29 302	685 546	714 848
Travail .		303	35 911	36 214
	150 589	179 974	64 178 467	64 509 030
Culture et Communications (service de la dette)			3 757	3 757
Finances et Économie (service de la dette)			8 448 434	8 448 434
Total	150 589	179 974	72 630 658	72 961 222
Votés	150 574	174 215	48 500 233	48 825 022
Permanents	15	5 760	24 130 425	24 136 200
Total	150 589	179 974	72 630 658	72 961 222

<sup>(1)</sup> Ces dépenses excluent celles qui ne requièrent pas de crédits (amortissement d'immobilisations, consommation de stocks et de frais payés d'avance), ainsi que les variations à la baisse de provisions et les revenus imputés à l'encontre du service de la dette afférent.

# 2. INFORMATIONS SOMMAIRES SUR LES REVENUS ET DÉPENSES

# SOMMAIRE DES REVENUS ET DES DÉPENSES DES PORTEFEUILLES

(CFT Triminate de delicite)		
	REVENUS	DÉPENSES
Assemblée nationale	101	121 627
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	1 121	129 746
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	16 476	1 521 965
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	19 403	1 049 120
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1 874	945 593
Conseil exécutif	341	525 706
Culture et Communications	1 805	639 734
Développement durable, Environnement, Faune et Parcs	45 330	306 990
Éducation, Loisir et Sport	131 254	10 326 577
Emploi et Solidarité sociale	874 891	4 341 051
Enseignement supérieur, Recherche, Science et Technologie	31 360	6 482 620
Famille	1 803	2 456 929
Finances et Économie	27 720 145	9 084 114
Immigration et Communautés culturelles	373 617	191 151
Justice	228 345	853 650
Relations internationales, Francophonie et Commerce extérieur	409	130 754
Ressources naturelles	69 952	404 198
Revenu	40 043 682	
Santé et Services sociaux	105 684	31 167 534
Sécurité publique	55 813	1 332 670
Transports	47 371	708 445
Travail	54	36 045
	69 770 829	72 756 219
Crédits votés utilisés		48 500 233
Crédits permanents utilisés		24 130 425
Total des dépenses nécessitant des crédits		72 630 658
Amortissement des immobilisations		156 539
Consommation de frais payés d'avance		2 153
Consommation de stocks		4 615
Revenus imputés à l'encontre du service de la dette		(18 335)
Variation à la baisse de provisions		(19 412)
Total des dépenses ne nécessitant pas de crédit		125 560
•		72 756 219

#### **REVENUS DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES**

# Année financière terminée le 31 mars 2014 (en milliers de dollars)

	Détail page		Impôt sur le revenu et les biens	Taxes à la + consommation +	Droits et permis +
1	49	Assemblée nationale			
2	61	Personnes désignées par l'Assemblée nationale			
3	73	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire			4 779
4	89	Agriculture, Pêcheries et Alimentation			15 130
5	101	Conseil du trésor et Administration gouvernementale			
6	117	Conseil exécutif			
7	137	Culture et Communications			
8	149	Développement durable, Environnement, Faune et Parcs			39 413
9	161	Éducation, Loisir et Sport			1
10	175	Emploi et Solidarité sociale			
11	189	Enseignement supérieur, Recherche, Science et Technologie			
12	205	Famille			93
13	217	Finances et Économie	6 779 900		1 824
14	239	Immigration et Communautés culturelles			50 983
15	251	Justice			1 497
16	269	Relations internationales, Francophonie et Commerce extérieur			
17	279	Ressources naturelles			43 798
18	291	Revenu	22 652 947	16 607 388	63 751
19	293	Santé et Services sociaux			15 110
20	311	Sécurité publique			38 615
21	323	Transports			38 545
22	335	Travail			
			29 432 847	16 607 388	313 539

Note: Les informations financières dans ce sommaire excluent les sommes inscrites dans des comptes à fin déterminée (voir le point 4 de la partie A).

<sup>(1)</sup> Ces revenus représentent la quote-part du gouvernement dans les résultats de ses entreprises. De cette somme, des dividendes de 4 265 356 k\$ ont été versés au fonds général.

	Total des revenus 2013	Total des revenus 2014	Transferts du gouvernement + fédéral =	Total des revenus autonomes	Revenus provenant des entreprises du gouvernement =	Revenus divers
1	194	101		101		101
2	773	1 121		1 121		1 121
3	14 364	16 476		16 476		11 697
4	21 631	19 403		19 403		4 273
5	2 377	1 874		1 874		1 874
6	336	341		341		341
7	1 876	1 805		1 805		1 805
8	42 767	45 330		45 330		5 917
9	140 560	131 254	129 549	1 704		1 703
10	853 523	874 891	756 142	118 750		118 750
11	30 412	31 360		31 360		31 360
12	4 582	1 803		1 803		1 710
13	24 513 898	27 720 145	15 215 149	12 504 996	5 430 517	292 756
14	327 963	373 617	319 967	53 650		2 667
15	216 117	228 345	26 853	201 491		199 995
16	590	409		409		409
17	224 493	69 952		69 952		26 154
18	39 077 822	40 043 682		40 043 682		719 596
19	115 653	105 684	75 609	30 076		14 965
20	54 881	55 813	4 820	50 993		12 378
21	46 000	47 371	53	47 319		8 774
22	26	54		54		54
	65 690 839	69 770 829	16 528 142	53 242 688	5 430 517	1 458 397

#### DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS

#### Année financière terminée le 31 mars 2014

(en milliers de dollars)

(0111	illilici 3 dC	donardy			
	Détail page		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	ÉDUCATION ET + CULTURE	ÉCONOMIE ET + ENVIRONNEMENT +
		ASSEMBLÉE NATIONALE			
1	52	Secrétariat général et affaires parlementaires			
2	52	Secrétariat général adjoint à l'administration, affaires informationnelles et institutionnelles et sécurité			
3	54	Services statutaires aux parlementaires			
		Total du portefeuille			
		PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE			
4	64	Le Protecteur du citoyen			
5	64	Le Vérificateur général			
6	64	Administration du système électoral			
7	66	Le Commissaire au lobbyisme			
8	66	Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie			
		Total du portefeuille			
		AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE			
9	76	Développement des régions et ruralité			100 055
10	76	Modernisation des infrastructures municipales			390 479
11	76	Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités			
12	78	Administration générale			
13	78	Commission municipale du Québec			
14	78	Habitation			331 807
15	80	Régie du logement			
		Total du portefeuille			822 341
		AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION			
16	92	Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments			429 188
17	92	Organismes d'État			619 932
		Total du portefeuille	_		1 049 120
		CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE			
18	104	Secrétariat du Conseil du trésor			
19	104	Fonctions gouvernementales			
20	106	Commission de la fonction publique			
21	108	Régimes de retraite et d'assurances			
22	110	Fonds de suppléance			
		Total du portefeuille			

- (1) La diminution s'explique principalement par les coûts de l'élection du 7 avril 2014 qui sont comptabilisés sur deux exercices financiers, soit 2013-2014 et 2014-2015, alors que les coûts de l'élection du 4 septembre 2012 sont portés sur un seul, soit l'exercice 2012-2013.
- (2) L'augmentation s'explique principalement par la hausse des coûts liés au remboursement du service de la dette à la suite des derniers investissements prévus au Plan québécois des infrastructures pour le Programme d'infrastructures Québec-Municipalités (PIQM), le Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ), ainsi que pour le Fonds Chantiers Canada-Québec (FCCQ).
- (3) La diminution s'explique principalement par la baisse de la subvention d'équilibre versée à la Société d'habitation du Québec (SHQ) à la suite de l'utilisation par cette dernière, d'une partie de son excédent cumulé en 2012-2013.
- (4) La variation est principalement attribuable à l'inscription d'une provision pour les coûts liés à la tragédie survenue le 6 juillet 2013 à Lac-Mégantic, à la variation de la provision pour l'équité salariale et à la variation de la provision pour passif environnemental.
- (5) L'augmentation est principalement attribuable au dépôt des nouvelles évaluations actuarielles, au 31 mars 2013, pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), le Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) et le Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces nouvelles évaluations ont engendré une augmentation du coût des prestations acquises et de la dépense d'amortissement des gains et pertes actuariels.

7 239       7 239       8 599         53 587       53 587       51 664         60 801       60 801       58 796         -       121 627       -       121 627       119 059         14 463       14 463       14 271       19 059         26 465       26 465       27 067       85 009       10 5943       3 130       3 043         678       678       678       753       753       753       753       7546       151 077       151 077         621 979       621 979       615 823       52 360       50 247       3 125       2 650       50 247       3 125       2 650       3 31 807 (3)       3 99 862       2 2 161       2 0 416       2 2 161       2 0 416       2 2 161       2 0 416       2 2 161       2 0 416       2 0 416       2 0 416       2 0 416       3 125	1 2 3 4 5 6 7 8
60 801     60 801     58 796       -     121 627     -     121 627     119 059       14 463     14 463     14 271       26 465     26 465     27 067       85 009     85 009 (1)     105 943       3 130     3 130     3 043       678     678     753       -     129 746     -     129 746     151 077       621 979     621 979     615 823       52 360     52 360     50 247       3 125     3 125     2 650       3 31 807 (3)     3 99 862       22 161     22 161     20 416	3 4 5 6 7 8
-     121 627     -     121 627     119 059       14 463     14 463     14 271       26 465     26 465     27 067       85 009     85 009 (1)     105 943       3 130     3 130     3 043       678     678     753       -     129 746     151 077       621 979     621 979     615 823       52 360     52 360     50 247       3 125     3 125     2 650       331 807 (3)     399 862       22 161     20 416	4 5 6 7 8
14 463	5 6 7 8
26 465       26 465       27 067         85 009       85 009 (1)       105 943         3 130       3 130       3 043         678       678       753         -       129 746       -       129 746       151 077         621 979       621 979       615 823         52 360       52 360       50 247         3 125       3 125       2 650         331 807 (3)       399 862         22 161       22 161       20 416	5 6 7 8
26 465       26 465       27 067         85 009       85 009 (1)       105 943         3 130       3 130       3 043         678       678       753         -       129 746       -       129 746       151 077         621 979       621 979       615 823         52 360       52 360       50 247         3 125       3 125       2 650         331 807 (3)       399 862         22 161       22 161       20 416	5 6 7 8
85 009     85 009 (1)     105 943       3 130     3 130     3 043       678     678     753       -     129 746     -     129 746     151 077       100 055     114 649       390 479 (2)     352 727       621 979     615 823       52 360     52 360     50 247       3 125     2 650       331 807 (3)     399 862       22 161     20 416	6 7 8
3 130     3 130     3 043       678     678     753       -     129 746     -     129 746     151 077       100 055     114 649       390 479 (2)     352 727       621 979     621 979     615 823       52 360     52 360     50 247       3 125     2 650       331 807 (3)     399 862       22 161     20 416	7 8
-     129 746     -     129 746     151 077       100 055     114 649       390 479 (2)     352 727       621 979     621 979     615 823       52 360     52 360     50 247       3 125     2 650       331 807 (3)     399 862       22 161     22 161     20 416	8
100 055 114 649 390 479 (2) 352 727 621 979 621 979 615 823  52 360 52 360 50 247 3 125 3 125 2 650 331 807 (3) 399 862 22 161 20 416	_
621 979     390 479 (2)     352 727       621 979     615 823       52 360     52 360     50 247       3 125     3 125     2 650       331 807 (3)     399 862       22 161     22 161     20 416	_
3 125     3 125     2 650       331 807 (3)     399 862       22 161     22 161     20 416	9 10 11
331 807 (3) 399 862 22 161 20 416	12
22 161 20 416	13
	14
	15
<u> </u>	
429 188 426 838	16
619 932 643 451	17
<u> </u>	
76 064 76 064 81 384	18
486 219 486 219 486 219 (4) 159 951 4 017 4 017 3 850	19 20
379 293 379 293 (5) 300 789	20
<u> </u>	22

#### DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS (suite)

#### Année financière terminée le 31 mars 2014

(en milliers de dollars)

Détail page		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT
	CONSEIL EXÉCUTIF			
120	Cabinet du lieutenant-gouverneur			
120	Services de soutien auprès de la première ministre et du Conseil exécutif			
122	Affaires intergouvernementales canadiennes			
122	Affaires autochtones			
124	Jeunesse			
124	Institutions démocratiques et Participation citoyenne			
126	Promotion et développement de la région métropolitaine			117 623
126	Promotion et développement de la Capitale-Nationale			44 318
126	Développement nordique			
	Total du portefeuille	<del></del> -	<u> </u>	161 941
	CULTURE ET COMMUNICATIONS			
140	Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Conseil du patrimoine culturel du Québec		56 066	
140	Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État		579 911	
	Total du portefeuille		635 977	
	DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT, FAUNE ET PARCS			
152	Protection de l'environnement et gestion des parcs			301 535
152	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement			5 456
	Total du portefeuille			306 990
	ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT			
164	Administration		123 252	
166	Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire		9 081 490	
166	Développement du loisir et du sport		67 781	
168	Régimes de retraite		1 054 054	
	Total du portefeuille		10 326 577	
	EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE			
178	Mesures d'aide à l'emploi			841 134
178	Mesures d'aide financière			
180	Administration			
180	Condition féminine			
	Total du portefeuille	_	_	841 134

<sup>(6)</sup> La diminution s'explique principalement par le fait que le Secrétariat à la Capitale Nationale (SCN) n'a pas versé à la Ville de Québec les montants prévus au budget initial.

<sup>(7)</sup> L'augmentation est principalement attribuable au dépôt des nouvelles évaluations actuarielles, au 31 mars 2013, pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), le Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE), et le Régime de retraite des enseignants (RRE). Ces nouvelles évaluations ont engendré une augmentation du coût des prestations acquises et de la dépense d'amortissement des gains et pertes actuariels.

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES +	GOUVERNE ET  JUSTICE +	SERVICE DE LA DETTE	TOTAL 2014	TOTAL 2013	
	749		749	738	23
	57 258		57 258	52 504	24
	14 170		14 170	13 649	25
	237 083		237 083	235 628	26
	45 232		45 232	46 238	27
	9 274		9 274	8 215	28
			117 623 44 318 <sup>(6)</sup>	132 928	29 30
			44 318 (0)	64 715	30
	<del></del>				31
	363 765		525 706	554 615	
		3 757	59 823	55 323	32
			579 911	568 734	33
		3 757	639 734	624 057	
			301 535	301 194	34
			5 456	4 933	35
		_	306 990	306 127	
			123 252	125 166	36
			9 081 490	8 961 223	37
			67 781	65 538	38
			1 054 054 (7)	842 427	39
	<u> </u>		10 326 577	9 994 354	
			841 134	871 541	40
3 016 525			3 016 525	2 998 018	41
472 773			472 773	511 889	42
10 619			10 619	9 373	43
3 499 917	<u> </u>		4 341 051	4 390 822	

### DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS (suite)

	Détail page		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT
	page			COLITORE +	LIVIIXONINEIVEIVI
		ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE, SCIENCE ET TECHNOLOGIE			
ļ	192	Administration		56 947	
5	192	Organismes dédiés à des programmes de formations spécialisés		26 718	
6	194	Aide financière aux études		612 205	
•	194	Enseignement supérieur		5 321 722	
3	196	Soutien à la science, à la recherche et à l'innovation			143 582
)	196	Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation			174 097
)	198	Régimes de retraite		147 349	
		Total du portefeuille		6 164 940	317 680
		FAMILLE			
	208	Planification, recherche et administration			
2	208	Mesures d'aide à la famille			
		Total du portefeuille		<u> </u>	-
		FINANCES ET ÉCONOMIE			
3	224	Direction du Ministère			
ı	224	Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement			
;	226	Service de la dette			
6	228	Soutien technique et financier au développement économique			171 660
•	230	Interventions relatives au Fonds du développement économique			221 277
3	230	Promotion et développement du tourisme			135 937
		Total du portefeuille		<del>-</del>	528 875
		IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES			
)	242	Immigration, intégration et communautés culturelles		165 042	
)	242	Charte de la langue française		26 109	
		Total du portefeuille		191 151	-
		JUSTICE			
	256	Activité judiciaire			
2	256	Administration de la justice			
3	258	Justice administrative			
ļ	258	Accessibilité à la justice			
5	258	Autres organismes relevant du ministre			
	260	Poursuites criminelles et pénales			
6					
,	260	Indemnisation et reconnaissance			

La diminution s'explique principalement par une baisse des subventions attribuable à la fin de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2010-2013. (8)

L'augmentation s'explique principalement par une hausse de la dépense relative aux pertes sur interventions financières garanties.

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES +	GOUVERNE ET JUSTICE +	SERVICE DE LA DETTE =	TOTAL 2014	TOTAL 2013	
			56 947 26 718	52 297 25 086	44 45
			612 205 5 321 722 143 582 (8) 174 097 (8) 147 349	571 138 5 039 617 167 420 193 137 143 939	46 47 48 49 50
			6 482 620	6 192 633	
53 967 2 402 962 <b>2 456 929</b>			53 967 2 402 962 <b>2 456 929</b>	53 479 2 316 973 2 370 452	51 52
	73 935 51 206		73 935 51 206	69 044 49 500	53 54
		8 430 099	8 430 099 171 660	7 762 148 160 571	55 56
			221 277 (9)	70 431	57
	125 141	8 430 099	135 937 9 084 114	129 668 <b>8 241 361</b>	58
			165 042 26 109	159 758 25 495	59 60
			191 151	185 253	
	110 331 305 267 13 043		110 331 305 267 13 043	104 820 288 705 12 311	61 62 63
163 378	24 551 123 183		163 378 24 551 123 183	170 484 24 017 113 467	64 65 66
113 897			113 897	107 143	67
277 275	576 375		853 650	820 948	

#### DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS (suite)

#### Année financière terminée le 31 mars 2014

(en milliers de dollars)

	Détail page		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT
		RELATIONS INTERNATIONALES, FRANCOPHONIE ET COMMERCE EXTÉRIEUR			
8	272	Affaires internationales			130 754
		Total du portefeuille			130 754
		RESSOURCES NATURELLES			
9	282	Gestion des ressources naturelles			404 198
		Total du portefeuille			404 198
		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX			
0	296	Fonctions nationales	363 621		
1	298	Fonctions régionales	21 627 169		
2	300	Office des personnes handicapées du Québec	12 147		
3	300	Régie de l'assurance maladie du Québec	9 085 192		
4 5	302 302	Condition des aînés Curateur public			
		Total du portefeuille	31 088 129		-
		SÉCURITÉ PUBLIQUE			
6	314	Sécurité, prévention et gestion interne			
7	314	Sûreté du Québec			
8	316	Organismes relevant du ministre			
		Total du portefeuille	<del>-</del> -		
		TRANSPORTS			
9	326	Infrastructures et systèmes de transport			630 384
0	326	Administration et services corporatifs			78 06
		Total du portefeuille	<del>-</del> -		708 44
		TRAVAIL			
1	338	Travail			
		Total du portefeuille		<del>-</del>	
		TOTAL AU 31 MARS 2014	31 088 129	17 318 645	5 271 47
		TOTAL AU 31 MARS 2013	30 105 422	16 631 674	5 394 85

<sup>(10)</sup> La diminution s'explique principalement par les mesures de compressions budgétaires annoncées lors du discours sur le budget 2013-2014.

<sup>(11)</sup> La diminution s'explique principalement par une baisse des affectations au Fonds des ressources naturelles. En compensation, des virements de revenus de droits et permis provenant des ressources forestières ont été effectués vers le fonds (réf.: décrets 708-2012, 613-2013, 327-2014).

<sup>(12)</sup> La diminution s'explique par l'abolition de la « règle des 15 ans » relative au programme d'assurance médicaments, annoncée lors du discours sur le budget 2013-2014.

<sup>(13)</sup> L'augmentation s'explique par la hausse des services médicaux (725 188 k\$), des services pharmaceutiques et des médicaments (82 709 k\$), ainsi que des services optométriques, dentaires et autres (27 254 k\$).

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES +	GOUVERNE ET JUSTICE +	SERVICE DE LA DETTE =	TOTAL 2014	TOTAL 2013	
			130 754 (10)	153 608	68
_			130 754	153 608	
			404 409 (11)	402 607	60
			404 198 (11) 404 198	493 687 <b>493 687</b>	69
			363 621 <sup>(12)</sup>	487 006	70
			21 627 169	21 356 444	71
			12 147	11 930	72
00.054			9 085 192 (13)	8 250 041	73
23 054			23 054	20 220	74 75
56 351	<del></del> -		56 351	55 259	75
79 405		<del>-</del>	31 167 534	30 180 901	
				0.000	
	636 537		636 537	619 230	76
	657 684		657 684	652 458	77
	38 448		38 448	35 690	78
	1 332 670		1 332 670	1 307 378	
			630 384	625 185	79
			78 061	88 307	80
		<del>-</del>	708 445	713 492	
			22.27		
	36 045		36 045	40 648	81
	36 045		36 045	40 648	
6 313 527	4 330 586	8 433 856	72 756 219		
6 242 840	3 872 108	7 766 213	:	70 013 107	

### DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR SUPERCATÉGORIES

	Détail page		RÉMUNÉRATION +	FONCTIONNEMENT +	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS
1	52	Assemblée nationale	86 544	35 063	
2	64	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	76 344	35 828	
3	76	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	52 711	27 806	
4	92	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	124 476	69 539	(710)
5	104	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	492 875	413 280	
6	120	Conseil exécutif	66 167	20 815	382
7	140	Culture et Communications	28 130	27 936	397
8	152	Développement durable, Environnement, Faune et Parcs	156 547	91 381	99
9	164	Éducation, Loisir et Sport	60 031	60 553	
10	178	Emploi et Solidarité sociale	174 191	83 272	5 500
11	192	Enseignement supérieur, Recherche, Science et Technologie	45 048	7 388	32 643
12	208	Famille	29 318	24 192	202
13	224	Finances et Économie	86 507	44 801	130 341
14	242	Immigration et Communautés culturelles	96 947	52 445	1
15	256	Justice	368 994	188 142	8 152
16	272	Relations internationales, Francophonie et Commerce extérieur	62 093	30 781	
17	282	Ressources naturelles	104 065	92 271	2 849
18	296	Santé et Services sociaux	108 539	89 653	30
19	314	Sécurité publique	636 313	307 280	19
20	326	Transports	111 987	346 677	32
21	338	Travail	15 164	7 352	
		1	2 982 992	2 056 456	179 937
		Imputation des dépenses :	0.400.000	4 707 005	105 710
		Crédits votés	2 403 083	1 767 635	135 749
		Crédits permanents	579 909	129 069	45 156
		Total des dépenses nécessitant des crédits	2 982 992	1 896 705	180 905
		Amortissement des immobilisations		156 539	
		Consommation de frais payés d'avance		2 153	
		Consommation de stocks		1 059	
		Revenus imputés à l'encontre du service de la dette			(222)
		Variation à la baisse de provisions			(968)
		Total des dépenses ne nécessitant pas de crédit		159 752	(968)
			2 982 992	2 056 456	179 937

TRANSFERT +	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	+ SERVICE DE LA DETTE	TOTAL = 2014	TOTAL 2013
TO WOT LIKE		- OLIVIOL DE LIVELTIL		50,70
20			121 627	119 059 1
17 574			129 746	151 077 2
1 400 353	41 096		1 521 965	1 556 373 3
855 814			1 049 120	1 070 289 4
57 302	(17 864)		945 593	545 973 5
435 362	2 980		525 706	554 615 6
579 514		3 757	639 734	624 057 7
58 963			306 990	306 127 8
10 205 994			10 326 577	9 994 354 9
2 992 726	1 085 361		4 341 051	4 390 822 10
6 372 540	25 000		6 482 620	6 192 633 11
2 403 218			2 456 929	2 370 452 12
235 988	156 377	8 430 099	9 084 114	8 241 361 13
41 757			191 151	185 253 14
262 645	25 717		853 650	820 948 15
37 880			130 754	153 608 16
6 562	198 450		404 198	493 687 17
30 953 777	15 535		31 167 534	30 180 901 18
113 644	275 413		1 332 670	1 307 378 19
246 602	3 147		708 445	713 492 20
6 715	6 813		36 045	40 648 21
57 284 952	1 818 025	8 433 856	72 756 219	70 013 107
				/
42 345 007	1 836 458	12 300	48 500 233	47 900 731
14 936 390 57 281 396	11 1 836 469	8 439 891 8 452 191	24 130 425 72 630 658	22 097 255 69 997 986
37 201 390	1 000 409	0 402 191	72 030 030	09 997 900
			156 539	152 035
			2 153	25
3 556			4 615	342
		(18 335)	(18 335)	(16 112)
	(18 444)		(19 412)	(121 169)
3 556	(18 444)	(18 335)	125 560	15 121
57 284 952	1 818 025	8 433 856	72 756 219	70 013 107

#### DÉPENSES DE TRANSFERT DES PORTEFEUILLES PAR BÉNÉFICIAIRES ET PAR CATÉGORIES

#### Année financière terminée le 31 mars 2014

(en milliers de dollars)

(en milliers de dollars)		
BÉNÉFICIAIRES (1)		
	RÉMUNÉRATION + FONCTION	INEMENT
Entreprises	178	
Établissements de santé et de services sociaux	13 406 507	5 727 855
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	12 474 865	1 739 172
Municipalités et organismes municipaux		
Organismes à but non lucratif	1	1 009
Personnes:		
Sécurité du revenu		
Assurance maladie		
Autres Organismes et entreprises du gouvernement	7 529 801	358 861
		7 826 897
RÉPARTITION :		
1 Assemblée nationale		
2 Personnes désignées par l'Assemblée nationale		
3 Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	19 022	5 523
4 Agriculture, Pêcheries et Alimentation	45 500	10 000
5 Conseil du trésor et Administration gouvernementale	31 476	24 814
6 Conseil exécutif	3 500	7 386
7 Culture et Communications	120 711	66 834
8 Développement durable, Environnement, Faune et Parcs		
9 Éducation, Loisir et Sport	8 413 709	928 375
10 Emploi et Solidarité sociale	1 796	803
11 Enseignement supérieur, Recherche, Science et Technologie	4 059 022	809 597
12 Famille		31 015
13 Finances et Économie	39 630	14 188
14 Immigration et Communautés culturelles		
15 Justice	81 224	19 490
16 Relations internationales, Francophonie et Commerce extérieur	999	2 843
17 Ressources naturelles		
18 Santé et Services sociaux	20 544 557	5 853 890
19 Sécurité publique		6 589
20 Transports	43 969	45 359
21 Travail	6 237	191
	33 411 353	7 826 897

Les bénéficiaires identifiés sont les bénéficiaires ultimes des transferts. Lorsque l'aide financière est versée par un intermédiaire, le bénéficiaire identifié de cette aide financière est cet intermédiaire si le bénéficiaire ultime ne peut être identifié au prix d'un effort raisonnable.
 Les transferts en capital « principal » sont des subventions pour le remboursement d'emprunts contractés pour des dépenses en capital alors que les transferts en capital « autres » concernent les autres dépenses en capital subventionnées.

CAPITA Principal	AL (2) + Autres	INTÉRÊTS +	SUPPORT =	TOTAL 2014	TOTAL	
Principal	Autres			2014	2013	
9 534	37 516	3 013	1 762 996	1 813 238	1 801 545	
596 004	178 419	273 200	144 499	20 326 484	20 128 423	
911 659	40 730	445 988	140 812	15 753 226	15 124 935	
305 569	11 192	110 280	1 187 852	1 614 893	1 616 936	
92 358	59 352	79 073	3 277 998	3 509 792	3 415 081	
			2 975 084	2 975 084	2 950 183	
			2 184 861	2 184 861	2 116 765	
	16 068	3 768	968 607	988 442	966 232	
82 155	43 923	42 556	61 637	8 118 933	7 494 854	
1 997 280	387 199	957 877	12 704 346	57 284 952	55 614 955	
			20	20	19	1
			20	20	19	1
			17 574	17 574	16 465	2
278 234	77 790	149 029	870 755	1 400 353	1 425 271	3
144	24 549	115	775 506	855 814	882 495	4
			1 012	57 302	37 354	5
20 931	6 152	7 171	390 222	435 362	470 584	6
118 995	3	41 303	231 668	579 514	568 338	7
18 695	84	8 079	32 104	58 963	60 281	8
477 469	6 292	241 789	138 360	10 205 994	9 871 544	9
	13		2 990 115	2 992 726	2 965 890	10
443 181	47 619	209 459	803 661	6 372 540	6 075 233	11
20 085	1 316	9 917	2 340 885	2 403 218	2 317 337	12
14 563		15 057	152 550	235 988	217 495	13
			41 757	41 757	41 310	14
	347		161 585	262 645	263 795	15
			34 038	37 880	54 920	16
1 596		701	4 266	6 562	10 683	17
599 255	211 748	273 484	3 470 843	30 953 777	29 977 461	18
1 222			105 833	113 644	117 220	19
2 910	11 288	1 773	141 304	246 602	230 242	20
4.00-000			288	6 715	11 020	21
1 997 280	387 199	957 877	12 704 346	57 284 952	55 614 955	

### DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES

	RÉMUNÉ- RATION -	FONCTION- + NEMENT +	CAPITAL -	+ <u>INTÉRÊT</u>	+ SUPPORT	TOTAL = 2014	TOTAL 2013
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire					41 096	41 096	55 017
Conseil du trésor et Administration gouvernementale		(18 444)		580		(17 864)	(13 739)
Conseil exécutif					2 980	2 980	2 959
Emploi et Solidarité sociale	154 649	55 203	10 926	835	863 748	1 085 361	1 153 952
Enseignement supérieur, Recherche, Science et Technologie					25 000	25 000	20 000
Finances et Économie	14 035	9 591	2 343	425	129 982	156 377	94 817
Justice	9 795	5 241	176		10 505	25 717	24 084
Ressources naturelles	45 004	65 059		2 400	85 987	198 450	276 372
Santé et Services sociaux					15 535	15 535	11 598
Sécurité publique	220 005	50 481	4 928			275 413	272 936
Transports			2 819	328		3 147	437
Travail	5 246	1 567				6 813	7 253
	448 734	168 698	21 192	4 568	1 174 832	1 818 025	1 905 685

### IMPUTATION DE LA RÉMUNÉRATION DES PORTEFEUILLES

		22222		CAPITALISÉE AUX	
		DÉPENSES	Affectation	+ IMMOBILISATIONS	= TOTAL
	Rémunération	Transfert	à un fonds spécial		
Assemblée nationale	86 544			984	87 528
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	76 344			606	76 950
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	52 711	19 022		149	71 883
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	124 476	45 500		467	170 444
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	492 875	31 476		727	525 078
Conseil exécutif	66 167	3 500			69 667
Culture et Communications	28 130	120 711		198	149 039
Développement durable, Environnement, Faune et Parcs	156 547			890	157 438
Éducation, Loisir et Sport	60 031	8 413 709		1 083	8 474 822
Emploi et Solidarité sociale	174 191	1 796	154 649		330 637
Enseignement supérieur, Recherche, Science et Technologie	45 048	4 059 022			4 104 070
Famille	29 318				29 318
Finances et Économie	86 507	39 630	14 035	116	140 288
Immigration et Communautés culturelles	96 947			707	97 654
Justice	368 994	81 224	9 795	939	460 953
Relations internationales, Francophonie et Commerce extérieur	62 093	999		65	63 157
Ressources naturelles	104 065		45 004	1 990	151 059
Santé et Services sociaux	108 539	20 544 557		1 899	20 654 996
Sécurité publique	636 313		220 005	2 177	858 495
Transports	111 987	43 969		1 498	157 453
Travail	15 164	6 237	5 246		26 647
	2 982 992	33 411 353	448 734	14 495	36 857 574

# 3. REVENUS, CRÉDITS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PORTEFEUILLES

### REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

### Année financière terminée le 31 mars 2014 (en milliers de dollars)

(en miliers de donars)		
	2014	2013
Revenus divers		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	101	194
Total des revenus divers	101	194
Total des revenus autonomes	101	194
Total des revenus	101	194

Note: Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

### CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

(en milliers de dollars)					
PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Secrétariat général et affaires parlementaires					
Votés				_	
Permanents	7 243	7 239		5	
Ne nécessitant pas de crédits					
	7 243	7 239		5	
PROGRAMME 2					
Secrétariat général adjoint à l'administration, affaires informationnelles et institutionnelles et sécurité					
Votés					
Permanents	59 577	47 428	3 467	8 682	
Ne nécessitant pas de crédits		6 159			
	59 577	53 587	3 467	8 682	
PROGRAMME 3					
Services statutaires aux parlementaires					
Votés					
Permanents	62 130	60 801	13	1 316	
Ne nécessitant pas de crédits					
	62 130	60 801	13_	1 316	
	128 950	121 627	3 480	10 002	
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés Permanents	128 950	115 468	3 480	10 002	
Ne nécessitant pas de crédits		6 159			
	128 950	121 627	3 480	10 002	_
Dépenses	117 709	121 627		2 241	
Prêts, placements, avances et autres	1 101		15	1 087	
Immobilisations	10 140		3 465	6 674	
	128 950	121 627	3 480	10 002	_
			2 700		

### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

	CRÉDITS AUTORISÉS _		CRÉDITS UTILISÉS			
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	SSEMENTS  Immobilisations	DÉPENSES néc	essitant des crédits  Fonctionnement	
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice		Secrétariat géné	ral et affaires parlem	entaires		
. Secrétariat général Permanents(1)	1 646			939	706	
2. Affaires parlementaires Permanents(1)	5 597			5 023	571	
TOTAL 1) Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A	<u>7 243</u> -23.1).			5 962	1 277	
PROGRAMME 2 Mission : Gouverne et justice		Secrétariat géné informationnelle	ral adjoint à l'adminis s et institutionnelles	stration, affaires et sécurité		
Affaires informationnelles et institutionnelles     Permanents(1)	13 533	1		9 138	4 043	
Affaires administratives et sécurité     Permanents(1)     Amortissement des immobilisations	46 043		3 465	25 012	9 235	
TOTAL	59 577	1	3 465	34 150	13 278	

<sup>(1)</sup> Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1).

	CRÉDITS UTILI	ISÉS (suite)		=	CRÉDITS N	ION UTILISÉS (EX	CÉDENTS)	DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉI	PENSES nécessitan	it des crédits (suite)	1		SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vi	se à assister les dé	éputés dans l'exer	cice de leur rôl	le de	législateur et de co	ontrôleur de l'acti	vité gouvernementale	ə.
							1	
							3	
			-				5	-
humaines, matéri	elles et information	nnelles d'une part,	et des service	s reli	és à la Bibliothèqu	ie, aux communic	rd de la gestion des i ations, aux activités ines et des biens, d'a	
							351	
							8 331	6 159
			-				8 682	6 159

### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

### Année financière terminée le 31 mars 2014

		CRÉDITS AUTORISÉS _	CRÉDITS UTILISÉS				
			INVESTIS	SSEMENTS	DÉPENSES néc	essitant des crédits	
	OGRAMMES ments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement	
	OGRAMME 3 sion : Gouverne et justice		Services statuta	ires aux parlementair	es		
1	Indemnités et allocations aux parlementaires						
١.	Permanents(1)	12 789	13		1 032	11 638	
	Permanents(2)	15 118			14 448		
2.							
	Permanents(1)	25 619			23 164	2 397	
3.	Services de recherche des partis politiques						
٥.	Permanents(1)	2 806			2 116	313	
4.	Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale						
	Permanents(2)	5 798			5 672		
TO	TAL	62 130	13	-	46 433	14 348	
	Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A Loi sur les conditions de travail et le régime de re		'Assemblée nationa	le (RLRQ, chapitre C-	52.1).		
	TAL DU PORTEFEUILLE						
Vot	és manents	128 950	15	3 465	86 544	28 904	
	ortissement des immobilisations	120 930				20 904	
TO <sup>.</sup>	TAL	128 950	15	3 465	86 544 <sup>(1</sup>	28 904	
	La dépense de rémunération inclut une somme	de 6 893 k\$ à l'égard du	traitement de 69 ha	uts fonctionnaires et m	embres du personnel	-cadre.	
so	MMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGO	ORIES		-	DÉPENSES		
				NÉCESSITANT DES CRÉDITS	NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	TOTAL	
Rér	munération			86 544	=	* TOTAL 86 544	
	nctionnement			28 904	6 159	35 063	
Cré	eances douteuses et autres provisions			00		22	
т.	nsfert			20		20	
	ectation à un fonds spécial						
Affe	ectation à un fonds spécial vice de la dette						
Affe	· ·			115 468	6 159	121 627	

	CRÉDITS UTIL	ISÉS (suite)	=	CRÉDITS N	ON UTILISÉS (EX	CÉDENTS)	DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉF	PENSES nécessitar	nt des crédits (suite	)	SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				
Ce programme vi	se à assurer aux d	éputés les ressou	rces nécessaires à	l'exercice de leur fo	onction.		
						106 670	
	20					38	
						377	
						126	
<del>-</del>	20					1 316	
	20					10 002	6 159
	20	-				10 002	6 159

### **ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES**

PROGRAMMES		CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Secrétariat général et affaires parlementaires  Votés				
Permanents	5 449		-	
	5 449			
Programme 2 - Secrétariat général adjoint à l'administration, affaires nformationnelles et institutionnelles et sécurité				
Votés				
Permanents	61 371			
	61 371			
Programme 3 - Services statutaires aux parlementaires  Votés				
Permanents	59 930			
	59 930			
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés				
Permanents	126 750			
	126 750	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES		+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net produits d'aliénation	Alloués par décisions						
			1 794				7 243
<u>-</u>			1 794				7 243
			(1 794)				59 577
			(1 794)				59 577
	2 200						62 130
	2 200						62 130
	2 200						128 950
<u> </u>	2 200						128 950

### DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

(en miliera de dollara)				
PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT		
		Entreprises -	Établissements de santé et de + services sociaux +	
Programme 3 - Services statutaires aux parlementaires				
Autres	50			
Total du programme 3	50			
Total des crédits et dépenses	50			

	DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)									
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	Organismes à but + non lucratif	+ Personnes	Organismes et entreprises du gouvernement	Total = 2014	Total 2013				
		20			20	19				
		20			20	19				
		20	<u> </u>	<u> </u>	20	19				

### DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

(en immer de de demano)			
	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE	E TRANSFERT
		2014	2013
Support	50	20	19
TOTAL DU PORTEFEUILLE	50	20	19

### REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

	2014	2013
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Recouvrements de tiers	135	
Frais pour la transmission de renseignements de la liste électorale permanente	413	507
Divers	78	86
	627	593
Intérêts		
Divers	1	2
	1	2
Amendes et confiscations		
Infractions à la Loi électorale	50	31
Divers	17	
	67	31
Recouvrements	400	400
Dépenses d'années antérieures Divers	426	126 21
Divers		
	426	147
Total des revenus divers	1 121	773
	4.404	770
Total des revenus autonomes	1121	773
Total des revenus	1 121	773
		<del></del>

### CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Le Protecteur du citoyen					
Votés	16 931	14 064	1 419	1 448	
Permanents	381	328		53	
Ne nécessitant pas de crédits		72			
	17 312	14 463	1 419	1 501	
PROGRAMME 2					
Le Vérificateur général					
Votés	27 324	26 199	333	792	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		266			
	27 324	26 465	333	792	
PROGRAMME 3 Administration du système électoral Votés Permanents Ne nécessitant pas de crédits  PROGRAMME 4	88 527 88 527	83 905 1 105 85 009	2 293	2 330	
Le Commissaire au lobbyisme					
Votés	3 170	3 076	16	77	
Permanents		E E			
Ne nécessitant pas de crédits		55		-	
	3 170	3 130	16	77	
PROGRAMME 5 Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie Votés					
Permanents	1 127	638	2	487	
Ne nécessitant pas de crédits		39			
·	1 127	678	2	487	
	137 459	129 746	4 062	5 187	-

### CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés Permanents Ne nécessitant pas de crédits	47 425 90 034 137 459	43 339 84 871 1 536 129 746	1 768 2 294 4 062	2 318 2 869 5 187	-
Dépenses Prêts, placements, avances et autres Immobilisations	131 094 618 5 747 137 459	129 746 129 746	4 062 4 062	2 885 618 1 685 5 187	-

### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS					
		Prêts,	SSEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits			
PROGRAMMES Éléments		placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement		
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice		Le Protecteur du	ı citoyen				
Le Protecteur du citoyen     Permanents(1)     Amortissement des immobilisations	16 931 381		1 419	11 681 328	2 383		
TOTAL (1) Loi sur le Protecteur du citoyen (RLRQ, chapitre	17 312 P-32).		1 419	12 009	2 383		
PROGRAMME 2 Mission : Gouverne et justice		Le Vérificateur g	énéral				
Le Vérificateur général     Amortissement des immobilisations	27 324		333	21 321	4 878		
TOTAL	27 324		333	21 321	4 878		
PROGRAMME 3 Mission : Gouverne et justice		Administration of	lu système électoral				
Gestion interne et soutien     Permanents(1)     Amortissement des immobilisations	26 195		1 410	16 930	5 699		
Commission de la représentation électorale     Permanents(1)	102			3	42		
Activités électorales     Permanents(1)     Amortissement des immobilisations	62 230		882	23 131	20 525		
TOTAL (1) Loi électorale (RLRQ, chapitre E-3.3).	88 527		2 293	40 064	26 266		

DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS) CRÉDITS UTILISÉS (suite) SUSPENSION DU DROIT **PÉRIMÉS** D'ENGAGER (EXCÉDENTS) DÉPENSES nécessitant des crédits (suite) REPORTS Créances douteuses et Affectation autres à un fonds Service de provisions spécial la dette Transfert Ce programme permet au Protecteur du citoyen de veiller à ce que les citoyens soient protégés contre les abus, l'erreur, la négligence, la violation des droits ou l'inaction des services publics en s'assurant qu'ils sont traités avec justice, équité et dans le respect des valeurs démocratiques. Le Protecteur du citoyen recommande les correctifs aux situations préjudiciables constatées. 414 3 1 031 53 72 414 3 1 084 72 L'objectif de ce programme est de permettre au Vérificateur général d'effectuer l'audit des états financiers, la vérification de la conformité des opérations aux lois, règlements, politiques et directives, la vérification de l'optimisation des ressources ainsi que celle se rapportant à l'application de la Loi sur le développement durable (RLRQ, chapitre D-8.1.1). Le champ de compétence du Vérificateur général s'étend aux ministères, aux organismes et aux entreprises du gouvernement, aux réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation ainsi qu'aux bénéficiaires de subventions. Ce programme vise également à lui donner les moyens de communiquer le résultat de ses travaux à l'Assemblée nationale. 595 197 266 595 197 266 Ce programme vise l'application des lois concernant l'administration des élections et des référendums et le financement des partis politiques. 2 156 650 56 17 574 118 455 17 574 2 330 1 105

### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

(en milliers de dollars)									
	CRÉDITS AUTORISÉS _		CRÉDITS UTILISÉS						
				,					
		-	SSEMENTS	DEPENSES néo	cessitant des crédits				
PROGRAMMES Éléments	_	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement				
PROGRAMME 4 Mission : Gouverne et justice		Le Commissaire	au lobbyisme						
Le Commissaire au lobbyisme     Amortissement des immobilisations	3 170		16	2 436	640				
TOTAL	3 170		16	2 436	640				
Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie     Permanents(1)     Amortissement des immobilisations	1 127		2	514	124				
TOTAL	1 127		2	514	124				
(1) Code d'éthique et de déontologie des membre	es de l'Assemblée national	le (RLRQ, chapitre C	-23.1).						
TOTAL DU PORTEFEUILLE									
/otés Permanents Amortissement des immobilisations	47 425 90 034		1 768 2 294	35 437 40 907	7 902 26 390				
TOTAL .	137 459		4 062	76 344 <sup>(1</sup>	34 292				
La dépense de rémunération inclut une somm	e de 8 870 k\$ à l'égard du	u traitement de 76 ha	uts fonctionnaires et m	embres du personne	-cadre.				
SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉ	CODIES			DÉPENSES					
OMMAINE DES DEPENSES PAR SUPERCATE	GORIES		NÉCESSITANT	NE NÉCESSITANT PAS DE					
Rémunération			DES CRÉDITS 76 344	CRÉDITS	= <u>TOTAL</u> 76 344				
Fonctionnement Créances douteuses et autres provisions			34 292	1 536	35 828				
ransfert Affectation à un fonds spécial			17 574		17 574				
Service de la dette			128 210	1 536	129 746				
			120 2 10	1 555	120 140				

	CRÉDITS UTIL	.ISÉS (suite)		=	CRÉDITS N	ON UTILISÉS (EX	(CÉDENTS)	DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉP	PENSES nécessita	nt des crédits (suite	)		SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
					la surveillance et le gouvernementales		tivités de lobbyisme	auprès des titulaires de
							77	55
_					_		77	55
Ce programme pe nationale.	rmet au Commiss	aire à l'éthique et	à la déontologi	e d'a	ppliquer le Code d'	éthique et de déc	ontologie des membr	es de l'Assemblée
							487	39
					<u>-</u>		487	39
	17 574				414	598	1 306 2 869	
	17 574				414	598	4 175	1 536 1 536

### **ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES**

	CRÉDITS INITIAUX						
	Votés et permanents	Votés au cours d'an					
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an				
Programme 1 - Le Protecteur du citoyen							
Votés	16 517	414					
Permanents	381						
	16 898	414					
Programme 2 - Le Vérificateur général							
Votés	27 324						
Permanents							
	27 324						
Programme 3 - Administration du système électoral Votés							
Permanents	38 288		·				
	38 288						
Programme 4 - Le Commissaire au lobbyisme							
Votés	3 170						
Permanents							
	3 170						
Programme 5 - Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie Votés							
Permanents	1 127						
	1 127						
TOTAL DU PORTEFEUILLE							
Votés	47 011	414					
Permanents	39 796						
Permanents							

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES		+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net produits d'aliénation	Alloués par décisions						
							16 931
<del></del>							381 17 312
<del></del>							
							27 324
					_		27 324
					50 239		88 527
<u> </u>					50 239		88 527
							3 170
							3 170
							4.407
							1 127 1 127
							1 127
					50 239		47 425 90 034
					50 239		137 459

### DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT
	Établissements de santé et de Entreprises + services sociaux +
17 493	
81	
17 574	<u> </u>
17 574	<u> </u>
	17 493 81 17 574

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)											
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+_	Organismes et entreprises du gouvernement			Total 2013
				17 493					17 493		6 182
				81			_		81	_	10 283
				17 574			_		17 574	_	16 465
				17 574			_		17 574	_	16 465

#### PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

## DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

(en minera de demeno)					
	CRÉDITS AUTORISÉS DÉ		DÉPENSES DE TRANSFERT		
		2014	2013		
Support	17 574	17 574	16 465		
TOTAL DU PORTEFEUILLE	17 574	17 574	16 465		

#### REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

## Année financière terminée le 31 mars 2014 (en milliers de dollars)

(en miliers de dollars)		
	2014	2013
Droits et permis		
Autres		
Frais exigibles par la Régie du logement	4 779	4 835
Total des droits et permis	4 779	4 835
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	88	62
	88	62
Intérêts		
Assainissement des eaux	4 701	6 249
Divers	25	1
	4 726	6 250
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	68	95
Subventions d'années antérieures	6 816	3 122
	6 883	3 216
Total des revenus divers	11 697	9 529
Total des revenus autonomes	16 476	14 364
Total des revenus	16 476	14 364

Note: Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

#### CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

(en miliers de dollars)					
				CRÉDITS	
PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Développement des régions et ruralité					
Votés	100 203	100 055		148	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		·			-
	100 203	100 055		148	
PROGRAMME 2					
Modernisation des infrastructures municipales	200 502	200.470		0.404	
Votés Permanents	398 583	390 479		8 104	
Ne nécessitant pas de crédits					
146 Hebeberiani pao de dicario	398 583	390 479		8 104	
				0 104	
PROGRAMME 3					
Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités					
Votés	624 798	621 979		2 819	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		-			
	624 798	621 979		2 819	
PROGRAMME 4					
Administration générale					
Votés	71 976	48 701	3 997	19 277	
Permanents  Ne nécessitant pas de crédits	10	10 3 649			
ne necessitant pas de credits	71 985	52 360	3 997	19 277	
	71300	02 000	0 331	10 211	
PROGRAMME 5					
Commission municipale du Québec					
Votés	3 152	3 120	29	2	
Permanents				_	
Ne nécessitant pas de crédits		4			
	3 152	3 125	29	2	_
PROGRAMME 6					
Habitation					
Votés	406 883	331 807	75 076		
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	406 883	331 807	75 076		
DDOCDAMME 7					
PROGRAMME 7 Régie du logement					
Votés	24 232	21 599	608	2 026	
Permanents	27 202	21 000	000	2 020	
Ne nécessitant pas de crédits		562			
	24 232	22 161	608	2 026	_
					-
	1 629 836	1 521 965	79 710	32 376	_

#### CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés Permanents Ne nécessitant pas de crédits	1 629 826 10 1 629 836	1 517 740 10 4 216 1 521 965	79 710 79 710	32 376 32 376	-
Dépenses Prêts, placements, avances et autres Immobilisations	1 533 576 75 566 20 694 1 629 836	1 521 965 1 521 965	75 077 4 633 79 710	15 826 488 16 061 32 376	-

#### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
PROGRAMMES		Prêts, placements, avances et	SSEMENTS		essitant des crédits	
Éléments		autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement		Développement	des régions et ruralité			
Soutien au développement local et régional	100 203					
TOTAL	100 203					
PROGRAMME 2 Mission : Économie et environnement		Modernisation d	es infrastructures mui	nicipales		
Programmes d'aide financière en lien avec le Plan québécois des infrastructures	233 984			3 349	848	
Autres programmes d'aide financière aux infrastructures municipales	164 599			22	62	
TOTAL	398 583			3 371	909	
PROGRAMME 3 Mission : Gouverne et justice		Compensations aux municipalité	tenant lieu de taxes et s	t aide financière		
Compensations tenant lieu de taxes	331 141					
2. Aide financière aux municipalités	19 808					
3. Mesures financières du partenariat fiscal	273 848					
TOTAL	624 798					

	CRÉDITS UTILIS	SÉS (suite)	=	CRÉDITS NON	I UTILISÉS (EX	CÉDENTS)	DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉP	ENSES nécessitant	des crédits (suite)		SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				
	re un soutien finan nomie sociale de m			onal. Il est constitué d	es enveloppes	budgétaires affectée	es au développement
	58 960	41 096		125		23	
	58 960	41 096		125		23	
rmes des infrasi inicipales d'eau	tructures municipa x usées et pour les	ales d'eau potable s réseaux de cond	e. Il procure égalen	alités dans le maintien nent du financement po et des eaux usées. Il	our des travaux	similaires dans les	infrastructures
mes des infras nicipales d'eau	tructures municipa x usées et pour les	ales d'eau potable s réseaux de cond	e. Il procure égalen duites d'eau potabl	nent du financement po le  et des eaux usées. Il	our des travaux	similaires dans les	infrastructures
rmes des infrasi inicipales d'eau	tructures municipa x usées et pour les nunicipales ciblant	ales d'eau potable s réseaux de cond	e. Il procure égalen duites d'eau potabl	nent du financement po e et des eaux usées. Il	our des travaux	s similaires dans les rter un soutien finan	infrastructures
rmes des infrasi inicipales d'eau	tructures municipa x usées et pour les nunicipales ciblant 224 960	ales d'eau potable s réseaux de cond	e. Il procure égalen duites d'eau potabl	nent du financement po e et des eaux usées. Il	our des travaux	s similaires dans les rter un soutien finan	infrastructures
rmes des infrasi inicipales d'eau infrastructures n programme vis nté et des servic inicipalités et d'	tructures municipa x usées et pour les nunicipales ciblant  224 960  161 239  386 199  e à allouer aux mu ces sociaux et de l' accorder une aide	ales d'eau potable s réseaux de cond le développement le developpement le	e. Il procure égalen duites d'eau potabl nt local et régional ————————————————————————————————————	nent du financement po e et des eaux usées. Il	pur des travaux permet d'appo - - s immeubles du rs. Il permet de s régionales de	3 823 3 276 7 099 gouvernement, sur e soutenir le regroupe e comté, notamment	infrastructures ncier à la construction  -  ceux des réseaux de ement volontaire de
rmes des infrasi inicipales d'eau infrastructures n programme vis nté et des servic inicipalités et d'	tructures municipa x usées et pour les nunicipales ciblant  224 960  161 239  386 199  e à allouer aux mu ces sociaux et de l' accorder une aide	ales d'eau potable s réseaux de cond le développement le developpement le	e. Il procure égalen duites d'eau potabl nt local et régional ————————————————————————————————————	nent du financement pe e et des eaux usées. Il	pur des travaux permet d'appo - - s immeubles du rs. Il permet de s régionales de	3 823 3 276 7 099 gouvernement, sur e soutenir le regroupe e comté, notamment	infrastructures ncier à la construction  -  ceux des réseaux de ement volontaire de
rmes des infrasi inicipales d'eau infrastructures n programme vis nté et des servic inicipalités et d'	tructures municipa x usées et pour les nunicipales ciblant 224 960 161 239 386 199 e à allouer aux mu ces sociaux et de l'accorder une aide ramme englobe égi	ales d'eau potable s réseaux de cond le développement le developpement le	e. Il procure égalen duites d'eau potabl nt local et régional ————————————————————————————————————	nent du financement pe e et des eaux usées. Il	pur des travaux permet d'appo - - s immeubles du rs. Il permet de s régionales de	3 823 3 276 7 099 Il gouvernement, sur e soutenir le regroupe e comté, notamment ide municipal.	infrastructures ncier à la construction  -  ceux des réseaux de ement volontaire de
rmes des infrasi inicipales d'eau infrastructures n programme vis nté et des servic inicipalités et d'	tructures municipa x usées et pour les nunicipales ciblant 224 960 161 239 386 199 e à allouer aux mu ces sociaux et de l'accorder une aide ramme englobe égragge 329 672	ales d'eau potable s réseaux de cond le développement le developpement le	e. Il procure égalen duites d'eau potabl nt local et régional ————————————————————————————————————	nent du financement pe e et des eaux usées. Il	pur des travaux permet d'appo - - s immeubles du rs. Il permet de s régionales de	3 823 3 276 7 099 a gouvernement, sur soutenir le regroupe e comté, notamment inde municipal.	infrastructures ncier à la construction  -  ceux des réseaux de ement volontaire de

#### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

(en miliers de dollars)					
	CRÉDITS AUTORISÉS _		CRÉDIT:	S UTILISÉS	
		INIVECTIO			
PROGRAMMES Éléments	_	Prêts, placements, avances et autres	SEMENTS  Immobilisations	Rémunération	essitant des crédit
PROGRAMME 4 Mission : Gouverne et justice		Administration g	énérale		
. Direction Permanents(1)	4 113 10			2 461	40
2. Gestion Amortissement des immobilisations	67 863	2	3 996	28 604	15 82
TOTAL  1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).	71 985	2	3 996	31 066	16 23
PROGRAMME 5 Mission : Gouverne et justice		Commission mu	nicipale du Québec		
. Commission municipale du Québec Amortissement des immobilisations	3 152		29	2 138	98.
TOTAL	3 152		29	2 138	98
PROGRAMME 6 Mission : Économie et environnement		Habitation			
Société d'habitation du Québec	406 883	75 076 (1)	)		

<sup>(1)</sup> Ce montant a été porté à la dette nette et vise à pourvoir au paiement des dépenses de la Société d'habitation du Québec, à la suite de la finalisation de ses travaux de mise en œuvre de la norme comptable révisée sur les paiements de transfert, qui est entrée en vigueur le 1er avril 2012 (réf. : décret 210-2014).

	CRÉDITS UTIL	ISÉS (suite)		= CRÉDITS No	ON UTILISÉS (EX	CÉDENTS)	DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉI	PENSES nécessitar	nt des crédits (suite)		SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				
afin d'assurer la	gestion des différe	nts programmes, I'	'élaboration et la	cionnement de la direct a mise en oeuvre des o nt de l'ensemble des ré	rientations et pol	itiques gouverneme	unités administratives ntales touchant le
	1 013					234	
	396				1 569	17 474	3 649
-	1 409		_		1 569	17 708	3 649
tutelle, d'adminis	tration provisoire,	de médiation et d'a	arbitrage et de re	ervient en matière d'orç econnaissance aux fins t de déontologie de sa	s d'exemption de		echnique, d'enquête, de le lui permet aussi
						2	4
-	-	_	-			2	4
	ise à faciliter, pour qualité et à souteni				conditions adéqu	ates de logement, à	favoriser un habitat et un
	331 807						
	331 807	<u>-</u>					

#### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

	CRÉDITS AUTORISÉS _	CRÉDITS UTILISÉS				
		INVESTIS	SSEMENTS	DÉPENSES néo	essitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 7 Mission : Gouverne et justice		Régie du logeme	ent			
Régie du logement     Amortissement des immobilisations	24 232		608	16 137	5 462	
Amortissement des immobilisations	24 232		608	16 137 16 137		
Amortissement des immobilisations		<u>-</u>				
		75 077			5 462 5 462 23 580	

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES				
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	- TOTAL		
Rémunération	52 711		52 711		
Fonctionnement	23 590	4 216	27 806		
Créances douteuses et autres provisions					
Transfert	1 400 353		1 400 353		
Affectation à un fonds spécial	41 096		41 096		
Service de la dette					
	1 517 750	4 216	1 521 965		

	CRÉDITS UTILISÉS (suite)					ON UTILISÉS (EX	CÉDENTS)	DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPE	ENSES nécessitan	t des crédits (suite)			SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de					

En vertu de ce programme, la Régie du logement dispose des ressources pour décider des litiges qui lui sont soumis par une partie au bail d'un local d'habitation, pour informer les citoyens des droits et obligations découlant d'un bail et pour favoriser la conciliation entre les locataires et les locateurs. En outre, elle veille, dans certaines circonstances, à la conservation du parc de logements et, dans ce cas, assure la protection des droits des locataires.

 		 	434	1 592	562 562
 1 400 353	41 096	1 130	2 003	29 243	4 216
 1 400 353	41 096	 1 130	2 003	29 243	4 216

#### **ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES**

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX				
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures			
		Reports	Votés pour une période de plus d'un ar		
Programme 1 - Développement des régions et ruralité Votés Permanents	97 593				
remaients	97 593				
Programme 2 - Modernisation des infrastructures municipales  Votés	435 751				
Permanents	435 751				
Programme 3 - Compensations tenant lieu de taxes et aide inancière aux municipalités					
Votés Permanents	624 886				
	624 886				
Programme 4 - Administration générale Votés Permanents	72 710 10				
	72 719	_			
Programme 5 - Commission municipale du Québec Votés Permanents	2 580				
	2 580		_		
Programme 6 - Habitation  Votés  Permanents	331 873				
	331 873				
Programme 7 - Régie du logement Votés Permanents	20 054				
	20 054				
OTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés Permanents	1 585 445 10				
	1 585 455		_		

CRI	ÉDITS COMPLÉMENTAIRES		+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				2 610				100 203
				2 610			:	100 203
				(37 168)				398 583
				(37 168)			:	398 583
				(88)				624 798
				(88)			:	624 798
				(734)				71 976 10
				(734)			:	71 985
				572				3 152
				572			:	3 152
				75 010				406 883
				75 010			:	406 883
2 179				2 000				24 232
2 179				2 000				24 232
2 179 				42 202			•	1 629 826 10 1 629 836
							:	

#### DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	DE TRANSFERT
			Établissements de
		Entreprises	santé et de + services sociaux +
Programme 1 - Développement des régions et ruralité			·
Communautés rurales branchées	3 335	1 542	
Économie sociale	1 585		
Fonds conjoncturel de développement	3 197	28	
Fonds d'aide au développement des territoires de la région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	209		
Fonds d'aide aux initiatives régionales	3 478	523	
Fonds d'intervention stratégique régional	742	343	
Infrastructures en entrepreneuriat collectif	1 520	4.050	
Politique nationale de la ruralité	37 824	1 252	
Réseaux de sentiers de véhicules hors route Soutien aux territoires en difficulté	29 1 199		
Villages branchés du Québec	5 784		
Autres	205		
Autos			
Total du programme 1	59 107	3 688	
Programme 2 - Modernisation des infrastructures municipales			
Fonds Chantiers Canada-Québec - Grands projets	8 440		
Fonds Chantiers Canada-Québec - Volets Collectivités et Grandes Villes	22 215		
Fonds de stimulation de l'infrastructure	8 902		
Infrastructures municipales en milieu nordique	14 788		
Infrastructures Québec-Municipalités	124 788	11 000	
Parachèvement des programmes en infrastructures municipales	149 448	727	
Programme d'infrastructures de loisirs	3 833		
Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2010-2013	24 921		
Programme de renouvellement des conduites d'eau potable et d'égout	36 689		
Autres	280		
Total du programme 2	394 303	11 727	
Programme 3 - Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités			
Aide aux municipalités reconstituées	714		
Compensation financière pour les équipements antipollution	4 222		
Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces, des gouvernements étrangers et des organisations internationales	3 376		
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation	296 893		
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement	30 872		
Mesures de l'Entente sur la gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James	996		
Mesures financières du partenariat fiscal	273 848		
Mise en oeuvre du plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Québec	1 700		
Programme d'aide aux municipalités régionales de comté	5 951 1 472		
Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Québec Soutien au regroupement municipal	293		
Autres	4 461		
Total du programme 3	624 798	_	
Programme 4 - Administration générale			
Autres	1 479	5	
Total du programme 4	1 479	5	
Total au programme +	1710		

		DÉP	FNSES	DE TRANSFER	Γ (suit	e)		
Commissions		521		DE TRUITOTEIX	(our	<u>,                                      </u>		
scolaires						Organismes et		
et établissements d'enseignement	. Municipalités	Organismes à but non lucratif		Doroonnoo		entreprises du gouvernement	Total = 2014	Total 2013
d enseignement	+ Municipalités -	+ Horridciatii	+	Personnes	+_	goavernement	= 2014	2013
	507	4.007					2.225	676
	507	1 287					3 335	676
	900	685					1 585	1 605
	780 145	2 263 64					3 072 209	1 206 242
								242
	1 192	1 740					3 455	
	205	194					742	2 624
		1 520					1 520	532
156	35 103	1 313					37 824	38 813
		29					29	96
	1 199						1 199	6 108
	5 243	541					5 784	5 728
	175	30					205	2 003
156	45 450	9 665		-		-	58 960	59 632
	8 140	300					8 440	6 424
	21 135	1 080					22 215	13 920
	8 278	623					8 902	8 386
	14 788	020					14 788	15 071
2 081	92 610	14 270					119 961	100 353
274	142 250	2 920					146 171	151 409
277	3 133	423					3 833	2 580
211	24 921	420					24 921	13 440
	36 689						36 689	36 689
	00 000	280					280	270
2 632	351 943	19 898			_	_	386 199	348 542
			-					
	714						714	819
	4 222						4 222	4 244
219	3 157						3 376	3 003
	296 893						296 893	295 444
	29 403						29 403	27 126
	996						996	
	273 823						273 823	273 906
	1 700						1 700	40
	5 951						5 951	5 976
	1 472						1 472	1 444
	293						293	308
	2 024	1 113			_		3 137	3 513
219	620 647	1 113			_		621 979	615 823
23	132	1 249			_		1 409	1 412
23	132	1 249				-	1 409	1 412

#### DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES (suite)

(CIT TIMILIOTO de dellaro)			
PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	DE TRANSFERT
		Entreprises	Établissements de santé et de + services sociaux +
Programme 6 - Habitation			
Aide à l'amélioration de l'habitat	64 836		
Aide au logement social, communautaire et abordable	242 020		
Appui au développement de l'industrie québécoise en habitation	406	290	
Fonctionnement de la Société d'habitation du Québec	24 545		
Total du programme 6	331 807	290	
Total des crédits et dépenses	1 411 494	15 710	

		DÉP	ENSES DE TRANSFER	T (suite)		
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	Organismes à but + non lucratif	+ Personnes	Organismes et entreprises du gouvernement	Total = 2014	Total 2013
		97	64 739		64 836	72 603
		151 411	90 609		242 020	276 991
		116			406	372
				24 545	24 545	49 896
		151 624	155 348	24 545	331 807	399 862
3 030	1 018 171	183 549	155 348	24 545	1 400 353	1 425 271

## DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

## Année financière terminée le 31 mars 2014 (en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES [	DE TRANSFERT
		2014	2013
Rémunération	19 022	19 022	25 397
Fonctionnement	5 523	5 523	6 985
Capital	356 024	356 024	338 657
Intérêt	149 029	149 029	158 404
Support	881 896	870 755	895 828
TOTAL DU PORTEFEUILLE	1 411 494	1 400 353	1 425 271

### DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·			
	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATIO	N À UN FONDS SPÉCIAL
		2014	2013
Support	41 096	41 096	55 017
TOTAL DU PORTEFEUILLE	41 096	41 096	55 017

#### REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2014 (en milliers de dollars)

2014	2013
83	68
83	68
550	545
	515
	569 234
	108
	258
	114
75	76
70	69
12 962	12 485
121	85
15 047	14 511
	14 579
13 130	14 37 9
84	98
65	74
529	484
	975
188	149
1 871	1 780
	59
44	50
53	109
	427
	4 712
	23
2 049	5 163
300	
4 273	7 052
19 403	21 631
19 403	21 631
	83  552 565 219 96 273 115 75 70 12 962 121 15 047 15 130   84 65 529 1 005 188  1 871  9 44 53  285 1 748 15 2 049  300 300 4 273

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

#### CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

(cir illimore de dollare)					
PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments					
Votés Permanents Ne nécessitant pas de crédits	463 810 115	412 735 102 16 351	19 803	31 272 13	
No necessitant pas de credits	463 925	429 188	19 803	31 286	
PROGRAMME 2 Organismes d'État					
Votés Permanents Ne nécessitant pas de crédits	629 068 7	619 665 7 259	354	9 049	
	629 075	619 932	354	9 049	
	1 093 000	1 049 120	20 156	40 334	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés Permanents Ne nécessitant pas de crédits	1 092 878 122	1 032 400 109 16 610	20 156	40 321 13	
To hoodenam pao de drocke	1 093 000	1 049 120	20 156	40 334	-
Dépenses	1 051 913	1 049 120		19 404	
Prêts, placements, avances et autres Immobilisations	3 660 37 427		1 20 155	3 659 17 272	
	1 093 000	1 049 120	20 156	40 334	-

#### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTIS	SEMENTS	DÉPENSES néc	essitant des crédit
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnemer
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement		Développement formation et qua	des entreprises bioal lité des aliments	limentaires,	
. Développement des entreprises agricoles et agroalimentaires, de pêche et aquacoles	292 639		349	45 744	7 37
2. Institut de technologie agroalimentaire	21 134		619	17 270	2 32
s. Santé animale et inspection des aliments	58 696		466	24 819	13 71
Permanents(1) Permanents(2) Amortissement des immobilisations Variation à la baisse de provisions	91 341 102 13		18 367	26 071	26 15 10
FOTAL  1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).  2) Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre	463 925 e A-6.01).	1	19 802	113 904	49 67
PROGRAMME 2 Mission : Économie et environnement		Organismes d'Ét	at		
La Financière agricole du Québec	615 000				
Commission de protection du territoire agricole du Québec	9 215		328	7 313	1 55
Amortissement des immobilisations  Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	4 853		26	3 259	97
Permanents(1) Amortissement des immobilisations	7				
ГОТАL	629 075	_	354	10 572	2 53

	CRÉDITS UTIL	.ISÉS (suite)		= CRÉDITS N	ON UTILISÉS (EX	(CÉDENTS)	DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPI	ENSES nécessitar	nt des crédits (suite	)	DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				
Ce programme a p a conservation de dans ces domaines	s produits bioalir	mentaires, tout en	favorisant le res	ration des performanc pect de l'environneme	es technologique nt. Il vise égalem	s liés à la productio ent à former des per	n, à la transformation et sonnes compétentes
4	229 238			50	4 156	5 722	
	830					89	
	19 183					510	
					697	20 048	
						13	17 073 (721)
4	249 251			50	4 853	26 383	16 351
conomique et fina	ancière des entre	prises agricoles q	uébécoises et fa	es en offrant notamme ciliter l'établissement préserver la vocation d	d'une relève en a	outils financiers pou griculture. Il a aussi	r assurer la stabilité pour objet d'appuyer la
	606 563					8 437	
						22	
					379	211	240
7					379	211	240

#### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

(en miliers de dollars)					
	CRÉDITS AUTORISÉS _	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTIS	INVESTISSEMENTS		essitant des crédits
PROGRAMMES Éléments	_	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	1 092 878	1	20 155	124 476	52 106
Permanents	122				102
Amortissement des immobilisations					
Variation à la baisse de provisions					
TOTAL	1 093 000	1	20 155	124 476	52 207

<sup>(1)</sup> La dépense de rémunération inclut une somme de 14 874 k\$ à l'égard du traitement de 137 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	 DÉPENSES				
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL		
Rémunération	124 476		124 476		
Fonctionnement	52 207	17 332	69 539		
Créances douteuses et autres provisions	11	(721)	(710)		
Transfert	855 814		855 814		
Affectation à un fonds spécial					
Service de la dette					
	1 032 509	16 610	1 049 120		

	CRÉDITS UTII	LISÉS (suite)		=	CRÉDITS N	ON UTILISÉS (EX	(CÉDENTS)	DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉF	PENSES nécessita	int des crédits (suite)	)		SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert_	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
4 7	855 814				50	5 231	35 040 13	17 332
11	855 814				50	5 231	35 053	(721) 16 610

#### **ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES**

ROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX				
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures			
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an		
Programme 1 - Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments					
Votés	456 336				
Permanents	10				
	456 345				
Programme 2 - Organismes d'État					
Votés Permanents	628 008				
Permanents	628 008				
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	1 084 344 10				
Permanents					
	1 084 354	<u> </u>	-		

CI	RÉDITS COMPLÉMENTAIRES	3	+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
7 296	13			178		92		463 810 115
7 296	13			178		92		463 925
842				218		7		629 068 7
842				218		7		629 075
8 138	13			396		100		1 092 878 122
8 138	13			396		100		1 093 000

#### DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

(or rimero do dollaro)				
PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT		
		Entreprises	Établissements de santé et de + services sociaux +	
Programme 1 - Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments				
Aide à la recherche et au transfert technologique	13 368	348		
Amélioration de la santé animale	15 132	14 224		
Appui à la formation	986	10		
Appui au développement des entreprises des pêches et aquacoles	12 451	5 886		
Appui au développement en région	34 925	22 717	7	
Appui au secteur de la transformation	8 467	2 909		
Prime-Vert	36 536	25 846		
Remboursement des taxes foncières et de compensations aux exploitations agricoles	126 893	126 882		
Traçabilité des aliments	321			
Autres	4 835	947		
Total du programme 1	253 914	199 770	7	
Programme 2 - Organismes d'État				
La Financière agricole du Québec	615 000	551 063		
Total du programme 2	615 000	551 063		
Total des crédits et dépenses	868 914	750 833	7	
Total des credits et depenses	000 314	730 033		

		DÉP	ENSES DE TRANSFER	RT (suite)		
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	Organismes à but + non lucratif	+ Personnes	Organismes et entreprises du gouvernement	Total = 2014	Total 2013
3 040		9 979			13 368	19 514
338		370			14 932	14 165
44		921			975	1 180
493	256	5 817			12 451	11 666
51	902	7 570			31 246	34 381
40	38	5 029			8 015	7 772
252		10 437			36 536	36 879
		11			126 893	122 100
3 505	8	373			4 834	4 839
7 765	1 203	40 507			249 251	252 495
				55 500	606 563	630 000
				55 500	606 563	630 000
7 765	1 203	40 507		55 500	855 814	882 495

## DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D	DÉPENSES DE TRANSFERT		
		2014	2013		
Rémunération	45 500	45 500	44 303		
Fonctionnement	10 000	10 000	10 056		
Capital	24 693	24 693	27 708		
Intérêt	115	115	125		
Support	788 606	775 506	800 303		
TOTAL DU PORTEFEUILLE	868 914	855 814	882 495		

#### REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

## Année financière terminée le 31 mars 2014 (en milliers de dollars)

(en miliers de dollars)		
	2014	2013
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Régimes d'assurance - Organismes autonomes et fonds spéciaux	(3)	351
	(3)	351
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 877	2 026
	1 877	2 026
Total des revenus divers	1 874	2 377
Total des revenus autonomes	1 874	2 377
Total des revenus	1 874	2 377

Note: Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

#### CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

(en miliero de dollaro)					
PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Secrétariat du Conseil du trésor					
Votés	89 808	72 133	2 453	15 222	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		3 921			
	89 818	76 064	2 453	15 222	
PROGRAMME 2					
Fonctions gouvernementales					
Votés	514 813	494 113		20 700	
Permanents	11 020	10 550		470	
Ne nécessitant pas de crédits		(18 444)			
	525 833	486 219		21 170	
PROGRAMME 3					
Commission de la fonction publique					
Votés	4 010	3 940	70		
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		77			
	4 010	4 017	70		
PROGRAMME 4					
Régimes de retraite et d'assurances					
Votés	3 976	2 675		1 301	
Permanents	381 638	376 617		5 021	
Ne nécessitant pas de crédits					
	385 614	379 293		6 321	
PROGRAMME 5					
Fonds de suppléance					
Votés	598 793			598 793	
Permanents	555 700			202.00	
Ne nécessitant pas de crédits					
·	598 793			598 793	
	1 604 068	945 593	2 523	641 506	-

#### CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés Permanents Ne nécessitant pas de crédits	1 211 401 392 668 1 604 068	572 861 387 177 (14 446) 945 593	2 523	636 016 5 490 641 506	-
Dépenses Prêts, placements, avances et autres Immobilisations	1 030 775 546 023 27 270 1 604 068	945 593	2 523 2 523	70 737 546 023 24 747 641 506	_

#### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

	CRÉDITS AUTORISÉS		rs utilisés			
		INVESTISSEMENTS Prêts,		DÉPENSES nécessitant des crédits		
PROGRAMMES Eléments		placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice		Secrétariat du C	onseil du trésor			
. Soutien au Conseil du trésor Permanents(1) Amortissement des immobilisations	89 808 10		2 453	44 345	26 775 10	
TOTAL (1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).	89 818		2 453	44 345	26 785	
		Fonctions gouve	ernementales			
Alission: Gouverne et justice  I. Soutien aux opérations gouvernementales	395 696	Fonctions gouve	ernementales	23 503	372 193	
Alission : Gouverne et justice  . Soutien aux opérations gouvernementales Amortissement des immobilisations	395 696 580	Fonctions gouve	ernementales	23 503	372 193	
dission : Gouverne et justice  Soutien aux opérations gouvernementales Amortissement des immobilisations  Fonds dédié aux sinistres  Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la		Fonctions gouve	ernementales	23 503		
Alission : Gouverne et justice  . Soutien aux opérations gouvernementales Amortissement des immobilisations  2. Fonds dédié aux sinistres 3. Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion	580	Fonctions gouve	ernementales	23 503 6 032	3 915	
Soutien aux opérations gouvernementales Amortissement des immobilisations  Fonds dédié aux sinistres  Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction Permanents(1)	580 3 915	Fonctions gouve	ernementales		3 915	
I. Soutien aux opérations gouvernementales Amortissement des immobilisations  I. Fonds dédié aux sinistres  I. Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction Permanents(1)  I. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets reliés au domaine des technologies de l'information	580 3 915 11 020	Fonctions gouve	ernementales		3 915	
Amortissement des immobilisations  2. Fonds dédié aux sinistres  3. Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction Permanents(1)  4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets reliés au domaine des technologies de l'information  5. Provision pour transférer entre programmes ou portefeuilles, conformément aux modalités de gestion approuvées par le Conseil du trésor, toute partie d'un crédit correspondant à la valeur d'échange convenue lors de la cession	580 3 915 11 020 20 600	Fonctions gouve	ernementales		372 193 3 915 4 519	
1. Soutien aux opérations gouvernementales Amortissement des immobilisations 2. Fonds dédié aux sinistres 3. Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction Permanents(1) 4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets reliés au domaine des technologies de l'information 5. Provision pour transférer entre programmes ou portefeuilles, conformément aux modalités de gestion approuvées par le Conseil du trésor, toute partie d'un crédit correspondant à la valeur d'échange convenue lors de la cession d'un bien entre ministères et organismes 6. Provision pour passif environnemental	580 3 915 11 020 20 600	Fonctions gouve	ernementales		3 915 4 519	

							DÉPENSES NE
CRÉDITS UTILISÉS (suite)				CRÉDITS N	(CÉDENTS)	NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	
DÉD				SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER		PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette	BENGACEN	REPORTS	(EXCEDENTS)	
Ce programme vis humaines, matérie l'information et de	elles et information	nnelles ainsi qu'en	matière de gesti-	nseiller du gouvernei on axée sur les résult uvernementaux.	ment en matière c tats. De plus, il er	d'utilisation des resso ncadre la gestion des	ources financières, technologies de
	1 012			30		15 192	3 921
-	1 012	<u>-</u>	-	30		15 192	3 921
		580					
						470	
						20 600	
						100	
	24 814						(18 444)
	24 814	580				21 170	(18 444)

#### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

	CRÉDITS AUTORISÉS _	CRÉDITS UTILISÉS				
		INVESTIS	SEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits		
PROGRAMMES Éléments	_	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 3 Mission : Gouverne et justice		Commission de	la fonction publique			
Commission de la fonction publique     Amortissement des immobilisations	4 010		70	3 178	762	

CRÉDITS UTILISÉS (suite)			=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS		
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)				SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)			
Créances douteuses et Affectation autres à un fonds Service de provisions Transfert spécial la dette  Ce programme regroupe les dépenses de la Commission afin de lui production d'entendre les recours prévus par la loi, de certifier les moyens d'éva compétentes et d'en faire rapport directement à l'Assemblée national			aluat						
									77
_	-	-	-		_	_	_		77

#### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

#### Année financière terminée le 31 mars 2014

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Eléments  PROGRAMME 4  Régime de retraite des fonctionnaires Permanents(1)  Régime de retraite de certains enseignants Permanents(2)  Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Permanents(3)  Assurance collective sur la vie des employés Permanents(4)  Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels Permanents(5)  Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels Permanents(5)  Régime de retraite des mipoyes du gouvernement et des organismes publics Permanents(4)  Régime de retraite des employés 184 851  Régime de retraite des publics Permanents(6)  Régime de retraite des membres de la Sûreté du Guébec Permanents(7)  Régime de retraite des juges Permanents(8)  Régime de retraite des membres de la Sûreté du Guébec Permanents(7)  Régime de retraite des membres de la Sûreté du Guébec Permanents(8)  Régime de retraite des membres de la Sûreté du Guébec Permanents(8)  Régime de retraite du personnel dencadrement Permanents(8)  Régime de retraite du personnel	(611	militers de dollars)	CRÉDITS	
PROGRAMMES Elements  Régimes de retraite et d'assurances  Régime de retraite des fonctionnaires Permanents(1) 24 900 24 900  Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics  Permanents(3) 184 851 180 643  Assurance collective sur la vie des employés publics  Permanents(4) 12 12  Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels  Permanents(5) 18 949 16 949  Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels  Permanents(6) 18 949 16 949  Régime de retraite des membres de la Sûreté du Quèbec  Permanents(7) 28 023 28 023  Régime de retraite des membres de la Sûreté du Quèbec  Permanents(7) 28 023 8 3403				CRÉDITS UTILISÉS
II. Régime de retraite des fonctionnaires Permanents(1) 24 900 24 900  2. Régime de retraite de certains enseignants Permanents(2) 29 630  3. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Permanents(3) 184 851 180 643  4. Assurance collective sur la vie des employés 3 976 829 publics Permanents(4) 12 12  5. Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels Permanents(5) 16 949 16 949  6. Régime de retraite des juges Permanents(6) 13 871 13 058  7. Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec Permanents(7) 28 023 28 023  8. Régime de retraite du personnel d'encadrement Permanents(8) 83 403 83 403				Prêts, placements, avances et
Permanents(1)       24 900       24 900         2. Régime de retraite de certains enseignants Permanents(2)       29 630         3. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Permanents(3)       184 851       180 643         4. Assurance collective sur la vie des employés publics       3 976 829       829         Permanents(4)       12       12         5. Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels       9 16 949       16 949         6. Régime de retraite des juges Permanents(6)       13 871       13 058         7. Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec Permanents(7)       28 023       28 023         8. Régime de retraite du personnel d'encadrement Permanents(8)       83 403       83 403				Régimes de retraite et d'assurances
2. Régime de retraite de certains enseignants Permanents(2) 29 630  3. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Permanents(3) 184 851 180 643  4. Assurance collective sur la vie des employés 3 976 829 publics Permanents(4) 12 12  5. Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels Permanents(5) 16 949 16 949  6. Régime de retraite des juges Permanents(6) 13 871 13 058  7. Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec Permanents(7) 28 023 28 023  8. Régime de retraite du personnel d'encadrement Permanents(8) 83 403 83 403	1.	-		
Permanents(2)       29 630         3. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics       184 851       180 643         4. Assurance collective sur la vie des employés publics       3 976       829         Permanents(4)       12       12         5. Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels       Permanents(5)       16 949       16 949         6. Régime de retraite des juges       Permanents(6)       13 871       13 058         7. Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec       Permanents(7)       28 023       28 023         8. Régime de retraite du personnel d'encadrement       Bas 403       83 403		Permanents(1)	24 900	24 900
gouvernement et des organismes publics Permanents(3) 184 851 180 643  4. Assurance collective sur la vie des employés 3 976 829 publics Permanents(4) 12 12  5. Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels Permanents(5) 16 949 16 949  6. Régime de retraite des juges Permanents(6) 13 871 13 058  7. Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec Permanents(7) 28 023 28 023  8. Régime de retraite du personnel d'encadrement Permanents(8) 83 403 83 403	2.		29 630	
4. Assurance collective sur la vie des employés publics  Permanents(4) 12 12  5. Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels  Permanents(5) 16 949 16 949  6. Régime de retraite des juges  Permanents(6) 13 871 13 058  7. Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec  Permanents(7) 28 023 28 023  8. Régime de retraite du personnel d'encadrement  Permanents(8) 83 403 83 403	3.			
publics Permanents(4) 12 12  5. Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels Permanents(5) 16 949 16 949  6. Régime de retraite des juges Permanents(6) 13 871 13 058  7. Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec Permanents(7) 28 023 28 023  8. Régime de retraite du personnel d'encadrement Permanents(8) 83 403 83 403		Permanents(3)	184 851	180 643
5. Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels Permanents(5) 16 949 16 949  6. Régime de retraite des juges Permanents(6) 13 871 13 058  7. Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec Permanents(7) 28 023 28 023  8. Régime de retraite du personnel d'encadrement Permanents(8) 83 403 83 403	4.		3 976	829
services correctionnels  Permanents(5) 16 949 16 949  Régime de retraite des juges  Permanents(6) 13 871 13 058  7. Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec  Permanents(7) 28 023 28 023  8. Régime de retraite du personnel d'encadrement  Permanents(8) 83 403 83 403		Permanents(4)	12	12
6. Régime de retraite des juges Permanents(6) 13 871 13 058  7. Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec Permanents(7) 28 023 28 023  8. Régime de retraite du personnel d'encadrement Permanents(8) 83 403 83 403	5.			
Permanents(6) 13 871 13 058  Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec Permanents(7) 28 023 28 023  Régime de retraite du personnel d'encadrement Permanents(8) 83 403 83 403		Permanents(5)	16 949	16 949
7. Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec Permanents(7) 28 023 28 023  8. Régime de retraite du personnel d'encadrement Permanents(8) 83 403 83 403	6.		13 871	13 058
Permanents(7)       28 023       28 023         8. Régime de retraite du personnel d'encadrement       83 403       83 403         Permanents(8)       83 403       83 403	7.	Régime de retraite des membres de la Sûreté		
d'encadrement         83 403         83 403           Permanents(8)         83 403         83 403			28 023	28 023
Permanents(8) 83 403 83 403	8.			
247 P47 - 247 P47 -			83 403	83 403
TOTAL 385 614 - 347 817 -	то	TAL	385 614	- 347 817 -

- (1) Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (RLRQ, chapitre R-12).
- (2) Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (RLRQ, chapitre R-9.1).
- (3) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).
- (4) Loi accordant une pension à la veuve de M. Pierre Laporte (L.Q. 1970, chapitre 6).
- (5) Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RLRQ, chapitre R-9.2).
- (6) Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16).
- (7) Loi sur la police (RLRQ, chapitre P-13.1).
- (8) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

	CRÉDITS UTILI	SÉS (suite)		- CRÉDITS N	ION UTILISÉS (EX	CÉDENTS)	DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉF	PENSES nécessitan	t des crédits (suite)	)	SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	<u>Transfert</u>	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				
Ce programme vis	se à fournir les con	ntributions du gou	vernement à cert	ains régimes de retra	aite et d'assurance	es.	
	29 630						
						4 208	
	1 846					1 301	
						813	
	31 476					6 321	

### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDIT	S UTILISÉS	
	INVESTIS	SSEMENTS	DÉPENSES néc	essitant des crédits
	Prêts,	JOENIE I VIO	DEI ENGEGNICO	cositant des credits
	placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
	Fonds de supplé	Sance		
	i onus de supple	Janoc		
54 795				
100				
543 798				
100				
598 793	_	_	_	_
1 211 401		2 523	139 856	404 754
392 668			353 019	4 528
1 604 069		2 522	492 975 (1	409 282
1 004 000		2 323	432 073	403 202
3 0 770 kg à l'ágard du	u traitament de 96 ha	ute fonctionnaires et m	ombroe du norconnol	cadro
e 9 779 k\$ à l'égard du	u traitement de 86 ha	uts fonctionnaires et m	embres du personnel	-cadre.
e 9 779 k\$ à l'égard du RIES	u traitement de 86 ha	uts fonctionnaires et m	embres du personnel DÉPENSES	-cadre.
-	u traitement de 86 ha	NÉCESSITANT	DÉPENSES  NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	
-	u traitement de 86 ha	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	DÉPENSES  NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL
-	u traitement de 86 ha	NÉCESSITANT	DÉPENSES  NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	
-	u traitement de 86 ha	NÉCESSITANT DES CRÉDITS 492 875 409 282 57 302	DÉPENSES  NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS 3 998	= TOTAL 492 875 413 280 57 302
-	u traitement de 86 ha	NÉCESSITANT DES CRÉDITS 492 875 409 282	DÉPENSES  NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= <u>TOTAL</u> 492 875 413 280
_	54 795  100  543 798  100  598 793	AUTORISÉS	INVESTISSEMENTS   Prêts, placements, avances et autres   Immobilisations	INVESTISSEMENTS

	CRÉDITS UTIL	ISÉS (suite)		=	CRÉDITS N	NON UTILISÉS (EX	(CÉDENTS)	DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉP	ENSES nécessitar	nt des crédits (suite)			SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à pourvoir aux dépenses imprévues qui peuvent survenir dans l'administration des programmes gouvernementaux. Il vise également à combler temporairement des manques de liquidités des ministères et organismes.

						54 795	
						100	
						543 798	
						100	
<u> </u>			<u>-</u>		<u>-</u>	598 793	
	27 672 29 630	580		30		635 986 5 490	3 998 (18 444)
	57 302	580		30		641 476	(14 446)

### **ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES**

PROGRAMMES		CRÉDITS INITIAUX	
	Votés et permanents	Votés au cours d'an	nnées antérieures
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Secrétariat du Conseil du trésor			
Votés	99 669	30	
Permanents	10		
	99 679	30	
Programme 2 - Fonctions gouvernementales			
Votés	259 691		
Permanents	8 960	-	
	268 651		
Programme 3 - Commission de la fonction publique			
Votés	4 257	125	
Permanents		-	
	4 257	125	
Programme 4 - Régimes de retraite et d'assurances			
Votés	4 418		
Permanents	342 188		
	346 605		
Programme 5 - Fonds de suppléance			
Votés	1 036 024		
Permanents			
	1 036 024		
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	1 404 058 351 157	155	
Permanents			
	1 755 215	155	

Associés à des crédits au net		Alloués par décisions	+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
				(9 891) (9 891)				89 808 10 89 818
				255 123 255 123		2 060 2 060		514 813 11 020 525 833
	<del>-</del>			(371)				4 010 4 010
	<u> </u>			(442) (442)		39 451 39 451		3 976 381 638 385 614
	- <u>-</u>	<u> </u>		(437 231) (437 231)				598 793 598 793
				(192 811)		41 511 41 511		1 211 401 392 668 1 604 068

# DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

	CRÉDITS AUTORISÉS	54551050	
PROGRAMMES	AUTORISES	DEPENSES	DE TRANSFERT
			Établissements de
		Entreprises	santé et de + services sociaux +
Programme 1 - Secrétariat du Conseil du trésor			·
Appui au passage à la société de l'information	800	33	
Autres	285	5	
Total du programme 1	1 085	38	
Programme 2 - Fonctions gouvernementales			
Passif environnemental	24 814		34
Total du programme 2	24 814		34
Programme 4 - Régimes de retraite et d'assurances			
Assurance collective sur la vie des employés publics	2 907		554
Régime de retraite de certains enseignants	29 630		
Total du programme 4	32 537		554
Total des crédits et dépenses	58 437	38	588

	DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)									
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+_	Municipalités	Organismes à but + non lucratif	+	Personnes	+_	Organismes et entreprises du gouvernement	=_	Total 2014	Total 2013
10		8	732 221						775 237	1 978 138
14	_	8	953		-	_	-	_	1 012	2 116
24 708	_					_	72	_	24 814	11 163
24 708	-		<del>-</del>			-	72	_	24 814	11 163
1 292 29 630									1 846 29 630	1 738 22 337
30 922	_	-			-	-	-	_	31 476	24 075
55 644		8	953				72		57 302	37 354

#### **DÉPENSES DE TRANSFERT** VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

#### Année financière terminée le 31 mars 2014

(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT		
		2014	2013	
Rémunération	32 537	31 476	24 075	
Fonctionnement	24 814	24 814	11 163	
Support	1 085	1 012	2 116	
TOTAL DU PORTEFEUILLE	58 437	57 302	37 354	

# DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

CRÉI	DITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATIO	N À UN FONDS SPÉCIAL
		2014	2013
Fonctionnement		(18 444) <sup>(1)</sup>	(14 320)
Intérêt	580	580	581
TOTAL DU PORTEFEUILLE	580	(17 864)	(13 739)

<sup>(1)</sup> Cette dépense correspond à la variation à la baisse de la provision pour passif environnemental attribuable à certains fonds spéciaux.

# REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

# Année financière terminée le 31 mars 2014 (en milliers de dollars)

(en miliers de donais)		
	2014	2013
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	8	2
	8	2
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	202	89
Subventions d'années antérieures	130	245
	332	334
Total des revenus divers	341	336
Total des revenus autonomes	341	336
Total des revenus	341	336

Note: Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

# CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

(en millers de dollars)					
	CRÉDITS		INVESTIS-	CRÉDITS NON	
PROGRAMMES	AUTORISÉS	DÉPENSES	SEMENTS	UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Cabinet du lieutenant-gouverneur					
Votés	759	749		11	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	759	749		11	
PROGRAMME 2					
Services de soutien auprès de la première ministre et					
du Conseil exécutif					
Votés	64 046	54 877	488	8 681	
Permanents	2 035	2 035			
Ne nécessitant pas de crédits		345			
	66 082	57 258	488	8 681	
PROGRAMME 3					
Affaires intergouvernementales canadiennes					
Votés	15 289	14 113		1 175	
Permanents	49	49		1173	
Ne nécessitant pas de crédits	40	8			
Ne necessitant pas de credits	15 337	14 170		1 175	
PROGRAMME 4					
Affaires autochtones					
Votés	237 873	236 814		1 059	
Permanents	265	265			
Ne nécessitant pas de crédits		3			
	238 138	237 083		1 059	
PROGRAMME 5					
Jeunesse	E4 0E0	45.000		5.000	
Votés Permanents	51 050	45 230		5 820	
Ne nécessitant pas de crédits		2			
Ne necessitant pas de ciedits				5.000	
	51 050	45 232		5 820	
PROGRAMME 6					
Institutions démocratiques et Participation citoyenne					
Votés	10 411	9 089	11	1 312	
Permanents	35	35			
Ne nécessitant pas de crédits		150			
	10 446	9 274	11	1 312	
PROGRAMME 7					
Promotion et développement de la région métropolitaine					
Votés	117 964	117 623		341	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	117 964	117 623		341	
•		525			

# CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 8					
Promotion et développement de la Capitale-Nationale Votés Permanents	62 082	44 314		17 767	
Ne nécessitant pas de crédits		3			
	62 082	44 318		17 767	
PROGRAMME 9 Développement nordique Votés					
Permanents Ne nécessitant pas de crédits					
					_
	561 859	525 706	499	36 166	
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	559 475 2 384	522 810 2 384	499	36 166	
Permanents Ne nécessitant pas de crédits		511			
	561 859	525 706	499	36 166	-
Dépenses	559 823	525 706		34 629	
Prêts, placements, avances et autres Immobilisations	457 1 580		3 496	453 1 084	
ITITIOUIIGUIGI	561 859	525 706	499	36 166	-

# CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

	CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS				
		INVESTIS	INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits		
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement		
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice		Cabinet du lieute	enant-gouverneur				
Cabinet du lieutenant-gouverneur	759			700	48		
TOTAL	759			700	48		
		Services de sout du Conseil exéct	tien auprès de la pren utif	nière ministre et			
Mission : Gouverne et justice  1. Cabinet de la première ministre	6 443	Services de sout du Conseil exéct	tien auprès de la prer utif	nière ministre et	639		
Mission : Gouverne et justice  1. Cabinet de la première ministre Permanents(1)	6 443 421 12 055	Services de sout du Conseil exéct	tien auprès de la prer utif		639 421 1 392		
1. Cabinet de la première ministre Permanents(1)  2. Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif	421	Services de sout du Conseil exéct	tien auprès de la pren utif 485	5 178	421		
1. Cabinet de la première ministre Permanents(1) 2. Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif 3. Direction générale de l'administration Amortissement des immobilisations	421 12 055	du Conseil exécu	utif	5 178 10 047	421 1 392		
1. Cabinet de la première ministre Permanents(1)  2. Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif  3. Direction générale de l'administration Amortissement des immobilisations  4. Indemnités de l'exécutif Permanents(1)	421 12 055 20 667	du Conseil exécu	utif	5 178 10 047 10 587	421 1 392		
Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif     Direction générale de l'administration Amortissement des immobilisations     Indemnités de l'exécutif Permanents(1)     Secrétariat à la communication	421 12 055 20 667 1 614	du Conseil exécu	utif	5 178 10 047 10 587 1 614	421 1 392 7 800		

	CRÉDITS UTILISÉS (suite)				ON UTILISÉS (EX	(CÉDENTS)	DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPI	ENSES nécessitan	t des crédits (suite)		SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				
Ce programme vis	e à permettre au li	ieutenant-gouvern	eur d'assumer	les fonctions qui lui so	nt dévolues par l	a loi.	
				11			
	<u>-</u>	<u> </u>		11			
l'accomplissement	de leurs fonction	S.	a donisen execu	ıtif et à ses comités, les	TOSSOUTOES HUIT	amics of techniques	ioquises ualis
	445					181	
	221					394	
				201		1 591	345
						59	
				6 200		54	

# CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

(en militers de donais)							
	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS					
		INVESTIS	SSEMENTS	DÉPENSES néo	essitant des crédits		
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement		
PROGRAMME 3 Mission : Gouverne et justice		Affaires intergo	uvernementales canad	liennes			
Cabinet du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et à la Gouvernance souverainiste	1 196			795	283		
Permanents(1)	49				49		
Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes	4 800			2 907	1 061		
Amortissement des immobilisations							
. Représentation du Québec au Canada	2 374			1 446	739		
Coopération intergouvernementale et francophonie	6 919			731	62		
TOTAL	15 337			5 879	2 193		
1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).							
PROGRAMME 4 Mission : Gouverne et justice		Affaires autocht	ones				
Cabinet de la ministre déléguée aux Affaires autochtones	998			646	251		
Permanents(1) Amortissement des immobilisations	88				88		
Secrétariat aux affaires autochtones     Permanents(2)     Amortissement des immobilisations	236 875 177			3 130	1 590		
TOTAL	238 138	_		3 777	1 929		

<sup>(1)</sup> Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

<sup>(2)</sup> Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)  DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)  Créances douteuses et Affectation autres à un fonds Service de			= CRÉI SUSPENS DU DR D'ENGAG	ON OIT	ITILISÉS (EX	CÉDENTS)  PÉRIMÉ  (EXCÉDENTS	ss —	DÉPENSES NE NÉCESSITANT AS DE CRÉDITS	
provisions	Transfert	spécial	la dette						
Ce programme vise au Canada.	e à permettre la d	éfense et la promo	otion des comp	pétences et des in	térêts du Q	uébec dans	ses relations av	ec les aut	res gouvernements
	73						4	5	
	148				264		42	20	٥
							18	<b>19</b>	8
	5 869						25	57	
	6 090	<u>-</u>	-		264	_	91	1	8
Ce programme vise	e à assurer la coo	rdination et le dév	veloppement de	es politiques et de	s activités	gouvernem	entales en matiè	re d'affair	es autochtones.
	71						3	30	
									1
204 177	230 921				471		55	58	2
382	230 992	_	_		471		58	37	3

# CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

	CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTI	SSEMENTS	DÉPENSES néc	essitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 5 Mission : Gouverne et justice		Jeunesse				
Secrétariat à la jeunesse     Amortissement des immobilisations	51 050			1 837	729	
TOTAL	51 050		_	1 837	729	
PROGRAMME 6 Mission : Gouverne et justice		Institutions dém	ocratiques et Particip	ation citoyenne		
Cabinet du ministre responsable des     Institutions démocratiques et de la Participation citoyenne	1 400			746	375	
Permanents(1)	35				35	
<ol> <li>Commission d'accès à l'information Amortissement des immobilisations</li> </ol>	6 564		11	4 783	1 053	
Institutions démocratiques et Participation citoyenne	1 223			829	87	
Accès à l'information et protection des renseignements personnels	674			520	90	
5. Laïcité et identité	551			174	182	
TOTAL	10 446		11	7 051	1 823	
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						

	CRÉDITS UTILISÉS (suite)				ON UTILISÉS (EX	(CÉDENTS)	DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPEN	NSES nécessitant	t des crédits (suite)		SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				
e programme vise à otamment par la Sti					se et à coordonn	er des dossiers à p	ortée interministérielle,
	42 663			97		5 723	2
	42 663		_	97		5 723	2
nformation et de pr	rotection des rei	nseignements per	sonnels ainsi q	u'en matière de laïcité,	de citoyenneté e	t d'identité. Ce prog	ramme vise également
nformation et de pr	rotection des rei ce et le contrôle	nseignements per	sonnels ainsi q	u'en matière de laïcité,	de citoyenneté e nformation et de	t d'identité. Ce prog protection des rens	ramme vise également
nformation et de pr	rotection des rei ce et le contrôle	nseignements per	sonnels ainsi q	u'en matière de laïcité, en matière d'accès à l'i	de citoyenneté e nformation et de	t d'identité. Ce prog protection des rens 26	gramme vise également seignements personne
nformation et de pr	rotection des rei ce et le contrôle	nseignements per	sonnels ainsi q	u'en matière de laïcité, en matière d'accès à l'i	de citoyenneté e nformation et de 53 37	t d'identité. Ce prog protection des rens 26 651	gramme vise également seignements personne
information et de pr	rotection des rei ce et le contrôle	nseignements per	sonnels ainsi q	u'en matière de laïcité, en matière d'accès à l'i	de citoyenneté e nformation et de 53 37	t d'identité. Ce prog protection des rens 26 651	lémocratiques, d'accès gramme vise également seignements personnel

# CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

	CRÉDITS AUTORISÉS _	_ CRÉDITS UTILISÉS					
	<del>-</del>						
		INVESTIS	SEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits			
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement		
			IIIIIODIIIGUIOIIG	remaneration	Tonouonnement		
PROGRAMME 7 (a) Mission : Économie et environnement		Promotion et dév métropolitaine	veloppement de la réç	jion			
Secrétariat à la région métropolitaine	117 964			1 880	326		
TOTAL	117 964		_	1 880	326		
(a) La responsabilité de ce programme est confiée au	ministre responsable d	le la région de Mont	tréal.				
PROGRAMME 8 (a) Mission : Économie et environnement		Promotion et dév	veloppement de la Ca	pitale-Nationale			
Secrétariat à la Capitale-Nationale     Amortissement des immobilisations	44 023			1 616	434		
2. Commission de la capitale nationale du Québec	18 059						
TOTAL	62 082			1 616	434		
(a) La responsabilité de ce programme est confiée à l	a ministre responsable	de la région de la C	capitale-Nationale.	_			
PROGRAMME 9 (a) Mission : Gouverne et justice		Développement i	nordique				
Secrétariat au développement nordique  TOTAL							

<sup>(</sup>a) La responsabilité de ce programme est confiée à la ministre responsable du Secrétariat au développement nordique.

DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS) CRÉDITS UTILISÉS (suite) SUSPENSION DU DROIT PÉRIMÉS D'ENGAGER (EXCÉDENTS) DÉPENSES nécessitant des crédits (suite) REPORTS Créances douteuses et Affectation autres à un fonds Service de provisions spécial la dette Transfert Ce programme vise à susciter et à soutenir l'essor économique, culturel et social de la région métropolitaine de Montréal en assurant la cohérence des politiques et la coordination des actions gouvernementales sur ce territoire, en appuyant des initiatives et des projets structurants et en poursuivant des activités de concertation avec les principaux partenaires qui interviennent sur ce territoire. 76 265 115 417 115 417 76 265 Ce programme a pour objet le soutien et la promotion de la région de la Capitale Nationale en renforçant le rôle de Québec comme capitale nationale, en contribuant à la mise en valeur de ses sites, ses monuments et ses activités, en responsabilisant les milieux locaux et régionaux dans la prise en main de leur développement économique, social et culturel. 21 417 5 263 2 980 164 12 149 3 17 868 191 2 980 5 263 12 340 3 39 284 164 Ce programme vise à coordonner les actions de développement du Nord québécois de façon durable et intégrée. Il facilite la concertation entre les partenaires et veille à la cohérence des actions gouvernementales sur ce territoire tout en accompagnant les communautés nordiques touchées par le développement.

# CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

TOTAL	561 859	3	496	<b>66 167</b> (1)	20 303	
Amortissement des immobilisations	2 384			1 614	592	
Votés Permanents	559 475	3	496	64 553	19 711	
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement	
	INVESTISSE		SSEMENTS	DÉPENSES néce	DÉPENSES nécessitant des crédits	
	CRÉDITS AUTORISÉS		UTILISÉS			

<sup>(1)</sup> La dépense de rémunération inclut une somme de 15 525 k\$ à l'égard du traitement de 122 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES				
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS			
Rémunération	66 167		66 167		
Fonctionnement	20 303	511	20 815		
Créances douteuses et autres provisions	382		382		
Transfert	435 362		435 362		
Affectation à un fonds spécial	2 980		2 980		
Service de la dette					
	525 194	511	525 706		

	CRÉDITS UTILISÉS (suite)					ON UTILISÉS (EX	CÉDENTS)	DÉPENSES N NÉCESSITAI PAS DE CRÉDI	TN.
DÉ	PENSES nécessita	ant des crédits (suite)			SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)		
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette						
204 177	435 362	2 980			12 714	518	22 934	5	511
382	435 362	2 980			12 714	518	22 934	-	511

### **ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES**

ROGRAMMES		CRÉDITS INITIAUX	
	Votés et		
	permanents	Votés au cours d'année	es antérieures
			Votés pour une période de plus
		Reports	d'un ar
rogramme 1 - Cabinet du lieutenant-gouverneur			
Votés Permanents	749	11	
-	749	11	-
rogramme 2 - Services de soutien auprès de la première ministre et			
u Conseil exécutif Votés	50.647	201	
Permanents	59 647 1 076	201	
	60 724	201	-
rogramme 3 - Affaires intergouvernementales canadiennes	_		
Votés	15 345	264	
Permanents	10 15 354	264	
=	10 004		
rogramme 4 - Affaires autochtones  Votés	230 925	230	
Permanents _	10		
=	230 935	230	_
rogramme 5 - Jeunesse			
Votés Permanents	53 553	97	
=	53 553	97	_
rogramme 6 - Institutions démocratiques et Participation citoyenne			
Votés	10 204	207	
Permanents _	10 10 214	207	
=	10 214		
rogramme 7 - Promotion et développement de la région nétropolitaine			
Votés Permanents	118 543		
	118 543		_
=			
rogramme 8 - Promotion et développement de la Capitale-Nationale Votés Permanents	62 249	163	
	62 249	163	_
=			
rogramme 9 - Développement nordique  Votés  Permanente			
Permanents _			_
=			
OTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	551 215	1 173	
Permanents _	1 105		
<u>-</u>	552 320	1 173	

	CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES		+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	CRÉDITS = AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions	,,,				
credits au net	produits d'alleriation	decisions					
							759
						_	759
				4 198		959	64 046 2 035
	<del>-</del>			4 198		959	66 082
				(320)			15 289
				(320)		39 39	49 15 337
				6 717		256	237 873 265
				6 717		256	238 138
				(2 599)			51 050
				(2 599)		_	51 050
							10 411
						26 <b>26</b>	35 10 446
							10 440
				(579)			117 964
				(579)			117 964
				(330)			62 082
				(330)			62 082
				(550)			02 002
				7 087		1 279	559 475 2 384
-		_		7 087		1 279	561 859

# DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES I	DE TRANSFERT
			Établissements de santé et de
		Entreprises	aandaaa aaalauu
Programme 2 - Services de soutien auprès de la première ministre et du Conseil			
exécutif Mission gouvernementale auprès de l'ÉNAP	175		
Autres	535		
Total du programme 2	710		
Programme 3 - Affaires intergouvernementales canadiennes			
Appui à la francophonie canadienne	1 349	15	
Centre de la francophonie des Amériques	2 833		
Coopération intergouvernementale	1 869		
Soutien à la recherche	200		
Autres	73		
Total du programme 3	6 324	15	
Programme 4 - Affaires autochtones			
Entente avec la nation Naskapi	1 858		
Entente avec les Inuits (Sanarrutik)	20 392		
Ententes avec la nation crie	110 598	7 116	
Financement global de l'Administration régionale Kativik	65 816		
Financement global des villages nordiques	14 504		
Fonds d'initiatives autochtones	13 151	1 749	
Fonds de développement pour les autochtones	3 371	80	
Organismes autochtones	1 656	15	
Transfert des terres de Oujé-Bougoumou			
Autres	73	8	
Total du programme 4	231 419	8 968	
Programme 5 - Jeunesse			
_			
Stratégie d'action jeunesse	48 328	20	249
Total du programme 5	48 328	20	249
Programme 6 - Institutions démocratiques et Participation citoyenne			
Soutien en matière d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels	50		
Autres	200	1	2
Total du programme 6	250	1	2
Programme 7 - Promotion et développement de la région métropolitaine			
Activités régionales de l'île de Montréal et de Laval	18 152	3 630	
Équipements scientifiques - Société de gestion Marie-Victorin	11 539	0 000	
Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole	16 500		30
Grand Montréal Bleu	303		
Soutien à la Ville de Montréal pour son rôle de métropole	17 200		
Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Montréal	21 910		
Soutien au développement économique de Montréal	24 000		
Autres	5 815	1	
Total du programme 7	115 417	3 631	30
Total du programme 7	113 417	3 00 1	

		NÉDE	ENSES DE TRANSFER	T (suite)		
Commissions		DEPE	INOLO DE TRANSFER			
scolaires		0		Organismes et	T-4-1	T-4-1
et établissements d'enseignement	+ Municipalités	Organismes à but non lucratif	+ Personnes	entreprises du + gouvernement	Total = 2014	Total 2013
d enseignement	+ <u>ividificipalites</u> +		+ <u>Fersonnes</u>	<u> </u>	= 2014	2010
175	_				175	175
6	7	471		6	491	484
181	7	471		6	666	659
10		1 267			1 292	1 492
				2 786	2 786	2 850
		1 790			1 790	829
147	2				148	445
1	4	68			73	73
158	6	3 125		2 786	6 090	5 689
	929	929			1 858	1 835
	6 797	13 594			20 392	19 455
	103 178	119			110 413	112 331
	65 816				65 816	53 565
	14 504				14 504	13 795
10	9 028	2 267	9		13 063	8 368
	2 316	975			3 371	3 806
76	721	691			1 503	1 577
						15 000
4	2	55	2		71	73
90	203 292	18 631	11		230 992	229 804
204	10 947	31 238		6	42 663	43 961
204	10 947	31 238		6	42 663	43 961
		50			50	50
15	5	177			200	100
15	5	227			250	150
		14 521			18 152	17 684
11 539					11 539	11 854
30	5 143	11 297			16 500	16 939
	303				303	304
	17 200				17 200	25 000
	21 909				21 909	21 691
	24 000				24 000	31 916
1	5 693	118	2		5 815	5 195
11 570	74 248	25 936	2		115 417	130 584

# DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES (suite)

(cir rimiero de denaro)				
PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS			
		Entreprises	Établissements de santé et de + services sociaux +	
Programme 8 - Promotion et développement de la Capitale-Nationale				
Aide à la Ville de Québec	24 900			
Centres locaux de développement de la région de la Capitale-Nationale	6 048			
Commission de la capitale nationale du Québec	18 059			
Fonds de développement économique de la région de la Capitale-Nationale	5 709	40		
Politique nationale de la ruralité	1 960			
Total du programme 8	56 676	40		
Total des crédits et dépenses	459 124	12 675	281	

	DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	Organismes à but + non lucratif	+ Personnes	Organismes et entreprises du gouvernement	Total = 2014	Total 2013	
	7 800				7 800	26 800	
	6 048				6 048	5 897	
				17 868	17 868	19 562	
1	868	4 620		80	5 609	5 523	
	1 959				1 959	1 955	
1	16 676	4 620		17 948	39 284	59 737	
12 218	305 181	84 248	13	20 747	435 362	470 584	

# DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

# Année financière terminée le 31 mars 2014 (en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D	DÉPENSES DE TRANSFERT		
		2014	2013		
Rémunération	3 538	3 500	3 900		
Fonctionnement	7 435	7 386	7 770		
Capital	27 151	27 083	24 136		
Intérêt	7 207	7 171	8 632		
Support	413 794	390 222	426 147		
TOTAL DU PORTEFEUILLE	459 124	435 362	470 584		

# DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATIO	N À UN FONDS SPÉCIAL
		2014	2013
Support	2 980	2 980	2 959
TOTAL DU PORTEFEUILLE	2 980	2 980	2 959

# REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

# Année financière terminée le 31 mars 2014 (en milliers de dollars)

(en miliers de donars)		
	2014	2013
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Location de terrains et bâtisses	99	90
Location de locaux	1 262	1 464
	1 361	1 554
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	400	216
Subventions d'années antérieures	44	106
	444	322
Total des revenus divers	1 805	1 876
Total des revenus autonomes	1 805	1 876
Total des revenus	1 805	1 876

Note: Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

# CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

(en millers de dollars)					
PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Conseil du patrimoine culturel du Québec					
Votés	57 567	55 403	1 284	880	
Permanents  Ne nécessitant pas de crédits	10	10 4 411			
	57 576	59 823	1 284	880	
PROGRAMME 2					
Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État					
Votés	579 911	579 911			
Permanents  Ne nécessitant pas de crédits					
'	579 911	579 911			
	637 487	639 734	1 284	880	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	637 478	635 314	1 284	880	
Permanents	10	10	1 204	860	
Ne nécessitant pas de crédits		4 411			
	637 487	639 734	1 284	880	
Dépenses	635 324	639 734			
Prêts, placements, avances et autres Immobilisations	2 163		1 283	880	
	637 487	639 734	1 284	880	-

# CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

(en militers de dollars)	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
DDOCDAMMES		INVESTIS  Prêts, placements, avances et	SSEMENTS	DÉPENSES néc	essitant des crédits
PROGRAMMES Éléments		autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Missions : Éducation et culture, service de la dette			Centre de conservati moine culturel du Qué		
Gestion interne et soutien     Permanents(1)     Amortissement des immobilisations     Consommation de frais payés d'avance	54 399 10		1 249	26 302	22 210 10
Centre de conservation du Québec     Amortissement des immobilisations	2 568		34	1 431	1 103
Conseil du patrimoine culturel du Québec	600			397	203
TOTAL (1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).	57 576	-	1 283	28 130	23 526
PROGRAMME 2 Mission : Éducation et culture		Soutien à la cult sociétés d'État	ture, aux communicati	ions et aux	
Action culturelle et communications	173 866				
2. Musées nationaux	63 093				
<ol> <li>Société de la Place des Arts de Montréal et Société du Grand Théâtre de Québec</li> </ol>	21 260				
Société de développement des entreprises culturelles	68 154				
5. Société de télédiffusion du Québec	60 502				
6. Conseil des arts et des lettres du Québec	90 333				
7. Bibliothèque et Archives nationales du Québec	74 195				
8. Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	28 507				
TOTAL	579 911				

							DÉPENSES NE NÉCESSITANT
CRÉDITS UTILISÉS (suite)				= CRÉDITS N	ON UTILISÉS (EX	CÉDENTS)	PAS DE CRÉDITS
				SUSPENSION DU DROIT		PÉRIMÉS	
DÉF	PENSES nécessitan	t des crédits (suite)		D'ENGAGER	REPORTS	(EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres		Affectation à un fonds	Service de				
provisions	Transfert	spécial	la dette				
orientations et les également pour b	programmes en n ut d'assurer la res	natière de culture tauration de biens	et de communi culturels, ains	culturelles et de commu ications. Il vise aussi à a si que l'expertise et la se expertises favorisant la	assurer les service Insibilisation en c	es de soutien à la ge ette matière. Enfin, p	estion. Ce programme a par l'action du Conseil du
			3 757			880	
							4 344 25
							42
		<del></del>	3 757			880	4 411
intervenants et pa les composantes des promoteurs d une programmatio et la production al les institutions do	rtenaires, organis de la société et as es équipements m on de télévision éd rtistique et en favo cumentaires québ	mes, institutions, surer une présenc ajeurs de diffusion lucative et culturel priser le rayonnem vécoises, de même	municipalités c e du Québec d n de spectacle lle; soutenir, da ent; offrir un a que favoriser	ou entreprises; promouv lans les réseaux interna s; favoriser le développ ans toutes les régions d ccès démocratique à la	oir et conserver l tionaux des musé ement des entrep u Québec, la créa culture et au savo	'art québécois et int es; mettre à la dispo rises culturelles et d tion, le perfectionne ir en concertation a	
	173 866						
	63 093						
	21 260						
397	67 758						
	60 502						
	90 333						
	74 195						
	28 507						
397	579 514			-			

# CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

	CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS		
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments	_	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations_	Rémunération_	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés Permanents Amortissement des immobilisations Consommation de frais payés d'avance	637 478 10		1 283	28 130	23 516 10
TOTAL	637 487		1 283	28 130	23 526

<sup>(1)</sup> La dépense de rémunération inclut une somme de 4 263 k\$ à l'égard du traitement de 41 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES		DÉPENSES			
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL		
Rémunération	28 130		28 130		
Fonctionnement	23 526	4 411	27 936		
Créances douteuses et autres provisions	397		397		
Transfert	579 514		579 514		
Affectation à un fonds spécial					
Service de la dette	3 757		3 757		
	635 323	4 411	639 734		

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
397	579 514		3 757				880	
								4 385
397	579 514		3 757				880	4 411

### **CULTURE ET COMMUNICATIONS**

### **ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES**

PROGRAMMES		CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents			
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Conseil du patrimoine culturel du Québec				
Votés	63 589	343		
Permanents	10			
	63 599	343		
Programme 2 - Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État				
Votés	572 073			
Permanents				
	572 073			
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	635 662	343		
Permanents	10			
	635 672	343		

	CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES		+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(6 365)				57 567
				(6 365)		<u>-</u>		57 576
				7 838				579 911
				7 838				579 911
				1 472				637 478
				1 472				637 487

### **CULTURE ET COMMUNICATIONS**

### DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT		
		Entreprises	Établissements de santé et de services sociaux	
Programme 2 - Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État				
Aide au fonctionnement	49 878			
Aide aux immobilisations	99 191	136	70	
Aide aux initiatives de partenariat	13 232	2 902		
Aide aux projets	2 163	28		
Autres interventions particulières en culture et en communications	9 402	32		
Bibliothèque et Archives nationales du Québec - fonctionnement	73 191			
Bibliothèque et Archives nationales du Québec - programmes d'aide	1 004			
Conseil des arts et des lettres du Québec - fonctionnement	6 185			
Conseil des arts et des lettres du Québec - programmes d'aide	84 148			
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	28 507			
Musée d'Art contemporain de Montréal	9 660			
Musée de la Civilisation	24 511			
Musée des beaux-arts de Montréal	13 982			
Musée national des beaux-arts du Québec	14 939			
Société de développement des entreprises culturelles - fonctionnement	7 354			
Société de développement des entreprises culturelles - programmes d'aide	60 403	46 305		
Société de la Place des Arts de Montréal	15 290			
Société de télédiffusion du Québec	60 502			
Société du Grand Théâtre de Québec	5 970			
Total du programme 2	579 514	49 403	70	
Total des crédits et dépenses	579 514	49 403	70	

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)											
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	Organismes à but + non lucratif	+ Personnes	Organismes et entreprises du gouvernement	Total = 2014	Total 2013					
871	1 334	47 673			49 878	45 877					
2 713	40 337	52 780		3 155	99 191	90 469					
	8 205	2 124			13 232	13 580					
35	115	1 985			2 163	7 482					
52	54	9 054	210		9 402	9 928					
				73 191	73 191	72 836					
7	8	989			1 004	1 004					
				6 185	6 185	6 126					
		73 848	10 300		84 148	83 409					
				28 507	28 507	28 505					
				9 660	9 660	9 653					
				24 511	24 511	23 784					
		13 982			13 982	17 337					
				14 939	14 939	14 084					
				7 354	7 354	7 282					
		12 884	1 214		60 403	57 835					
				15 290	15 290	14 309					
				60 502	60 502	59 254					
				5 970	5 970	5 585					
3 677	50 054	215 320	11 724	249 266	579 514	568 338					
3 677	50 054	215 320	11 724	249 266	579 514	568 338					

### **CULTURE ET COMMUNICATIONS**

# DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE	TRANSFERT
		2014	2013
Rémunération	120 711	120 711	118 918
Fonctionnement	66 834	66 834	69 773
Capital	118 998	118 998	101 985
Intérêt	41 303	41 303	43 387
Support	231 668	231 668	234 275
TOTAL DU PORTEFEUILLE	579 514	579 514	568 338

### REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2014 (en milliers de dollars)

(en milliers de dollars)		
	2014	2013
	2014	2013
Droits et permis		
Ressources hydrauliques		
Accréditation de laboratoires privés et municipaux	794	738
Régimes des eaux	846	753
Sécurité des barrages	1 063	903
	2 704	2 393
Autres		
Attestations d'assainissement	1 493	1 104
Droits relatifs à la protection de l'environnement	1 180	1 223
Permis de chasse, pêche et piégeage	32 449	31 412
Permis commerciaux et particuliers	250	291
Droits pour activités commerciales	1 338	1 296
	36 709	35 326
Total des droits et permis	39 413	37 719
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formulaire, documentation et information	67	54
Terrains et bâtisses	264	412
Location et concessions	1 021	979
Gains sur dispositions d'immobilisations	192	68
Gestion des barrages publics	2 029	2 754
Recouvrements de tiers	16	138
Divers	62	68
	3 651	4 473
Intérêts		
Débiteurs	66	40
	66	40
Amendes et confiscations  Divers	1	1
	1	1
Pacculivrements		
Recouvrements Dépenses d'années antérieures	2 177	530
Divers	23	5
	2 199	535
Total des revenus divers	5 917	5 048
Total des revenus autonomes	45 330	42 767
		10 ===
Total des revenus	45 330	42 767

Note: Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

### CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

(cri milioro de dellare)					
PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Protection de l'environnement et gestion des parcs					
Votés	359 274	282 402	35 758	41 113	
Permanents  Ne nécessitant pas de crédits	206	123 19 009		84	
·	359 480	301 535	35 758	41 197	
PROGRAMME 2					
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement Votés	5 844	5 431	20	394	
Permanents	5 644	5 451	20	394	
Ne nécessitant pas de crédits		25			
	5 844	5 456	20	394	
	365 324	306 990	35 778	41 590	_
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	365 118	287 833	35 778	41 507	
Permanents	206	123		84	
Ne nécessitant pas de crédits		19 034			
	365 324	306 990	35 778	41 590	
Dépenses	295 309	306 990		7 353	
Prêts, placements, avances et autres Immobilisations	8 516 61 499		12 35 766	8 504 25 733	
	365 324	306 990	35 778	41 590	_

### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

(en	milliers de dollars)					
		CRÉDITS AUTORISÉS _		CRÉDIT	'S UTILISÉS	
			INVESTIS	SSEMENTS	DÉPENSES néc	cessitant des crédits
	OGRAMMES ments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
	OGRAMME 1 sion : Économie et environnement		Protection de l'e	nvironnement et gest	ion des parcs	
4	Delition of the second	04.704			40.504	547
1.	Politiques environnementales	21 794	1	38	10 581	547
2.	Développement durable, gestion des parcs, évaluations et suivi de l'environnement	70 170		6 241	13 378	18 895
3.	Analyse et expertise régionales	26 381		52	13 007	848
4.	Centre de contrôle environnemental du Québec	28 440		136	17 335	2 085
5.	Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec	6 134		998	3 781	81
3.	Centre d'expertise hydrique du Québec	49 481	11	17 309	11 673	3 036
7.		6 994		10	5 185	1 011
	Permanents(1)	24				24
3.	Services à la gestion	49 250		7 603	20 582	19 634
	Permanents(2)	31				
	Permanents(3)	82				
	Amortissement des immobilisations					
9.	Protection et mise en valeur de la ressource faunique	100 629	1	3 360	57 247	24 532
	Permanents(2) Amortissement des immobilisations	69				
TO	TAL	359 480	12	35 746	152 770	70 694
(1) (2)	Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18). Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitr Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre	,				
	OGRAMME 2 sion : Économie et environnement		Bureau d'audien	ces publiques sur l'e	nvironnement	
1.	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	5 844		20	3 777	1 653
	Amortissement des immobilisations					
то	TAL	5 844		20	3 777	1 653
_						

CRÉDITS UTILISÉS (suite)			=	CRÉDITS I	NON UTILISÉS (I	EXCÉDENTS)	DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)				SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)		
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer, dans une perspective de développement durable, la protection de l'environnement et de la faune par l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques et de programmes ayant comme objectifs la prévention ou la réduction de la contamination de l'eau, de l'atmosphère et du sol, la restauration des sites contaminés, la protection et la mise en valeur des milieux de vie, des écosystèmes et des ressources. Il permet également d'assurer le développement du réseau des parcs à des fins de conservation, d'éducation ou de pratiques récréatives dans la perspective de développement durable. Ce programme vise aussi à assurer l'exploitation et la pérennité des barrages publics ainsi que la gestion foncière du domaine hydrique de l'État et la sécurité des barrages du Québec.

	180		37		10 411	
	3 563		1 400		26 692	
	3 252				9 222	
	8 884					
	1 274					
	17 431	11			11	
	42		31		715	
	1 422				8	
	82					31
13 955						
	3 586				11 903	
	1					67
5 054						-
19 009	39 718	11	1 468	<u> </u>	58 963	99

Ce programme vise à assurer la tenue de séances de consultation et d'information de la population prévues dans le processus d'examen et d'évaluation des impacts des projets de développement sur l'environnement et la tenue d'enquêtes et de consultations sur toute question relative à l'environnement.

		158	157	79	
	 				25
<u>-</u>	 _	158	157	79	25

### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

(cri milioro de dellaro)					
	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES néc	essitant des crédits
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés Permanents	365 118 206	12	35 766	156 547	72 323 24
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	365 324	12	35 766	156 547	72 347

<sup>(1)</sup> La dépense de rémunération inclut une somme de 16 685 k\$ à l'égard du traitement de 176 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES			
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL	
Rémunération	156 547		156 547	
Fonctionnement	72 347	19 034	91 381	
Créances douteuses et autres provisions	99		99	
Transfert	58 963		58 963	
Affectation à un fonds spécial				
Service de la dette				
	287 956	19 034	306 990	

	CRÉDITS UTILISÉS (suite)		=	CRÉDITS N	CÉDENTS)	DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS		
DÉI	PENSES nécessita	ant des crédits (suite)			SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
99	58 963				1 626	168	39 713 84	19 034
99	58 963	-			1 626	168	39 797	19 034

### **ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES**

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX				
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures			
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an		
Programme 1 - Protection de l'environnement et gestion des parcs					
Votés Permanents	319 178 110	37			
	319 288	37			
Programme 2 - Bureau d'audiences publiques sur l'environnement					
Votés	5 287	158			
Permanents	5 287	158			
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	324 465	194			
Permanents	110				
	324 575	194			

	CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES	3	+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
10 065				29 994				359 274
10 065	<u>82</u>			29 994		15		206 359 480
10 003				23 334				339 400
				400				5 844
				400				5 844
10 065	82			30 394		15		365 118 206
10 065	82			30 394		15		365 324

### DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

(cir milicio de dollaro)				
PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT		
		Établissements de santé et de Entreprises + services sociaux		
Programme 1 - Protection de l'environnement et gestion des parcs				
Assainissement de l'air	1 759			
Parcs en milieu nordique	1 400			
Programme ClimatSol	4 021			
Programme d'acquisition de connaissances sur les eaux souterraines	3 950			
Programme de réhabilitation des terrains contaminés	6 364			
Programme de sensibilisation aux algues bleu-vert	1 000			
Programme national pour le développement d'un réseau privé d'aires protégées	380			
Programme partenaires pour la nature	2 129	10		
Programmes d'interactions communautaires sur le Saint-Laurent	239			
Société des établissements de plein air du Québec	11 759			
Société des parcs de sciences naturelles du Québec	11 329			
Soutien aux organismes de bassin versant	5 200			
Soutien dans les milieux autochtones	10 087			
Autres	6 253	78		
Total du programme 1	65 870			
Total des crédits et dépenses	65 870			

		DÉP	ENSES DE TRANSFEF	RT (suite)		
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	Organismes à but + non lucratif	+ Personnes	Organismes et entreprises du gouvernement	Total = 2014	Total 2013
	1 759				1 759	1 759
	1 106				1 106	3 614
1 799		40		652	2 491	2 741
	6 231				6 231	6 821
		1 000			1 000	1 050
		352			352	352
		1 988	7		2 005	4 072
12		227			239	69
				11 425	11 425	11 559
				11 329	11 329	11 329
		5 187			5 187	5 200
	8 978	222		660	9 859	7 982
8	368	4 597		928	5 980	6 729
1 819	18 442	13 613	7	24 995	58 963	60 281
1 819	18 442	13 613	7	24 995	58 963	60 281

## DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE	TRANSFERT
		2014	2013
Capital	20 775	18 779	19 602
Intérêt	8 742	8 079	8 524
Support	36 353	32 104	32 155
TOTAL DU PORTEFEUILLE	65 870	58 963	60 281

### REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

## Année financière terminée le 31 mars 2014 (en milliers de dollars)

(crimmers de donars)		
	2014	2013
Droits et permis		
Autres		
Divers	1	1
Total des droits et permis	1	1
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	3	8
	3	8
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	284	5 082
Subventions d'années antérieures	97	6 706
Dépenses sous forme d'indemnités	1 320	1 114
	1 701	12 902
Total des revenus divers	1 703	12 910
Total des revenus autonomes	1 704	12 911
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Enseignement aux enfants indiens	129 549	127 649
Total des transferts du gouvernement fédéral	129 549	127 649
Total des revenus	131 254	140 560

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

### CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

(en milliers de dollars)					
				CRÉDITS	
PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
FROGRAMMES	HOTORIOLO	DEFENSES	OLIVILITIO	01121020	EXCEDENTS
PROGRAMME 1					
Administration					
Votés	132 581	106 294	5 099	21 187	
Permanents	24	24	3 000	21 107	
Ne nécessitant pas de crédits		16 934			
·	132 605	123 252	5 099	21 187	
PROGRAMME 2					
Éducation préscolaire et enseignement primaire et					
secondaire					
Votés	9 218 433	9 081 490		136 943	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits			-		
	9 218 433	9 081 490		136 943	
PROGRAMME 3					
Développement du loisir et du sport					
Votés	68 845	67 781		1 064	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	68 845	67 781		1 064	
PROGRAMME 4					
Régimes de retraite					
Votés Permanents	1 061 710	1.054.054		7.657	
Ne nécessitant pas de crédits	1 001 7 10	1 054 054		7 657	
The Hoodsonant pae de Gredite	1 061 710	1 054 054		7 657	
	1 001 7 10	1 004 004		1 001	<del></del>
	10 481 594	10 326 577	5 099	166 851	-
			<del></del>		
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	9 419 859	9 255 566	5 099	159 194	
Permanents	1 061 735	1 054 078		7 657	
Ne nécessitant pas de crédits		16 934			
	10 481 594	10 326 577	5 099	166 851	-
Diamon	40 470 504	40.000.575		100.01=	
Dépenses	10 473 561	10 326 577		163 917	
Prêts, placements, avances et autres Immobilisations	968 7 065		5 099	968 1 966	
minopilisations		40			
	10 481 594	10 326 577	5 099	166 851	_

### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

		CRÉDITS AUTORISÉS _		CRÉDITS UTILISÉS			
PROGRAMMES Éléments			INVESTIS Prêts,	SEMENTS	DÉPENSES néo	cessitant des crédits	
			placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement	
	OGRAMME 1 sion : Éducation et culture		Administration				
1.	Direction	6 847		5	3 588	570 24	
	Permanents(1) Amortissement des immobilisations	24				24	
2.	Administration Amortissement des immobilisations	72 387		5 002	20 858	29 758	
3.	Développement pédagogique et soutien aux élèves  Amortissement des immobilisations	19 107		16	10 292	6 948	
l.	Soutien aux réseaux Amortissement des immobilisations	18 095		47	15 063	1 967	
5.	Services aux anglophones, aux autochtones et aux communautés	3 799		7	2 971	485	
<b>S</b> .	Amortissement des immobilisations  Politiques et orientations  Amortissement des immobilisations	7 877		12	4 422	2 618	
<b>,</b>	Loisirs et sports Amortissement des immobilisations	4 468		11	2 837	1 248	

<sup>(1)</sup> Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

	CRÉDITS UTIL	ISÉS (suite)		=	CRÉDITS N	ON UTILISÉS (EX	(CÉDENTS)	DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPE	ENSES nécessitar	nt des crédits (suite)			SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au Ministère et à soutenir l'action du réseau d'enseignement préscolaire, primaire et secondaire en lui fournissant les services nécessaires à l'exercice de sa mission. Ce programme assure aussi le fonctionnement du loisir et du sport et d'un organisme de consultation du domaine de l'enseignement privé.

	1 871		459		354
18					
40.000	5 327	3 552	5 769		2 121
16 683					
	1 851				
69					
126	1 018				
	336				
16					
13	826				
13	178				194
9				 	
16 934	11 408	3 552	6 228	 	<b>-</b> 2 669

### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres Im	MENTS nmobilisations	DÉPENSES néc	essitant des crédits  Fonctionnement
PROGRAMME 2 Mission : Éducation et culture		Éducation préscolaire secondaire	e et enseignemen	t primaire et	
Commissions scolaires	7 292 763				
Commissions scolaires à statut particulier	273 994				
3. Service de la dette des commissions scolaires	716 676				
4. Enseignement privé	479 940				
5. Soutien à des partenaires en éducation	45 869				
6. Aide au transport scolaire	352 133				
<ol> <li>Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit requis pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations</li> </ol>	57 058				
TOTAL	9 218 433				
PROGRAMME 3 Mission : Éducation et culture		Développement du lo	oisir et du sport		
Promotion du loisir et de l'action bénévole	38 716				
<ol> <li>Promotion du sport et de la sécurité et recherche</li> </ol>	30 129				
TOTAL	68 845				

38 550 166 29 231 898	CRÉDITS L	JTILISÉS (suite)		= CRÉDITS N	ON UTILISÉS (EXC	CÉDENTS)	DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
douteuses et autres provisions  Transfert  a un flonds spécial  a un flonds provisions  Transfert  a un flonds spécial  a un flonds provisions  Transfert  To flonds spécial  Transfert  To flonds spécial  To flonds spécial  To flonds subventionnés et à divers organismes les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement. Il inclut égalument les subventions pour le transport scolaire.  To flond te subvention provincier de securité de sport par un soutien aux organismes du millieu et à des clientèles spécifiques. Il a également pour objectif d'appuyer l'action bénévole tout en ayant une préoccupation particulière en matière de sécurité dans la pratique d'activités récretaires et sportives.  To flond te subvention provincier les activités de loisir et de sport par un soutien aux organismes du millieu et à des clientèles spécifiques. Il a également pour objectif d'appuyer l'action bénévole tout en ayant une préoccupation particulière en matière de sécurité dans la pratique d'activités récretaires et sportives.	DÉPENSES néces:	sitant des crédits (suite)		DU DROIT	REPORTS		
rétablissements privés subventionnée et à divers organismes les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement. Il inclut également les subventions pour le transport scolaire.  7 267 418 25 345 253 036 20 959 701 700 14 976 476 242 3 698 37 015 8 854 346 079 6 054 57 058  - 9 081 490 136 943 136 943	douteuses et autres	à un fonds					
253 036 20 959 701 700 114 976 476 242 3 698 37 015 8 854 346 079 6 054 57 058  - 9 081 490 136 943  Ce programme vise à promouvoir et favoriser les activités de loisir et de sport par un soutien aux organismes du milieu et à des clientèles spécifiques. Il a également pour objectif d'appuyer l'action bénévole tout en ayant une préoccupation particulière en matière de sécurité dans la pratique d'activités récréatives et sportives.	établissements privés subvention	onnés et à divers orga	nismes les resso				
701 700 14 976 476 242 3 698 37 015 8 854 346 079 6 054 57 058  - 9 081 490	7 267 418	3				25 345	
476 242  3 698  37 015  8 854  346 079  6 054  — 9 081 490  — — — — — — — — — — — — — — — — — — —	253 036	3				20 959	
37 015  346 079  6 054  57 058  - 9 081 490  136 943  - Oce programme vise à promouvoir et favoriser les activités de loisir et de sport par un soutien aux organismes du milieu et à des clientèles spécifiques. Il a également pour objectif d'appuyer l'action bénévole tout en ayant une préoccupation particulière en matière de sécurité dans la pratique d'activités récréatives et sportives.  38 550  166  29 231  898	701 700	)				14 976	
346 079  - 9 081 490 136 943 - Ce programme vise à promouvoir et favoriser les activités de loisir et de sport par un soutien aux organismes du milieu et à des clientèles spécifiques. Il a également pour objectif d'appuyer l'action bénévole tout en ayant une préoccupation particulière en matière de sécurité dans la pratique d'activités récréatives et sportives.  38 550 166 29 231 898	476 242	2				3 698	
To go 19 081 490 To go	37 015	5				8 854	
Ce programme vise à promouvoir et favoriser les activités de loisir et de sport par un soutien aux organismes du milieu et à des clientèles spécifiques. Il a également pour objectif d'appuyer l'action bénévole tout en ayant une préoccupation particulière en matière de sécurité dans la pratique d'activités récréatives et sportives.  38 550  166 29 231 898	346 079	)				6 054	
Ce programme vise à promouvoir et favoriser les activités de loisir et de sport par un soutien aux organismes du milieu et à des clientèles spécifiques. Il a également pour objectif d'appuyer l'action bénévole tout en ayant une préoccupation particulière en matière de sécurité dans la pratique d'activités récréatives et sportives.  38 550 166 29 231 898						57 058	
également pour objectif d'appuyer l'action bénévole tout en ayant une préoccupation particulière en matière de sécurité dans la pratique d'activités récréatives et sportives.  38 550 166 29 231 898	9 081 490	<u> </u>				136 943	
	également pour objectif d'appuy récréatives et sportives.	yer l'action bénévole t				e sécurité dans la p	
						1 064	

### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

### Année financière terminée le 31 mars 2014

(en milliers de dollars)					
	CRÉDITS AUTORISÉS _		CRÉDIT	rs utilisés	
		INVESTIS	SSEMENTS	DÉPENSES néce	essitant des crédits
		Prêts,			
PROGRAMMES		placements, avances et			
Éléments	_	autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4 Mission : Éducation et culture		Régimes de retr	aite		
Régime de retraite des enseignants					
Permanents(1)	170 682				
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics					
Permanents(2)	763 818				
Régime de retraite du personnel d'encadrement	40-040				
Permanents(3)	127 210				
TOTAL	1 061 710				
<ol> <li>Loi sur le régime de retraite des enseignants</li> <li>Loi sur le régime de retraite des employés du</li> <li>Loi sur le régime de retraite du personnel d'er</li> </ol>	gouvernement et des orga		RQ, chapitre R-10).		
TOTAL DU PORTEFEUILLE Votés	9 419 859		5 099	60 031	43 595
Permanents	1 061 735		3 099	00 03 1	43 393
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	10 481 594		5 099	<b>60 031</b> (1)	43 619
(1) La dépense de rémunération inclut une somm	e de 8 348 k\$ à l'égard du	traitement de 71 ha	uts fonctionnaires et m	embres du personnel-	cadre.
SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉ	GORIES			DÉPENSES	
				, NE	
			NÉCESSITANT DES CRÉDITS	NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS =	TOTAL
Rémunération			60 031		60 031
Fonctionnement Créances douteuses et autres provisions			43 619	16 934	60 553
Transfert			10 205 994		10 205 994
Affectation à un fonds spécial Service de la dette					
			10 309 644	16 934	10 326 577

	CRÉDITS UTILI	ISÉS (suite)		SUSPE	RÉDITS NO INSION DROIT	N UTILISÉS (EXC	CÉDENTS) PÉRIMÉS	DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial  de retraite des ense acadrement applica	Service de la dette eignants, le rég able au person	D'ENC	e des empl	REPORTS  oyés du gouvern	(EXCÉDENTS)	ismes publics et le
	170 682							
	763 818							
<u> </u>	119 553 1 054 054	<u> </u>	-			<u>-</u>	7 657 7 657	<u> </u>
	9 151 940 1 054 054 10 205 994				6 228 6 228	3 552 3 552	149 415 7 657 ————————————————————————————————————	16 934 16 934

### **ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES**

PROGRAMMES		CRÉDITS INITIAUX	
	Votés et permanents	Votés au cours d'an	nées antérieures
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Administration			
Votés	129 569	4 834	
Permanents	10		
	129 579	4 834	-
Programme 2 - Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire			
Votés	9 141 355		
Permanents			
	9 141 355		
Programme 3 - Développement du loisir et du sport			
Votés	68 745		
Permanents		-	
	68 745		
Programme 4 - Régimes de retraite			
Votés Permanents	857 240		
i emanents			
	857 240		
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	9 339 669	4 834	
Permanents	857 250	7 004	
	10 196 919	4 834	
	10 130 313		

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES	+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des Associés à des Alloués par crédits au net produits d'aliénation décisions						
		(1 822)		15		132 581 24
		(1 822)		15		132 605
		77 078				9 218 433
		77 078				9 218 433
		100				68 845
		100				68 845
				204 470		1 061 710
				204 470		1 061 710
		75 356		204 485		9 419 859 1 061 735
<u> </u>		75 356		204 485		10 481 594

### DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

(en miliers de dollars)			
PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	DE TRANSFERT
		Entreprises	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Administration			
Autres	3 165		
Total du programme 1	3 165		
Programme 2 - Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire			
Comités patronaux de négociation Fonctionnement	8 044		
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire public	7 558 713		
Enseignement privé	479 940		
Programme d'action communautaire	18 302		
Service de la dette des commissions scolaires	773 734		
Transport scolaire	352 133		
Autres	27 568		
Total du programme 2	9 218 433		
Programme 3 - Développement du loisir et du sport			
Équipe Québec	4 736		
Kino-Québec	1 575		
Promotion du loisir	15 257		
Promotion du sport	23 628		
Soutien aux organismes multidisciplinaires	23 459		
Autres	190		
Total du programme 3	68 845		
Programme 4 - Régimes de retraite			
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	763 818		
Régime de retraite des enseignants	170 682		
Régime de retraite du personnel d'encadrement	127 210		
Total du programme 4	1 061 710		
Total des crédits et dépenses	10 352 154		

		ite)	S DE TRANSFERT (su	ENSES	DÉPE		
Total 2013	Total 2014	Organismes et entreprises du gouvernement =	Personnes +	+	Organismes à but non lucratif	Municipalités	Commissions scolaires et établissements d'enseignement +
2 356	2 669	5	80		444	29	2 110
2 356	2 669	5	80		444	29	2 110
4 466	8 044				8 044		
7 419 977	7 512 410						7 512 410
473 873	476 242						476 242
18 191	18 210				18 210		
684 930	701 700						701 700
340 552	346 079						346 079
19 234	18 805				18 805		
8 961 223	9 081 490	<del>-</del> -			45 059		9 036 431
4 881	4 226		4 226				
1 575	1 575				1 575		
14 749	15 247				14 970	277	
21 491	23 333				23 333		
22 712	23 303				23 303		
130	98				50	48	
65 538	67 781		4 226	_	63 231	324	
636 392	763 818						763 818
114 136	170 682						170 682
91 899	119 553						119 553
842 427	1 054 054						1 054 054
9 871 544	10 205 994	5	4 306		108 735	354	10 092 595

# DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

TOTAL DU PORTEFEUILLE	10 352 154	10 205 994	9 871 544
Support	138 360	138 360	134 096
Intérêt	241 789	241 789	247 991
Capital	484 000	483 761	471 903
Fonctionnement	928 375	928 375	1 020 180
Rémunération	8 559 630	8 413 709	7 997 374
		2014	2013
	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE	TRANSFERT

#### **EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE**

#### REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

## Année financière terminée le 31 mars 2014 (en milliers de dollars)

(en milliers de dollars)		
	2014	2013
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais de perception	2 157	1 983
Divers	1	1
	2 157	1 984
Intérêts		
Aide financière de dernier recours	18 696	17 863
Divers	10	8
	18 706	17 871
Amendes et confiscations		
Frais - Chèques sans provision	215	239
	215	239
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	417	455
Subventions d'années antérieures	209	109
Aide financière de dernier recours	76 928 <sup>(1)</sup>	55 245
Aide financière de dernier recours - R.R.Q.	732	1 002
Aide financière de dernier recours - Pensions alimentaires	17 039	15 740
Aide financière de dernier recours - Garants défaillants	2 321	2 438
Divers	25	8
	97 671	74 999
Total des revenus divers	118 750	95 093
Total des revenus autonomes	118 750	95 093
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Entente relative au marché du travail	640 162	642 968
Entente sur le marché du travail - Pacte pour l'emploi	115 980	115 462
Total des transferts du gouvernement fédéral	756 142	758 430
Total des revenus	874 891	853 523

Note: Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

<sup>(1)</sup> L'augmentation est principalement attribuable à une hausse de la facturation de montants versés en trop aux bénéficiaires découlant des efforts accrus pour détecter les irrégularités.

### EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

### CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

(en milliers de dollars)					
PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
DDOCDAMME 4					
PROGRAMME 1					
Mesures d'aide à l'emploi Votés	051 124	041 124		10 000	
Permanents	851 134	841 134		10 000	
Ne nécessitant pas de crédits					
rie riecessitant pas de credits	054.404	244.404		40.000	
	<u>851 134</u>	841 134	<del>_</del>	10 000	
PROGRAMME 2					
Mesures d'aide financière					
Votés	3 011 040	3 011 025	15		
Permanents	5 500	5 500			
Ne nécessitant pas de crédits					
	3 016 540	3 016 525	15		_
PROGRAMME 3 Administration					
Votés	470 617	470 511	57	50	
Permanents	27	27	57	30	
Ne nécessitant pas de crédits	21	2 235			
Ne necessitant pas de credits	470 644		57	50	
	470 644	472 773	37	50_	
PROGRAMME 4					
Condition féminine					
Votés	11 798	10 615	37	1 147	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		5			
	11 798	10 619	37	1 147	_
	4 350 116	4 341 051	108	11 196	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	4 344 589	4 333 284	108	11 196	
Permanents	5 527	5 527			
Ne nécessitant pas de crédits		2 240			
·	4 350 116	4 341 051	108	11 196	_
Dépenses	4 349 989	4 341 051		11 178	
Prêts, placements, avances et autres	16		16		
Immobilisations	111		93	18	
	4 350 116	4 341 051	108	11 196	_
	1 000 110	. 311 001		11 100	

#### **EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE**

### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

		CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
			INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
	OGRAMMES ments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
	OGRAMME 1 sion : Économie et environnement		Mesures d'aide à	à l'emploi		
1.	Mesures d'aide à l'emploi	841 134				
2.	Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la mise en oeuvre du Pacte pour l'emploi	10 000				
то	TAL	851 134				
	OGRAMME 2 sion : Soutien aux personnes et aux familles		Mesures d'aide f	financière		
1.	Aide aux personnes et aux familles Permanents(1)	2 976 947 5 500	15			
2.	Action communautaire	8 036				
3.	Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	26 057				
4.	Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la création de projets favorisant la conversion des prestations d'aide financière en mesure d'aide à l'emploi					
TOTAL		3 016 540	15			

<sup>(1)</sup> Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)			= _	CRÉDITS N	ION UTILISÉS (E	XCÉDENTS)	DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	
DÉP	ENSES nécessitant	des crédits (suite)	1		SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
l'information sur le régional, local et s main-d'oeuvre (RL	e marché du travail, ectoriel. Il est égale RQ, chapitre D-8.3) /ilégie la mobilisati	, du placement e ement responsat et de la Loi sur	t des mesures de de la Loi fav la formation	actives orisan	s d'emploi liées à t le développeme lalification profe	la politique acti ent et la reconna ssionnelles de la	ve du marché du trav issance des compéte a main-d'oeuvre (RLI	uébec responsable de ail aux niveaux national, inces de la RQ, chapitre F-5). De plus, du marché du travail par
		841 134						
							10 000	
_	<u>-</u>	841 134	-	=	_		10 000	-
par l'entremise du différence entre le soutenir les jeunes activités leur perm social permettent une mesure ou à u mission globale et traditionnelles des	réseau d'Emploi-Q urs ressources et le s adultes sur base v lettant d'acquérir ou aux prestataires de in programme d'aid il accorde à l'Office	uébec. Plus préceurs besoins ess volontaire qui re u de recouvrer le recevoir un sou le à l'emploi. En e de la sécurité c communauté. Il	eisément, il per entiels qui leu quièrent une ai ur autonomie tien et un acco outre, ce progr lu revenu des o vise égalemen	met à c r sont i de fina person impagn ramme chasse t à pou	des personnes de reconnus. Il pern incière pour assu nelle, sociale et lement personna contribue au fina urs et piégeurs d	e recevoir une ai net aussi, par le l urer leur subsista professionnelle. lisés dans le but ancement des or eris les sommes	de financière de dern piais du programme <i>i</i> ance afin de les enco Les programmes d'a d'une préparation ac	
5 500	2 958 039	18 893						
	4 314	3 722						
	26 057							
5 500		22 614	_	_				

### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

### Année financière terminée le 31 mars 2014

	CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDIT	S UTILISÉS	
		INVESTIS	SSEMENTS	DÉPENSES néc	cessitant des crédit
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnemen
PROGRAMME 3 dission : Soutien aux personnes et aux familles		Administration			
. Direction Permanents(1) Consommation de frais payés d'avance	8 462 10		3	5 586	1 071 10
<ol> <li>Services à la gestion         Amortissement des immobilisations         Consommation de frais payés d'avance     </li> </ol>	181 037		19	31 264	52 250
Centre de recouvrement     Permanents(2)     Consommation de frais payés d'avance	8 500 17			7 513	937 17
<ol> <li>Relations avec les citoyens</li> <li>Consommation de frais payés d'avance</li> </ol>	14 463		6	7 391	1 115
<ul> <li>Administration des mesures d'aide à l'emploi et d'aide financière</li> <li>Consommation de frais payés d'avance</li> </ul>	249 700	1	29	111 895	20 992
Politiques, analyse stratégique et action communautaire	8 454			6 217	1 791
TOTAL	470 644	1	56	169 866	78 184
<ol> <li>Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).</li> <li>Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre</li> </ol>	e A-6.001).				
PROGRAMME 4 Mission : Soutien aux personnes et aux familles		Condition fémini	ine		
Conseil du statut de la femme     Amortissement des immobilisations	4 098		37	2 669	981
				1.050	4.000
Secrétariat à la condition féminine	7 700			1 656	1 868

CRÉDITS UTILISÉS (suite)			=	CRÉDITS N	ON UTILISÉS (EX	(CÉDENTS)	DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)				SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)		
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise l'administration des mesures d'aide à l'emploi, de la Commission des partenaires du marché du travail, des mesures d'aide financière, du Régime québécois d'assurance parentale ainsi que le développement des politiques d'emploi, de sécurité du revenu et d'assurance parentale. Il vise également à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, informationnelles, matérielles et financières essentielles à la gestion des programmes. De plus, il permet de verser au fonds du Tribunal administratif du Québec les sommes requises pour soutenir les causes reliées au Ministère. Également, ce programme vise à pourvoir au financement des activités de planification et de coordination ministérielles et de services aux citoyennes et citoyens. Il contribue au financement du Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

					1 352	450	
4							
					97 104	400	
113 1							
'							
			50				
44							
					5 951		
49							
					116 784		
2 024							
					422	25	
					422		
2 235	-	-	50	-	221 613	875	-
			-				

Ce programme vise à promouvoir l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et activités gouvernementales en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

			125	119	168	5
 3 441			97	91	548	
 3 441	<u> </u>	<u>-</u>	221	209	717	5

### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

(en miliera de donara)					
	CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS		
		INVESTIS	SSEMENTS	DÉPENSES néce	essitant des crédits
PROGRAMMES Éléments	_	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	4 344 589	16	93	174 191	81 005
Permanents	5 527				27
Amortissement des immobilisations					
Consommation de frais payés d'avance					
TOTAL	4 350 116	16	93	174 191 <sup>(1)</sup>	81 032

<sup>(1)</sup> La dépense de rémunération inclut une somme de 33 320 k\$ à l'égard du traitement de 346 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES		DÉPENSES				
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL			
Rémunération	174 191		174 191			
Fonctionnement	81 032	2 240	83 272			
Créances douteuses et autres provisions	5 500		5 500			
Transfert	2 992 726		2 992 726			
Affectation à un fonds spécial	1 085 361		1 085 361			
Service de la dette						
	4 338 811	2 240	4 341 051			

	CRÉDITS UTIL	.ISÉS (suite)		=	CRÉDITS N	ON UTILISÉS (EX	CÉDENTS)	DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉI	PENSES nécessitai	nt des crédits (suite)			SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
5 500	2 992 726	1 085 361			271	209	10 717	
5 500	2 992 726	1 085 361			271	209	10 717	118 2 122 <b>2 240</b>

#### **ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES**

PROGRAMMES		CRÉDITS INITIAUX	
	Votés et permanents	Votés au cours d'ar	nnées antérieures
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Mesures d'aide à l'emploi Votés Permanents	817 399		
	817 399		_
Programme 2 - Mesures d'aide financière Votés Permanents	2 672 910 5 500		279 000
	2 678 410		279 000
Programme 3 - Administration Votés Permanents	466 102 10	14 386	
	466 112	14 386	_
Programme 4 - Condition féminine Votés Permanents	11 577	221	
	11 577	221	
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés Permanents	3 967 988 5 510	14 607	279 000
	3 973 498	14 607	279 000

C	RÉDITS COMPLÉMENTAIRES		+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	-	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				33 735				851 134
				33 735				851 134
				59 129				3 011 040 5 500
				59 129				3 016 540
7 250				(17 121)		17_		470 617 27
7 250				(17 121)		17		470 644
								11 798
								11 798
7 250				75 744		17		4 344 589 5 527
7 250				75 744		17		4 350 116

### DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

(en milliers de dollars)			
PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D	E TRANSFERT
		Entreprises +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Mesures d'aide à l'emploi	-		
Pacte pour l'emploi	10 000		
Total du programme 1	10 000	-	_
Programme 2 - Mesures d'aide financière			
Action communautaire Aide aux personnes et aux familles Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires	3 748 2 958 039 26 057 566	87	4
Total du programme 2	2 988 410	87	4
Programme 3 - Administration			
Autres	875		
Total du programme 3	875		
Programme 4 - Condition féminine			
Égalité entre les femmes et les hommes Programme « À égalité pour décider » Tables de concertation en matière de condition féminine Autres	2 080 1 000 360 140	10_	1
Total du programme 4	3 580	10	1
Total des crédits et dépenses	3 002 865	97	5

		DÉP	ENSES DE TRANSFER	RT (suite)		
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	Organismes à but		Organismes et entreprises du gouvernement	Total = 2014	Total 2013
1	5	3 748 6 731 566	2 951 211 23 845	2 212	3 748 2 958 039 26 057 566	3 743 2 933 722 24 345 614
1	5	11 045	2 975 057	2 212	2 988 410	2 962 425
		<u>450</u>		425	<u>875</u>	<u>525</u>
				423		
	1 136	820 1 000 360			1 957 1 000 360	1 425 1 000 360
1	1 138	2 264			125 3 441	155 2 940
2	1 143	13 759	2 975 084	2 637	2 992 726	2 965 890

# DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2014 (en milliers de dollars)

<del></del>			
	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE	TRANSFERT
		2014	2013
Rémunération	1 796	1 796	784
Fonctionnement	803	803	432
Capital	13	13	7
Support	3 000 254	2 990 115	2 964 666
TOTAL DU PORTEFEUILLE	3 002 865	2 992 726	2 965 890

## DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

	ορέριτο Αμτοριοέο	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIA			
	CRÉDITS AUTORISÉS	DEPENSES D'AFFECTATIO	ON A UN FONDS SPECIAL		
		2014	2013		
Rémunération	154 649	154 649	179 249		
Fonctionnement	55 203	55 203	61 976		
Capital	10 926	10 926	10 154		
Intérêt	835	835	892		
Support	863 748	863 748	901 681		
TOTAL DU PORTEFEUILLE	1 085 361	1 085 361	1 153 952		

#### REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

# Année financière terminée le 31 mars 2014 (en milliers de dollars)

(continued to temperature)		
	2014	2013
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Recouvrements de tiers	6 761	6 358
Divers	3	
	6 764	6 358
Intérêts		
Prêts aux étudiants	15 829	15 320
	15 829	15 320
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 159	(2)
Subventions d'années antérieures	1 327	348
Bourses d'études	6 281	8 387
	8 767	8 733
Total des revenus divers	31 360	30 412
Total des revenus autonomes	31 360	30 412
Total des revenus	31 360	30 412

Note: Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

### CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

(en millers de dollars)					
				CRÉDITS	
DD00D44450	CRÉDITS	PÉPENOSO	INVESTIS-	NON UTILISÉS	EVOÉDENTO
PROGRAMMES	AUTORISÉS	DÉPENSES	SEMENTS	OTILIOLO	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Administration					
Votés	62 356	56 896	80	5 381	
Permanents	37	37			
Ne nécessitant pas de crédits		14			
	62 393	56 947	80	5 381	
PROGRAMME 2					
Organismes dédiés à des programmes de formations spécialisés					
Votés	26 838	26 718		120	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	26 838	26 718	-	120	_
				-	
PROGRAMME 3					
Aide financière aux études					
Votés	691 080	584 289	75 094	31 697	
Permanents	27 916	27 916			
Ne nécessitant pas de crédits					
	718 996	612 205	75 094	31 697	
PROGRAMME 4					
Enseignement supérieur					
Votés	5 328 564	5 321 722		6 842	
Permanents	0 020 00 .	0 02 22		00.2	
Ne nécessitant pas de crédits					
No necessitant pas de oreate	5 328 564	5 321 722		6 842	
	0 020 004	0 021 722		0 042	
PROGRAMME 5					
Soutien à la science, à la recherche et à l'innovation	144.000	143 582		4 224	
Votés	144 803	143 382		1 221	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	144 803	143 582		1 221	
DD00DANIAE 0					
PROGRAMME 6					
Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation					
Votés	174 435	174 097		338	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	174 435	174 097		338	
PROGRAMME 7					
Régimes de retraite					
Votés					
Permanents	155 072	147 349		7 723	
Ne nécessitant pas de crédits					
	155 072	147 349		7 723	
	6 611 101	6 482 620	75 174	53 322	-

### CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés Permanents Ne nécessitant pas de crédits	6 428 076 183 026 6 611 101	6 307 304 175 302 14 6 482 620	75 174 75 174	45 598 7 723 53 322	-
Dépenses Prêts, placements, avances et autres Immobilisations	6 505 945 104 105 1 051 6 611 101	6 482 620 6 482 620	75 095 79 75 174	23 339 29 011 972 53 322	-

### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

,					
	CRÉDITS AUTORISÉS _		CRÉDIT	S UTILISÉS	
		INVESTIS	SEMENTS	DÉPENSES néo	essitant des crédits
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Éducation et culture		Administration			
1. Direction	10 235			6 826	1 434
Permanents(1)	37				37
2. Administration de l'enseignement supérieur	10 973			9 686	801
Administration et aide financière aux études     Amortissement des immobilisations	28 792		50	18 425	2 933
Administration de la recherche, de la science et de la technologie	7 141			5 937	1 094
5. Conseil supérieur de l'éducation	2 742		10	1 963	504
<ol> <li>Commission d'évaluation de l'enseignement collégial</li> </ol>	2 474		20	1 841	435
Amortissement des immobilisations					
TOTAL (1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).	62 393		79	44 677	7 237
PROGRAMME 2 Mission : Éducation et culture		Organismes déd spécialisés	iés à des programme	s de formations	
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	25 838				
Institut de tourisme et d'hoteriere du Quebec     Institut national des mines	1 000				
TOTAL	26 838				

	CRÉDITS UTILI	SÉS (suite)			ON UTILISÉS (EX	(CÉDENTS)	DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉP	ENSES nécessitan	t des crédits (suite)		SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				
les services néces	saires à l'exercice	de leur mission.	Če programme		nnement de l'aide	e financière aux étud	ement en leur fournissant les et des organismes de lologie.
	390					1 586	
						486	
	4 629					2 755	44
				50		60	11
						265	
						178	
							3
-	5 019	<u> </u>	-	50		5 331	14
tourisme. De plus,	, il soutient la rech ination des différe	erche et fournit de nts acteurs du sec	l'aide techniq	e, technique et universi ue et des services dans estimer les besoins de f	ces domaines. I	l a également pour o	
	980					20	
_	26 718	_	-			120	

### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

	CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS			
PROGRAMMES Éléments		INVESTIS  Prêts, placements, avances et autres	SSEMENTS  Immobilisations	DÉPENSES néo	ressitant des crédits  Fonctionnement	
PROGRAMME 3 Mission : Éducation et culture		Aide financière a	ux études			
Bourses consécutives aux prêts     Intérêts et remboursements aux banques     Permanents(1)	518 983 153 554 27 916	75 094				
TOTAL  (1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre)	18 542 718 996 A-6.001).	75 094				
PROGRAMME 4 Mission : Éducation et culture		Enseignement s	upérieur			
1. Cégeps	1 739 229					
2. Universités	2 859 817					
Enseignement privé au collégial	119 186					
Service de la dette des cégeps	252 021					
Service de la dette des universités	350 170					
Soutien à des partenaires en éducation	1 553					
<ol> <li>Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit requis pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations</li> </ol>	6 587					
TOTAL	5 328 564					

DÉP	CRÉDITS UTILI	ISÉS (suite)		= CRÉDITS N SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	ION UTILISÉS (EX	XCÉDENTS)  PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				
programme vis mps partiel. Il fou	e à favoriser l'acc urnit un soutien fi	essibilité aux étuc nancier aux perso	les secondaire nnes dont les	es en formation professi ressources financières	onnelle et aux ét sont jugées insu	udes postsecondaire ffisantes.	es à temps plein ou à
	516 451					2 532	
4 727 27 916	44 572					29 161	
	18 538			<u> </u>		4	
32 643	579 562		-	-		31 697	
e programme vis ablissements les	e à rendre access ressources finan 1 739 229	ibles les services icières nécessaire	d'enseigneme s à leur fonctio	nt aux étudiantes et aux onnement et à leur déve	t étudiants des c loppement.	ollèges et des univer	rsités, en fournissant au
programme vis	ressources finan	sibles les services acières nécessaire	d'enseigneme s à leur fonctio	nt aux étudiantes et aux onnement et à leur déve	t étudiants des c loppement.	ollèges et des univer	rsités, en fournissant au
e programme vis ablissements les	1 739 229	icières nécessaire	d'enseigneme s à leur fonctio	nt aux étudiantes et aux onnement et à leur déve	t étudiants des c loppement.	ollèges et des univer	rsités, en fournissant au
e programme vis ablissements les	1 739 229 2 834 817	cières nécessaire	d'enseigneme s à leur fonctio	nt aux étudiantes et aux onnement et à leur déve	t étudiants des c loppement.	ollèges et des univer	rsités, en fournissant a
e programme vis ablissements les	1 739 229 2 834 817 119 186	cières nécessaire	d'enseigneme s à leur fonctio	nt aux étudiantes et aux onnement et à leur déve	t étudiants des c loppement.	ollèges et des univer	rsités, en fournissant au
e programme vis ablissements les	1 739 229 2 834 817 119 186 252 021	cières nécessaire	d'enseigneme s à leur fonctio	nt aux étudiantes et aux onnement et à leur déve	t étudiants des c loppement.	ollèges et des univer	rsités, en fournissant au
e programme vis ablissements les	1 739 229 2 834 817 119 186 252 021 350 170	cières nécessaire	d'enseigneme s à leur fonctio	onnement et à leur déve	t étudiants des c loppement.		rsités, en fournissant au

### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS	S UTILISÉS
PROGRAMMES Éléments		INVESTISSEMENTS  Prêts, placements, avances et autres  Immobilisations	DÉPENSES nécessitant des crédits  Rémunération Fonctionnement
PROGRAMME 5 Mission : Économie et environnement		Soutien à la science, à la recherche et	à l'innovation
Soutien à la science, à la recherche et à l'innovation	144 803		
TOTAL	144 803		
PROGRAMME 6 Mission : Économie et environnement		Organismes dédiés à la recherche et à	ı l'innovation
Fonds de recherche du Québec - Santé	75 444		
Fonds de recherche du Québec - Société et culture	43 813		
Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	38 739		
4. Centre de recherche industrielle du Québec	15 833		
Commission de l'éthique en science et en technologie	607		371 137
TOTAL	174 435		371 137

	CRÉDITS UTILI	SÉS (suite)		=	CRÉDITS N	ON UTILISÉS (E)	(CÉDENTS)	DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPE	ENSES nécessitan	t des crédits (suite)	ı		SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Plus spécifiqueme	nt, ce programme	vise à intensifier	le développem	ent d	le la recherche et l'	innovation ainsi	nt scientifique et de d que le transfert de la illieux socioéconomi	
	143 582						1 221	
	143 582	_	_		_		1 221	-
recherche, la forma	ation de chercheu bec, pour souten	irs et la diffusion d ir son offre de ser	de la connaissa vices spécialis	ınce.	De plus, il est cons	stitué des envelo	ouvoir et d'appuyer le ppes affectées au Ce et d'innovation auprè	
	75 444							
	43 813							
	38 739							
	15 593						240	
					18	18	63	
-	173 589	-	-		18	18	302	

#### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

# Année financière terminée le 31 mars 2014 (en milliers de dollars)

Service de la dette

(en millers de dollars)						
	CRÉDITS AUTORISÉS		S UTILISÉS	UTILISÉS		
		INVESTIS	SSEMENTS	DÉPENSES néc	essitant des crédits	
		Prêts,				
PROGRAMMES Éléments	-	placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 7		Régimes de retra	aite			
Mission : Éducation et culture						
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics						
Permanents(1)	129 113					
Régime de retraite du personnel d'encadrement						
Permanents(2)	25 959					
ГОТAL	155 072					
<ul> <li>(1) Loi sur le régime de retraite des employés du g</li> <li>(2) Loi sur le régime de retraite du personnel d'enc</li> </ul>			RQ, chapitre R-10).			
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	6 428 076	75 095	79	45 048	7 337	
Permanents	183 026				37	
Amortissement des immobilisations	<del></del>	<del></del>				
ГОТАL	6 611 101	75 095	79	45 048	7 375	
TOTAL  (1) La dépense de rémunération inclut une somme				45 048 (1) embres du personnel-		
SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉG	ORIES			DÉPENSES		
			NÉCESSITANT DES CRÉDITS	NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	: TOTAI	
Rémunération			45 048		45 048	
Fonctionnement			7 375 32 643	14	7 388	
Créances douteuses et autres provisions Transfert			32 643 6 372 540		32 643 6 372 540	
Affectation à un fonds spécial			25 000		25 000	
Sarvico do la dotto			25 000		23 000	

6 482 606

14

6 482 620

CRÉDITS UTILISÉS (suite)			SUSPENSION DU DROIT	NON UTILISÉS (EX	PÉRIMÉS	DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert groupe le régime d	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette	D'ENGAGER vernement et des organ	REPORTS	(EXCÉDENTS)  e régime de retraite	du personnel
	oncasie au person	inci des resedux.					
	129 113						
	18 235 147 349	<u> </u>			<u> </u>	7 723	
4 727 27 916	6 225 191 147 349	25 000		118	18	45 463 7 723	14
32 643	6 372 540	25 000	_	118	18	53 187	14

### **ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES**

PROGRAMMES		CRÉDITS INITIAUX	
	\/-464		
	Votés et permanents	Votés au cours d'ar	nées antérieures
	<u> </u>		Votés pour un
			période de plu
		Reports	d'un a
Programme 1 - Administration			
Votés	60 470	50	
Permanents	10		
	60 480	50	
Programme 2 - Organismes dédiés à des programmes de formations			
spécialisés Votés	26 838		
Permanents	20 030		
- Gillianonio	26 838		
Programme 3 - Aide financière aux études			
Votés	748 021		
Permanents	6 000	-	
	754 021		
Programme 4 - Enseignement supérieur			
Votés	5 179 977		
Permanents			
	5 179 977	-	-
Programme 5 - Soutien à la science, à la recherche et à l'innovation	407.500		
Votés Permanents	137 563		
i emanents	137 563		
	137 503		
Programme 6 - Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation			
Votés	165 327	18	
Permanents			
	165 327	18	
Programme 7 - Régimes de retraite			
Votés			
Permanents	152 043	-	
	152 043	-	-
			,
TOTAL DU PORTEFEUILLE	6 040 400	20	
Votés Permanents	6 318 196 158 053	68	
i emigrefits			-
	6 476 248	68	

CRÉDITS COM	PLÉMENTAIRES	VIREMEN TRANSFER +,(-) JURIDIO	TS DE PERMANENTS	CRÉDITS
	ociés à des Alloué d'aliénation déci	s par sions		
			1 836	62 356 3 37
<u> </u>	<u> </u>	<u>-</u>	1 836	
				26 838
<u> </u>		<u>-</u>	<u>-</u> <u>-</u>	26 838
		(50	6 942)	691 080
	<u>-</u>	- (50	21 916 6 942) 21 916	
		14	48 587	5 328 564
<u> </u>		14	18 587 –	5 328 564
			7 240	144 803
<u> </u>	<u> </u>	<u>-</u>	7 240	144 803
			9 090	174 435
<u> </u>	<u>-</u>	<u>-</u>	9 090	174 435
<u> </u>	<u> </u>	<u>-</u>	3 029 - 3 029	
		10	09 812 24 973	6 428 076 3 183 026
<u>-</u>	-	- 10	9 812 24 973	

### DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Programme 1 - Administration   Autres	PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D	E TRANSFERT
Programme 1 - Administration				Établissements de santé et de
Nutres   5 0.00		_	Entreprises +	services sociaux
Total du programme 1	_			
Programme 2 - Organismes dédiés à des programmes de formations spécialisés   1	Autres	5 020		
Institut de tourisme et d'hôtelièreie du Québec (25 838 Institut national des mines (1000) (1	Total du programme 1	5 020	<u>-</u>	
Institut national des mines   1 000   1	Programme 2 - Organismes dédiés à des programmes de formations spécialisés			
Total du programme 2	Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec			
Programme 3 - Aide financière aux études   Sourses consécutives aux prêts   S18 983   Intérêts et remboursements aux banques   45 146   Autres   18 542   Total du programme 3   \$52 671     -	Institut national des mines	1 000		
Bourses consécutives aux prêts   18 883   Intérêts et remboursements aux banques   45 146   46   47   47   47   47   47   47	Total du programme 2	26 838		
Interests et remboursements aux banques	Programme 3 - Aide financière aux études			
Autres   18 542	Bourses consécutives aux prêts	518 983		
Total du programme 3   582 671   -   -   -				
Programme 4 - Enseignement supérieur   Fonctionnement   Cégeps   1739 229   Enseignement privé au collégial   119 186   2834 817	Autres	18 542	_	
Fonctionnement   Cégeps   1739 229   Enseignement privé au collègial   119 186   Universités   2 834 817   Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations   40 225   Service de la dette   Service de la dette   des cégeps   218 383   Service de la dette des cuniversités   350 170   Autres   1553	Total du programme 3	582 671		
Cégeps       1 739 229         Enseignement privé au collégial       119 186         Universités       2 83 48 17         Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations       40 225         Service de la dette       218 383         Service de la dette des cégeps       218 383         Service de la dette des universités       350 170         Autres       1 553         Total du programme 4       5 303 564       -         Programme 5 - Soutien à la science, à la recherche et à l'innovation       181       141         Mesures de soutien à la recherche - autres       107 408       698         NovaScience       3 973       100         Projets mobilisateurs : Avion écologique, Autobus électrique, ÉcoloTIC et autres       400       240         Soutien à la valorisation des résultats de la recherche       32 842       1 603       240         Total du programme 5 - Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation       15 83       542       240         Programme 6 - Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation       2 5 859       2 8 563       2 8 563         Fonds de recherche du Québec - Natré et technologies       38 739       5 8 563       5 8 563       5 8 563       5 8 563       5 8 563       5 8 563       5 8 563       5 8 563 <td>Programme 4 - Enseignement supérieur</td> <td></td> <td></td> <td></td>	Programme 4 - Enseignement supérieur			
Enseignement privé au collégial         119 186           Universités         2 834 817           Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations         40 225           Service de la dette         218 383           Service de la dette des cégeps         350 170           Autres         1 553           Total du programme 4         5 303 564         -           Programme 5 - Soutien à la science, à la recherche et à l'innovation         181         141           Mesures de soutien à la recherche - autres         107 408         698           NovaScience         3 973         100           Projets mobilisateurs : Avion écologique, Autobus électrique, ÉcoloTIC et autres         400         240           Soutien à la valorisation des résultats de la recherche         32 842         1 603         240           Total du programme 5         144 803         2 542         240           Programme 6 - Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation           Centre de recherche industrielle du Québec         15 833         5           Fonds de recherche du Québec - Santé         75 444         28 563           Fonds de recherche du Québec - Santé         75 444         28 563           Fonds de recherche du Québec - Société et Culture         43 813         -				
Universités         2 834 817           Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations         40 225           Service de la dette         218 383           Service de la dette des cégeps         218 383           Service de la dette des universités         350 170           Autres         1 553           Total du programme 4         5 303 564         -           Programme 5 - Soutien à la science, à la recherche et à l'innovation         181         141           Mesures de soutien à la recherche - autres         107 408         698           NovaScience         3 973         100           Projets mobilisateurs : Avion écologique, Autobus électrique, ÉcoloTIC et autres         400         240           Projets mobilisateurs : Avion écologique, Autobus électrique, ÉcoloTIC et autres         32 842         1 603         240           Total du programme 5         Organismes dédiés à la recherche         32 842         1 603         240           Programme 6 - Organismes dédiés à la recherche et à l'Innovation           Centre de recherche industrielle du Québec         15 833         583         583         583         583         583         583         583         583         583         583         583         583         583         583         583 <td></td> <td></td> <td></td> <td></td>				
Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations   30				
Service de la dette des cégeps   218 383   Service de la dette des cégeps   350 170   Autres   1553				
Service de la dette des cégeps   350 170   350 170   Autres   1 553	•	40 223		
Service de la dette des universités Autres   1553		218 383		
Programme 5 - Soutien à la science, à la recherche et à l'innovation	- ·			
Programme 5 - Soutien à la science, à la recherche et à l'innovation           Appui à l'innovation         181         141           Mesures de soutien à la recherche - autres         107 408         698           NovaScience         3 973         100           Projets mobilisateurs : Avion écologique, Autobus électrique, ÉcoloTIC et autres         400           Soutien à la valorisation des résultats de la recherche         32 842         1 603         240           Total du programme 5         144 803         2 542         240           Programme 6 - Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation           Centre de recherche industrielle du Québec         15 833         5         5         5         5         444         28 563         5         5         6         6         38 739         6         6         6         38 739         6         6         6         38 739         6         6         6         38 739         6         6         6         38 739         6         6         6         38 739         6         6         6         38 739         6         6         75 444         28 563         6         6         75 444         75 444         75 444         75 444         75 444         75 444	Autres	1 553		
Appui à l'innovation 181 141  Mesures de soutien à la recherche - autres 107 408 698  NovaScience 3 973 100  Projets mobilisateurs : Avion écologique, Autobus électrique, ÉcoloTIC et autres 400  Soutien à la valorisation des résultats de la recherche 32 842 1 603 240  Total du programme 5 144 803 2 542 240  Programme 6 - Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation  Centre de recherche industrielle du Québec 5 15 833 Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies 38 739 Fonds de recherche du Québec - Santé 75 444 28 563 Fonds de recherche du Québec - Société et Culture 43 813  Total du programme 6 173 828 - 28 563  Programme 7 - Régimes de retraite  Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Régime de retraite du personnel d'encadrement 25 959  Total du programme 7 - 155 072	Total du programme 4	5 303 564	_	
Mesures de soutien à la recherche - autres         107 408         698           NovaScience         3 973         100           Projets mobilisateurs : Avion écologique, Autobus électrique, ÉcoloTIC et autres         400           Soutien à la valorisation des résultats de la recherche         32 842         1 603         240           Total du programme 5         144 803         2 542         240           Programme 6 - Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation           Centre de recherche industrielle du Québec         15 833         50 <td>Programme 5 - Soutien à la science, à la recherche et à l'innovation</td> <td></td> <td></td> <td></td>	Programme 5 - Soutien à la science, à la recherche et à l'innovation			
Mesures de soutien à la recherche - autres         107 408         698           NovaScience         3 973         100           Projets mobilisateurs : Avion écologique, Autobus électrique, ÉcoloTIC et autres         400           Soutien à la valorisation des résultats de la recherche         32 842         1 603         240           Total du programme 5         144 803         2 542         240           Programme 6 - Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation           Centre de recherche industrielle du Québec         15 833         50 <td>Appui à l'innovation</td> <td>181</td> <td>141</td> <td></td>	Appui à l'innovation	181	141	
Projets mobilisateurs : Avion écologique, Autobus électrique, ÉcoloTIC et autres Soutien à la valorisation des résultats de la recherche 32 842 1 603 240  Total du programme 5 144 803 2 542 240  Programme 6 - Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation Centre de recherche industrielle du Québec 15 833 Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies 38 739 Fonds de recherche du Québec - Santé 75 444 28 563 Fonds de recherche du Québec - Société et Culture 43 813  Total du programme 6 173 828 - 28 563  Programme 7 - Régimes de retraite Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Régime de retraite du personnel d'encadrement 155 072  Total du programme 7	•••	107 408	698	
Soutien à la valorisation des résultats de la recherche 32 842 1 603 240  Total du programme 5 144 803 2 542 240  Programme 6 - Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation  Centre de recherche industrielle du Québec 15 833 Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies 38 739 Fonds de recherche du Québec - Santé 75 444 28 563 Fonds de recherche du Québec - Société et Culture 43 813  Total du programme 6 173 828 - 28 563  Programme 7 - Régimes de retraite  Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Régime de retraite du personnel d'encadrement 25 959  Total du programme 7 155 072	NovaScience	3 973	100	
Total du programme 5 144 803 2 542 240  Programme 6 - Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation  Centre de recherche industrielle du Québec 15 833 Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies 38 739 Fonds de recherche du Québec - Santé 75 444 28 563 Fonds de recherche du Québec - Société et Culture 43 813  Total du programme 6 173 828 - 28 563  Programme 7 - Régimes de retraite  Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Régime de retraite du personnel d'encadrement 25 959  Total du programme 7 - 155 072				
Programme 6 - Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation  Centre de recherche industrielle du Québec 15 833 Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies 38 739 Fonds de recherche du Québec - Santé 75 444 28 563 Fonds de recherche du Québec - Société et Culture 43 813  Total du programme 6 173 828 - 28 563  Programme 7 - Régimes de retraite  Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics 129 113 Régime de retraite du personnel d'encadrement 25 959  Total du programme 7 155 072	Soutien à la valorisation des résultats de la recherche	32 842	1 603	240
Centre de recherche industrielle du Québec 15 833 Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies 38 739 Fonds de recherche du Québec - Santé 75 444 28 563 Fonds de recherche du Québec - Société et Culture 43 813  Total du programme 6 173 828 - 28 563  Programme 7 - Régimes de retraite Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics 129 113 Régime de retraite du personnel d'encadrement 25 959  Total du programme 7 155 072	Total du programme 5	144 803	2 542	240
Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies Fonds de recherche du Québec - Santé Fonds de recherche du Québec - Santé Fonds de recherche du Québec - Société et Culture 43 813  Total du programme 6 173 828 - 28 563  Programme 7 - Régimes de retraite Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Régime de retraite du personnel d'encadrement 25 959  Total du programme 7 155 072	Programme 6 - Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation			
Fonds de recherche du Québec - Santé Fonds de recherche du Québec - Société et Culture  Total du programme 6  Programme 7 - Régimes de retraite Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Régime de retraite du personnel d'encadrement  Total du programme 7  Total du programme 7  Total du programme 7  Total du programme 7	Centre de recherche industrielle du Québec	15 833		
Fonds de recherche du Québec - Société et Culture  7 total du programme 6  7 refigimes de retraite  Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Régime de retraite du personnel d'encadrement  7 total du programme 7  155 072	ŭ			
Programme 7 - Régimes de retraite Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Régime de retraite du personnel d'encadrement  Total du programme 7  Total du programme 7  Total du programme 7				28 563
Programme 7 - Régimes de retraite  Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Régime de retraite du personnel d'encadrement  Total du programme 7  155 072	Fonds de recherche du Quebec - Societé et Culture	43 813		
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Régime de retraite du personnel d'encadrement  Total du programme 7  129 113 25 959  Total du programme 7  155 072	Total du programme 6	173 828		28 563
Régime de retraite du personnel d'encadrement 25 959  Total du programme 7 155 072	Programme 7 - Régimes de retraite			
Régime de retraite du personnel d'encadrement 25 959  Total du programme 7 155 072	Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	129 113		
Total des crédits et dépenses 6 391 797 2 542 28 803	Total du programme 7	155 072		
	Total des crédits et dépenses	6 391 797	2 542	28 803

		ŊÉΦ	ENSES DE TRANSFER	T (suite)		
Commissions scolaires et établissements		Organismes à but	ENOLO DE TIVINOI LIV	Organismes et entreprises du	Total	Total
d'enseignement	+ Municipalités		+ Personnes	+ gouvernement	= 2014	2013
330		473	37	4 179	5 019	4 799
330	_	473	37	4 179	5 019	4 799
	-					
				25 738	25 738	24 536
				25 738 980	25 738 980	24 536 550
				26 718	26 718	25 086
					20710	
			516 451		516 451	464 347
			44 572		44 572	41 765
		_	18 538		18 538	15 634
		- <del></del>	579 562		579 562	521 747
1 735 879		3 350			1 739 229	1 720 245
119 186					119 186	110 620
2 834 817					2 834 817	2 619 321
34 301					34 301	12 326
217 720					217 720	209 968
350 170					350 170	345 291
238	-	1 061			1 298	1 846
5 292 311		4 411			5 296 722	5 019 617
		40			181	4 755
48 360		57 317			106 375	107 312
158	50		180		3 785	3 370
		400			400	
2 416		28 583			32 842	51 982
50 934	50	89 636	180		143 582	167 420
				15 593	15 593	16 925
24 798			10 628	3 312	38 739	52 209
21 422			21 422	4 036	75 444	75 578
28 062			12 026	3 725	43 813	47 915
74 283			44 077	26 666	173 589	192 626
129 113					129 113	127 959
18 235 147 349		- <del></del>			18 235 147 349	15 980 143 939
5 565 207	50	94 520	623 855	57 563	6 372 540	6 075 233

# DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2014 (en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE	E TRANSFERT
		2014	2013
Rémunération	4 071 423	4 059 022	3 821 952
Fonctionnement	809 597	809 597	805 619
Capital	490 800	490 800	412 294
Intérêt	215 716	209 459	224 609
Support	804 261	803 661	810 759
TOTAL DU PORTEFEUILLE	6 391 797	6 372 540	6 075 233

## DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

(			
	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTAT	ION À UN FONDS SPÉCIAL
		2014	2013
Support	25 000	25 000	20 000
TOTAL DU PORTEFEUILLE	25 000	25 000	20 000

**FAMILLE** REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

(cir milicio de dollars)		
	2014	2013
Droits et permis		
Autres		
Études de dossiers	93	261
Total des droits et permis	93	261
Revenus divers		
Amendes et confiscations		
Divers	3	
	3	
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	87	51
Subventions d'années antérieures	1 620	4 271
	1 707	4 322
Total des revenus divers	1 710	4 322
Total des revenus autonomes	1 803	4 582
Total des revenus	1 803	4 582

**FAMILLE** CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

(en miliers de dollars)					
PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Planification, recherche et administration					
Votés	67 422	46 762	2 046	18 615	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		7 196			
	67 432	53 967	2 046	18 615	
PROGRAMME 2					
Mesures d'aide à la famille					
Votés	2 417 388	2 402 760		14 628	
Permanents	271	202		69	
Ne nécessitant pas de crédits	0.447.050	2 402 962		44.007	
	2 417 659	2 402 962		14 697	
	2 485 091	2 456 929	2 046	33 311	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
W. //	0.404.040	0.440.500	0.040	00.040	
Votés Permanents	2 484 810 281	2 449 522 212	2 046	33 243 69	
Ne nécessitant pas de crédits	201	7 196		03	
*	2 485 091	2 456 929	2 046	33 311	-
Dépenses	2 468 283	2 456 929		18 549	
Prêts, placements, avances et autres	1 852			1 852	
Immobilisations	14 956		2 046	12 910	
	2 485 091	2 456 929	2 046	33 311	-

#### FAMILLE

### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
			SSEMENTS	DÉPENSES né	cessitant des crédit
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnemen
PROGRAMME 1  Mission : Soutien aux personnes et aux familles		Planification, red	cherche et administra	ation	
Planification, recherche et administration Permanents(1) Permanents(2) Amortissement des immobilisations	67 422 10		2 046	29 318	14 860
		_	2 046	29 318	14 870
TOTAL  (1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).  (2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitr	67 432 e A-6.001).				
Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).     Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre     PROGRAMME 2		Mesures d'aide a	à la famille		
Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).     Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre PROGRAMME 2  Mission : Soutien aux personnes et aux familles		Mesures d'aide a	à la famille		2 126
1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18). 2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre PROGRAMME 2  Alission : Soutien aux personnes et aux familles  . Gestion des services à la famille	e A-6.001).	Mesures d'aide a	à la famille		2 126
1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18). 2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre PROGRAMME 2  Mission : Soutien aux personnes et aux familles  1. Gestion des services à la famille 2. Soutien financier aux centres de la petite enfance et aux autres services de garde Permanents(1)  3. Subvention pour le financement des	e A-6.001). 22 200	Mesures d'aide a	à la famille		2 126
1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18). 2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre PROGRAMME 2  Alission : Soutien aux personnes et aux familles  . Gestion des services à la famille  2. Soutien financier aux centres de la petite enfance et aux autres services de garde Permanents(1)  3. Subvention pour le financement des infrastructures des centres de la petite enfance	22 200 2 233 427 100	Mesures d'aide a	à la famille		2 126
1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18). 2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre PROGRAMME 2  Alission : Soutien aux personnes et aux familles  1. Gestion des services à la famille 2. Soutien financier aux centres de la petite enfance et aux autres services de garde Permanents(1)  3. Subvention pour le financement des infrastructures des centres de la petite enfance  4. Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance  5. Soutien aux enfants	22 200 2 233 427 100 30 004 80 216	Mesures d'aide	à la famille		2 126
Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).     Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre PROGRAMME 2     Mission : Soutien aux personnes et aux familles      Soutien financier aux centres de la petite enfance et aux autres services de garde Permanents(1)      Subvention pour le financement des infrastructures des centres de la petite enfance      Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance	22 200 2 233 427 100 30 004 80 216	Mesures d'aide	à la famille		2 126

	CRÉDITS UTIL	ISÉS (suite)	=	- CRÉDITS N	ON UTILISÉS (EX	CÉDENTS)	DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉP	FNSFS nécessitar	nt des crédits (suite)		SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances	LIVOLO NECESSILAI	t des credits (suite)			INEI ON 13	(EXCEPTIO)	
douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				
mieux-être des fan	nilles et des enfar	nts, en concertatio	n avec les minist	aboration et l'évaluat ères et organismes gr estion des programme	ouvernementaux.		ouissement et au mme vise à planifier, à
	2 584			1 212	1 390	16 013	
							7 196
	2 584	<del>-</del>		1 212	1 390	16 013	7 196
Ce programme pe		l'accès à des servi	ices de garde édu	ıcatifs à l'enfance de d		ment comme object	
à l'enfance. De plu globale ainsi que l régionales de com	is, ce programme le financement de nté qui désirent m	accorde à des org s services de halte	que du régime de anismes commu es-garderies com politiques familia	retraite à l'intention d nautaires oeuvrant au munautaires. Il assure	lu personnel oeu près des familles également le so	vrant dans le doma s, le financement en utien aux municipa	if le financement des ine des services de gard lien avec leur mission lités et aux municipalités ramme de Soutien aux
à l'enfance. De plu globale ainsi que l régionales de com	is, ce programme le financement de nté qui désirent m	accorde à des org s services de halte ettre en place des	que du régime de anismes commu es-garderies com politiques familia	retraite à l'intention d nautaires oeuvrant au munautaires. Il assure	lu personnel oeu près des familles également le so	vrant dans le doma s, le financement en utien aux municipa	ine des services de gard lien avec leur mission lités et aux municipalités
à l'enfance. De plu globale ainsi que l régionales de com	is, ce programme le financement de nté qui désirent m s forme d'un crédi	accorde à des org s services de halte ettre en place des	que du régime de anismes commu es-garderies com politiques familia	retraite à l'intention d nautaires oeuvrant au munautaires. Il assure les municipales. Enfii	lu personnel oeu près des familles e également le so n, il finance l'adm	vrant dans le doma , le financement en utien aux municipa linistration du prog	ine des services de gard lien avec leur mission lités et aux municipalités
à l'enfance. De plu globale ainsi que l régionales de com	is, ce programme le financement de nté qui désirent m s forme d'un crédi	accorde à des org s services de halte ettre en place des	que du régime de anismes commu es-garderies com politiques familia	retraite à l'intention d nautaires oeuvrant au munautaires. Il assure les municipales. Enfii	lu personnel oeu près des familles e également le so n, il finance l'adm	vrant dans le doma s, le financement en utien aux municipa inistration du prog	ine des services de gard lien avec leur mission lités et aux municipalités
à l'enfance. De plu globale ainsi que l régionales de com enfants offert sous	is, ce programme le financement de nté qui désirent m s forme d'un crédi	accorde à des org s services de halte ettre en place des	que du régime de anismes commu es-garderies com politiques familia	retraite à l'intention d nautaires oeuvrant au munautaires. Il assure les municipales. Enfii	lu personnel oeu près des familles e également le so n, il finance l'adm	vrant dans le doma s, le financement en utien aux municipa inistration du prog 2 786 10 567	ine des services de gard lien avec leur mission lités et aux municipalités
à l'enfance. De plu globale ainsi que l 'égionales de com enfants offert sous	is, ce programme le financement de nté qui désirent m s forme d'un crédi 17 173 2 222 860	accorde à des org s services de halte ettre en place des	que du régime de anismes commu es-garderies com politiques familia	retraite à l'intention d nautaires oeuvrant au munautaires. Il assure les municipales. Enfii	lu personnel oeu près des familles e également le so n, il finance l'adm	vrant dans le doma s, le financement en utien aux municipa inistration du prog 2 786 10 567	ine des services de gard lien avec leur mission lités et aux municipalités
à l'enfance. De plu globale ainsi que l régionales de com enfants offert sous	ss, ce programme le financement de nté qui désirent me s forme d'un crédi 17 173 2 222 860 30 002	accorde à des org s services de halte ettre en place des	que du régime de anismes commu es-garderies com politiques familia	retraite à l'intention d nautaires oeuvrant au munautaires. Il assure les municipales. Enfii	lu personnel oeu près des familles e également le so n, il finance l'adm	vrant dans le doma s, le financement en utien aux municipa inistration du prog 2 786 10 567	ine des services de gard lien avec leur mission lités et aux municipalités

14 582

2 400 634

**FAMILLE** 

### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

TOTAL	2 485 091		2 046	<b>29 318</b> (1)	16 996
Amortissement des immobilisations					
Permanents	2 464 810		2 040	29 3 18	16 986 10
TOTAL DU PORTEFEUILLE Votés	2 484 810		2 046	29 318	16 096
PROGRAMMES Éléments	_	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
		INVESTIS	SSEMENTS	DÉPENSES néc	essitant des crédits
	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			

<sup>(1)</sup> La dépense de rémunération inclut une somme de 3 175 k\$ à l'égard du traitement de 28 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES				
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL		
Rémunération	29 318		29 318		
Fonctionnement	16 996	7 196	24 192		
Créances douteuses et autres provisions	202		202		
Transfert	2 403 218		2 403 218		
Affectation à un fonds spécial					
Service de la dette					
	2 449 734	7 196	2 456 929		

CRÉDITS UTILISÉS (suite)			=	CRÉDITS N	DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS			
DÉF	PENSES nécessita	ant des crédits (suite	)		SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
202	2 403 218				1 270	1 447	30 526 69	7 196
202	2 403 218				1 270	1 447	30 595	7 196

#### **FAMILLE**

#### **ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES**

PROGRAMMES		CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Planification, recherche et administration				
Votés	66 315	1 212		
Permanents	10			
	66 325	1 212		
Programme 2 - Mesures d'aide à la famille				
Votés	2 217 330	58	200 000	
Permanents	100			
	2 217 430	58	200 000	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	2 283 645	1 270	200 000	
Permanents	110			
	2 283 755	1 270	200 000	

	CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES		+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(105)				67 422 10
				(105)				67 432
						171		2 417 388 271
						171		2 417 659
				(105)		171		2 484 810 281
				(105)		171		2 485 091

**FAMILLE** DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

CRÉDITS AUTORISÉS	DÉDENCES			
	DÉPENSES DE TRANSFERT			
	Entreprises	Établissements de santé et de services sociaux		
•				
3 285	26			
885	2			
4 170	28			
31 984				
100				
2 910	176			
9 727	4			
3 850				
19 457				
80 216				
451 013	448 010			
666 998				
1 111 916	159			
30 004				
2 500				
2 784				
2 413 458	448 349			
2 417 629	448 377			
	4 170  31 984     100     2 910     9 727     3 850     19 457     80 216  451 013     666 998     1 111 916     30 004     2 500     2 784  2 413 458	885     2       4 170     28       31 984     100       2 910     176       9 727     4       3 850     19 457       80 216     451 013     448 010       666 998     1 111 916     159       30 004     2 500     2 784       2 413 458     448 349		

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)							
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+Municipalités	Organismes à but + non lucratif	+ Personnes	Organismes et entreprises du gouvernement	Total = 2014	Total 2013	
203	251	1 610		40	2 129	1 681	
53	11	283		105	454	512	
255	262	1 893		145	2 584	2 193	
				30 910	30 910	31 632	
			17		17	34	
		2 341			2 517	2 476	
		2 497	6 565		9 067	2 899	
		3 848			3 848	3 839	
		19 457			19 457	19 423	
		80 216			80 216	57 175	
					448 010	438 310	
		665 032			665 032	645 191	
		1 108 335			1 108 495	1 084 855	
		30 002			30 002	26 658	
		1 324			1 324	800	
	1 543	197			1 740	1 851	
	1 543	1 913 250	6 582	30 910	2 400 634	2 315 144	
255	1 805	1 915 143	6 582	31 055	2 403 218	2 317 337	

**FAMILLE** 

# DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

,	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS AUTORISÉS DÉPENSES DE	
		2014	2013
Fonctionnement	32 090	31 015	31 902
Capital	22 566	21 400	17 983
Intérêt	9 918	9 917	9 455
Support	2 353 054	2 340 885	2 257 996
TOTAL DU PORTEFEUILLE	2 417 629	2 403 218	2 317 337

### REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

(en milliers de dollars)		
	2014	2013
Impôt sur le revenu et les biens		
Cotisations pour les services de santé		
Cotisations des employeurs - Fonds des services de santé	6 539 774	6 377 612
Cotisations des particuliers - Fonds des services de santé	240 125	219 232
Total de l'impôt sur le revenu et les biens	6 779 900	6 596 844
Droits et permis		
Autres		
Rembourrage	1 654	1 367
Visa - Crédit d'impôt pour le design	135	124
Divers	35	38
	1 824	1 529
Total des droits et permis	1 824	1 529
Total des diole et permis		
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Garantie de prêts - Sociétés d'état	206 176	200 580
Honoraires sur garantie gouvernementale	25 288	15 470
Divers	2	
	231 466	216 051
Intérêts		
Comptes de banque	281	240
Prêts	240	189
Dividendes	27 807 (1)	6 677
	28 328	7 106
Amendes et confiscations		
Dépôts judiciaires	2 311	1 216
Produits de la criminalité	3 920	3 480
	6 230	4 697
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	26 511	26 755
Subventions d'années antérieures	221_	1 103
	26 733	27 859
Total des revenus divers	292 756	255 711

<sup>(1)</sup> L'augmentation s'explique par le dividende reçu de la Société québécoise des infrastructures à la suite d'un gain sur disposition de la portion nord de l'îlot Voyageur (réf. : décret 305-2014).

#### REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

#### Année financière terminée le 31 mars 2014

(en milliers de dollars)

(chi militara da dalilara)		
	2014	2013
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement (2)		
Hydro-Québec	2 207 000 (3)	645 000
Loto-Québec	1 055 314 <sup>(4)</sup>	1 194 457
Société des alcools du Québec	1 003 042	1 030 446
Total des revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement	4 265 356	2 869 903
Total des revenus autonomes	11 339 836	9 723 987
Transferts du gouvernement fédéral		
Péréquation	7 833 036 <sup>(A)</sup>	7 391 127
Paiement de protection	(5)	362 127
Transferts pour la santé	5 289 540 <sup>(B)</sup>	4 791 546
Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux	1 533 956 <sup>(C)</sup>	1 486 212
Compensation pour l'harmonisation de la TVQ à la TPS	1 037 000 <sup>(6)</sup>	733 000
Autres programmes	(478 383) (D)	(336 373)
Total des transferts du gouvernement fédéral	15 215 149	14 427 639
Total des revenus	26 554 984	24 151 626

Note: Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

<sup>(2)</sup> Aux fins des états financiers consolidés du gouvernement, la quote-part du gouvernement dans les résultats de ses entreprises est de 5 430 517 k\$ en 2013-2014 (3 232 175 k\$ en 2012-2013). Le détail est présenté à l'annexe 8 des états financiers consolidés du gouvernement.

<sup>(3)</sup> Cette variation s'explique notamment par le résultat provenant des activités abandonnées de l'exercice 2012 qui a été négatif de 1 876 000 k\$ en raison du traitement comptable de la fermeture définitive de la centrale nucléaire de Gentilly-2. De plus, les exportations nettes d'électricité ont progressé par rapport à l'exercice précédent.

<sup>(4)</sup> La diminution s'explique principalement par une baisse des ventes dans tous les secteurs, mais plus marquée dans le secteur des casinos, dont le ralentissement est attribuable à différents facteurs, tels que la vive concurrence et les répercussions des travaux aux casinos de Montréal et du Lac-Leamy.

<sup>(5)</sup> La diminution s'explique par le fait qu'aucun paiement de protection n'a été attribué au Québec en 2013-2014.

<sup>(6)</sup> L'augmentation s'explique par l'affectation aux revenus établie aux plans budgétaires 2012-2013 et 2013-2014.

#### REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

(en	milliers de dollars)		
		2014	2013
A)	Péréquation		
Λ,			
	2013-2014	7 833 036	7 204 427
	2012-2013		7 391 127
		7 833 036	7 391 127
B)	Transferts pour la santé		
	Davida Antonio		
	Droits totaux 2013-2014	10 454 020	
	2012-2013	183 309	9 787 790
	2011-2012	111 779	26 460
	2010-2011	59 413	30 243
		10 808 521	9 844 494
		10 000 321	9 044 494
	Transferts fiscaux		
	2013-2014	(3 225 564)	
	2012-2013	(117 606)	(3 020 974)
	2011-2012	(57 763)	(24 829)
	2010-2011	(21 776)	(22 525)
		(3 422 709)	(3 068 328)
	Abattements spéciaux		
	(13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers)	(0.000.000)	
	2013-2014 2012-2013	(2 080 923)	(1 007 541)
	2011-2013	(55 690) (16 468)	(1 997 541) (28 280)
	2010-2011	(1 192)	(14 757)
	2009-2010	(1.102)	(1 772)
		(2.454.272)	(2.042.250)
		(2 154 273)	(2 042 350)
	For de de terrefort de cat le réduction des terres distants	E9 001	E7 720
	Fonds de transfert visant la réduction des temps d'attente	58 001	57 730
		5 289 540 (7)	4 791 546
C)	Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux		
٠,	Translation pour Totalogiament posteoconaum o criso autros programmos cociaux		
	Droits totaux	_	
	2013-2014	2 834 015	0 =00 0:-
	2012-2013 2011-2012	20 303	2 738 612
	2010-2011		(638)
	2009-2010		
		2 854 318	2 737 974
	Abattements spéciaux (13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
	2013-2014	(1 275 405)	
	2012-2013	(34 133)	(1 224 299)
	2011-2012	(10 093)	(17 332)
	2010-2011	(731)	(9 045)
	2009-2010		(1 086)
		(1 320 362)	(1 251 762)
		1 533 956	1 486 212
		. 000 000	1 100 212

<sup>(7)</sup> L'augmentation s'explique notamment par la hausse de la part du Québec dans l'enveloppe des transferts pour la santé à la suite des révisions positives de sa population provenant du Recensement de 2011.

### REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

(CII	millers de dollars)		
		2014	2013
D)	Autres programmes		
	Transfert fiscal - Programme d'allocations aux jeunes (remboursement de l'abattement fiscal) (3 points d'impôt sur le revenu des particuliers)	(767 263)	(727 946)
	Programme canadien de prêts aux étudiants	294 162 <sup>(8)</sup>	238 308
	Part de l'impôt spécial sur les dividendes d'actions privilégiées	54 736	59 380
	Autres	(60 019)	93 885
		(478 383)	(336 373)

<sup>(8)</sup> L'augmentation s'explique principalement par une hausse du paiement compensatoire reçu en 2013-2014 pour l'année de prêt 2012-2013 et le taux de croissance prévu du montant compensatoire contenu dans le plus récent rapport actuariel du Programme canadien de prêts aux étudiants.

### CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

(en miliers de dollars)					
				CRÉDITS	
PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Direction du Ministère					
Votés	76 681	72 154	662	3 865	
Permanents	19	19			
Ne nécessitant pas de crédits		1 762			
·	76 700	73 935	662	3 865	
PROGRAMME 2					
Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement					
Votés	53 421	45 322	97	8 001	
Permanents	6 343	5 708		635	
Ne nécessitant pas de crédits		176			
·	59 763	51 206	97	8 636	
PROGRAMME 3					
Service de la dette					
Votés	8 544	8 544			
Permanents	8 626 343	8 439 891		186 453	
Ne nécessitant pas de crédits		(18 335)			
	8 634 887	8 430 099		186 453	
DDOODAMME 4					
PROGRAMME 4 Soutien technique et financier au développement économique					
Votés	179 430	171 907		7 523	
Permanents				. 020	
Ne nécessitant pas de crédits		(247)			
The Heddentalik past as distants	170 420			7 523	
	179 430	171 660		7 523	
PROGRAMME 5					
Interventions relatives au Fonds du développement économique					
Votés	229 180	221 106		8 074	
Permanents	172	172		0074	
Ne nécessitant pas de crédits	172	172			
Ne necessitant pas de credits					
	229 352	221 277		8 074	
PROGRAMME 6					
Promotion et développement du tourisme					
Votés	135 927	135 927			
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits					
	135 937	135 937			
	100 901	100 901			
	9 316 068	9 084 114	759	214 550	_

#### CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

(-					
PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés Permanents Ne nécessitant pas de crédits	683 182 8 632 886 9 316 068	654 960 8 445 799 (16 644) 9 084 114	759	27 463 187 087 214 550	-
Dépenses Prêts, placements, avances et autres Immobilisations	9 314 224 140 1 704 9 316 068	9 084 114	759 759	213 465 140 945 214 550	-

### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

	CRÉDITS AUTORISÉS _		CRÉDIT	'S UTILISÉS	
		INVESTI	SSEMENTS	DÉPENSES néc	cessitant des crédits
PROGRAMMES Éléments	_	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice		Direction du Mir	nistère		
Direction et services à la gestion     Permanents(1)     Amortissement des immobilisations	63 801 19		662	24 356	23 103 19
2. Institut de la statistique du Québec  TOTAL  (1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).	76 700	<u> </u>	662	24 356	23 122
Mission : Gouverne et justice		á a a m a malaura a a d		alyses	
viission . Gouverne et justice		economiques et comptables du (	direction des activité gouvernement		
· 	les 19 622				1 405
Politiques budgétaires et fiscales, analyses d     politiques économiques et institutions     financières				s financières et	
Politiques budgétaires et fiscales, analyses d politiques économiques et institutions financières Financement, gestion de la dette et opération financières Frais de services bancaires	ns 6 467		gouvernement	is financières et	67
Politiques budgétaires et fiscales, analyses d politiques économiques et institutions financières  Financement, gestion de la dette et opératior financières  Frais de services bancaires Permanents(1)  Contrôleur des finances et comptabilité			gouvernement	is financières et	67 5 708
Politiques budgétaires et fiscales, analyses d politiques économiques et institutions financières  Financement, gestion de la dette et opération financières  Frais de services bancaires Permanents(1)	6 467 6 343		gouvernement  95	14 147 5 832	67 5 708
Politiques budgétaires et fiscales, analyses d politiques économiques et institutions financières     Financement, gestion de la dette et opération financières     Frais de services bancaires     Permanents(1)     Contrôleur des finances et comptabilité gouvernementale     Amortissement des immobilisations	6 467 6 343		gouvernement  95	14 147 5 832	67 5 708 273
politiques économiques et institutions financières  2. Financement, gestion de la dette et opération financières  3. Frais de services bancaires Permanents(1)  4. Contrôleur des finances et comptabilité gouvernementale  Amortissement des immobilisations  5. Affaires fiscales et financières et recherches	6 343 14 262 10 224		gouvernement  95	14 147 5 832	1 405 67 5 708 273 7 489

	CRÉDITS UTILI	SÉS (suite)	=	CRÉDITS NO	N UTILISÉS (EXCE	ÉDENTS)	NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPI	ENSES nécessitan	t des crédits (suite	)	SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				
orogramme vise tien à la gestion	e à assurer la dire n. Il vise aussi à f	ction du Ministèr ournir des inform	e et les services co ations statistiques	entraux en matière de sur la situation du Qu	planification, de c ébec et à assurer	oordination, d'affai le financement des	res publiques et de s infrastructures.
	11 815			3 865			
							1 762
	12 880						4.700
<del></del> -	24 695			3 865			1 762
programme vise	e à assurer la dire	ction des activité	s financières et co	omptables du gouverne	ement, l'élaboratio	on des orientations	en matière fiscale e
programme vis. gétaire et la réa	e à assurer la dire alisation d'analyse	ction des activité es économiques.	s financières et co	omptables du gouverne	ement, l'élaboration	n des orientations  1 523  473	en matière fiscale e
programme vis Igétaire et la réa	e à assurer la dire alisation d'analyse	ction des activité es économiques.	s financières et co			1 523 473 635	en matière fiscale e
programme vis Igétaire et la réd	e à assurer la dire alisation d'analyse	ction des activité es économiques.	s financières et co			1 523 473	
programme vis Igétaire et la réa	e à assurer la dire alisation d'analyse	ction des activité es économiques.	s financières et co			1 523 473 635	
programme vis. Igétaire et la réa	alisation d'analyse	es économiques.	s financières et co			1 523 473 635	en matière fiscale e

#### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

#### Année financière terminée le 31 mars 2014

(en milliers de dollars)

		CRÉDITS AUTORISÉS		SUTILISÉS		
	OGRAMMES ments		Prêts, placements, avances et autres	SSEMENTS  Immobilisations	DÉPENSES néo	essitant des crédits  Fonctionnement
	OGRAMME 3 sion : Service de la dette		Service de la det	tte		
1.	Service de la dette directe					
	Permanents(1)	5 331 000				
2.	Intérêts sur le compte des régimes de retraite					
	Permanents(2)	3 295 343				
3.	Intérêts sur le Régime de rentes de conjoints survivants	8 544				
4.	Intérêts sur l'obligation relative aux congés de maladie accumulés Revenus imputés à l'encontre du service de la dette					
TO	ΓAL	8 634 887				

- (1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).
- (2) Les crédits permanents réfèrent aux lois suivantes : Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (RLRQ, chapitre R-12), Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (RLRQ, chapitre R-9.1), Loi sur le régime de retraite des enseignants (RLRQ, chapitre R-11), Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10), Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-52.1), Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RLRQ, chapitre R-9.2), Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16), Loi sur la police, (RLRQ, chapitre P-13.1) et Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).
- (3) Le service de la dette est réduit des revenus de 376 292 k\$, dont ceux du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts du gouvernement pour une somme de 277 561 k\$.
- (4) Le service de la dette est réduit des revenus de 2 030 638 k\$, dont ceux du Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR) pour une somme de 1 988 589 k\$.
- (5) Le service de la dette est réduit des revenus de 15 958 k\$ du Fonds du Régime de rentes de survivants.
- (6) Le service de la dette est réduit des revenus de 50 305 k\$ du Fonds des congés de maladie accumulés.

	CRÉDITS UTIL	ISÉS (suite)		=	CRÉDITS N	ON UTILISÉS (E)	(CÉDENTS)	DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉ	PENSES nécessitar	nt des crédits (suite)			SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme v d'intérêts sur l'o	rise à pourvoir au p bligation relative au	aiement des intérê ix congés de malad	ts sur la dette die accumulés	direc et à l	te, à la dépense d'i la dépense d'intérê	ntérêts sur le co ts sur le régime (	mpte des régimes d de rentes de conjoir	e retraite, à la dépense nts survivants.
			5 144 547	(3)			186 453	
			3 295 343				100 100	
			8 544	(5)				
								(18 335) (6)
_	_	_	8 448 434		_	_	186 453	(18.335)

### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

		CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDIT	S UTILISÉS	
PROGRAMMES Éléments			Prêts, placements, avances et autres	SSEMENTS  Immobilisations	DÉPENSES néo	cessitant des crédits  Fonctionnement
PROGRAMME 4 Mission : Économie et enviror	inement		Soutien techniqué économique	ue et financier au déve	eloppement	
Développement des polit	iques économiques et	26 443			5 080	1 046
aide à l'entrepreneuriat     Développement des sect stratégiques		44 449			5 171	735
3. Développement des entre territoriales Variation à la baisse de p		102 297			14 783	2 135
Développement des proje majeurs et sociétés d'Éta		6 141			3 764	885
Provision pour augmente du Conseil du trésor, tour réalisation de projets de économique local et région	crédit pour la développement	100				
TOTAL		179 430			28 798	4 800

CRÉDITS UTILISÉS (suite)			=	CRÉDITS N	NON UTILISÉS (EX	(CÉDENTS)	DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	
DÉPE	ENSES nécessitan	t des crédits (suite)			SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à susciter et soutenir le développement économique et régional ainsi que les secteurs industriels stratégiques dans une perspective de création d'emplois, de prospérité économique et de développement durable. Plus précisément, ce programme procure le financement pour favoriser le développement et la compétitivité des entreprises, le renouvellement de la base entrepreneuriale afin d'appuyer la diversification et la consolidation des régions par les entreprises québécoises. De plus, il vise à favoriser la concertation et la mobilisation des acteurs économiques.

	3 614	1	1 128	15 574
	1 075	3		37 464
	527	22	62	84 768
(247)	259	671	60	503
	100			
(247)	5 575	698	<u> </u>	 <u> </u>

### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

		CRÉDITS AUTORISÉS _		CRÉDITS	S UTILISÉS	
			INVESTIS	SSEMENTS	DÉPENSES néo	cessitant des crédits
PROGRAMMES Éléments			Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 5 Mission : Économie et	environnement		Interventions rel économique	atives au Fonds du dé	éveloppement	
Mandats gouverne programmes  Permanents(1)	ementaux et autres	195 080 172				
Programme ESSC	OR .	34 000				
du Conseil du trés	gmenter, avec l'approbation sor, tout crédit pour la rentions de développement	100				
TOTAL		229 352				
(1) Loi sur la sécurité	civile (RLRQ, chapitre S-2.3).					
PROGRAMME 6 Mission : Économie et	environnement		Promotion et dév	veloppement du touris	sme	
Tourisme Québec     Permanents(1)	:	65 368 10				
Société du Centre	des congrès de Québec	13 120				
Société du Palais	des congrès de Montréal	38 341				
Régie des installa	tions olympiques	19 098				
TOTAL		135 937				
(1) Loi sur l'exécutif (I	RLRQ, chapitre E-18).					<u>_</u>

	CRÉDITS UTILI	SÉS (suite)		= CRÉDITS N	ON UTILISÉS (EX	(CÉDENTS)	DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPE	ENSES nécessitan	t des crédits (suite	)	SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				
le toute aide fina	ancière accordée	par le Fonds du d	léveloppement éd		cution d'un mand		né par le gouverneme nent lui confie. Le Fon
122 626		65 630				6 824	
171		1					
7 791		25 059		1 150			
						100	
130 588		90 690		1 150		6 924	
isme, en suscit		le développemen		ébec en orientant et co surant la promotion du			
		65 368 10					
	13 120						
	13 120 38 341						

### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		INVESTIS	SSEMENTS	DÉPENSES néce	essitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement	
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	683 182		759	86 507	37 137	
Permanents	8 632 886				5 727	
Amortissement des immobilisations						
Revenus imputés à l'encontre du service de la dette						
Variation à la baisse de provisions						
TOTAL	9 316 068		759	86 507 <sup>(1)</sup>	42 864	

<sup>(1)</sup> La dépense de rémunération inclut une somme de 16 166 k\$ à l'égard du traitement de 134 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES				
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL		
Rémunération	86 507		86 507		
Fonctionnement	42 864	1 937	44 801		
Créances douteuses et autres provisions	130 588	(247)	130 341		
Transfert	235 988		235 988		
Affectation à un fonds spécial	156 377		156 377		
Service de la dette	8 448 434	(18 335)	8 430 099		
	9 100 759	(16 644)	9 084 114		

CRÉDITS UTILISÉS (suite)					CRÉDITS N	ON UTILISÉS (EX	(CÉDENTS)	DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
130 417 171	235 988	156 367 11	8 544 8 439 891		7 521	1 988	17 953 187 087	1 937 (18 335)
130 588	235 988	156 377	8 448 434		7 521	1 988	205 041	(16 644)

#### **ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES**

PROGRAMMES		CRÉDITS INITIAUX	
	Votés et permanents	Votés au cours d'an	nées antérieures
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Direction du Ministère			
Votés	78 460 19	822	
Permanents	78 479	822	
Programme 2 - Politiques budgétaires et fiscales, analyses conomiques et direction des activités financières et comptables du jouvernement	10 413		
Votés Permanents	93 107 6 343	1 257	
	99 450	1 257	_
Programme 3 - Service de la dette			
Votés	3 000 8 618 000		
Permanents			
Programme 4 - Soutien technique et financier au développement	8 621 000		
Votés Permanents	178 880	324	
	178 880	324	_
Programme 5 - Interventions relatives au Fonds du développement conomique			
Votés Permanents	229 680		
	229 680		
rogramme 6 - Promotion et développement du tourisme			
Votés Permanents	130 127 10		
Permanents	130 137		
OTAL DU PORTEFEUILLE Votés	713 254	2 403	
Permanents	8 624 372		
	9 337 625	2 403	

	CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES		+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	CRÉDITS = AUTORISÉS
Associés à des crédits au net		Alloués par décisions					
				(2.604)			76 604
				(2 601)			76 681 19
				(2 601)	:		76 700
				(40 944)			53 421 6 343
_				(40 944)	;	-	59 763
				5 544			8 544
				5 544		8 343	8 626 343
				5 544	:	8 343	8 634 887
				226			179 430
	<del>-</del>			226	:		179 430
				(500)			229 180
	<u> </u>					172	172
	<del>-</del>			(500)	:	172	229 352
				5 800			135 927
	<del></del>						10
	<del>-</del>			5 800	:		135 937
				(32 475)		8 515	683 182 8 632 886
	-			(32 475)		8 515	9 316 068

### DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

(en miliers de donais)			
PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	DE TRANSFERT
		Entreprises	Établissements de santé et de services sociaux
Programme 1 - Direction du Ministère	-		·
Institut de la statistique du Québec	12 880		
Autres	11 971	59	
Total du programme 1	24 851	59	
Programme 2 - Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement			
Lutte contre l'évasion fiscale et le travail au noir	1 009		
Autres	2 425		-
Total du programme 2	3 434		
Programme 4 - Soutien technique et financier au développement économique			
Appui à l'innovation	12 500	12 492	
Appui au développement des secteurs stratégiques et des créneaux d'excellence	15 555	901	76
Appui au redressement et à la rétention d'entreprises stratégiques et aux territoires en difficulté	4 825	3 942	
Projets mobilisateurs : Avion écologique, Autobus électrique, ÉcoloTIC et autres	33 088		
Soutien à l'entrepreneuriat	19 751	39	
Soutien aux centres locaux de développement	55 235	9 390	
Autres	3 716	287	
Total du programme 4	144 671	27 051	76
Programme 5 - Interventions relatives au Fonds du développement économique			
Autres			
Total du programme 5			
Programme 6 - Promotion et développement du tourisme			
Régie des installations olympiques	19 098		
Société du Centre des congrès de Québec	13 120		
Société du Palais des congrès de Montréal	38 341		
Total du programme 6	70 559		
Total des crédits et dépenses	243 514	27 110	76

		DÉP	ENSES DE TRANSFEF	RT (suite)		
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	Organismes à but + non lucratif	+ Personnes	Organismes et entreprises du gouvernement	Total = 2014	Total 2013
				12 880	12 880	13 590
12	13	977		10 754	11 815	1 540
12	13	977		23 634	24 695	15 129
750		1 675			2 425	2 227
750		1 675			2 425	2 227
					12 492	10 850
454		13 812 468			15 243 4 410	15 305 5 041
		32 136			32 136	30 748
7	29	15 120		10	15 205	15 437
		45 845			55 235	44 155
	227	3 074			3 589	7 178
461	257	110 454		10	138 309	128 714
						1 755
				<u> </u>		1 755
				19 098	19 098	17 177
				13 120	13 120	13 559
				38 341	38 341	38 935
				70 559	70 559	69 671
1 223	270	113 106		94 202	235 988	217 495

## DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

## Année financière terminée le 31 mars 2014 (en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	DE TRANSFERT
		2014	2013
Rémunération	39 630	39 630	37 828
Fonctionnement	14 188	14 188	54 491
Capital	14 563	14 563	14 206
Intérêt	15 057	15 057	14 466
Support	160 076	152 550	96 504
TOTAL DU PORTEFEUILLE	243 514	235 988	217 495

## DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATIO	N À UN FONDS SPÉCIAL
		2014	2013
Rémunération	14 035	14 035	14 543
Fonctionnement	9 591	9 591	9 297
Capital	2 343	2 343	3 393
Intérêt	425	425	2 429
Support	131 265	129 982	65 155
TOTAL DU PORTEFEUILLE	157 660	156 377	94 817

#### REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

#### Année financière terminée le 31 mars 2014

(en milliers de dollars)

(en milliers de dollars)		
	2014	2013
Droits et permis		
Autres		
Demande d'engagement d'un garant - Ressortissants étrangers	3 243	3 369
Demande d'un employeur relative à un emploi	1 642	1 689
Consultant en immigration	124	228
Certificat de sélection - Ressortissants étrangers	39 190 <sup>(1)</sup>	29 076
Certificat d'acceptation - Travailleurs étrangers	2 651	2 730
Certificat d'acceptation - Étudiants étrangers	4 132	3 545
	50 983	40 637
Total des droits et permis	50 983	40 637
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Évaluation comparative des études effectuées hors du Québec	2 123	2 414
Divers	5	6
	2 128	2 420
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	169	102
Subventions d'années antérieures	369_	303
	538	405
Total des revenus divers	2 667	2 825
Total des revenus autonomes	53 650	43 462
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Intégration des immigrants	319 967 <sup>(2)</sup>	284 501
Total des transferts du gouvernement fédéral	319 967	284 501
Total des revenus	373 617	327 963

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

<sup>(1)</sup> L'augmentation s'explique principalement par une hausse des demandes de certificats de sélection des ressortissants étrangers de la catégorie « travailleur qualifié ».

<sup>(2)</sup> L'augmentation s'explique par une indexation de 12,5 % du transfert du gouvernement fédéral dans le cadre de l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains.

#### CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

PROGRAMME 1 Immigration, intégration et communautés culturelles  Votés 184 258 162 242 4 890 17 126  Permanents 11 11  Ne nécessitant pas de crédits 2789  PROGRAMME 2 Charte de la langue française  Votés 29 416 25 925 58 3 433  Permanents  Ne nécessitant pas de crédits 185  29 416 26 109 58 3 433 -  213 684 191 151 4 948 20 559  TOTAL DU PORTEFEUILLE  Votés 213 673 188 166 4 948 20 559  Permanents  Ne nécessitant pas de crédits 11 11  Ne nécessitant pas de crédits 191 151 4 948 20 559  Permanents 11 11  Ne nécessitant pas de crédits 191 151 4 948 20 559  Permanents 11 11  Ne nécessitant pas de crédits 191 151 9 417	(or rimiere de donare)					
Immigration, intégration et communautés culturelles   184 258   162 242   4 890   17 126   Permanents   11   11   11   11   11   11   11	PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES		NON	EXCÉDENTS
Votés         184 258         162 242         4 890         17 126           Permanents         11         11         11           Ne nécessitant pas de crédits         184 268         165 042         4 890         17 126         -           PROGRAMME 2           Charte de la langue française           Votés         29 416         25 925         58         3 433           Permanents         185         3 433         -           Permanents         185         3 433         -           29 416         26 109         58         3 433         -           TOTAL DU PORTEFEUILLE           TOTAL DU PORTEFEUILLE           Votés         213 673         188 166         4 948         20 559         -           TOTAL DU PORTEFEUILLE           Votés         213 684         191 151         4 948         20 559         -           TOTAL DU PORTEFEUILE           Votés         213 684         191 151         4 948         20 559         -           TOTAL DU PORTEFEUILE           Votés         213 684         191 151         4 948         20 559 <td>PROGRAMME 1</td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td>	PROGRAMME 1					
PROGRAMME 2 Charte de la langue française Votés 29 416 25 925 58 3 433 Permanents Ne nécessitant pas de crédits 185 29 416 26 109 58 3 433 -  213 684 191 151 4 948 20 559 -  TOTAL DU PORTEFEUILLE  Votés 213 673 188 166 4 948 20 559 Permanents 11 11 Ne nécessitant pas de crédits 213 684 191 151 4 948 20 559 Permanents 11 11 Ne nécessitant pas de crédits 213 684 191 151 4 948 20 559 -  Dépenses 197 594 191 151 4 948 20 559 -  Dépenses 197 594 191 151 9 417 Préts, placements, avances et autres 4 086 14 4 072 Immobilisations 12 004 4 934 7 070	Permanents		11	4 890	17 126	
Charte de la langue française   Votés   29 416   25 925   58   3 433   Permanents   Ne nécessitant pas de crédits   185	·	184 268	165 042	4 890	17 126	
Ne nécessitant pas de crédits   185   29 416   26 109   58   3 433   -	Charte de la langue française Votés	29 416	25 925	58	3 433	
29 416   26 109   58   3 433   -			185			
TOTAL DU PORTEFEUILLE       Votés     213 673     188 166     4 948     20 559       Permanents     11     11       Ne nécessitant pas de crédits     2 974       213 684     191 151     4 948     20 559     -       Dépenses     197 594     191 151     9 417       Prêts, placements, avances et autres     4 086     14     4 072       Immobilisations     12 004     4 934     7 070		29 416		58	3 433	
Votés     213 673     188 166     4 948     20 559       Permanents     11     11       Ne nécessitant pas de crédits     2 974       213 684     191 151     4 948     20 559       Dépenses     197 594     191 151     9 417       Prêts, placements, avances et autres     4 086     14     4 072       Immobilisations     12 004     4 934     7 070		213 684	191 151	4 948	20 559	-
Permanents	TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Dépenses         197 594         191 151         4 948         20 559         -           Dépenses         197 594         191 151         9 417           Prêts, placements, avances et autres         4 086         14         4 072           Immobilisations         12 004         4 934         7 070	Votés Permanents Ne nécessitant pas de crédits		11	4 948	20 559	
Prêts, placements, avances et autres       4 086       14       4 072         Immobilisations       12 004       4 934       7 070		213 684	191 151	4 948	20 559	-
<u>213 684</u> <u>191 151</u> <u>4 948</u> <u>20 559</u> <del>-</del>	Prêts, placements, avances et autres	4 086 12 004		4 934	4 072 7 070	
		213 684	191 151	4 948	20 559	-

### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

	CRÉDITS AUTORISÉS _		CRÉDITS UTILISÉS					
		INVESTIS	SEMENTS	DÉPENSES néo	cessitant des crédits			
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement			
PROGRAMME 1 Mission : Éducation et culture		Immigration, inté	gration et communa	utés culturelles				
. Immigration	31 814	4		20 233	10 388			
2. Francisation	68 957			31 961	20 696			
<ul> <li>Intégration, régionalisation et relations interculturelles</li> </ul>	42 857		2	11 860	5 688			
Direction, information et services centralisés Permanents(1) Permanents(2) Amortissement des immobilisations  Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants	40 629 10 1	10	4 874	14 662	7 97( 1			
TOTAL	184 268	14	4 876	78 717	44 758			
Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).     Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre			4070		44700			
PROGRAMME 2 Mission : Éducation et culture		Charte de la lanç	jue française					
Coordination de la politique linguistique     Amortissement des immobilisations	2 439			921	233			
Amortissement des inimobilisations			58	16 493	4 065			
	24 688							
Office québécois de la langue française     Amortissement des immobilisations	24 688 1 712			816	410			
Office québécois de la langue française     Amortissement des immobilisations     Conseil supérieur de la langue française				816	416			

							DÉPENSES NE NÉCESSITANT
	CRÉDITS UTIL	ISES (suite)	=	CREDITS NO	ON UTILISÉS (EX	CEDENTS)	PAS DE CRÉDITS
DÉP	ENSES nécessitar	nt des crédits (suite)	)	SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				
e programme vis ociété ouverte au	ie à assurer le rec ι pluralisme et pro	crutement, la sélec opice au rapproche	tion et l'intégratio ement interculture	n linguistique, sociale al.	et économique	des immigrants, de	même qu'à favoriser u
					1 189		
	14 910				300	1 090	
	23 546				225	1 535	
	321			1 328	453	11 005	
1							2 789
1	38 777		<u>-</u>	1 328	2 167	13 631	2 789
e programme vis alement à assur	rer la coordinatior	fusion, le dévelop; n et le développem	pement, la qualité lent des politique	le respect et la prom s et des activités gouv	vernementales er	n matière linguistiqu	eurs d'activité. Il vise e.
programme vis alement à assur	se à assurer la diffrer la coordination	fusion, le dévelop; n et le développem	pement, la qualité ent des politiques	le respect et la prom s et des activités gouv	otion du français vernementales er	s dans tous les secte n matière linguistiqu 395	eurs d'activité. Il vise e.
programme vis alement å assur	rer la coordinatior	fusion, le dévelop; n et le développem	pement, la qualité ent des politique	s et des activités gouv	vernementales er	n matière linguistiqu	e. 2
programme vis alement à assui	rer la coordination	fusion, le dévelop <sub>i</sub> n et le développem	pement, la qualité lent des politiques	s et des activités gouv	vernementales er	n matière linguistiqu	е.
programme vis alement à assui	670 2 294	fusion, le dévelop <sub>i</sub> n et le développen	pement, la qualité lent des politique	s et des activités gouv	vernementales er	n matière linguistiqu 395 1 135	<b>e</b> . 2 179

### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

(						
	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits		
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement	
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés Permanents Amortissement des immobilisations	213 673 11	14	4 934	96 947	49 462 10	
TOTAL	213 684	14	4 934	96 947	49 471	

<sup>(1)</sup> La dépense de rémunération inclut une somme de 7 543 k\$ à l'égard du traitement de 69 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES				
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL		
Rémunération	96 947		96 947		
Fonctionnement	49 471	2 974	52 445		
Créances douteuses et autres provisions	1		1		
Transfert	41 757		41 757		
Affectation à un fonds spécial					
Service de la dette					
	188 177	2 974	191 151		

	CRÉDITS UTI	LISÉS (suite)		=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉ	DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)				SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
1	41 757				1 788	2 893	15 878	2 974
1	41 757				1 788	2 893	15 878	2 974

#### **ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES**

ROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX				
	Votés et permanents	Votés au cours d'ar	nnées antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an		
Programme 1 - Immigration, intégration et communautés culturelles Votés Permanents	311 671 10	1 328			
	311 681	1 328			
Programme 2 - Charte de la langue française					
Votés Permanents	28 956	460			
	28 956	460			
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés Permanents	340 627 10	1 788			
1 officialists	340 636	1 788			

	CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES		+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
45 492				(174 233)		1		184 258 11
45 492				(174 233)		1		184 268
								29 416
								29 416
45 492				(174 233)		1		213 673 11
45 492	<u> </u>			(174 233)				213 684

### DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

(61. 11			
PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises	Établissements de santé et de services sociaux
Programme 1 - Immigration, intégration et communautés culturelles	-	Littleprises	<u> </u>
Programme Accès aux ordres professionnels	952		
Programme d'aide financière pour l'intégration linguistique des immigrants	16 000		
Programme Mobilisation-Diversité	6 871		
Programme Réussir l'intégration	15 904		
Programme Soutien à la mission	1 355		
Autres	330	1	
Total du programme 1	41 412	1	
Programme 2 - Charte de la langue française			
Promotion et diffusion de la langue française	1 170	1	
Réussir ensemble en français	2 600	495	
Autres	334		<u> </u>
Total du programme 2	4 104	496	
Total des crédits et dépenses	45 516	497	

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+Municipalités	Organismes à but + non lucratif	+ Personnes	Organismes et entreprises du gouvernement	Total = 2014	Total 2013
		952			952	993
		50	14 860		14 910	16 121
	4 454	2 416			6 871	6 441
		12 559	1 810		14 369	12 817
		1 355			1 355	1 348
		320			321	322
	4 454	17 652	16 670		38 777	38 042
21	24	981	50		1 077	1 040
		1 392			1 887	2 211
			17		17	17
21	24	2 373	67		2 981	3 268
21	4 479	20 024	16 736		41 757	41 310

# DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

(						
	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT				
		2014	2013			
Support	45 516	41 757	41 310			
TOTAL DU PORTEFEUILLE	45 516	41 757	41 310			

#### JUSTICE

### REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

(cirminors de donars)		
	2014	2013
Droits et permis		
Autres		
Vendeurs itinérants	302	321
Studio de santé	120	107
Agences de voyages	638	682
Conseillers en voyage	317	271
Certificat d'exemption	76	47
Divers	44	35
	1 497	1 463
Total des droits et permis	1 497	1 463
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	547	606
Frais d'examen	59	70
Recouvrements de tiers	134	138
Actes judiciaires	35 519	34 451
Actes juridiques	36 774	35 451
Divers	15	22
	73 049	70 738
Amendes et confiscations		
Infractions au Code de la sécurité routière	58 666	58 178
Infractions au Code criminel	16 831	13 023
Infractions à diverses lois	28 432	27 876
Aide aux victimes d'actes criminels	20 470	18 128
Divers	2	1
	124 402	117 206
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	395	859
Subventions d'années antérieures	1 634	
Surplus - Fonds spéciaux et organismes	515	769
	2 544	1 628
Total des revenus divers	199 995	189 572
Total des revenus autonomes	201 491	191 035
Total des revenus autonomes	201431	191 033

JUSTICE

## REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

# Année financière terminée le 31 mars 2014 (en milliers de dollars)

(en miliers de dollars)		
	2014	2013
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Aide juridique	26 183	24 158
Conseillers juridiques auprès des autochtones	530	493
Informations concernant les sentences	64	54
Enregistrement des actions en divorce	34	35
Mesures québécoises de justice familiale	42	342
Total des transferts du gouvernement fédéral	26 853	25 082
Total des revenus	228 345	216 117

Note: Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

## JUSTICE CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

(en millers de dollars)					
	4			CRÉDITS	
PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Activité judiciaire					
Votés	31 226	30 479	432	316	
Permanents	80 000	79 852		148	
Ne nécessitant pas de crédits					
	111 226	110 331	432	463	
PROGRAMME 2					
Administration de la justice					
Votés	290 007	279 144	7 749	3 113	
Permanents	13 952	13 304		649	
Ne nécessitant pas de crédits		12 819			
	303 959	305 267	7 749	3 762	
PROGRAMME 3					
Justice administrative					
Votés	13 046	13 043		3	
Permanents	13 040	15 045		3	
Ne nécessitant pas de crédits					
No necessitant pas de credits	13 046	13 043		3	
	13 040	15 045			
PROGRAMME 4					
Accessibilité à la justice					
Votés	163 378	163 378			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
·	163 378	163 378			
PROGRAMME 5					
Autres organismes relevant du ministre					
Votés	25 245	24 222	211	811	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		329			
	25 245	24 551	211	811	
PROGRAMME 6					
Poursuites criminelles et pénales	100 170	400.000	4 404		
Votés	123 472	122 038	1 434		
Permanents Ne nécessitant pas de crédits		1 145			
Ne necessitant pas de credits	123 472	·	1 434		
	123 472	123 183	1 434		
PROGRAMME 7					
Indemnisation et reconnaissance					
Votés					
Permanents	113 897	113 897			
Ne nécessitant pas de crédits					
,	113 897	113 897		_	
	110 001	710 007	<del></del>		·
	854 223	853 650	9 826	5 040	-

## CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

(-					
PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés Permanents Ne nécessitant pas de crédits	646 373 207 849 854 223	632 304 207 053 14 293 853 650	9 826	4 243 796 5 040	-
Dépenses Prêts, placements, avances et autres Immobilisations	840 904 2 226 11 093 854 223	853 650 853 650	11 9 815 9 826	1 546 2 215 1 278 5 040	-

## CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

		CRÉDITS AUTORISÉS		rs utilisés		
			IND/FOTIO	OFMENTO	DÉDENOSO « 4	
				SEMENTS	DEPENSES ned	cessitant des crédits
	DGRAMMES nents		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
	OGRAMME 1 sion : Gouverne et justice		Activité judiciaire	e		
1.	Magistrature Permanents(1)	3 292 77 405		305	2 324 73 901	369 3 504
2.	Déontologie judiciaire et perfectionnement des juges	77 100			70 001	0001
	Permanents(1)	2 253			396	1 709
3.	Soutien à la magistrature	27 934		127	26 088	1 697
4.	Comité sur la rémunération des juges Permanents(1)	343				343
	AL	111 226	-	432	102 709	7 622
TOT						
TO1 (1)	Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre					
(1) PR(	Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre		Administration d	e la justice		
PR(	OGRAMME 2		Administration d	e la justice 1 052	59 671	95 809
PROMISS	OGRAMME 2 sion : Gouverne et justice	T-16).			59 671 41 039	95 809 2 359
PROMISS	OGRAMME 2 sion : Gouverne et justice Soutien administratif à l'activité judiciaire	T-16).				2 359
(1) PR( Miss	OGRAMME 2 sion : Gouverne et justice  Soutien administratif à l'activité judiciaire  Affaires juridiques et législatives  Direction, planification et services à	T-16). 157 750 43 403		1 052	41 039	2 359 18 548
PRO Miss 1. 2.	OGRAMME 2 Sion : Gouverne et justice  Soutien administratif à l'activité judiciaire  Affaires juridiques et législatives  Direction, planification et services à l'organisation  Permanents(1)  Permanents(2)  Permanents(3)	T-16).  157 750  43 403  76 995  16 5 785		1 052	41 039 37 512	

<sup>(2)</sup> Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16).

<sup>(3)</sup> Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

	CRÉDITS UTILIS	SÉS (suite)		_	CRÉDITS NO	ON UTILISÉS (EX	CÉDENTS)	DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉF	PENSES nécessitant	des crédits (suite)			SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
rattachées, soit d règles déontologi mandaté pour éva		ou de favoriser le la magistrature, a e régime de retrai	règlement de l u perfectionne te et les autres	itiges men s ava	s au moyen de la co t des juges et au so ntages sociaux des	nciliation judicia utien administra juges de la Cou	ire. Il comprend les tif nécessaire. Il vis	activités reliées aux e également le comité
							295	
							148	
							21	
-		<u>-</u>	_		-	<u>-</u>	463	-
	se à assurer le sout législatif et régleme					rs de justice et à	la publicité des dro	oits, à fournir un soutien
	1 186						20 5	
	979	10 505			550		2 538	
8 152							649	12 819
8 152	2 164	10 505			550		3 212	12 819

## CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		INVESTIS	SSEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits		
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 3 Mission : Gouverne et justice		Justice adminis	trative			
Contribution du ministère de la Justice au fonds du Tribunal administratif du Québec	12 632					
2. Conseil de la justice administrative	415			227	184	
TOTAL	13 046			227	184	
PROGRAMME 4 Mission : Soutien aux personnes et aux familles		Accessibilité à l	a justice			
Commission des services juridiques	160 381					
2. Fonds d'aide aux recours collectifs	417					
3. Autres mesures d'accessibilité à la justice	2 580					
TOTAL	163 378					
PROGRAMME 5 Mission : Gouverne et justice		Autres organisn	nes relevant du minist	re		
Office de la protection du consommateur Amortissement des immobilisations	9 694		55	6 944	2 043	
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	15 551		157	11 847	3 258	
Amortissement des immobilisations						

DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS) CRÉDITS UTILISÉS (suite) SUSPENSION DU DROIT **PÉRIMÉS** D'ENGAGER REPORTS (EXCÉDENTS) DÉPENSES nécessitant des crédits (suite) Créances douteuses et Affectation autres à un fonds Service de provisions spécial la dette Transfert Ce programme vise à assurer la part du Ministère au financement du Tribunal administratif du Québec. Celui-ci a pour fonction, dans les cas prévus par la Loi sur la justice administrative (RLRQ, chapitre J-3), de statuer sur les recours exercés relatifs à des décisions rendues par une autorité administrative gouvernementale ou une autorité décentralisée. De plus, ce programme inclut le financement du Conseil de la justice administrative, organisme à vocation déontologique intervenant à l'égard des membres des différents tribunaux administratifs. 12 632 3 12 632 3 Ce programme vise à assurer aux justiciables une accessibilité à la justice par le biais de l'aide juridique offerte aux personnes financièrement défavorisées ainsi qu'aux enfants et aux familles aux prises avec certains problèmes sociaux ayant un rapport avec la justice, de l'aide aux recours collectifs de même que par certaines autres mesures visant l'accessibilité à la justice notamment en matière de médiation familiale. 160 381 417 2 580 160 797 2 580 Ce programme comprend deux organismes budgétaires à savoir, l'Office de la protection du consommateur qui vise à assurer la protection des droits des citoyens en regard de l'application de la Loi sur la protection du consommateur (RLRQ, chapitre P-40.1) et la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse qui veille au respect de la Charte des droits et libertés de la personne (RLRQ, chapitre C-12). 130 55 467 117 125 164 211 130 180 632 329

## CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

# Année financière terminée le 31 mars 2014 (en milliers de dollars)

		CRÉDITS AUTORISÉS _						
	OGRAMMES ments		Prêts, placements, avances et autres	SSEMENTS  Immobilisations	DÉPENSES néo	cessitant des crédits Fonctionnement		
	OGRAMME 6 sion : Gouverne et justice		Poursuites crim	inelles et pénales				
1.	Directeur des poursuites criminelles et pénales Amortissement des immobilisations	123 472		1 434	95 239	26 799		
2.	Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales Permanents(1)							
ГΟ	TAL	123 472		1 434	95 239	26 799		
1)	Loi sur le processus de détermination de la rému (RLRQ, chapitre P-27.1).	nération des procureurs	aux poursuites crin	ninelles et pénales et s	ur leur régime de nég	gociation collective		
	OGRAMME 7 sion : Soutien aux personnes et aux familles		Indemnisation e	t reconnaissance				
1.	Indemnisation des victimes d'actes criminels Permanents(1)	112 708				14 119		
	Permanents(1)  Loi sur le civisme							
1.	Permanents(1)	112 708				14 119		

(2) Loi visant à favoriser le civisme (RLRQ, chapitre C-20).

	CRÉDITS UTILI	SÉS (suite)		=	CRÉDITS N	ON UTILISÉS (EX	(CÉDENTS)	DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉF	PENSES nécessitan	t des crédits (suite)			SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
criminelles et pén criminelles et pén	ales au Québec. Le	e programme cou at est d'évaluer, to	vre également l	ie fina	ancement du comit	té de la rémunéra	ernier dirige pour l'Ét tion des procureurs ons de travail à incid	
								1 145
-			_		-			1 145
					s ayant été blessé compli un acte de c		sant un acte de civisi	ne ainsi qu'aux victimes
	98 590							
	964							

JUSTICE

## CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

	CRÉDITS AUTORISÉS _		'S UTILISÉS	UTILISÉS		
		INVESTIS	SSEMENTS	DÉPENSES néce	essitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments	_	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement	
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	646 373	11	9 815	289 561	153 934	
Permanents	207 849			79 433	19 915	
Amortissement des immobilisations						
TOTAL	854 223	11	9 815	368 994	173 849	

<sup>(1)</sup> La dépense de rémunération inclut une somme de 14 292 k\$ à l'égard du traitement de 148 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES				
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL		
Rémunération	368 994		368 994		
Fonctionnement	173 849	14 293	188 142		
Créances douteuses et autres provisions	8 152		8 152		
Transfert	262 645		262 645		
Affectation à un fonds spécial	25 717		25 717		
Service de la dette					
	839 357	14 293	853 650		

	CRÉDITS UTI	LISÉS (suite)		=	CRÉDITS N	ON UTILISÉS (EX	(CÉDENTS)	DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉI	PENSES nécessita	ant des crédits (suite)			SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
8 152	163 092 99 554	25 717			550	180	3 514 796	14 293
8 152	262 645	25 717	-		550	180	4 310	14 293

### **ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES**

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX					
	Votés et					
	permanents	Votés au cours d'an	nées antérieures			
			Votés pour une période de plus			
		Reports	d'un an			
Programme 1 - Activité judiciaire						
Votés	30 508					
Permanents	78 174					
	108 682	<u>-</u>				
Programme 2 - Administration de la justice						
Votés	290 255					
Permanents	10 794					
	301 049		_			
Programme 3 - Justice administrative						
Votés	12 217					
Permanents	12 211					
· cimanonie	12 217	_	_			
Programme 4 - Accessibilité à la justice						
Votés	167 374					
Permanents						
	167 374					
Programme 5 - Autres organismes relevant du ministre						
Votés	24 237					
Permanents						
	24 237					
Programme 6 - Poursuites criminelles et pénales						
Votés	117 754					
Permanents						
	117 754					
Programme 7 - Indemnisation et reconnaissance						
Votés						
Permanents	97 202					
	97 202	_	_			
TOTAL DU POPTEEEIULE						
FOTAL DU PORTEFEUILLE  Votés	642 345					
Permanents	186 170					
	828 515		_			
	020 313					

(	CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES		+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				718		1 826		31 226 80 000
				718		1 826		111 226
				(248)		3 158		290 007 13 952
				(248)		3 158		303 959
				829				13 046
				829				13 046
				(3 996)				163 378
				(3 996)				163 378
930				78				25 245
930				78				25 245
				5 717				123 472
				5 717				123 472
						16 696		113 897
<del></del>	<del>_</del>	<del>-</del> _		<u> </u>		16 696		113 897
930				3 098		21 680		646 373 207 849
930				3 098		21 680		854 223

## DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

(en miliers de dollars)					
PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT			
		Entreprises	Établissements de santé et de + services sociaux +		
Programme 2 - Administration de la justice					
Autres	2 414	4			
Total du programme 2	2 414	4			
Programme 4 - Accessibilité à la justice					
Aide juridique	59 737				
Commission des services juridiques	100 644				
Fonds d'aide aux recours collectifs - fonctionnement	417				
Total du programme 4	160 797				
Programme 5 - Autres organismes relevant du ministre					
Bourse d'études	1				
Projets et partenariats stratégiques	150				
Total du programme 5	151_				
Programme 7 - Indemnisation et reconnaissance					
Actes de civisme	964				
Indemnisation des victimes d'actes criminels	98 590				
Total du programme 7	99 554				
Total des crédits et dépenses	262 916	4			

		DÉP	ENSES DE TRANSFER	RT (suite)		
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	Organismes à but + non lucratif	+ Personnes	Organismes et entreprises du gouvernement	Total = 2014	Total 2013
9	251	1 849		50	2 164	2 404
9	251	1 849		50	2 164	2 404
			59 737	100 644 417 101 061	59 737 100 644 417 160 797	63 424 103 712 419 167 556
1 3 4		126 126			1 129 130	2 172 174
			964 98 590 99 554		964 98 590 99 554	870 92 792 93 662
13	251	1 976	159 290	101 111	262 645	263 795

# DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

# Année financière terminée le 31 mars 2014 (en milliers de dollars)

(					
	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE	TRANSFERT		
		2014	2013		
Rémunération	81 224	81 224	88 455		
Fonctionnement	19 490	19 490	15 329		
Capital	347	347	347		
Support	161 855	161 585	159 664		
TOTAL DU PORTEFEUILLE	262 916	262 645	263 795		

# DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATIO	ON À UN FONDS SPÉCIAL
		2014	2013
Rémunération	9 795	9 795	8 975
Fonctionnement	5 241	5 241	5 707
Capital	176	176	176
Support	10 505	10 505	9 226
TOTAL DU PORTEFEUILLE	25 717	25 717	24 084

### REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

# Année financière terminée le 31 mars 2014 (en milliers de dollars)

(en miliers de dollars)		
	2014	2013
Revenus divers		
Intérêts		
Divers	(1)	1
	(1)	1
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	384	380
Subventions d'années antérieures	26	209
	410	588
Total des revenus divers	409	590
Total des revenus autonomes	409	590
Total des revenus	409	590

Note: Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

## CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Affaires internationales  Votés  Permanents  Ne nécessitant pas de crédits	146 106 597	126 865 597 3 292	11 693	7 548	
ne necessitant pas de credits	146 703	130 754	11 693	7 548	
	146 703	130 754	11 693	7 548	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés Permanents	146 106 597	126 865 597 3 292	11 693	7 548	
Ne nécessitant pas de crédits	146 703	130 754	11 693	7 548	-
Dépenses Prêts, placements, avances et autres Immobilisations	127 636 2 225 16 841	130 754	324 11 369	175 1 901 5 473	
	146 703	130 754	11 693	7 548	-

## CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

		CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDIT	S UTILISÉS	
				SSEMENTS	DÉPENSES néc	essitant des crédi
	DGRAMMES ments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnemer
	OGRAMME 1 sion : Économie et environnement		Affaires internat	ionales		
1.	Politiques et affaires francophones et	25 345	1	58	7 959	1 56
	multilatérales  Permanents(1)  Amortissement des immobilisations	597				59
2.	Représentation du Québec à l'étranger Amortissement des immobilisations	62 609	313	10 598	32 281	14 12
3.	Affaires bilatérales	12 984	4		4 542	1 00
1.	Commerce extérieur	22 807	3		4 950	2 98
5.	Protocole, missions et administration Amortissement des immobilisations	22 362	3	712	12 360	7 20
3.	Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de la Politique internationale du Québec					
TO	ΓAL	146 703	324	11 369	62 093	27 48
(1)	Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).					
то	TAL DU PORTEFEUILLE					
Vot		146 106	324	11 369	62 093	26 89
	manents ortissement des immobilisations	597				59
	ΓAL	146 703	324	11 369	62 093 <sup>(1</sup>	27 48

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES				
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+	NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	=	TOTAL
Rémunération	62 093				62 093
Fonctionnement	27 489		3 292		30 781
Créances douteuses et autres provisions					
Transfert	37 880				37 880
Affectation à un fonds spécial					
Service de la dette				_	
	127 462		3 292	_	130 754

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS N	ON UTILISÉS (EX	(CÉDENTS)	DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)				SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)		
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à planifier, organiser et diriger l'action du gouvernement du Québec à l'étranger ainsi que celle de ses ministères et organismes.

	22			15 738	
19 2 480	5 292				
				7 428	
	3	151		14 714	
	2 060	20			
793					
3 292	<u> </u>	 172	<u> </u>	 37 880	<u> </u>
2 202	7 376	172		37 880	
3 292 3 292	<b>-</b> 7 376	 172		 37 880	
<u> </u>		 		 37 380	

### **ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES**

PROGRAMMES		CRÉDITS INITIAUX	DITS INITIAUX  Votés au cours d'années antérieures	
	Votés et permanents	Votés au cours d'ar		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Affaires internationales				
Votés Permanents	137 475 110	172		
	137 585	172		
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	137 475	172		
Permanents	110_			
	137 585	172		

	CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES	S	+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions	~ /					
				8 459		487		146 106 597
				8 459		487		146 703
				8 459		487		146 106 597
				8 459		487		146 703

## DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	S DE TRANSFERT
		Entreprises	Établissements de santé et de + services sociaux +
Programme 1 - Affaires internationales			
Appui au développement des secteurs stratégiques et des créneaux d'excellence	440		
Exportation	14 274	10 599	
Organismes de la Francophonie	8 633	75	
Organismes voués à la jeunesse	4 857		
Programmes de coopération	1 391	35	
Québec sans frontières et autres	2 664		
Soutien à l'implantation d'organisations internationales	3 308		
Subventions dans le cadre des affaires bilatérales	1 181	41	24
Autres	1 132	3	
Total du programme 1	37 880	10 752	24
Total des crédits et dépenses	37 880	10 752	24

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)								
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	Organismes à but + non lucratif	+ Personnes	Organismes et entreprises du gouvernement	Total = 2014	Total 2013		
		440			440	111		
	60	2 470		1 146	14 274	25 086		
2	15	8 542			8 633	11 063		
		3 351		1 506	4 857	6 318		
366	39	761	162	28	1 391	1 972		
		2 664			2 664	3 240		
		3 308			3 308	4 107		
305		732	54	25	1 181	1 432		
403	14	383	323	6	1 132	1 591		
1 076	128	22 650	539	2 711	37 880	54 920		
1 076	128	22 650	539	2 711	37 880	54 920		

# DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE	TRANSFERT
		2014	2013
Rémunération	999	999	1 025
Fonctionnement	2 843	2 843	1 843
Intérêt			42
Support	34 038	34 038	52 009
TOTAL DU PORTEFEUILLE	37 880	37 880	54 920

#### REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

(		
	2014	2013
Droits et permis		
Ressources forestières		
Coupe de bois - Usage domestique	188	181
Usines de transformation du bois	604	628
Récolte de bois	1 250	
Autres bois	455	
Marché libre des bois		2 432
Érablières	2 464	2 152
Intervention - Travaux d'utilité publique	182	28
Intervention - Activités minières	197	189
Autres droits sur la gestion des forêts	260	38
Traitements sylvicoles réguliers	(1)	(91 211)
Programme de mise en valeur des ressources du milieu forestier - volet 1		(3 442)
Plans spéciaux - Récupération et mise en production	(1)	(26 358)
Permis d'intervention - Approvisionnement de bois sur les terres publiques	(2)	121 011
Divers	53	38
	5 652	5 685
Ressources minières		
Claim	7 972	10 183
Exploitation par baux	1 920	1 859
Renseignements généraux	67	158
Exploitation - Sable, gravier et autres	3 165	4 258
Exploitation minière	23 656 <sup>(3)</sup>	170 808
Divers	16	16
	36 795	187 282
Ressources hydrauliques		
Énergie électrique produite		2 719
Régimes des eaux	1 307	1 290
regimes des caux	1 307	4 009
Autres		
Bail d'exploitation et d'utilisation des ressources pétrolières et gazières		52
Permis de recherche de pétrole, de gaz naturel et de réservoir souterrain		1 054
Divers	43	45
	43	1 151
Total des droits et permis	43 798	198 127

<sup>(1)</sup> L'augmentation s'explique par le nouveau régime forestier institué en vertu de la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier. Les coûts liés aux activités d'aménagement forestier, auparavant diminués des revenus, sont inscrits à titre de dépenses de fonctionnement au Fonds des ressources naturelles depuis le 1er avril 2013.

<sup>(2)</sup> La diminution s'explique par la mise en œuvre du nouveau régime forestier et le virement au Fonds des ressources naturelles des droits y afférents (réf. : décrets 708-2012, 613-2013, 327-2014).

<sup>(3)</sup> La variation est attribuable à une diminution des profits miniers en raison, d'une part, d'une baisse du prix de certaines substances minérales et, d'autre part, d'une hausse générale des coûts de production des sociétés minières.

## REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

# Année financière terminée le 31 mars 2014 (en milliers de dollars)

(cir militara de dollara)		
	2014	2013
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	88	174
Protection des forêts	3 482	
Terres de l'État	2 174	2 611
Location de terrains pour aménagement de forces hydrauliques	198	193
Frais de vente et de location de terrains	560	528
Location et concessions	16 850	15 037
Enregistrement de transferts	155	246
Frais d'inscription aux tirages au sort	169	143
Gains sur dispositions d'immobilisations	121	1 254
Dossier éolien - Tarif annuel d'une réserve de superficie	167	185
Divers	43	46
	24 007	20 418
Intérêts		
Autres revenus	1 047	516
Droits sur les profits d'exploitation minière	399	395
Paiement de redevances hydrauliques		3 878
Débiteurs		52
	1 445	4 842
Amendes et confiscations		
Pénalités	54	52
Divers	11	7
	65	59
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	636	98
Subventions d'années antérieures		949
	636	1 047
Total des revenus divers	26 154	26 366
Total des revenus autonomes	69 952	224 493
Total des revenus	69 952	224 493

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

### CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

(en millers de dollars)					
PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Gestion des ressources naturelles					
Votés	426 609	354 505	5 638	66 465	
Permanents	41 668	41 668			
Ne nécessitant pas de crédits		8 025			
	468 277	404 198	5 638	66 465	
					_
	468 277	404 198	5 638	66 465	_
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés Permanents	426 609 41 668	354 505 41 668 8 025	5 638	66 465	
Ne nécessitant pas de crédits	468 277	404 198	5 638	66 465	-
Dépenses Prêts, placements, avances et autres	414 687 30 100	404 198	1 5 6 2 9	18 514 30 100	
Immobilisations	23 489		5 638	17 852	
	468 277	404 198	5 638	66 465	-

### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

(er	milliers de dollars)					
		CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDIT	'S UTILISÉS	
			INVESTIS	SSEMENTS	DÉPENSES né	cessitant des crédits
	OGRAMMES ments	_	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
	OGRAMME 1 ssion : Économie et environnement		Gestion des res	sources naturelles		
1.	Forestier en chef	6 567		25	4 794	908
	Amortissement des immobilisations	0 001		20	1701	000
2.	Ressources forestières	171 540				
	Permanents(1)	2 692				
	Permanents(2)	20				38 789
	Permanents(3)	38 789				36 7 69
3.	Ressources minérales	15 296		264	8 524	3 339
	Permanents(1) Amortissement des immobilisations	80				
4.	Ressources énergétiques	14 712		112	3 573	1 334
	Permanents(1)	72				
	Amortissement des immobilisations					
5.	Direction du Ministère et administration	94 016	1	2 195	16 619	10 468
	Permanents(4) Amortissement des immobilisations	10				10
6.	Opérations régionales	124 477		3 042	70 555	29 398
	Permanents(1) Amortissement des immobilisations	4				
то	TAL	468 277	1	5 638	104 065	84 246

<sup>(1)</sup> Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

<sup>(2)</sup> Loi sur le crédit forestier (RLRQ, chapitre C-78).

<sup>(3)</sup> Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (RLRQ, chapitre A-18.1).

<sup>(4)</sup> Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

	CRÉDITS UTILI:	SÉS (suite)		=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPE	:NSES nécessitant	des crédits (suite)			SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer le développement, la protection, la connaissance et la mise en valeur des ressources forestières, minières et énergétiques dans une perspective de développement durable et de gestion intégrée.

33	104	737				
				171 540	20	2 692
	2 429	741				80
868	663	1 184		2 561	5 284	
8						72
	42 598	4	13 408	7 500	1 223	
3 000	3 029	383	1 185	16 849	35	4
4 117						
8 025	48 824	3 048	<b>-</b> 14 593	198 450	6 562	2 849

## CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

(en miliera de dollara)						
	CRÉDITS AUTORISÉS _	CRÉDITS UTILISÉS				
		INIV/EQTIS	SSEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits		
		Prêts,	SSLIVILINIS	DEFENSES HEC	essitant des credits	
PROGRAMMES Éléments		placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement	
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés Permanents	426 609 41 668	1	5 638	104 065	45 448 38 799	
Amortissement des immobilisations						
TOTAL	468 277	1	5 638	104 065	84 246	

<sup>(1)</sup> La dépense de rémunération inclut une somme de 13 894 k\$ à l'égard du traitement de 128 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES				
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL		
Rémunération	104 065		104 065		
Fonctionnement	84 246	8 025	92 271		
Créances douteuses et autres provisions	2 849		2 849		
Transfert	6 562		6 562		
Affectation à un fonds spécial	198 450		198 450		
Service de la dette					
	396 173	8 025	404 198		

CRÉDITS UTILISÉS (suite)  DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)			=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)  SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER REPORTS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
2 849	6 542 20	198 450			14 593	3 048	48 824	8 025
2 849	6 562	198 450			14 593	3 048	48 824	8 025

### **ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES**

PROGRAMMES		CRÉDITS INITIAUX				
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures				
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an			
Programme 1 - Gestion des ressources naturelles						
Votés	442 395					
Permanents	5 030					
	447 424	<del>-</del>				
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	442 395					
Permanents	5 030					
	447 424	_	_			

	CRÉDITS COMPLÉMENTAIRE	ES .	+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
400				(45.005)				400.000
109				(15 895)		36 638		426 609 41 668
109				(15 895)		36 638		468 277
109				(15 895)				426 609
						36 638		41 668
109	<u> </u>			(15 895)		36 638		468 277

### **RESSOURCES NATURELLES**

### DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

(critimicis de donars)			
PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	DE TRANSFERT
		Entreprises	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Gestion des ressources naturelles			
Aide aux bioénergies	1 900	1 900	
Enfouissement des fils électriques	2 459		
Fonds d'aide au développement des territoires de la région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine			
Fonds d'intervention stratégique régional			
Fonds pour la réalisation d'initiatives régionales et locales			
Prêts forestiers	20		
Soutien dans les milieux autochtones	10 235		
Autres	2 908	8	
Total du programme 1	17 521	1 908	
Total des crédits et dépenses	17 521	1 908	

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)								
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+Municipalités	Organismes à but + non lucratif	+ Personnes	Organismes et entreprises du gouvernement	Total = 2014	Total 2013		
	2 276				1 900 2 276	1 900 2 318 1 254		
				20	20	610 1 058 20		
48	33	2 263	9	5	2 366	1 182 2 341		
48	2 310	2 263	9	25	6 562	10 683		
48	2 310	2 263	9	25	6 562	10 683		

#### **RESSOURCES NATURELLES**

# DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

# Année financière terminée le 31 mars 2014 (en milliers de dollars)

<u>·</u>			
	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D	DE TRANSFERT
		2014	2013
Capital	1 610	1 596	1 539
Intérêt	710	701	799
Support	15 201	4 266	8 346
TOTAL DU PORTEFEUILLE	17 521	6 562	10 683

# DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION	I À UN FONDS SPÉCIAL
		2014	2013
Rémunération	45 004	45 004	61 526
Fonctionnement	65 059	65 059	97 637
Capital			7 192
Intérêt	2 400	2 400	7 608
Support	85 987	85 987	102 409
TOTAL DU PORTEFEUILLE	198 450	198 450	276 372

#### REVENU

### REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

# Année financière terminée le 31 mars 2014 (en milliers de dollars)

(en milliers de dollars)			
	2014		2013
Impôt sur le revenu et les biens			
Impôt sur le revenu des particuliers	19 399 373		18 753 403
Impôt des sociétés	3 253 573	(1)	3 919 313
Total de l'impôt sur le revenu et les biens	22 652 947		22 672 716
Taxes à la consommation			
Ventes	15 148 067		14 287 127
Carburants	16 755	(2)	19 791
Tabac	889 275		794 540
Boissons alcooliques	551 301 1 990	(=)	479 690 1 308
Pari mutuel	1 990		1 308
Total des taxes à la consommation	16 607 388		15 582 455
Droits et permis			
Autres			
Création et modification de personnes morales	11 108		11 419
Publicité légale des entreprises	51 771		49 489
Transporteurs internationaux et interprovinciaux	822		799
Divers	51		41
	63 751		61 747
Total des droits et permis	63 751		61 747
Revenus divers			
Ventes de biens et services			
Photocopies de documents			655
Frais de perception	8 114		6 861
Perception - R.R.Q.	19 182		19 035
Actes judiciaires			381
Frais de perception - Conseil de gestion (R.Q.A.P.)	3 196		2 966
Décisions anticipées			87
Divers			17
	30 492		30 002

Note : Le portefeuille Revenu est sous la responsabilité du ministre des Finances.

<sup>(1)</sup> La variation s'explique par la diminution de l'excédent d'exploitation net des sociétés qui a réduit leurs acomptes provisionnels, ainsi que par une augmentation des transferts liés au régime fiscal.

<sup>(2)</sup> La variation s'explique principalement par la hausse de la taxe spécifique en vigueur le 21 novembre 2012.

### REVENU

## REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

	2014	2013
Revenus divers (suite)		
Intérêts		
Impôt sur le revenu des particuliers	169 621	205 158
Impôt sur les profits des sociétés et le capital	84 378	155 879
Taxe sur la vente	77 351	73 324
Taxe sur les carburants	7 360	3 463
Taxe sur le tabac	(778)	(1 398)
Remise en retard de biens non réclamés	129	107
Divers	1	
	338 062	436 534
Amendes et confiscations		
Dépôts judiciaires	247	483
Infractions aux lois fiscales	1 378	2 092
Pénalités	342 232	288 910
Frais - Chèques sans provision	1 595	1 608
Divers	24	21
	345 476	293 113
Recouvrements		
Contributions volontaires	5 566	1 254
Divers		1
	5 566	1 255
Total des revenus divers	719 596	760 904
	40.042.002	20.077.022
Total des revenus autonomes	40 043 682	39 077 822
Total des revenus	40 043 682	39 077 822

### REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

# Année financière terminée le 31 mars 2014 (en milliers de dollars)

(cri minoro de donaro)		
	2014	2013
Droits et permis		
Autres		
Hôpitaux privés et autres institutions	1 787	1 763
Honoraires - Dossiers publics	13 272	12 779
Honoraires - Dossiers privés	51_	34
	15 110	14 577
Total des droits et permis	15 110	14 577
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Terrains et bâtisses	66	
Tierces responsabilités - Internes	9 652	5 937
Tierces responsabilités - Externes	1 299	956
Assurance-hospitalisation - Étrangers	257	139
Divers	1	1
	11 275	7 033
Intérêts		
Avances aux comptes sous administration	53	54
	53	54
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	3 102	11 114
Subventions d'années antérieures	535_	
	3 637	11 114
Total des revenus divers	14 965	18 200
Total des revenus autonomes	30 076	32 777
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Loi des jeunes contrevenants	29 716	36 983
Participation des personnes handicapées au marché du travail	45 893	45 893
Total des transferts du gouvernement fédéral	75 609	82 876
Total des revenus	105 684	115 653

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

### CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

(en miliers de dollars)					
	CRÉDITS		INVESTIS-	CRÉDITS NON	
PROGRAMMES	AUTORISÉS	DÉPENSES	SEMENTS	UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Fonctions nationales					
Votés	384 260	361 835	2 391	20 034	
Permanents	459	422		37	
Ne nécessitant pas de crédits		1 364			
	384 719	363 621	2 391	20 071	_
PROGRAMME 2					
Fonctions régionales					
Votés	17 573 086	17 166 835		406 251	
Permanents	4 456 778	4 456 778		400 231	
Ne nécessitant pas de crédits	4 400 110	3 556			
The messessiant pas de oredite	22 029 864	21 627 169		406 251	
PROGRAMME 3					
Office des personnes handicapées du Québec	40.000				
Votés	13 388	12 057	55	1 276	
Permanents  Ne nécessitant pas de crédits		90			
Ne necessitant pas de credits	40.000			4.070	
	13 388	12 147	55	1 276	<u>-</u> _
PROGRAMME 4					
Régie de l'assurance maladie du Québec					
Votés					
Permanents	9 183 737	9 085 192		98 545	
Ne nécessitant pas de crédits					
	9 183 737	9 085 192		98 545	
PROGRAMME 5					
Condition des aînés					
Votés	29 542	23 054		6 487	
Permanents	20012	20 00 1		0 101	
Ne nécessitant pas de crédits					
	29 542	23 054		6 487	
PROGRAMME 6					
Curateur public					
Votés	51 849	39 575	12 274		
Permanents	13 385	13 315		70	
Ne nécessitant pas de crédits	·	3 461	-		
	65 234	56 351	12 274	70	
	31 706 483	31 167 534	14 720	532 700	

### CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

(-					
PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés Permanents Ne nécessitant pas de crédits	18 052 123 13 654 360 31 706 483	17 603 356 13 555 708 8 471 31 167 534	14 720	434 048 98 652 532 700	-
Dépenses Prêts, placements, avances et autres Immobilisations	31 685 318 4 000 17 165 31 706 483	31 167 534 31 167 534	3 14 717 14 720	526 255 3 997 2 449 532 700	-

### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

(CIT ITILITIES de dollais)	CRÉDITS AUTORISÉS		S UTILISÉS			
PROGRAMMES Éléments	_	INVESTIS  Prêts, placements, avances et autres	SSEMENTS	DÉPENSES néc	essitant des crédits Fonctionnement	
ROGRAMME 1 Fonctions nationales  lission : Santé et services sociaux						
Direction et gestion ministérielle     Permanents(1)     Amortissement des immobilisations	114 980 41	3	2 388	55 090	38 528 41	
2. Organismes-conseils	16 071			1 245	1 149	
Activités nationales     Permanents(2)	253 209 419				1 418	
TOTAL	384 719	3	2 388	56 335	41 135	

<sup>(1)</sup> Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

<sup>(2)</sup> Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)			=	CRÉDITS N	ON UTILISÉS (E)	(CÉDENTS)	DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	
DÉPE	ENSES nécessitan	t des crédits (suite)			SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à procurer au Ministère et aux organismes-conseils les ressources et les services nécessaires pour établir, mettre en oeuvre et contrôler leurs programmes de santé et de services sociaux. Il vise également à permettre la participation de la population à la définition de ses besoins, à assurer la coordination nationale du développement et de la prestation des services de santé et des services sociaux et à financer les activités nationales.

	1 108		3 180	14 683	
					1 364
13 001				676	
 250 296 381				 1 495 37	
 263 678	1 108	_	3 180	 16 891	1 364

## CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

#### Année financière terminée le 31 mars 2014

(en milliers de dollars)

(en militers de dollars)	CRÉDITS AUTORISÉS _	CRÉDITS UTILISÉS					
		Prêts, placements, avances et	SSEMENTS	DÉPENSES néc	essitant des crédits		
PROGRAMMES Éléments		autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement		
PROGRAMME 2 Mission : Santé et services sociaux		Fonctions région	nales				
Agences de la santé et des services sociaux	98 682						
2. Établissements de santé et de services sociaux	13 767 522						
Permanents(1) Consommation de stocks	3 389 950						
Organismes communautaires et autres organismes	523 543						
4. Activités connexes	2 129 181				28 802		
Permanents(2)	892 371						
Permanents(3)	174 457						
Consommation de stocks							
5. Service de la dette	1 054 157						
<ol> <li>Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit requis pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations</li> </ol>							
TOTAL	22 029 864	-	_	-	28 802		
(1) Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québe	ec (RLRQ, chanitre R-5	j)	·	:			

- (1) Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (RLRQ, chapitre R-5).
- (2) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).
- (3) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).
- (4) Cette somme constitue les dépenses financées par des crédits permanents établis par la valeur des revenus de cotisations au Fonds des services de santé, comme le prévoit la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec. La quote-part de ces crédits attribuée à ce programme correspond à la moitié de la valeur de ces revenus.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)			=	CRÉDITS N	NON UTILISÉS (EX	CÉDENTS)	DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	
DÉPE	ENSES nécessitar	nt des crédits (suite)			SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer à la population les services favorisant l'atteinte des objectifs définis par la politique de la santé et du bien-être en matière d'adaptation sociale, de santé physique, de santé publique, de santé mentale et d'intégration sociale.

	4 295			94 387
	311 178			13 456 345
			(4)	3 389 950 (
326				
	332	8 000		515 211
	82 446		14 426	2 003 506
				892 371
				174 457
3 230				
				1 054 157
3 556	<b>-</b> 398 251	8000	14 426	21 580 384

### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

(6)	Tillillers de dollars)						
		CRÉDITS AUTORISÉS _	_ CRÉDITS UTILISÉS				
			INVESTIS	SSEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits		
	ROGRAMMES éments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement	
	ROGRAMME 3 ssion : Santé et services sociaux		Office des perso	onnes handicapées du	ı Québec		
1.	Administration et soutien à l'intégration des personnes handicapées  Amortissement des immobilisations	13 388		55	8 502	2 530	
TC	OTAL	13 388		55	8 502	2 530	
	TAL						
	ROGRAMME 4 ssion : Santé et services sociaux		Régie de l'assur	ance maladie du Qué	bec		
1.	Services médicaux Permanents(1)	6 141 482					
2.	Services optométriques						
	Permanents(1)	53 392					
3.	Services dentaires Permanents(1)	176 382					
4.	Services pharmaceutiques et médicaments Permanents(1)	2 446 593					
5.	Autres services Permanents(1)	191 832					
6.	Administration Permanents(1)	174 056					
TC	DTAL	9 183 737					

<sup>(1)</sup> Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (RLRQ, chapitre R-5).

<sup>(2)</sup> Cette somme inclut des dépenses de 3 389 950 k\$ financées par des crédits permanents établis par la valeur des revenus de cotisations au Fonds des services de santé, comme le prévoit la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec. La quote-part de ces crédits attribuée au programme correspond à la moitié de la valeur de ces revenus.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)  DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS) PAS DE CRÉDITS				
			)	SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				
programme vise à	assurer l'exerc	ice des droits de	s personnes handi	icapées en vue de le	ur intégration sco	laire, professionnell	le et sociale.
	1 025			357	357	561	
							90
rogramme vise à dicaments ainsi qu	1 025 défrayer le coû ue les frais d'ad	t des services as	- ssurés dans le cadr rents.	357	357	561	
programme vise à dicaments ainsi qu	défrayer le coû	t des services as ministration affér	surés dans le cadi ents.				
programme vise à dicaments ainsi qu	défrayer le coû	t des services as ministration affér	surés dans le cadi rents.				
programme vise à dicaments ainsi qu	défrayer le coû ue les frais d'ad	t des services as ministration affér	surés dans le cadi rents.				
programme vise à dicaments ainsi qu	défrayer le coû ue les frais d'ad	t des services as ministration affér	ssurés dans le cadi rents.			d'assistance maladie	
orogramme vise à dicaments ainsi qu	défrayer le coû ue les frais d'ad 6 141 482 51 177	t des services as ministration affér	surés dans le cadi rents.			d'assistance maladie	
programme vise à dicaments ainsi qu	défrayer le coû ue les frais d'ad 6 141 482 51 177 166 905	t des services as	ssurés dans le cadi rents.			2 216	
programme vise à dicaments ainsi qu	6 141 482 51 177 166 905	t des services as ministration affér	ssurés dans le cadi rents.			2 216 9 477 85 122	e et d'assurance

### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

(or riminara da dandra)						
	CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS			
		Prêts,	INVESTISSEMENTS Prêts,		DÉPENSES nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 5 Mission : Soutien aux personnes et aux familles		Condition des aî	nés			
Secrétariat aux aînés	29 542			1 881	1 232	
TOTAL	29 542		-	1 881	1 232	
PROGRAMME 6 Mission : Soutien aux personnes et aux familles		Curateur public				
Curateur public     Permanents(1)	51 849 100		12 274	30 096	9 479	
Permanents(2) Amortissement des immobilisations	13 285			11 725	1 560	
TOTAL	65 234		12 274	41 821	11 039	
(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapi	tre A-6.001).					

<sup>(2)</sup> Loi sur le Curateur public (RLRQ, chapitre C-81).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS N	NON UTILISÉS (EX	CÉDENTS)	DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉF	PENSES nécessitan	t des crédits (suite)			SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme as vue d'un Québec	ssure le financeme équitable pour tou	nt du Secrétariat a tes les génération	ux aînés. Il vis s.	e à s	outenir la valorisa	tion de la participa	ation des personnes	aînées à la société en
	19 942				117	116	6 254	
	19 942		_		117	116	6 254	-
Ce programme vi	se à assurer la pro	tection et la repré	sentation dans	leurs	s droits et leurs bio	ens des citoyens (	déclarés inaptes.	
30							70	
								3 461
30	-	-	-		_	-	70	3 461

### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

(cri millioro de dellaro)						
	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		INVESTIS	SSEMENTS	DÉPENSES néc	essitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement	
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	18 052 123	3	14 717	96 815	83 138	
Permanents	13 654 360			11 725	1 601	
Amortissement des immobilisations						
Consommation de stocks						
TOTAL	31 706 483	3	14 717	108 539	84 739	

<sup>(1)</sup> La dépense de rémunération inclut une somme de 15 239 k\$ à l'égard du traitement de 137 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES			
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL	
Rémunération	108 539		108 539	
Fonctionnement	84 739	4 915	89 653	
Créances douteuses et autres provisions	30		30	
Transfert	30 950 221	3 556	30 953 777	
Affectation à un fonds spécial	15 535		15 535	
Service de la dette				
	31 159 064	8 471	31 167 534	

	CRÉDITS UTILISÉS (suite)				DITS UTILISÉS (suite) = CRÉDITS NON UTIL			
DÉF	PENSES nécessita	nt des crédits (suite)			SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
30	17 407 869 13 542 352	15 535			11 655	473	421 920 98 652	4 915 3 556
30	30 950 221	15 535	-		11 655	473	520 573	8 471

#### **ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES**

PROGRAMMES		CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un ar	
Programme 1 - Fonctions nationales				
Votés Permanents	382 487 438	3 180		
	382 925	3 180		
Programme 2 - Fonctions régionales				
Votés Permanents	17 552 528 4 130 212			
	21 682 740			
Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec Votés Permanents	13 030	357		
1 dimensione	13 030	357		
Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec Votés				
Permanents	9 115 514			
	9 115 514			
Programme 5 - Condition des aînés Votés Permanents	29 419	117		
	29 419	117	_	
Programme 6 - Curateur public				
Votés Permanents	50 339 			
	50 439			
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés Permanents	18 027 804 13 246 264	3 655		
- Citianono	31 274 068	3 655		

<sup>(1)</sup> Cette somme inclut des crédits permanents évalués à 27 900 k\$ relatifs à l'excédent des revenus de cotisations au Fonds des services de santé par rapport aux prévisions. Ces crédits permanents sont répartis également entre les programmes 2 et 4.

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES		+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net produits d'aliénation	Alloués par décisions						
			(1 408)				384 260
					21		459
<del>-</del> -			(1 408)		21		384 719
			20 558		326 566		17 573 086 4 456 778
			20 558		326 566		22 029 864
							13 388
							13 388
					68 223		9 183 737
<u> </u>					68 223		9 183 737
			5				29 542
			5		_		29 542
			1 509				51 849
	13 285						13 385
	13 285		1 509				65 234
	13 285		20 665		394 811 (	1)	18 052 123 13 654 360
<u> </u>	13 285		20 665		394 811		31 706 483

### DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Programme 2 - Fonctions régionales  Achat de vaccins et de produits biologiques Achat de vaccins et de produits biologiques Aide financière aux personnes handicapées pour divers besoins spéciaux 104 Contribution gouvernementale aux régimes de retraite 892 Fonctionnement Agences de la santé et des services sociaux 98 Établissements privés 545 Établissements publics 16 472 Loyer - établissements du réseau 331 Santé publique 86 Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations 178 Organismes communautaires Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique 73 Régime de retraite du personnel d'encadrement 174 Rémunération des internes et résidents 254 Ressources de type familial Service de la dette 875 Système du sang 330 Transporteurs ambulanciers 442 Autres 245 Total du programme 2 21 982  Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec Soutien à l'intégration des personnes handicapées du Québec  Soutien à l'intégration des personnes handicapées du Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec Aides techniques 10 176 Bourses d'études et de recherche 114 Frais afférents à l'administration du régime d'assurance maladie 174 Services dentaires 176 Services médicaux 6 141 Services optométriques 5 23 Services pharmaceutiques et médicaments 2 2446 Programme 5 - Condition des aînés Lutte contre la maltraitance envers les aînés	DÍTS SÉS DÉPENSE	DÉPENSES DE TRANSFERT		
Contribution gouvernementale au Fonds de l'assurance médicaments Services hospitaliers hors Québec Autres 53 Total du programme 1 265 Programme 2 - Fonctions régionales Achat de vaccins et de produits biologiques Achat de vaccins et de produits produits Achat de vaccins et de produits Achat de vaccins et de vaccins et alia		Établissements de santé et de		
Contribution gouvernementale au Fonds de l'assurance médicaments Services hospitaliers hors Québec Autres 53 Total du programme 1 265 Programme 2 - Fonctions régionales Achat de vaccins et de produits biologiques Achat de vaccins et de produits produits de l'avec	Entreprises	+ services sociaux		
Services hospitaliers hors Québec				
Autres         53           Total du programme 1         265           Programme 2 - Fonctions régionales           Achat de vaccins et de produits biologiques         113           Aide financière aux personnes handicapées pour divers besoins spéciaux         104           Contribution gouvernementale aux régimes de retraite         892           Fonctionnement         98           Établissements provès         545           Établissements prublics         16 472           Loyer - établissements du réseau         139           Santé publique         86           Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations         178           Organismes communautaires         523           Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique         73           Régime de retraite du personnel d'encadrement         174           Rémunération des internes et résidents         254           Ressources de type familial         381           Service de la dette         875           Système du sang         380           Transporteurs ambulanciers         442           Autres         245           Total du programme 2 - Office des personnes handicapées du Québec           Soutien à l'intégration des personnes handicap	045			
Programme 2 - Fonctions régionales  Achat de vaccins et de produits biologiques Alde financière aux personnes handicapées pour divers besoins spéciaux 104 Contribution gouvernementale aux régimes de retraite 892 Fonctionnement Agences de la santé et des services sociaux 98 Établissements privés 16 472 Loyer - établissements du réseau 339 Santé publique 86 Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations 178 Organismes communautaires Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique 73 Régime de retraite du personnel d'encadrement 174 Rémunération des internes et résidents Système du sang Transporteurs ambulanciers Autres 245 Total du programme 2 Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec Soutien à l'intégration des personnes handicapées du Québec Soutien à l'intégration des personnes handicapées du Québec Aides techniques Bourses d'études et de recherche 176 Frais afférents à l'administration du régime d'assurance maladie 177 Services potamétriques 53 Services pharmaceutiques et médicaments 2 446 Total du programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec Aides techniques 53 Services pharmaceutiques et médicaments 2 446 Total du programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec Aides techniques 53 Services pharmaceutiques et médicaments 2 446 Total du programme 4 - Régie de l'assurance maladie 776 Services pharmaceutiques et médicaments 2 446 Total du programme 4 - Régie de l'assurance maladie 777 Services pharmaceutiques et médicaments 2 446 Total du programme 4 - Condition des aînés Lutte contre la maltraitance envers les aînés 2 2 Politique Vieillir chez soi 2 2 Stratégie d'action en faveur des aînés	232 133	2 202		
Achat de vaccins et de produits biologiques Aide financière aux personnes handicapées pour divers besoins spéciaux 104 Contribution gouvernementale aux régimes de retraite Fonctionnement Agences de la santé et des services sociaux £ tablissements privés £ tablissements privés £ tablissements publics Loyer - établissements du réseau Santé publique 86 Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations Organismes communautaires Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique 73 Régime de retraite du personnel d'encadrement Rémunération des internes et résidents Système du sang Système du sang Transporteurs ambulanciers Autres  Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec Soutien à l'intégration des personnes handicapées du Québec Soutien à l'intégration des personnes handicapées du Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec Aides techniques 176 Bourses d'études et de recherche Frais afférents à l'administration du régime d'assurance maladie Frais afférents à l'administration du régime d'assurance maladie Services médicaux 6 141 Services pharmaceutiques et médicaments 2 246 Programme 5 - Condition des ainés Lute contre la maltraitance envers les aînés	247 133	2 202		
Achat de vaccins et de produits biologiques Aide financière aux personnes handicapées pour divers besoins spéciaux 104 Contribution gouvernementale aux régimes de retraite Fonctionnement Agences de la santé et des services sociaux £ tablissements privés £ tablissements publics Loyer - établissements du réseau Santé publique 86 Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations 73 Santé publique 86 Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations 73 Régime de retraite du personnel d'encadrement 73 Régime de retraite du personnel d'encadrement 875 Ressources de type familial 8875 Système du sang 7875 Système du sang 7876 Total du programme 2 21 982 Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec Soutien à l'intégration des personnes handicapées du Québec Soutien à l'intégration des personnes handicapées 79 Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec Aides techniques 79 Regimente 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec Aides techniques 70 Services d'études et de recherche 71 Services dentaires 72 Services médicaux 73 Services pharmaceutiques et médicaments 82 Programme 5 - Condition des ainés Lutte contre la maltraitance envers les aînés 22 Stratégie d'action en faveur des aînés				
Aide financière aux personnes handicapées pour divers besoins spéciaux Contribution gouvernementale aux régimes de retraite Fonctionnement Agences de la santé et des services sociaux Établissements privés 545 Établissements publics 16 472 Loyer - établissements du réseau 3139 Santé publique 86 Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations 178 Organismes communautaires 173 Régime de retraite du personnel d'encadrement 174 Rémunération des internes et résidents 254 Ressources de type familial Service de la dette Système du sang 330 Transporteurs ambulanciers 424 Autres 245 Total du programme 2 21 982  Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec Soutien à l'intégration des personnes handicapées du Québec Soutien à l'intégration des personnes handicapées du Québec Aides techniques 176 Bourses d'études et de recherche 177 Frais afférents à l'administration du régime d'assurance maladie 177 Services dentaires 176 Services médicaux 6 141 Services pharmaceutiques et médicaments 177 Forgramme 5 - Condition des aínés Lutte contre la maltraitance envers les aînés 177 Programme 5 - Condition des aínés Lutte contre la maltraitance envers les aînés 22 Stratégie d'action en faveur des aînés	793 3 179	90 325		
Contribution gouvernementale aux régimes de retraite Fonctionnement Agences de la santé et des services sociaux 98 Établissements privés 545 Établissements privés 16 472 Loyer - établissements du réseau 331 Santé publique Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations 178 Organismes communautaires 923 Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique 73 Régime de retraite du personnel d'encadrement 174 Rémunération des internes et résidents 8254 Ressources de type familial 381 Service de la dette 875 Système du sang 380 Transporteurs ambulanciers 442 Autres 245 Total du programme 2 21 982  Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec Soutien à l'intégration des personnes handicapées du Québec Soutien à l'intégration des personnes handicapées du Services de tale de recherche 14 Froigramme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec Aides techniques 176 Services dentaires 176 Services dentaires 176 Services médicaux 6141 Services optométriques 53 Services pharmaceutiques et médicaments 2446 Total du programme 4 9 183  Programme 5 - Condition des aînés Lutte contre la maltraitance envers les aînés 22 Stratégie d'action en faveur des aînés		103 775		
Fonctionnement		892 371		
Élablissements privés         545           Établissements publics         16 472           Loyer - établissements du réseau         139           Santé publique         86           Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations         178           Organismes communautaires         523           Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique         73           Régime de retraite du personnel d'encadrement         174           Rémunération des internes et résidents         254           Ressources de type familial         381           Service de la dette         375           Système du sang         380           Transporteurs ambulanciers         442           Autres         245           Total du programme 2         21 982           Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec           Soutien à l'intégration des personnes handicapées du Québec           Aides techniques         1           Bourses d'études et de recherche         14           Frais afférents à l'administration du régime d'assurance maladie         174           Services médicaux         6 141           Services pharmaceutiques et médicaments         2 446           Total du programme 4         9 18				
Établissements publics         16 472           Loyer - établissements du réseau         139           Santé publique         86           Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations         178           Organismes communautaires         523           Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique         73           Régime de retraite du personnel d'encadrement         174           Rémunération des internes et résidents         254           Ressources de type familial         381           Service de la dette         875           Système du sang         380           Transporteurs ambulanciers         442           Autres         245           Total du programme 2         21 982           Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec           Soutien à l'intégration des personnes handicapées du Québec           Soutien à l'intégration des personnes handicapées         1           Total du programme 3         1           Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec           Aides techniques         176           Bourses d'études et de recherche         14           Frais afférents à l'administration du régime d'assurance maladie         174           Services pharmaceutiques	682	94 387		
Loyer - établissements du réseau   139   Santé publique   86   Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations   178   523     Organismes communautaires   523   Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique   73   Régime de retraite du personnel d'encadrement   174   Rémunération des internes et résidents   254   Ressources de type familial   381   381   Service de la dette   875   Système du sang   380   Transporteurs ambulanciers   442   Autres   245     Total du programme 2   21 982     Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec   Soutien à l'intégration des personnes handicapées du Québec   Soutien à l'intégration des personnes handicapées   1   Total du programme 3   1     Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec   316   Services de latieres   176   Services de latieres   176   Services de latieres   176   Services de latieres   176   Services de detaires   176   Services de detaires   176   Services de detaires   176   Services médicaux   6   141   Services optométriques   5   53   Services pharmaceutiques et médicaments   2   246   Total du programme 4   9   183	196	526 540		
Santé publique         86           Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations         178           Organismes communautaires         523           Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique         73           Régime de retraite du personnel d'encadrement         174           Rémunération des internes et résidents         254           Ressources de type familial         381           Service de la dette         875           Système du sang         380           Transporteurs ambulanciers         442           Autres         245           Total du programme 2         21 982           Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec         21 982           Soutien à l'intégration des personnes handicapées du Québec         1           Soutien à l'intégration des personnes handicapées         1           Total du programme 3         1           Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec         1           Aides techniques         16           Bourses d'études et de recherche         14           Frais afférents à l'administration du régime d'assurance maladie         174           Services dentaires         53           Services pharmaceutiques et médicaments         2 446 </td <td>281 38 587</td> <td>16 086 689</td>	281 38 587	16 086 689		
Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations         178           Organismes communautaires         523           Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique         73           Régime de retraite du personnel d'encadrement         174           Rémunération des internes et résidents         254           Ressources de type familial         381           Service de la dette         875           Système du sang         380           Transporteurs ambulanciers         442           Autres         245           Total du programme 2         21 982           Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec           Soutien à l'intégration des personnes handicapées         1           Total du programme 3         1           Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec           Aides techniques         176           Bourses d'études et de recherche         14           Frais afférents à l'administration du régime d'assurance maladie         174           Services dentaires         176           Services pharmaceutiques et médicaments         53           Services pharmaceutiques et médicaments         2 446           Total du programme 4         9 183 <td co<="" td=""><td>996</td><td>137 334</td></td>	<td>996</td> <td>137 334</td>	996	137 334	
Organismes communautaires Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique Régime de retraite du personnel d'encadrement Rémunération des internes et résidents Ressources de type familial Service de la dette Srysème du sang Transporteurs ambulanciers Autres  Total du programme 2  Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec Soutien à l'intégration des personnes handicapées du Québec Soutien à l'intégration des personnes handicapées  Aides techniques Aides techniques Bourses d'études et de recherche Frais afférents à l'administration du régime d'assurance maladie Frais afférents à l'administration du régime d'assurance maladie Services optométriques Services pharmaceutiques et médicaments  Programme 5 - Condition des aînés Lutte contre la maltraitance envers les aînés Politique Vieillir chez soi 22 Stratégie d'action en faveur des aînés	483	78 646		
Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique         73           Régime de retraite du personnel d'encadrement         174           Rémunération des internes et résidents         254           Ressources de type familial         381           Service de la dette         875           Système du sang         380           Transporteurs ambulanciers         442           Autres         245           Total du programme 2         21 982           Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec         2           Soutien à l'intégration des personnes handicapées du Québec         1           Total du programme 3         1           Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec         1           Aides techniques         176           Bourses d'études et de recherche         14           Frais afférents à l'administration du régime d'assurance maladie         174           Services dentaires         176           Services pharmaceutiques et médicaments         2 446           Total du programme 4         9 183           Programme 5 - Condition des aînés         2           Lutte contre la maltraitance envers les aînés         2           Politique Vieillir chez soi         22           Stratégi	419	178 419		
Régime de retraite du personnel d'encadrement         174           Rémunération des internes et résidents         254           Ressources de type familial         381           Service de la dette         875           Système du sang         380           Transporteurs ambulanciers         442           Autres         245           Total du programme 2         21 982           Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec           Soutien à l'intégration des personnes handicapées         1           Total du programme 3         1           Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec           Aides techniques         176           Bourses d'études et de recherche         14           Frais afférents à l'administration du régime d'assurance maladie         174           Services dentaires         176           Services optométriques         53           Services pharmaceutiques et médicaments         2 446           Programme 5 - Condition des aînés           Lutte contre la maltraitance envers les aînés         2           Politique Vieillir chez soi         22           Stratégie d'action en faveur des aînés         22	543 223	718		
Rémunération des internes et résidents         254           Ressources de type familial         381           Service de la dette         875           Système du sang         380           Transporteurs ambulanciers         442           Autres         245           Total du programme 2         21 982           Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec           Soutien à l'intégration des personnes handicapées         1           Total du programme 3         1           Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec           Aides techniques         176           Bourses d'études et de recherche         14           Frais afférents à l'administration du régime d'assurance maladie         174           Services dentaires         176           Services médicaux         6 141           Services optométriques         53           Services pharmaceutiques et médicaments         2 446           Total du programme 4         9 183           Programme 5 - Condition des aînés         2           Lutte contre la maltraitance envers les aînés         2           Politique Vieillir chez soi         22           Stratégie d'action en faveur des aînés         22	493 73 493			
Ressources de type familial         381           Service de la dette         875           Système du sang         380           Transporteurs ambulanciers         442           Autres         245           Fotal du programme 2         21 962           Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec           Soutien à l'intégration des personnes handicapées         1           Total du programme 3         1           Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec           Aides techniques         176           Bourses d'études et de recherche         14           Frais afférents à l'administration du régime d'assurance maladie         174           Services dentaires         176           Services médicaux         6 141           Services optométriques         53           Services pharmaceutiques et médicaments         2 446           Fotal du programme 4         9 183           Programme 5 - Condition des aînés         2           Lutte contre la maltraitance envers les aînés         2           Politique Vieillir chez soi         22           Stratégie d'action en faveur des aînés         22	457	174 457		
Service de la dette         875           Système du sang         380           Transporteurs ambulanciers         442           Autres         245           Total du programme 2         21 982           Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec           Soutien à l'intégration des personnes handicapées         1           Total du programme 3         1           Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec         176           Aides techniques         176           Bourses d'études et de recherche         14           Frais afférents à l'administration du régime d'assurance maladie         174           Services dentaires         176           Services médicaux         6 141           Services optométriques         53           Services pharmaceutiques et médicaments         2 446           Total du programme 4         9 183           Programme 5 - Condition des aînés         2           Lutte contre la maltraitance envers les aînés         2           Politique Vieillir chez soi         22           Stratégie d'action en faveur des aînés         2	415	245 229		
Système du sang         380           Transporteurs ambulanciers         442           Autres         245           Total du programme 2         21 982           Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec           Soutien à l'intégration des personnes handicapées         1           Total du programme 3         1           Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec           Aides techniques         176           Bourses d'études et de recherche         14           Frais afférents à l'administration du régime d'assurance maladie         174           Services dentaires         176           Services médicaux         6 141           Services optométriques         53           Services pharmaceutiques et médicaments         2 446           Total du programme 4         9 183           Programme 5 - Condition des aînés         2           Lutte contre la maltraitance envers les aînés         2           Politique Vieillir chez soi         22           Stratégie d'action en faveur des aînés         2	388	380 377		
Transporteurs ambulanciers         442           Autres         245           Total du programme 2         21 982           Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec           Soutien à l'intégration des personnes handicapées         1           Total du programme 3         1           Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec           Aides techniques         176           Bourses d'études et de recherche         14           Frais afférents à l'administration du régime d'assurance maladie         174           Services dentaires         176           Services médicaux         6 141           Services optométriques         53           Services pharmaceutiques et médicaments         2 446           Total du programme 4         9 183           Programme 5 - Condition des aînés         2           Lutte contre la maltraitance envers les aînés         2           Politique Vieillir chez soi         22           Stratégie d'action en faveur des aînés         2	739	869 134		
Autres 245 Total du programme 2 21 982  Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec  Soutien à l'intégration des personnes handicapées 1  Total du programme 3 1  Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec  Aides techniques 176 Bourses d'études et de recherche 14 Frais afférents à l'administration du régime d'assurance maladie 174 Services dentaires 176 Services médicaux 6141 Services optométriques 553 Services pharmaceutiques et médicaments 2 446  Total du programme 4 9 183  Programme 5 - Condition des aînés  Lutte contre la maltraitance envers les aînés 2 Politique Vieillir chez soi 22 Stratégie d'action en faveur des aînés	274	309 973		
Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec  Soutien à l'intégration des personnes handicapées  1 Total du programme 3  1 Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec  Aides techniques  Bourses d'études et de recherche 14 Frais afférents à l'administration du régime d'assurance maladie 174 Services dentaires 176 Services médicaux 5 ervices optométriques 5 services optométriques 5 services pharmaceutiques et médicaments  2 446 Total du programme 4  Programme 5 - Condition des aînés  Lutte contre la maltraitance envers les aînés 2 Politique Vieillir chez soi 22 Stratégie d'action en faveur des aînés	958 348 283			
Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec Soutien à l'intégration des personnes handicapées 1  Total du programme 3 1  Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec  Aides techniques 176 Bourses d'études et de recherche 14 Frais afférents à l'administration du régime d'assurance maladie 174 Services dentaires 176 Services médicaux 6141 Services optométriques 53 Services pharmaceutiques et médicaments 2446  Total du programme 4 9 183  Programme 5 - Condition des aînés  Lutte contre la maltraitance envers les aînés 2 Politique Vieillir chez soi 22 Stratégie d'action en faveur des aînés	083 1 707	123 696		
Soutien à l'intégration des personnes handicapées         1           Total du programme 3         1           Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec           Aides techniques         176           Bourses d'études et de recherche         14           Frais afférents à l'administration du régime d'assurance maladie         174           Services dentaires         176           Services médicaux         6 141           Services optométriques         53           Services pharmaceutiques et médicaments         2 446           Total du programme 4         9 183           Programme 5 - Condition des aînés           Lutte contre la maltraitance envers les aînés         2           Politique Vieillir chez soi         22           Stratégie d'action en faveur des aînés         2	638 465 472	20 292 072		
Total du programme 3				
Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec         176           Aides techniques         176           Bourses d'études et de recherche         14           Frais afférents à l'administration du régime d'assurance maladie         174           Services dentaires         176           Services médicaux         6 141           Services optométriques         53           Services pharmaceutiques et médicaments         2 446           Total du programme 4         9 183           Programme 5 - Condition des aînés         2           Lutte contre la maltraitance envers les aînés         2           Politique Vieillir chez soi         22           Stratégie d'action en faveur des aînés         22	025	_		
Aides techniques       176         Bourses d'études et de recherche       14         Frais afférents à l'administration du régime d'assurance maladie       174         Services dentaires       176         Services médicaux       6 141         Services optométriques       53         Services pharmaceutiques et médicaments       2 446         Total du programme 4       9 183         Programme 5 - Condition des aînés         Lutte contre la maltraitance envers les aînés       2         Politique Vieillir chez soi       22         Stratégie d'action en faveur des aînés       22	025	- <del>-</del>		
Bourses d'études et de recherche				
Bourses d'études et de recherche	884			
Services dentaires         176           Services médicaux         6 141           Services optométriques         53           Services pharmaceutiques et médicaments         2 446           Total du programme 4         9 183           Programme 5 - Condition des aînés           Lutte contre la maltraitance envers les aînés         2           Politique Vieillir chez soi         22           Stratégie d'action en faveur des aînés         2	948 14 712			
Services médicaux         6 141           Services optométriques         53           Services pharmaceutiques et médicaments         2 446           Total du programme 4         9 183           Programme 5 - Condition des aînés           Lutte contre la maltraitance envers les aînés         2           Politique Vieillir chez soi         22           Stratégie d'action en faveur des aînés         2	056			
Services optométriques 53 Services pharmaceutiques et médicaments 2 446  Total du programme 4 9 183  Programme 5 - Condition des aînés  Lutte contre la maltraitance envers les aînés 2 Politique Vieillir chez soi 22 Stratégie d'action en faveur des aînés	382			
Services pharmaceutiques et médicaments 2 446  Total du programme 4 9 183  Programme 5 - Condition des aînés  Lutte contre la maltraitance envers les aînés 2 Politique Vieillir chez soi 22 Stratégie d'action en faveur des aînés	482			
Programme 5 - Condition des aînés  Lutte contre la maltraitance envers les aînés  Politique Vieillir chez soi Stratégie d'action en faveur des aînés	392			
Programme 5 - Condition des aînés  Lutte contre la maltraitance envers les aînés 2 Politique Vieillir chez soi 22 Stratégie d'action en faveur des aînés	593			
Lutte contre la maltraitance envers les aînés 2 Politique Vieillir chez soi 22 Stratégie d'action en faveur des aînés	737 14 712			
Lutte contre la maltraitance envers les aînés 2 Politique Vieillir chez soi 22 Stratégie d'action en faveur des aînés				
Politique Vieillir chez soi 22 Stratégie d'action en faveur des aînés	914	2 180		
Stratégie d'action en faveur des aînés	489	2 100		
· ·				
Addiso	160 12	!		
	563 12	_		
Total des crédits et dépenses 31 458				

	DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)								
Commissions		- JLI	LITTLE DE TIVITOT EN	<u> </u>					
scolaires et établissements		Organismes à but		Organismes et entreprises du	Total	Total			
d'enseignement	+ Municipalités		+ Personnes		= 2014	2013			
						137 592			
			212 015		212 015	203 396			
395	61	26 235	200	22 437	51 663	51 298			
395	61	26 235	212 215	22 437	263 678	392 286			
				744	94 249	99 244			
		69		744	103 844	101 475			
		09			892 371	797 493			
					002 07 1	707 100			
					94 387	98 510			
250					526 790	509 320			
1 864	437	30 291	2 507	19 759	16 180 135	16 112 637			
				2 361	139 695	144 499			
		1 573		1 579	81 798	83 235			
					178 419	282 792			
91	867	513 308		6	515 211	490 971			
					73 493	67 154			
					174 457	149 549			
					245 229	232 277			
23					380 401	308 651			
		1 115		5 490	875 739	846 331			
		1 912		42 230	354 115	374 535			
		149		94 527	442 958	423 760			
5 124	1	46 455	30	53 637	230 650	195 163			
7 352	1 305	594 870	2 537	220 333	21 583 940	21 317 597			
7		1.017	1		1 025	562			
7		1 017	1 1		1 025	562			
		1 017	1	<del></del>	1 025	562			
			175 389		175 389	163 839			
					14 712	14 796			
				174 056	174 056	164 582			
				166 905	166 905	164 169			
				6 141 482	6 141 482	5 416 294			
			1 794 718	51 177	51 177	47 599			
				566 753	2 361 471	2 278 762			
<u>-</u> _			1 970 107	7 100 373	9 085 192	8 250 041			
202		80			2 462	300			
246	7 336	9 738			17 320	15 778			
						756			
	24	125			160	142			
8 201	7 360	9 943	2 104 064	7 2/2 4/2	19 942	16 976			
8 201	8 725	632 065	2 184 861	7 343 143	30 953 777	29 977 461			

# DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

# Année financière terminée le 31 mars 2014 (en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE	E TRANSFERT
		2014	2013
Rémunération	20 891 514	20 544 557	19 518 747
Fonctionnement	5 952 750	5 853 890	5 975 194
Capital	811 003	811 003	862 520
Intérêt	273 484	273 484	298 228
Support	3 529 459	3 470 843	3 322 772
TOTAL DU PORTEFEUILLE	31 458 211	30 953 777	29 977 461

# DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

(chi minera de donara)			
	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATIO	ON À UN FONDS SPÉCIAL
		2014	2013
Support	15 535	15 535	11 598
TOTAL DU PORTEFEUILLE	15 535	15 535	11 598

### REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

(en millers de dollars)		
	2014	2013
Droits et permis		
Boissons alcooliques		
Détaillants	22 959	22 366
Production industrielle de boissons	898	856
	23 857	23 222
Concours publicitaires et appareils d'amusement		
Concours publicitaires	4 705	4 972
Appareils d'amusement	1 986	2 124
Bingo	1 320	1 410
Loteries	5 057	5 140
Courses	68_	57
	13 136	13 702
Autres		
Études de dossiers	851	790
Organisation - Spectacles sportifs de combat	327	747
Permis d'explosifs	416	402
Divers	29_	29
	1 623	1 968
Total des droits et permis	38 615	38 892
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais de vérification d'antécédents judiciaires	497	518
Location de chambres et pension	3 535	2 752
Conciliation et enquête - Déontologie policière	994	972
Divers	39_	55
	5 065	4 296
Intérêts		
Divers		38
	29	38
Amendes et confiscations		
Saisie d'argent - Drogue et stupéfiants	3 993	3 176
Divers	63_	17
	4 056	3 192

### REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

# Année financière terminée le 31 mars 2014 (en milliers de dollars)

	0044	2042
Revenus divers (suite)	2014	2013
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 579	6 495
Subventions d'années antérieures	1 304	407
Recouvrement - Services policiers - CARRA	340	535
Divers	4	20
	3 227	7 456
Total des revenus divers	12 378	14 983
Total des revenus autonomes	50 993	53 875
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Aide financière - Catastrophes	4 820	1 007
Total des transferts du gouvernement fédéral	4 820	1 007
Total des revenus	55 813	54 881

Note: Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

### CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

(en milliers de dollars)					
PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Sécurité, prévention et gestion interne					
Votés	610 249	580 858	6 698	22 693	
Permanents	50 266	50 266			
Ne nécessitant pas de crédits		5 414	·		
	660 514	636 537	6 698	22 693	
PROGRAMME 2					
Sûreté du Québec					
Votés	657 831	641 516	16 315		
Permanents	3 993	3 993			
Ne nécessitant pas de crédits		12 176			
	661 824	657 684	16 315		
PROGRAMME 3					
Organismes relevant du ministre					
Votés	41 513	38 316	441	2 756	
Permanents	34	19		16	
Ne nécessitant pas de crédits		113			
	41 548	38 448	441	2 771	
	1 363 886	1 332 670	23 454	25 465	_
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	1 309 593	1 260 690	23 454	25 449	
Permanents	54 293	54 277		16	
Ne nécessitant pas de crédits		17 703			
	1 363 886	1 332 670	23 454	25 465	-
Dépenses	1 316 146	1 332 670		1 179	
Prêts, placements, avances et autres	7 459		16	7 443	
Immobilisations	40 281		23 438	16 843	
	1 363 886	1 332 670	23 454	25 465	-

### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

(en milliers de dollars)						
	CRÉDITS AUTORISÉS _	CRÉDITS UTILISÉS				
		INVESTIS	SSEMENTS	DÉPENSES néo	cessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice		Sécurité, préven	ition et gestion intern	e		
Direction et services supports à la gestion	64 942			18 081	2 909	
Permanents(1)	10				10	
2. Services correctionnels	309 499			232 793	75 819	
Expertises judiciaires	9 350			7 493	1 853	
4. Affaires policières et sécurité-protection	53 490	2		26 373	6 291	
5. Sécurité civile et sécurité incendie Permanents(2)	15 836 50 256			11 199 2 675	2 375 1 744	
Éléments de gestion centrale     Amortissement des immobilisations	157 133		6 696	37 833	90 032	
TOTAL	660 514	2	6 696	336 447	181 032	
<ol> <li>Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).</li> <li>Loi sur la sécurité civile (RLRQ, chapitre S-2.3).</li> </ol>						
PROGRAMME 2 Mission : Gouverne et justice		Sûreté du Québe	ec			
					_	
Protection de la société, des citoyens et de leurs biens	417 808	5		214 240	13 259	
Permanents(1)	3 993			3 993		
Gestion interne et soutien     Amortissement des immobilisations	240 023	1	16 309	52 369	86 235	
TOTAL	661 824	6	16 309	270 602	99 493	

<sup>(1)</sup> Loi sur la confiscation, l'administration et l'affectation des produits et instruments d'activités illégales (RLRQ, chapitre C-52.2).

DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS CRÉDITS UTILISÉS (suite) CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS) SUSPENSION DU DROIT PÉRIMÉS D'ENGAGER (EXCÉDENTS) DÉPENSES nécessitant des crédits (suite) REPORTS Créances douteuses et Affectation autres à un fonds Service de provisions spécial la dette Transfert Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources requises pour la gestion des programmes. Il vise également à protéger la société en suscitant sa participation à l'administration de la justice et en assurant aux adultes en probation, détention et libération conditionnelle des services pour faciliter leur réinsertion sociale, à fournir des expertises diverses en matière judiciaire, à assurer la sécurité des personnes et de leurs biens de même que de certains édifices gouvernementaux, à assurer l'inspection des services de police et à financer les services policiers autochtones. Il comprend un poste de gestion centrale où sont imputées des dépenses faites au bénéfice des éléments de ce programme et de certains autres programmes du Ministère. 43 931 1 20 874 3 10 4 20 759 64 2 243 2 16 45 837 923 21 648 5 414 113 644 935 21 759 5 414 Ce programme vise à protéger la société, ses citoyens et leurs biens. 190 304 85 109 12 176 275 413 12 176

### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

(en millers de dollars)							
	CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDIT	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTIS	SSEMENTS	DÉPENSES néc	essitant des crédits		
		Prêts,					
PROGRAMMES Éléments		placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnemen		
PROGRAMME 3 Mission : Gouverne et justice		Organismes rele	vant du ministre				
Régie des alcools, des courses et des jeux	18 067	8	412	12 308	2 876		
Permanents(1)	31						
Permanents(2)	3						
Amortissement des immobilisations							
Commission québécoise des libérations conditionnelles	4 842			3 446	1 337		
3. Bureau du coroner	7 385			4 748	2 540		
. Commissaire à la déontologie policière	3 385			2 884	453		
. Comité de déontologie policière	1 874		16	1 280	535		
6. Commissaire à la lutte contre la corruption	5 961		5	4 598	1 311		
TOTAL	41 548	8	434	29 264	9 052		
<ol> <li>Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapit</li> <li>Loi sur les loteries, les concours publicitaires et</li> </ol>		ent (RLRQ, chapitre	L-6).				
TOTAL DU PORTEFEUILLE							
/otés	1 309 593	16	23 438	629 646	287 824		
Permanents	54 293		- 70	6 668	1 753		
Amortissement des immobilisations	<del></del>						
TOTAL	1 363 886	16	23 438	636 313 <sup>(1</sup>	289 578		
(1) La dépense de rémunération inclut une somme	de 63 705 k\$ à l'égard d	du traitement de 695	hauts fonctionnaires et	membres du personr	nel-cadre.		
SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉG	ORIES			DÉPENSES			
				NF			

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES				
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	NÉ(	NE CESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL	
Rémunération	636 313			636 313	
Fonctionnement	289 578		17 703	307 280	
Créances douteuses et autres provisions	19			19	
Transfert	113 644			113 644	
Affectation à un fonds spécial	275 413			275 413	
Service de la dette					
	1 314 967		17 703	1 332 670	

CRÉDITS UTILISÉS (suite)			=	CRÉDITS N	ON UTILISÉS (EX	(CÉDENTS)	DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)				SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)		
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à financer des interventions en matière de contrôle dans les secteurs de la vente et de la fabrication d'alcool, des jeux de hasard et d'amusement, des courses de chevaux, de même que des sports de combat. Il vise également à protéger la société tout en favorisant la réinsertion sociale de la personne détenue, à intervenir dans les cas de décès survenus en des circonstances obscures ou violentes et à permettre le traitement des plaintes contre des policiers relatives à leurs fonctions.

						2 463	
19						12	
						3	
							113
					28	32	
					20	02	
					45	0.4	
					15	81	
					36	12	
					37	6	
					37	6	
					35	11	
19	_	-	_	-	151	2 621	113
		<del></del>					
40	67 807	275 413			1 085	24 364	
19	45 837					16	17 703
<del></del>				-			<del></del>
19	113 644	275 413	-	-	1 085	24 379	17 703

### **ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES**

PROGRAMMES		CRÉDITS INITIAUX	
	Votés et permanents	Votés au cours d'ar	nnées antérieures
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Sécurité, prévention et gestion interne			
Votés	602 249		
Permanents	4 414		
	606 663		
Programme 2 - Sûreté du Québec			
Votés	635 987		
Permanents			
	635 987		
Programme 3 - Organismes relevant du ministre			
Votés	36 573		
Permanents	34	-	
	36 607		
TOTAL DU DODTEFFINI F			
TOTAL DU PORTEFEUILLE  Votés	1 274 809		
Permanents	4 448		
	1 279 257		
	1 213 231		

CRI	ÉDITS COMPLÉMENTAIRES		+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				7 999		45 852		610 249 50 266
				7 999		45 852		660 514
397		3 993		21 447				657 831 3 993
397		3 993		21 447				661 824
				4 941				41 513 34
				4 941				41 548
397				34 387				1 309 593
		3 993				45 852		54 293
397		3 993		34 387		45 852		1 363 886

### DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

(ch millers de dollars)					
PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT			
		Entreprises	Établissements de santé et de services sociaux	+	
Programme 1 - Sécurité, prévention et gestion interne					
Cadre d'analyse de prévention et d'atténuation des principaux risques naturels	777				
Formation des policiers et des pompiers	7 045				
Gangs de rue	2 118		175		
Lutte contre le commerce illégal des produits du tabac	6 388				
Prévention de la criminalité, sécurité et aide aux victimes	18 797				
Schémas de couverture de risques d'incendie	807				
Sécurité civile	46 012	2 593			
Services policiers en milieu autochtone	30 419				
Autres	1 360				
Total du programme 1	113 722	2 594	175		
Total des crédits et dépenses	113 722	2 594	175		

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	Organismes à but + non lucratif	+ Personnes	Organismes et entreprises du gouvernement	Total	Total 2013
300	477				777	1 841
				7 045	7 045	7 056
	285	1 657			2 117	1 914
	6 300	15		23	6 338	6 672
	5 339	13 419		34	18 791	28 032
	796				796	861
	33 976	276	9 167		46 012	27 481
	30 409				30 409	27 786
1	142	1 216			1 359	15 575
301	77 723	16 583	9 167	7 102	113 644	117 220
301	77 723	16 583	9 167	7 102	113 644	117 220

# DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

# Année financière terminée le 31 mars 2014 (en milliers de dollars)

<u>`</u>				
	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT		
		2014	2013	
Fonctionnement	6 589	6 589	6 589	
Capital	1 226	1 222	389	
Support	105 907	105 833	110 241	
TOTAL DU PORTEFEUILLE	113 722	113 644	117 220	

# DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL		
		2014	2013	
Rémunération	220 005	220 005	216 366	
Fonctionnement	50 481	50 481	51 749	
Capital	4 928	4 928	4 821	
TOTAL DU PORTEFEUILLE	275 413	275 413	272 936	

### **TRANSPORTS**

### REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

(en milliers de dollars)		
	2014	2013
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Immatriculation - Droits	32 117	30 639
Transport commercial public	288	459
Frais d'inscription et de mise à jour - Catégorie A1	2 697	2 451
Frais d'inscription et de mise à jour - Catégorie A2	2 719	2 539
Frais d'inscription et renouvellement - Intermédiaires en services de transport	99	163
	37 920	36 252
Autres Transfert de permis	625	550
	625	550
Total des droits et permis	38 545	36 801
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Disposition de surplus		863
Terrains et bâtisses	296	(1 434)
Location de terrains et bâtisses	256	730
Frais de publication - Demandes de permis	106	102
Chemin de fer Québec central	63	69
Analyse en laboratoire	105	104
Divers	103	64
	929	498
Intérêts		
Divers	(1)	6
	(1)	6
Amendes et confiscations		
Alcofrein	423	729
Divers	2	20
	425	749
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	6 776	5 790
Subventions d'années antérieures	678	2 011
Divers	(33)	(2)
	7 421	7 800
Total des revenus divers	8 774	9 053
Total des revenus autonomes	47 319	45 854

#### REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

### Année financière terminée le 31 mars 2014

(en milliers de dollars)		
	2014	2013
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Entretien des chemins fédéraux	53	146
Total des transferts du gouvernement fédéral	53	146
Total des revenus	47 371	46 000

Note: Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

#### CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

(en miliers de dollars)					
PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Infrastructures et systèmes de transport					
Votés	691 958	618 594	23 467	49 896	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		11 789	-		
	691 958	630 384	23 467	49 896	
PROGRAMME 2					
Administration et services corporatifs					
Votés	244 396	66 909	5 835	171 652	
Permanents  Ne nécessitant pas de crédits	137	42 11 110		95	
No necessitant pas de credits	244 534	78 061	5 835	171 747	
		70001			
	936 491	708 445	29 302	221 643	-
	000 101	700 110			
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	936 354	685 504	29 302	221 548	
Permanents  Ne nécessitant pas de crédits	137	42 22 899		95	
Ne necessitant pas de credits	936 491	708 445	29 302	221 643	_
	300 43 1	700 443		221040	
Dépenses	690 680	708 445		5 135	
Prêts, placements, avances et autres	165 200 80 611		29 302	165 200 51 300	
Immobilisations	80 611			51 309	
	936 491	708 445	29 302	221 643	_

#### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

(en milliers de dollars)				
	CRÉDITS AUTORISÉS _	CRÉDIT	S UTILISÉS	
PROGRAMMES Éléments  PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement	_	Prêts, placements, avances et autres Immobilisations  Infrastructures et systèmes de transp	Rémunération	essitant des crédits  Fonctionnement
Transport terrestre     Amortissement des immobilisations     Consommation de stocks	523 048	6 227	48 927	303 634
Transport maritime     Amortissement des immobilisations	101 360	108	911	49
Transport aérien     Amortissement des immobilisations	55 974	16 932	955	4 690
Commission des transports du Québec     Amortissement des immobilisations	11 575	200	8 526	1 882
TOTAL	691 958	23 467	59 320	310 255
PROGRAMME 2 Mission : Économie et environnement		Administration et services corporatifs	S	
Direction     Permanents(1)	9 500 10	15	7 935	598 10
Services corporatifs     Permanents(2)     Amortissement des immobilisations	227 060 128	5 804	39 373	12 224
Planification, recherche et développement	7 836	15	5 358	691
TOTAL	244 534	<b>-</b> 5 835	52 667	13 522
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).				

<sup>(1)</sup> Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

<sup>(2)</sup> Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)			=	CRÉDITS N	ON UTILISÉS (EX	CÉDENTS)	DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	
DÉPE	NSES nécessitan	t des crédits (suite)			SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer l'amélioration, la réfection et le maintien en état des infrastructures de transport et à assurer l'exploitation des infrastructures de transport. Il vise aussi à établir les politiques et la réglementation relatives aux systèmes de transport de personnes et de marchandises, à apporter une aide financière aux organismes offrant des services de transport, à délivrer des permis de transport ou de location pour différents modes de transport et à gérer le Registre des propriétaires et exploitants de véhicules lourds.

3 147		365	11 951	
				2 524
				1 059
		6	6 106	
				134
		104	30 397	
				6 446
	353	343	271	
	 			1 626
3 147	 353	818	48 726	11 789
		353	104 353 343	6 6 106 104 30 397 353 343 271

Ce programme vise à fournir les divers services de direction, de soutien à la gestion des activités du Ministère et à assurer l'élaboration des plans de transport de personnes et de marchandises. Il vise aussi à favoriser l'expertise en soutenant les activités de recherche et de développement.

	398		66	471	16	
32			503	1 391	167 766 95	11 110
	332		 1 045	368	27	
32	730	_	 1 614	2 229	167 903	11 110

#### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

	CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDI	TS UTILISÉS	
		INVESTIS	SSEMENTS	DÉPENSES néce	essitant des crédits
PROGRAMMES Éléments	_	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	_Fonctionnement_
TOTAL DU PORTEFEUILLE Votés	936 354		29 302	111 987	323 768
Permanents Amortissement des immobilisations Consommation de stocks	137				10
TOTAL	936 491	-	29 302	111 987	323 778

<sup>(1)</sup> La dépense de rémunération inclut une somme de 10 628 k\$ à l'égard du traitement de 100 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES					
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL			
Rémunération	111 987		111 987			
Fonctionnement	323 778	22 899	346 677			
Créances douteuses et autres provisions	32		32			
Transfert	246 602		246 602			
Affectation à un fonds spécial	3 147		3 147			
Service de la dette						
	685 546	22 899	708 445			

	CRÉDITS UTI	LISÉS (suite)		=	CRÉDITS N	ON UTILISÉS (EX	(CÉDENTS)	DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉ	PENSES nécessita	int des crédits (suite)	)		SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
32	246 602	3 147			1 967	3 047	216 534 95	21 840 1 059
32	246 602	3 147			1 967	3 047	216 629	22 899

#### **ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES**

PROGRAMMES		CRÉDITS INITIAUX					
	Votés et permanents	Votés au cours d'ar	nnées antérieures				
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an				
Programme 1 - Infrastructures et systèmes de transport Votés Permanents	684 138	361					
	684 138	361					
Programme 2 - Administration et services corporatifs							
Votés Permanents	251 942 137	23					
	252 079	23					
TOTAL DU PORTEFEUILLE							
Votés Permanents	936 080 137	384					
	936 217	384					

	CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES		+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				7 458				691 958
				7 458				691 958
				(7 568)				244 396 137
				(7 568)				244 534
				(110)				936 354 137
	<u> </u>			(110)				936 491

#### DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

(crimmers de donars)					
PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT			
		Entreprises	Établissements de santé et de + services sociaux +		
Programme 1 - Infrastructures et systèmes de transport	•				
Aide à l'adaptation des véhicules pour personnes handicapées	8 500				
Aide financière au réseau routier local	35 950				
Entretien du réseau routier	950				
Société des Traversiers du Québec	89 328				
Transport aérien	2 895	1 441			
Transport en commun: transport adapté aux personnes handicapées	79 714				
Transport ferroviaire	1 974	1 974			
Transport maritime	4 852				
Transport terrestre	21 709	6 852			
Total du programme 1	245 872	10 267			
Programme 2 - Administration et services corporatifs					
Aide à la recherche et au développement liée aux transports	332				
Autres	400	16	-		
Total du programme 2	732	16			
Total des crédits et dépenses	246 604	10 283			

		DÉP	ENSES DE TRANSFER	RT (suite)		
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	Organismes à but + non lucratif	+ Personnes	Organismes et entreprises du gouvernement	Total = 2014	Total 2013
				8 500	8 500	8 484
	35 950				35 950	6 783
	950				950	1 214
				89 328	89 328	90 126
	401	187	866		2 895	3 361
	79 712	3			79 714	93 480
					1 974	1 745
	4 722	130			4 852	4 905
	2 833	12 024			21 709	18 640
	124 568	12 344	866	97 828	245 872	228 737
118		214			332	1 105
14	29	338		1	398	400
131	29	552		1	730	1 505
131	124 597	12 896	866	97 829	246 602	230 242

## DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

### Année financière terminée le 31 mars 2014 (en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE	TRANSFERT
		2014	2013
Rémunération	43 971	43 969	32 238
Fonctionnement	45 359	45 359	50 765
Capital	14 198	14 198	18 353
Intérêt	1 773	1 773	4 754
Support	141 304	141 304	124 133
TOTAL DU PORTEFEUILLE	246 604	246 602	230 242

### DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATIO	ON À UN FONDS SPÉCIAL
		2014	2013
Capital	2 819	2 819	310
Intérêt	328	328	127
TOTAL DU PORTEFEUILLE	3 147	3 147	437

TRAVAIL

#### REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

### Année financière terminée le 31 mars 2014 (en milliers de dollars)

(en milliers de dollars)		
	2014	2013
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	8	6
	8	6
Recouvrements		
Divers	46	20
	46	20
Total des revenus divers	54	26
Total des revenus autonomes	54	26
Total des tovellas autonomes		
Total des revenus	54	26

Note: Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

TRAVAIL CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

(en millers de dollars)					
PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Travail					
Votés	40 551	35 911	303	4 337	
Permanents	1			1	
Ne nécessitant pas de crédits		134			
	40 551	36 045	303	4 337	
	40.554	20.045	200	4.007	_
	40 551	36 045	303	4 337	
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	40 551	35 911	303	4 337	
Permanents	1			1	
Ne nécessitant pas de crédits		134			
	40 551	36 045	303	4 337	-
Dépenses	36 987	36 045		1 076	
Prêts, placements, avances et autres	1 571			1 571	
Immobilisations	1 993		303	1 690	
	40 551	36 045	303	4 337	_

#### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

# Année financière terminée le 31 mars 2014 (en milliers de dollars)

Affectation à un fonds spécial

Service de la dette

	CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS					
		INVESTIS	SSEMENTS		essitant des crédits			
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement			
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice		Travail						
Relations du travail	24 788		160	8 863	5 221			
Permanents(1) Amortissement des immobilisations	1							
Commission de l'équité salariale     Amortissement des immobilisations     Consommation de frais payés d'avance	8 582		143	6 302	1 998			
Contribution financière du ministère du Travail     à la Commission des relations du travail	7 181							
TOTAL (1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre	40 551 A-6.001).		303	15 164	7 219			
TOTAL DU PORTEFEUILLE								
Votés Permanents Amortissement des immobilisations Consommation de frais payés d'avance	40 551 1		303	15 164	7 219			
TOTAL	40 551		303	15 164 <sup>(1)</sup>	7 219			
(1) La dépense de rémunération inclut une somme d	e 2 235 k\$ à l'égard du	u traitement de 20 ha	uts fonctionnaires et m	embres du personnel-	cadre.			
SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGO	RIES			DÉPENSES				
				NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	TOTAL			
Rémunération Fonctionnement			15 164 7 219	134	15 164 7 352			
Créances douteuses et autres provisions Transfert			6 715		6 715			

6 813

35 911

6 813

36 045

134

CRÉDITS UTILISÉS (suite)			=	CRÉDITS N	ON UTILISÉS (E)	(CÉDENTS)	DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	
DÉPE	ENSES nécessitar	nt des crédits (suite)			SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à élaborer, mettre en oeuvre, surveiller l'application et coordonner l'exécution des politiques et des mesures en matière de conditions minimales de travail, de relations du travail et d'équité salariale.

	0.745				440	0.444	
	6 715				418	3 411	
						1	00
							62
					133	7	
					.00	·	66
							6
							· ·
		6 813				368	
					<u> </u>		
-	6 715	6 813	-	-	551	3 787	134
	0.745	0.040			554	0.700	
	6 715	6 813			551	3 786	
						1	100
							128
				-	. <u></u> -		6
-	6 715	6 813	_	-	551	3 787	134

#### **ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES**

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX				
	Votés et permanents	Votés au cours d'ar	nnées antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an		
Programme 1 - Travail  Votés  Permanents	33 993 1				
	33 994				
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés Permanents	33 993 1				
	33 994				

	CRÉDITS COMPLÉMENTAIR	ES	+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				6 558				40 551 1
				6 558				40 551
				6 558				40 551
				6 558				40 551

#### DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

(en miliera de dollara)					
PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT			
		Établissements de santé et de Entreprises + services sociaux +			
Programme 1 - Travail					
Lutte contre la criminalité dans l'industrie de la construction	1 200				
Lutte contre le travail au noir et l'évasion fiscale dans l'industrie de la construction	5 347				
Autres	325				
Total du programme 1	6 872				
Total des crédits et dépenses	6 872	<u> </u>			

				DÉP	ENS	SES DE TRANSFER	tT (su	uite)			
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+_	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2014	Total 2013
								1 200		1 200	3 226
								5 228		5 228	7 500
				288			_			288	294
				288			_	6 428		6 715	11 020
	_			288			_	6 428	_	6 715	11 020

## DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

### Année financière terminée le 31 mars 2014 (en milliers de dollars)

<u> </u>			
	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES I	DE TRANSFERT
		2014	2013
Rémunération	6 237	6 237	8 501
Fonctionnement	191	191	2 225
Support	444	288	294
TOTAL DU PORTEFEUILLE	6 872	6 715	11 020

### DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

<u> </u>			
	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION	ON À UN FONDS SPÉCIAL
		2014	2013
Rémunération	5 530	5 246	5 584
Fonctionnement	1 651	1 567	1 669
TOTAL DU PORTEFEUILLE	7 181	6 813	7 253

4. COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

#### REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

(en millers de dollars)				
	Revenus divers +	Transferts du gouvernement fédéral =	TOTAL 2014	TOTAL 2013
ASSEMBLÉE NATIONALE				
Revenus autonomes de l'Assemblée nationale	845		845	157
Total du portefeuille	845	<u> </u>	845	157
AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE				
Fonds de stimulation de l'infrastructure				986
Infrastructures 2005		7 947	7 947 <sup>(1)</sup>	19 030
Infrastructures 2008		85 802	85 802	83 288
Total du portefeuille		93 748	93 748	103 304
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION				
Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches	6 421		6 421	5 690
Financement des programmes de gestion des risques agricoles		118 440	118 440 <sup>(2)</sup>	135 887
Financement du programme d'aide ponctuelle aux éleveurs de chevaux Standardbred	121		121	
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2 730		2 730	2 673
Total du portefeuille	9 272	118 440	127 712	144 250
CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE				
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	85		85	369
Total du portefeuille	85		85	369
CONSEIL EXÉCUTIF				
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	66		66	131
Total du portefeuille	66	<u> </u>	66	131
CULTURE ET COMMUNICATIONS				
Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	1 800		1 800	1 864
Financement des unités autonomes de service	1 025		1 025	1 109
Fonds de stimulation de l'infrastructure		129	129	3 571
Infrastructures 2008		9 986	9 986 <sup>(3)</sup>	650
Soutien à l'orchestre symphonique de Montréal	8 500		8 500	8 500
Total du portefeuille	11 324	10 114	21 439	15 694

<sup>(1)</sup> La diminution s'explique principalement par le fait que certains projets de moindre envergure, approuvés dans le cadre de l'entente Canada-Québec relative au Fonds sur l'infrastructure municipale rurale (FIMR), n'ont pu être terminés le 31 mars 2014. Le décret numéro 219-2014 reporte la date de fin de l'entente au 31 mars 2015.

<sup>(2)</sup> La diminution s'explique principalement par la baisse des réclamations des producteurs agricoles relatives aux programmes Agri-stabilité et Agri-protection.

<sup>(3)</sup> L'augmentation s'explique principalement par la réalisation des travaux d'agrandissement du Musée national des beaux-arts du Québec dans le cadre du volet Grands projets du Fonds Chantiers Canada de l'Entente Canada-Québec sur l'infrastructure.

#### REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

(en miliers de donars)				
	Revenus divers +	Transferts du gouvernement fédéral =	TOTAL 2014	TOTAL 2013
DEVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT, FAUNE ET PARCS				
Financement des unités autonomes de service	2 274		2 274	2 445
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2 620	867	3 487	1 911
Total du portefeuille	4 895	867	5 761	4 356
ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT				
Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde		28 776	28 776	20 948
Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis		9 983	9 983 (4)	29 529
Formation dans les pénitenciers fédéraux		4 063	4 063	5 614
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	28	1 365	1 393	1 060
Total du portefeuille	28	44 187	44 216	57 151
EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE				
Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés		7 997	7 997	9 595
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	141		141	189
Total du portefeuille	141	7 997	8 138	9 784
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE, SCIENCE ET TECHNOLOGIE				
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	340	6 300	6 640	
Programme d'infrastructure du savoir		2 806	2 806 (5)	25 193
Total du portefeuille	340	9 106	9 446	25 193
FINANCES ET ÉCONOMIE				
Application de l'Entente relative au transfert des revenus d'une partie de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et d'un montant additionnel prévu en vertu de la loi C-66		463 550	463 550	463 550
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	430		430	671
Total du portefeuille	430	463 550	463 980	464 221
IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES				
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	3 396		3 396	4 594
Total du portefeuille	3 396		3 396	4 594
JUSTICE				
Application de l'Accord relatif à la Loi sur les contraventions		544	544	543
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux				10
Total du portefeuille	<del>-</del> .	544	544	553
RELATIONS INTERNATIONALES, FRANCOPHONIE ET COMMERCE EXTÉRIEUR				
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 034		1 034	225
Total du portefeuille	1 034		1 034	225

<sup>(4)</sup> La diminution s'explique notamment par le financement des dépenses qui sont moins élevées en 2013-2014.

<sup>(5)</sup> La diminution s'explique par la fin de l'Entente Canada-Québec relative au Programme d'infrastructure du savoir.

#### REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

(en miliero de dollaro)		T ( )		
	Revenus divers +	Transferts du gouvernement fédéral =	TOTAL 2014	TOTAL 2013
RESSOURCES NATURELLES				
Accessibilité aux terres de l'État à vocations faunique et multiressources	224		224	
Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers				193
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	507		507	2 756
Maintien de l'accessibilité aux terres du domaine de l'État à vocations faunique et multiressources				7 393
Total du portefeuille	731		731	10 342
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX				
Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile	86 524		86 524 (6)	111 541
Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	29 633		29 633	29 876
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	22 165		22 165	22 146
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	107	6 983	7 089	9 929
Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	16 599		16 599	16 578
Total du portefeuille	155 028	6 983	162 011	190 070
SÉCURITÉ PUBLIQUE				
Administration de la Loi sur les armes à feu		5 354	5 354	5 510
Financement des unités autonomes de service	3 124		3 124	3 701
Financement du programme conjoint de protection civile		358	358	598
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	3 000	E4 460	3 000	2 984
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 193	51 463	52 656	43 561
Total du portefeuille	7 317	57 175	64 492	56 353
TRANSPORTS				
Financement des infrastructures ferroviaires				7 466
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	(230)	436	206	631
Total du portefeuille	(230)	436	206	8 097
TRAVAIL				
Financement du bureau d'évaluation médicale	2 532		2 532	2 413
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	361		361	242
Total du portefeuille	2 893		2 893	2 654
TOTAL	197 595	813 148	 1 010 743	1 097 498
=		310 140		

<sup>(6)</sup> La diminution s'explique principalement par l'amélioration du bilan routier.

#### DÉPENSES PAR MISSIONS POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

(	minoro do donaro,			
		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	+	ÉDUCATION ET CULTURE +
	ASSEMBLÉE NATIONALE			
1	Revenus autonomes de l'Assemblée nationale			
	•			
	Total du portefeuille			
	AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE			
2	Fonds de stimulation de l'infrastructure			
3 4	Infrastructures 2005 Infrastructures 2008			
7				
	Total du portefeuille			
	AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION			
5	Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches			
6 7	Financement des programmes de gestion des risques agricoles Financement du programme d'aide ponctuelle aux éleveurs de chevaux Standardbred			
8	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux			
	Total du portefeuille	_		
	CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE			
9	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux			
	Total du portefeuille	-		-
	CONSEIL EXÉCUTIF			
10	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux			
	Total du portefeuille			_
	CULTURE ET COMMUNICATIONS			
11	Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement			1 800
12	des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics Financement des unités autonomes de service			4.005
	Fonds de stimulation de l'infrastructure			1 025 129
14	Infrastructures 2008			9 986
15	Soutien à l'orchestre symphonique de Montréal			8 500
	Total du portefeuille			21 439
	DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT, FAUNE ET PARCS			
16	Financement des unités autonomes de service			
17	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux			
	Total du portefeuille			
	ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT			
	Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde			28 776
19	Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis			9 983
20	Formation dans les pénitenciers fédéraux			4 063
21	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux			1 393
	Total du portefeuille			44 216

ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +	SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	GOUVERNE ET + JUSTICE	TOTAL = 2014	TOTAL 2013
		0.15	0.45	4
		845	845	1571
		<u>845</u>	845_	157_
				986 2
7 947			7 947	19 030 3
85 802			85 802	83 288 4
93 748			93 748	103 304
6 421			6 421	5 690 5
118 440			118 440	135 887 6
121 2 730			121 2 730	7 
127 712			127 712	144 250
		85	85	369 9
		85	85	369
		66	66	131 10
		66	66	131
			1 800	1 864 11
			1 025	1 109 12
			129	3 571 13
			9 986 8 500	650 14 8 500 15
			21 439	15 694
2 274 3 487_			2 274 3 487	2 445 16 1 911 17
5 761			5 761	4 356
				4000
			28 776 9 983	20 948 18 29 529 19
			4 063	5 614 20
			1 393	1 060 21
			44 216	57 151

#### DÉPENSES PAR MISSIONS POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	+	ÉDUCATION ET CULTURE +
	EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE			
22	Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés			
23	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux			
	Total du portefeuille			
	ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE, SCIENCE ET TECHNOLOGIE			
24	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux			6 640
25	Programme d'infrastructure du savoir			
	Total du portefeuille			6 640
	FINANCES ET ÉCONOMIE			
26	Application de l'Entente relative au transfert des revenus d'une partie de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et d'un montant additionnel prévu en vertu de la loi C-66			
27	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux			
	Total du portefeuille			
	IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES			
28	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux			3 396
	Total du portefeuille			3 396
	JUSTICE			
29	Application de l'Accord relatif à la Loi sur les contraventions			
30	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux			
	Total du portefeuille			
	RELATIONS INTERNATIONALES, FRANCOPHONIE ET COMMERCE EXTÉRIEUR			
31	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux			
	Total du portefeuille			
	RESSOURCES NATURELLES			
32	Accessibilité aux terres de l'État à vocations faunique et multiressources			
33	Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers			
34	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux			
35	Maintien de l'accessibilité aux terres du domaine de l'État à vocations faunique et multiressources			
	Total du portefeuille	-		_
	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX			
36	Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile	86 524		
37	Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	29 633		
38	Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	22 165		
39 40	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	7 089		
40	Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	16 599		
	Total du portefeuille	162 011		<u>-</u>

ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +	SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	GOUVERNE ET + JUSTICE	TOTAL = 2014	TOTAL 2013	
	7 997		7 997	9 595	22
141			141	189	23
141_	7 997		8 138	9 784	
			6 640		24
2 806			2 806	25 193	25
2 806			9 446	25 193	
463 550			463 550	463 550	26
84		346	430	671	27
463 634		346	463 980	464 221	
			3 396	4 594	28
	_		3 396	4 594	
		544	544	543	29
				10	30
	_	544	544	553	
1 034			1 034	225	31
1 034	_		1 034	225	
224			224		32
				193	33
507			507	2 756	34
				7 393	35
731	_		731	10 342	
			86 524	111 541	36
			29 633	29 876	37
			22 165	22 146	38
			7 089 16 599	9 929 16 578	39 40
			162 011	190 070	40
			.02 011		

#### DÉPENSES PAR MISSIONS POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	+	ÉDUCATION ET CULTURE	+
	SÉCURITÉ PUBLIQUE				
41	Administration de la Loi sur les armes à feu				
42	Financement des unités autonomes de service				
43	Financement du programme conjoint de protection civile				
44	Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques				
45	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux				
	Total du portefeuille		_		
	TRANSPORTS				
46	Financement des infrastructures ferroviaires				
47	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux				
	Total du portefeuille		_	-	
	TRAVAIL				
48	Financement du bureau d'évaluation médicale				
49	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux				
	Total du portefeuille	_		_	
	TOTAL	162 011	_	75 691	

ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +	SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES +	GOUVERNE ET JUSTICE	TOTAL = 2014	TOTAL 2013
		5 354	5 354	5 510 41
		3 124	3 124	3 701 42
		358	358	598 43
		3 000	3 000	2 984 44
		52 656	52 656	43 561 45
	<u> </u>	64 492	64 492	56 353
				7 466 46
206			206	631 47
206	_	_	206	8 097
		2 532	2 532	2 413 48
		361	361	2413 46
		-		
	<del>-</del> -	2 893	2 893	2 654
695 773	7 997	69 271	1 010 743	1 097 498

#### DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

		TRANSFERT	+
	ASSEMBLÉE NATIONALE		
1	Revenus autonomes de l'Assemblée nationale		
	Total du portefeuille	_	
	AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE		
2	Fonds de stimulation de l'infrastructure		
3	Infrastructures 2005	7 947	
4	Infrastructures 2008	84 076	
	Total du portefeuille	92 023	
	AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION		
5	Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches	6 421	
6	Financement des programmes de gestion des risques agricoles	117 668	
7 8	Financement du programme d'aide ponctuelle aux éleveurs de chevaux Standardbred	121	
0	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	814	
	Total du portefeuille	125 024	
	CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE		
9	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
	Total du portefeuille		
	CONSEIL EXÉCUTIF		
10	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
	Total du portefeuille	-	
	CULTURE ET COMMUNICATIONS		
11	Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics		
12	Financement des unités autonomes de service		
	Fonds de stimulation de l'infrastructure	129	
	Infrastructures 2008	9 986	
15	Soutien à l'orchestre symphonique de Montréal	8 500	
	Total du portefeuille	18 614	
	DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT, FAUNE ET PARCS		
	Financement des unités autonomes de service		
17	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	203	
	Total du portefeuille	203	
	ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT		
	Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	28 417	
	Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'Ecole des Naskapis Formation dans les pénitenciers fédéraux	9 983	
	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	4 063 1 365	
	Total du portefeuille	43 829	
	rotal du porteleuille	40 020	

RÉMUNÉRATION +	FONCTIONNEMENT =	TOTAL 2014	TOTAL 2013
REMONERATION +	FONCTIONNEMENT =	2014	2013
119	726	845	157
119	726	845	157
			986
543	1 182	7 947 85 802	19 030 83 288
543	1 182	93 748	103 304
		6 421	5 690
464	308	118 440 121	135 887
53 <b>518</b>	1 862 <b>2 170</b>	2 730 127 712	2 673 144 250
<u> </u>	2170	ILITIE	144 200
	85	85	369
	85	85	369
	66	66	1311
<del>-</del> -	66	66	131_
930	869	1 800	1 864 1
666	359	1 025	1 109 1
		129 9 986	3 571 1 650 1
1 596	1 228	8 500 21 439	8 500 1 15 694
272 1 364	2 003 1 920	2 274 3 487	2 445 1 1 911 1
1 635	3 923	5 761	4 356
195	164	28 776	20 948 1
		9 983 4 063	29 529 1 5 614 2
195	28 192	1 393 44 216	1 060 2 57 151
	.02	77 210	0. 101

#### DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

	TRANSFERT
EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE	
2 Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés	7.007
3 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	7 997
Total du portefeuille	7 997
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE, SCIENCE ET TECHNOLOGIE	
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	6 453
Programme d'infrastructure du savoir	2 806
Total du portefeuille	9 258
FINANCES ET ÉCONOMIE	
d'un montant additionnel prévu en vertu de la loi C-66	463 550
7 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
	463 550
Total du portefeuille	400 000
IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
Total du portefeuille	
JUSTICE	
Application de l'Accord relatif à la Loi sur les contraventions	
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
Total du portefeuille	-
RELATIONS INTERNATIONALES, FRANCOPHONIE ET COMMERCE EXTÉRIEUR	
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
Total du portefeuille	
RESSOURCES NATURELLES	
2 Accessibilité aux terres de l'État à vocations faunique et multiressources	
Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers	
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
Maintien de l'accessibilité aux terres du domaine de l'État à vocations faunique et multiressources	
Total du portefeuille	<u> </u>
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	
Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile	86 524
Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	29 633
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	19 932
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	6 291
Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	9 534
Total du portefeuille	151 914

RÉMUNÉRATION +	FONCTIONNEMENT	TOTAL = 2014	TOTAL 2013	
TEMORETO TION	I GIVO HOLIVENTENT			
		7 997	9 595	22
82 82	59 <b>59</b>	8 138	189 9 784	23
	_			
	188	6 640 2 806	25 193	24 25
	188	9 446	25 193	20
		463 550	463 550	26
	400			
	430 430	430 463 980	671 <b>464 221</b>	27
1 720	1 676	3 396	4 594	28
1 720	1 676	3 396	4 594	
	544	544	543 10	29 30
<del></del>	544	544	553	
	1 034	1 034	225	31
	1 034	1 034	225	
	224	224	193	32 33
(2)	509	507	2 756 7 393	34 35
(2)	733	731	10 342	
		86 524	111 541	36
		29 633	29 876	37
211	2 022	22 165	22 146	38
221 44	578 7 020	7 089 16 599	9 929 16 578	39 40
477	9 620	162 011	190 070	

#### DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

		TRANSFERT	+
	SÉCURITÉ PUBLIQUE		
41	Administration de la Loi sur les armes à feu		
42	Financement des unités autonomes de service		
43	Financement du programme conjoint de protection civile	358	
44	Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques		
45	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	36 037	
	Total du portefeuille	36 394	
	TRANSPORTS		
46	Financement des infrastructures ferroviaires		
47	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
	Total du portefeuille		
	TRAVAIL		
48	Financement du bureau d'évaluation médicale		
49	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
	Total du portefeuille		
	TOTAL	948 807	

RÉMUNÉRATION +	FONCTIONNEMENT	=	TOTAL 2014	TOTAL 2013
4 484	870		5 354	5 510
2 590	534		3 124	3 701
			358	598
2 592	408		3 000	2 984
6 044	10 576		52 656	43 561
15 710	12 387		64 492	56 353
				7 466
	206		206	631
	206		206	8 097
1 151	1 381		2 532	2 413
198	163		361	242
1 350	1 543		2 893	2 654
23 943	37 994		1 010 743	1 097 498



# FONDS SPÉCIAUX

1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

#### RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

#### Année financière terminée le 31 mars 2014

Le Parlement autorise le ministre ou l'organisme responsable d'un fonds spécial, par l'approbation des prévisions annuelles de dépenses et d'investissements du fonds spécial conformément à l'article 48 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), à effectuer des dépenses et des investissements à même les sommes portées au crédit du fonds spécial. Cette approbation se fait dans le cadre de l'adoption de lois sur les crédits ou de lois particulières, notamment lors de la constitution d'un fonds spécial. L'approbation ne vaut que pour l'année financière sur laquelle portent les prévisions.

À la fin de l'année financière, pour chacun des fonds spéciaux, l'écart entre les dépenses et les investissements réellement effectués et les sommes approuvées par le Parlement pour cette année financière est constaté. Tout solde inutilisé d'une somme approuvée de dépenses ou d'investissements est périmé. Toute somme excédentaire de dépenses ou d'investissements d'un fonds spécial sur les prévisions approuvés à cet égard est soumise à l'approbation du Parlement, lors de l'adoption des prévisions de ce fonds pour l'année financière suivant celle où cet excédent a été constaté. Chacun des excédents constatés doit faire l'objet d'un rapport dans les comptes publics conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière.

Pour l'année financière terminée le 31 mars 2014, des excédents de dépenses et d'investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées ont été constatés pour les fonds suivants :

Portefeuilles ministériels et fonds spéciaux (en milliers de dollars)	Dépenses	Investissements
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire Fonds de développement régional	4 055	_
Conseil du trésor et Administration gouvernementale Fonds relatif à certains sinistres	_	3 344
Enseignement supérieur, Recherche, Science et Technologie Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	12 811	_
Finances et Économie		
Fonds de partenariat touristique	4 960	836
Fonds du développement économique	15 670	_
Fonds relatif à l'administration fiscale	23 758	_

Portefeuilles ministériels et fonds spéciaux (en milliers de dollars)	Dépenses	Investissements
Justice		
Fonds du Tribunal administratif du Québec	820	_
Ressources naturelles		
Fonds d'information sur le territoire	_	4 207
Santé et services sociaux		
Fonds de financement des établissements de santé		
et de services sociaux	64 373	_
Sécurité publique		
Fonds des services de police	6 700	_
Transports		
Fonds de gestion de l'équipement roulant	559	4 724
Travail		
Fonds de la Commission des lésions professionnelles	1 128	365

Le sous-ministre des Finances,

Le contrôleur des finances,

Luc Monty

Québec, le 16 octobre 2014

Simon-Pierre Falardeau, CPA, CA

2. RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX

#### AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

#### RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

(en millers de dollars)			
	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds de développement régional	40 000	44 055	(4 055)
	40 000	44 055	(4 055)
Investissements			
Fonds de développement régional			
	-	-	-

#### AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

### FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	37 041	41 074	55 207
Autres revenus	2 959	2 980	2 959
Total des revenus	40 000	44 055	58 166
Dépenses			
Dépenses	40 000	44 055	58 166
Total des dépenses	40 000	44 055	58 166
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début			
Surplus (déficit) cumulé à la fin			
Investissements			

#### CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

#### RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

(CIT ITIMICIS de dollars)			
	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds relatif à certains sinistres	12 675	580	
	12 675	580	
Investissements			
Fonds relatif à certains sinistres		3 344	(3 344)
		3 344	(3 344)

#### CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

### FONDS RELATIF À CERTAINS SINISTRES RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

(en minero de denaro)			
	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	475	580	581
Autres revenus	12 200		12 200
Total des revenus	12 675	580	12 781
Dépenses			
Dépenses	12 675	580	12 781
Total des dépenses	12 675	580	12 781
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début			
Surplus (déficit) cumulé à la fin			
Investissements		3 344	5 102

#### **CULTURE ET COMMUNICATIONS**

#### RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

(en milliers de dollars)			
	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds du patrimoine culturel québécois	20 992	12 657	
	20 992	12 657	
Investissements			
Fonds du patrimoine culturel québécois			

#### **CULTURE ET COMMUNICATIONS**

### FONDS DU PATRIMOINE CULTUREL QUÉBÉCOIS RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

(cri milicia de dollara)			
	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	15 634	15 713 (1)	10 224
Total des revenus	15 634	15 713	10 224
Dépenses			
Dépenses	20 992	12 657	13 778
Total des dépenses	20 992	12 657	13 778
Surplus (déficit) de l'exercice	(5 358)	3 056	(3 555)
Surplus (déficit) cumulé au début	16 156	21 280	24 835
Surplus (déficit) cumulé à la fin	10 799	24 336	21 280
Investissements	-	-	-

<sup>(1)</sup> Cette somme inclut 15 500 k\$ provenant de la taxe sur le tabac (10 000 k\$ en 2013).

#### DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT, FAUNE ET PARCS

#### RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

(en miliera de dollara)			
	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds vert	448 218	344 283	
	448 218	344 283	
Investissements			
Fonds vert	6 582	6 108	
	6 582	6 108	

#### DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT, FAUNE ET PARCS

### FONDS VERT RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

(CIT TIMILETS de dellars)			
	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	360 808	356 973	338 946
Total des revenus	360 808	356 973	338 946
Dépenses			
Dépenses	448 218	344 283	392 874
Total des dépenses	448 218	344 283	392 874
Surplus (déficit) de l'exercice	(87 410)	12 689	(53 928)
Surplus (déficit) cumulé au début	383 407	498 603	552 531
Surplus (déficit) cumulé à la fin	295 997	511 293	498 603
Investissements	6 582	6 108	4 198

<sup>(1)</sup> Cette somme inclut 217 271 k\$ provenant de droits d'émission de gaz à effet de serre (200 035 k\$ en 2013) et 123 476 k\$ provenant d'autres droits et de permis (117 662 k\$ en 2013).

#### **ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT**

#### RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

(en miliera de dollara)			
	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	72 380	52 608	
	72 380	52 608	
Investissements			
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique			

#### **ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT**

### FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DU SPORT ET DE L'ACTIVITÉ PHYSIQUE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

(en miliers de dollars)			
	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	60 070	56 790 (1)	65 336
Total des revenus	60 070	56 790	65 336
Dépenses			
Dépenses	72 380	52 608	53 011
Total des dépenses	72 380	52 608	53 011
Surplus (déficit) de l'exercice	(12 310)	4 183	12 325
Surplus (déficit) cumulé au début	134 448	171 460	159 135
Surplus (déficit) cumulé à la fin	122 139	175 643	171 460
	_	_	_
Investissements			

<sup>(1)</sup> Cette somme inclut 55 000 k\$ provenant de la taxe sur le tabac (52 000 k\$ en 2013).

#### RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

(cir milicio de dollaro)			
	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	23 256	23 019	-
Fonds de développement du marché du travail	1 078 615	1 049 098	-
Fonds des biens et des services	96 834	85 908	_
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	17 993	15 787	-
Fonds québécois d'initiatives sociales	30 315	26 691	
	1 247 013	1 200 504	
Investissements			
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	-	-	-
Fonds de développement du marché du travail	-	-	-
Fonds des biens et des services	7 318	2 805	-
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	14 268	9 865	-
Fonds québécois d'initiatives sociales			
	21 586	12 670	

### FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	3 690	3 722	5 772
Autres revenus	19 000	19 215	18 782
Total des revenus	22 690	22 937	24 554
Dépenses			
Dépenses	23 256	23 019	24 183
Total des dépenses	23 256	23 019	24 183
Surplus (déficit) de l'exercice	(566)	(83)	371
Surplus (déficit) cumulé au début	1 680	2 278	1 907
Surplus (déficit) cumulé à la fin	1 115	2 195	2 278
Investissements	-	-	-

### FONDS DE DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ DU TRAVAIL RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

(cri milicio de dollaro)			
	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	945 695	1 012 308	1 048 894
Autres revenus	97 343	18 138_ (1)	19 070
Total des revenus	1 043 038	1 030 446	1 067 964
Dépenses			
Dépenses	1 078 615	1 049 098	1 059 950
Total des dépenses	1 078 615	1 049 098	1 059 950
Surplus (déficit) de l'exercice	(35 577)	(18 652)	8 014
Surplus (déficit) cumulé au début	35 594	48 804	40 790
Surplus (déficit) cumulé à la fin	16	30 151	48 804
Investissements		<u> </u>	

<sup>(1)</sup> Cette somme inclut 1 173 k\$ provenant de permis de qualification (1 058 k\$ en 2013).

#### FONDS DES BIENS ET DES SERVICES RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

#### Année financière terminée le 31 mars 2014

(en milliers de dollars)

93 103 93 103 4 608 25 628 30 236
93 103 4 608 25 628
<b>93 103</b> 4 608
93 103
97 711
37 801
59 910
RÉELS 2013

Note: Le fonds, constitué en vertu de la Loi visant l'optimisation de l'action gouvernementale en matière de prestation de services aux citoyens et aux entreprises (L.Q. 2013, chapitre 4), résulte de la fusion de Services Québec et du Fonds de fournitures de biens ou de services du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Les dispositions de cette loi sont en vigueur depuis le 1er avril 2013.

## FONDS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DU MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	17 626	12 252	17 107
Autres revenus	367	3 535	878
Total des revenus	17 993	15 787	17 985
Dépenses			
Dépenses	17 993	15 787	17 985
Total des dépenses	17 993	15 787	17 985
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début			
Surplus (déficit) cumulé à la fin			
Investissements	14 268	9 865	9 989

### FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	25 893	18 893	25 907
Autres revenus		745	148
Total des revenus	25 893	19 637	26 055
Dépenses			
Dépenses	30 315	26 691	26 484
Total des dépenses	30 315	26 691	26 484
Surplus (déficit) de l'exercice	(4 422)	(7 054)	(429)
Surplus (déficit) cumulé au début	7 089	8 090	8 519
Surplus (déficit) cumulé à la fin	2 667	1 037	8 090
Investissements			

#### ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE, SCIENCE ET TECHNOLOGIE

#### RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

(			
	PRÉVISIONS PRÉVISIONS	RÉELS 2014	EXCÉDENTS
Dépenses	00.500	05.407	(40.044)
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	22 596	35 407	(12 811)
	22 596	35 407	(12 811)
Investissements			
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires			
	-		

#### ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE, SCIENCE ET TECHNOLOGIE

### FONDS POUR L'EXCELLENCE ET LA PERFORMANCE UNIVERSITAIRES RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

(CIT TIMILETS de dollars)			
	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	25 000	25 000	20 000
Autres revenus			
Total des revenus	25 000	25 000	20 000
Dépenses			
Dépenses	22 596	35 407	11 833
Total des dépenses	22 596	35 407	11 833
Surplus (déficit) de l'exercice	2 404	(10 407)	8 167
Surplus (déficit) cumulé au début	3 841	21 167	13 000
Surplus (déficit) cumulé à la fin	6 245	10 760	21 167
Investissements	-	-	-

FAMILLE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

(critimicis de donars)			
	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds pour le développement des jeunes enfants			
Investissements			
Fonds pour le développement des jeunes enfants			

**FAMILLE** FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DES JEUNES ENFANTS RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

(ch miners de donars)			
	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	15 101	15 101 <sup>(1)</sup>	15 044
Total des revenus	15 101	15 101	15 044
Dépenses			
Dépenses			10 000
Total des dépenses			10 000
Surplus (déficit) de l'exercice	15 101	15 101	5 044
Surplus (déficit) cumulé au début	12 610	12 610	7 566
Surplus (déficit) cumulé à la fin	27 711	27 711	12 610
Investissements			

<sup>(1)</sup> Cette somme inclut 15 000 k\$ provenant de la taxe sur le tabac (15 000 k\$ en 2013).

#### RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

(			
	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	EXCÉDENTS
Dépenses			(4)
Fonds de financement	1 723	1 670	_
Fonds de partenariat touristique	132 285	137 245	(4 960)
Fonds des générations	-	-	-
Fonds du Bureau de décision et de révision	1 951	1 749	-
Fonds du centre financier de Montréal	1 403	1 350	-
Fonds du développement économique	330 049	345 719	(15 670)
Fonds du développement nordique	64 025	34 440	-
Fonds relatif à l'administration fiscale	825 335	849 093	(23 758)
	1 356 770	1 371 267	(44 388)
Investissements			
Fonds de financement	-	-	-
Fonds de partenariat touristique	1 100	1 936	(836)
Fonds des générations	-	-	-
Fonds du Bureau de décision et de révision	67	16	-
Fonds du centre financier de Montréal	-	-	-
Fonds du développement économique	-	-	-
Fonds du développement nordique	-	-	-
Fonds relatif à l'administration fiscale			
	1 167	1 953	(836)

<sup>(1)</sup> Ces dépenses excluent celles relatives au service de la dette. Les prévisions du service de la dette ne sont pas soumises à l'approbation du Parlement.

### FONDS DE FINANCEMENT RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

(en milliers de dollars)			
	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	1 159 539	1 166 383	1 048 616
Total des revenus	1 159 539	1 166 383	1 048 616
Dépenses			
Dépenses	1 723	1 670	1 500
Service de la dette	1 134 272	1 126 851	1 018 922
Total des dépenses	1 135 995	1 128 521	1 020 422
Surplus (déficit) de l'exercice	23 544	37 862	28 194
Surplus (déficit) cumulé au début	334 455	355 486	309 780
Surplus (déficit) cumulé à la fin	357 999	393 349	337 974
	_	_	_
Investissements			

<sup>(1)</sup> Dans le cadre de la restructuration des activités du fonds, le surplus cumulé au début a été augmenté de 17 512 k\$ pour tenir compte du transfert, en 2013-2014, de prêts à Financement-Québec.

### FONDS DE PARTENARIAT TOURISTIQUE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

(en milliers de dollars)			
	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	58 309	64 537	63 028
Autres revenus	73 976	75 708 (1)	73 090
Total des revenus	132 285	140 245	136 118
Dépenses			
Dépenses	132 285	137 245	142 114
Total des dépenses	132 285	137 245	142 114
Surplus (déficit) de l'exercice	-	2 999	(5 996)
Surplus (déficit) cumulé au début		9 051	15 048
Surplus (déficit) cumulé à la fin		12 051	9 051
Investissements	1 100	1 936	1 077

<sup>(1)</sup> Cette somme inclut 48 816 k\$ provenant de la taxe sur l'hébergement (46 355 k\$ en 2013) et 22 500 k\$ provenant de la taxe de vente du Québec (22 500 k\$ en 2013).

### FONDS DES GÉNÉRATIONS RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

(en minero de dendio)			
	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	1 039 000	1 121 035	961 466
Total des revenus	1 039 000	1 121 035	961 466
Dépenses			
Dépenses	-	-	-
Total des dépenses			<u> </u>
Surplus (déficit) de l'exercice	1 039 000	1 121 035	961 466
Surplus (déficit) cumulé au début	5 456 000	5 238 353	4 276 887
Remboursement des emprunts venant à échéance	(1 000 000)	(1 000 000)	-
Affectation d'une partie du surplus cumulé du Fonds d'information sur le territoire		300 000	
Surplus (déficit) cumulé à la fin	5 495 000	5 659 388	5 238 353
Investissements	_	-	-
mreatisacinents			

### FONDS DU BUREAU DE DÉCISION ET DE RÉVISION RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

(cir milicia de dollara)			
	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	1 568	1 555 (1	1 497
Total des revenus	1 568	1 555	1 497
Dépenses			
Dépenses	1 951	1 749	1 643
Total des dépenses	1 951	1 749	1 643
Surplus (déficit) de l'exercice	(383)	(194)	(146)
Surplus (déficit) cumulé au début	3 243	3 342	3 487
Surplus (déficit) cumulé à la fin	2 859	3 147	3 342
Investissements	67	16	18

<sup>(1)</sup> Cette somme inclut 6 k\$ provenant de la tarification de droits, d'honoraires et d'autres frais afférents aux demandes entendues par le Bureau (8 k\$ en 2013).

## FONDS DU CENTRE FINANCIER DE MONTRÉAL RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

(en millers de dollars)			
	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	338	310	338
Autres revenus	832	817 (1)	1 070 (1)
Total des revenus	1 169	1 126	1 408
Dépenses			
Dépenses	1 403	1 350	1 500
Total des dépenses	1 403_	1 350	1 500
Surplus (déficit) de l'exercice	(233)	(224)	(92)
Surplus (déficit) cumulé au début	3 663	3 675	3 767
Surplus (déficit) cumulé à la fin	3 430	3 451	3 675
Investissements			

<sup>(1)</sup> Cette somme provient de la tarification des frais pour l'examen de demandes de certificat ou d'attestation.

## FONDS DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

	,	RÉELS	RÉELS
	PRÉVISIONS	2014	2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	229 680	224 444	65 978
Autres revenus	100 369	121 275	137 901
Total des revenus	330 049	345 719	203 880
Dépenses			
Dépenses	330 049	345 719	203 880
Total des dépenses	330 049	345 719	203 880
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	82 984	82 984	82 984
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	82 984	82 984	82 984
Gains (pertes) de réévaluation cumulé(e)s		(46 952)	(30 395)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	82 984	36 032	52 589
Investissements	-	-	_
investissements			

#### FONDS DU DÉVELOPPEMENT NORDIQUE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

### Année financière terminée le 31 mars 2014

(en milliers de dollars)

(en milliers de dollars)			
	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS (1) 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	69 000	57 053 <sup>(2)</sup>	55 555
Total des revenus	69 000	57 053	55 555
Dépenses			
Dépenses	64 025	34 440	21 629
Total des dépenses	64 025	34 440	21 629
Surplus (déficit) de l'exercice	4 975	22 613	33 926
Surplus (déficit) cumulé au début	32 451	62 926	29 000
Surplus (déficit) cumulé à la fin	37 426	85 539	62 926
	_	_	_
Investissements		<u> </u>	

<sup>(1)</sup> Les informations préliminaires publiées en 2012-2013 ont été modifiées pour refléter les informations finales du fonds pour l'exercice 2012-2013.

<sup>(2)</sup> Cette somme inclut 29 742 k\$ provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers (27 298 k\$ en 2013) et 16 293 k\$ provenant de l'impôt des sociétés (17 702 k\$ en 2013).

### FONDS RELATIF À L'ADMINISTRATION FISCALE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

(en milliers de dollars)			
	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	825 335	849 093 (1)	765 857
Total des revenus	825 335	849 093	765 857
Dépenses			
Dépenses	825 335	849 093	765 857
Total des dépenses	825 335	849 093	765 857
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début			
Surplus (déficit) cumulé à la fin			
Investissements	<u>-</u>	-	-
·-			

<sup>(1)</sup> Cette somme inclut 679 274 k\$ provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers (612 686 k\$ en 2013) et 169 819 k\$ provenant de l'impôt des sociétés (153 171 k\$ en 2013).

JUSTICE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

(en miliers de dollars)			
	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds Accès Justice	10 154	9 103	-
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	22 218	20 024	-
Fonds des registres du ministère de la Justice	21 861	17 799	-
Fonds du Tribunal administratif du Québec	33 239	34 060	(820)
	87 472	80 985	(820)
Investissements			
Fonds Accès Justice	-	-	-
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	75	6	-
Fonds des registres du ministère de la Justice	4 643	1 266	-
Fonds du Tribunal administratif du Québec	1 166	1 084	
	5 884	2 356	

JUSTICE

## FONDS ACCÈS JUSTICE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	2 728	2 580	2 928
Autres revenus	9 440	9 826	2 845
Total des revenus	12 168	12 407	5 773
Dépenses			
Dépenses	10 154	9 103	5 987
Total des dépenses	10 154	9 103	5 987
Surplus (déficit) de l'exercice	2 015	3 304	(214)
Surplus (déficit) cumulé au début	(679)	(214)	
Surplus (déficit) cumulé à la fin	1 335	3 090	(214)
Investissements	-	-	3

### JUSTICE

## FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	10	10 290	9 046
Autres revenus	12 585	4 249	3 815
Total des revenus	12 595	14 538	12 861
Dépenses			
Dépenses	22 218	20 024	19 927
Total des dépenses	22 218	20 024	19 927
Surplus (déficit) de l'exercice	(9 623)	(5 485)	(7 066)
Sulpius (deficit) de l'exercice	(9 023)	(0 400)	(7 000)
Surplus (déficit) cumulé au début	27 710	27 812	34 878
Surplus (déficit) cumulé à la fin	18 087	22 326	27 812
	75		
Investissements	75	6	44

### JUSTICE

## FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	28 600	32 481	30 254
Total des revenus	28 600	32 481	30 254
Dépenses			
Dépenses	21 861	17 799	18 657
Total des dépenses	21 861	17 799	18 657
Surplus (déficit) de l'exercice	6 739	14 682	11 598
Surplus (déficit) cumulé au début	79 422	82 841	71 244
Surplus (déficit) cumulé à la fin	86 161	97 524	82 841
Investissements	4 643	1 266	515

### JUSTICE

## FONDS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Investissements	1 166	1 084	743
Surplus (déficit) cumulé à la fin	3	10 282	8 776
Surplus (déficit) cumulé au début	1 853	8 776	9 596
Surplus (déficit) de l'exercice	(1 850)	1 506	(820)
Total des depenses	00 200		
Dépenses  Total des dépenses	33 239	34 060	32 902
Dépenses	33 239	34 060	32 902
Total des revenus	31 389	35 565	32 082
Autres revenus	19 756	22 934	20 152
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	11 633	12 632	11 930
Revenus			
	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
<u>,                                      </u>		_4	54

#### **RESSOURCES NATURELLES**

### RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

(or riminors as assume)			
	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds des ressources naturelles	585 411	540 034	-
Fonds d'information sur le territoire	119 161	108 912	
	704 571	648 946	
Investissements			
Fonds des ressources naturelles	18 497	6 638	-
Fonds d'information sur le territoire	49 336	53 543	(4 207)
	67 833	60 180	(4 207)

#### **RESSOURCES NATURELLES**

#### FONDS DES RESSOURCES NATURELLES RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

### Année financière terminée le 31 mars 2014

(en milliers de dollars)

(en millers de dollars)			
	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	182 905	211 369	257 077
Autres revenus	368 415	329 096 (1)	185 762
Total des revenus	551 320	540 465	442 839
Dépenses			
Dépenses	585 411	540 034	427 468
Total des dépenses	585 411	540 034	427 468
Surplus (déficit) de l'exercice	(34 091)	432	15 371
Surplus (déficit) cumulé au début	26 400	74 846	59 475
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(7 691)	75 278	74 846
Investissements	18 497	6 638	8 160

<sup>(1)</sup> Cette somme inclut 220 000 k\$ provenant de permis de ressources forestières (41 000 k\$ en 2013), 20 000 k\$ provenant de droits de ressources minières (20 000 k\$ en 2013) et 1 190 k\$ provenant de droits et de permis sur les hydrocarbures (0 \$ en 2013).

### RESSOURCES NATURELLES

## FONDS D'INFORMATION SUR LE TERRITOIRE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

(en millers de dollars)			
	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	145 283	160 623	144 502
Total des revenus	145 283	160 623	144 502
Dépenses			
Dépenses	119 161	108 912	101 019
Total des dépenses	119 161	108 912	101 019
Surplus (déficit) de l'exercice	26 122	51 711	43 483
Surplus (déficit) cumulé au début	366 240	672 884	629 401
Affectation d'une partie du surplus cumulé au bénéfice du Fonds des générations		(300 000)	
Surplus (déficit) cumulé à la fin	392 362	424 595	672 884
Investissements	49 336	53 543	37 968

### RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

(en immere de demons)			
	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux	1 449 000	1 513 373	(64 373)
Fonds de soutien aux proches aidants	14 880	-	-
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	54 870	48 403	-
Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie	20 000	10 000	
	1 538 750	1 571 775	(64 373)
Investissements			
Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux	-	-	-
Fonds de soutien aux proches aidants	-	-	-
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	2 550	409	-
Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie			
	2 550	409	

### FONDS DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

### Année financière terminée le 31 mars 2014

(en milliers de dollars)

(en milliers de dollars)			
	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	1 449 000	1 386 944 (1)	1 002 107
Total des revenus	1 449 000	1 386 944	1 002 107
Dépenses			
Dépenses	1 449 000	1 513 373	998 044
Total des dépenses	1 449 000	1 513 373	998 044
Surplus (déficit) de l'exercice	-	(126 429)	4 063
Surplus (déficit) cumulé au début	293	4 356	293
Surplus (déficit) cumulé à la fin	293	(122 073)	4 356
Investissements	_	_	_
mvesussements			

<sup>(1)</sup> Cette somme inclut 305 000 k\$ provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers (74 000 k\$ en 2013) et 645 000 k\$ provenant de la contribution santé (928 100 k\$ en 2013).

### FONDS DE SOUTIEN AUX PROCHES AIDANTS RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

(en miliers de dollars)			
	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	15 044	15 096 (1)	15 045
Total des revenus	15 044	15 096	15 045
Dépenses			
Dépenses	14 880		11 160
Total des dépenses	14 880		11 160
Surplus (déficit) de l'exercice	164	15 096	3 885
Surplus (déficit) cumulé au début	8 071	11 793	7 908
Surplus (déficit) cumulé à la fin	8 235	26 889	11 793
Investissements			

<sup>(1)</sup> Cette somme inclut 15 000 k\$ provenant de la taxe sur le tabac (15 000 k\$ en 2013).

# FONDS DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DU SECTEUR DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

(en milliers de dollars)			
	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	24 691	15 802	-
Autres revenus	30 179	32 629	10 950
Total des revenus	54 870	48 431	10 950
Dépenses			
Dépenses	54 870	48 403	11 176
Total des dépenses	54 870	48 403	11 176
Surplus (déficit) de l'exercice	-	29	(226)
Surplus (déficit) cumulé au début	6 195	7 033	7 259
Redressement des années antérieures			
Revenus	-	1 506	1 506
Dépenses		<u> </u>	-
Total des redressements des années antérieures	<del>-</del> -	1 506	1 506
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	6 195	8 539	8 764
Surplus (déficit) cumulé à la fin	6 195	8 567	8 539
Investissements	2 550	409	208

<sup>(1)</sup> Les données de l'année financière 2013 ont été retraitées pour tenir compte du redressement des années antérieures établi en 2014.

## FONDS POUR LA PROMOTION DES SAINES HABITUDES DE VIE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

(en millers de dollars)			
	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	20 000	20 013 (1)	20 002
Total des revenus	20 000	20 013	20 002
Dépenses			
Dépenses	20 000	10 000	20 000
Total des dépenses	20 000	10 000	20 000
Surplus (déficit) de l'exercice	-	10 013	2
Surplus (déficit) cumulé au début	16	16	14
Surplus (déficit) cumulé à la fin	16	10 029	16
	_	_	_
Investissements	<del>_</del>	<del>_</del>	

<sup>(1)</sup> Cette somme inclut 20 000 k\$ provenant de la taxe sur le tabac (20 000 k\$ en 2013).

### SÉCURITÉ PUBLIQUE

### RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

(CIT TIMILETS de dollars)			
	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds des services de police	565 324	572 024	(6 700)
	565 324	572 024	(6 700)
Investissements			
Fonds des services de police	21 266	15 349	
	21 266	15 349	

### SÉCURITÉ PUBLIQUE

## FONDS DES SERVICES DE POLICE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	269 973	275 413	272 936
Autres revenus	295 351	296 611	287 268
Total des revenus	565 324	572 024	560 204
Dépenses			
Dépenses	565 324	572 024	560 204
Total des dépenses	565 324	572 024	560 204
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début			
Surplus (déficit) cumulé à la fin		-	
Investissements	21 266	15 349	16 251

**TRANSPORTS** 

### RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

(c). This is a deliately			
	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	EXCÉDENTS
Dépenses	440.450	440.744	(550)
Fonds de gestion de l'équipement roulant	112 156	112 714	(559)
Fonds de la sécurité routière	25 176	7 388	-
Fonds des réseaux de transport terrestre	3 140 767	2 999 929	
	3 278 099	3 120 031	(559)
Investissements			
Fonds de gestion de l'équipement roulant	36 331	41 055	(4 724)
Fonds de la sécurité routière	5 713	214	-
Fonds des réseaux de transport terrestre	2 783 082	2 117 635	
	2 825 125	2 158 904	(4 724)

### **TRANSPORTS**

## FONDS DE GESTION DE L'ÉQUIPEMENT ROULANT RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	312
Autres revenus	112 156	113 276	109 179
Total des revenus	112 156	113 276	109 491
Dépenses			
Dépenses	112 156	112 714	108 257
Total des dépenses	112 156	112 714	108 257
Surplus (déficit) de l'exercice	-	562	1 235
Surplus (déficit) cumulé au début	6 605	7 839	6 605
Surplus (déficit) cumulé à la fin	6 605	8 401	7 839
Investissements	36 331	41 055	43 324

### **TRANSPORTS**

## FONDS DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	22 465	15 405	10 260
Total des revenus	22 465	15 405	10 260
Dépenses			
Dépenses	25 176	7 388	6 390
Total des dépenses	25 176	7 388	6 390
Surplus (déficit) de l'exercice	(2 711)	8 017	3 870
Surplus (déficit) cumulé au début	5 855	10 891	7 021
Surplus (déficit) cumulé à la fin	3 144	18 908	10 891
Investissements	5 713	214	4

#### **TRANSPORTS**

### FONDS DES RÉSEAUX DE TRANSPORT TERRESTRE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

#### Année financière terminée le 31 mars 2014

(en milliers de dollars)

(en miliers de dollars)			
	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	6 920	3 147	437
Autres revenus	3 453 272	3 312 685 (1)	3 108 782
Total des revenus	3 460 191	3 315 832	3 109 219
Dépenses			
Dépenses	3 140 767	2 999 929	2 604 694
Total des dépenses	3 140 767	2 999 929	2 604 694
Surplus (déficit) de l'exercice	319 424	315 903	504 525
Surplus (déficit) cumulé au début	1 493 521	1 773 323	1 268 798
Surplus (déficit) cumulé à la fin	1 812 945	2 089 226	1 773 323
Investissements	2 783 082	2 117 635	3 191 387

<sup>(1)</sup> Cette somme inclut 2 192 932 k\$ provenant de la taxe sur les carburants (2 030 600 k\$ en 2013) et 940 103 k\$ provenant de droits et de permis relatifs aux véhicules automobiles (914 459 k\$ en 2013).

TRAVAIL

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

(cri milicio de dollaro)			
	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	EXCÉDENTS
Dépenses			44.400
Fonds de la Commission des lésions professionnelles	62 046	63 174	(1 128)
Fonds de la Commission des relations du travail			
Année courante	18 982	18 059	
Redressements des années antérieures		157	
	18 982	18 216	_
	<u>81 028</u>	81 390	(1 128)
Investissements			
Fonds de la Commission des lésions professionnelles	1 090	1 455	(365)
Fonds de la Commission des relations du travail	700	526	
	1 790	1 981	(365)

TRAVAIL

## FONDS DE LA COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

(CIT TIMILETS OF CONDITS)			
	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	62 035	62 047	60 942
Total des revenus	62 035	62 047	60 942
Pierra			
Dépenses	00.040	00.474	50.457
Dépenses	62 046	63 174	59 157
Total des dépenses	62 046	63 174	59 157
Surplus (déficit) de l'exercice	(11)	(1 127)	1 785
Surplus (déficit) cumulé au début	2 870	2 506	721
Surplus (déficit) cumulé à la fin	2 859	1 379	2 506
Investissements	1 090	1 455	1 738

TRAVAIL FONDS DE LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS (1)
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	7 181	6 813	7 253
Autres revenus	8 226	9 574	8 303
Total des revenus	15 406	16 387	15 556
Dépenses			
Dépenses	18 982	18 059	16 048
Total des dépenses	18 982	18 059	16 048
Surplus (déficit) de l'exercice	(3 576)	(1 672)	(492)
Surplus (déficit) cumulé au début	4 380	5 434	5 923
Redressement des années antérieures			
Revenus	-	-	-
Dépenses		(157)	(153)
Total des redressements des années antérieures		(157)	(153)
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	4 380	5 278	5 770
Surplus (déficit) cumulé à la fin	804	3 605	5 278
Investissements	700	526	156

<sup>(1)</sup> Les données de l'année financière 2013 ont été retraitées pour tenir compte du redressement des années antérieures établi en 2014.

3.	SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS	
	DES FONDS SPÉCIAUX	

### SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX

Fonds spéciaux	Revenus	Dépenses =
AFFAIRES MUNICIPALES PÉSIONS ET COSURATION DU TERRITOIRE		
AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE		
1 Fonds de développement régional	44 055	44 055
CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE		
2 Fonds relatif à certains sinistres	580	580
CULTURE ET COMMUNICATIONS		
3 Fonds du patrimoine culturel québécois	15 713	12 657
o i onos da patrinome cartarer quebeccos	10 7 10	12 007
DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT, FAUNE ET PARCS		
4 Fonds vert	356 973	344 283
		****
ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT		
5 Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	56 790	52 608
o i ondo podr le developpement da sport et de raedivite priyorque	30 730	02 000
EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE		
6 Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	22 937	23 019
7 Fonds de développement du marché du travail	1 030 446	1 049 098
8 Fonds des biens et des services	72 943	85 908
9 Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	15 787	15 787
10 Fonds québécois d'initiatives sociales	19 637	26 691
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE, SCIENCE ET TECHNOLOGIE		
11 Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	25 000	35 407
FAMILLE		
12 Fonds pour le développement des jeunes enfants	15 101	
FINANCES ET ÉCONOMIE		
13 Fonds de financement	1 166 383	1 128 521
14 Fonds de partenariat touristique	140 245	137 245
15 Fonds des générations	1 121 035	
16 Fonds du Bureau de décision et de révision	1 555	1 749
17 Fonds du centre financier de Montréal	1 126	1 350
18 Fonds du développement économique	345 719	345 719
19 Fonds du développement nordique	57 053	34 440
20 Fonds relatif à l'administration fiscale	849 093	849 093
JUSTICE		
21 Fonds Accès Justice	12 407	9 103
22 Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	14 538	20 024
23 Fonds des registres du ministère de la Justice	32 481	17 799
24 Fonds du Tribunal administratif du Québec	35 565	34 060
2. 1 Shad da Mibahai daminiotatii da Qabboo	33 333	07 000

Actifs			Description	Passifs		
	ACTITS		Emprunts au Fonds	SITS		
Fysédant des revenus	Avanaga ay fanda		de financement et		Solde du	
Excédent des revenus sur les dépenses	Avances au fonds général +	Autres actifs _	avances du fonds général	Autres passifs =	fonds	
	·					
	26 770	10 000		36 770		1
						_
		79 127	79 006	121		2
3 056	1 006	23 927		597	24 336	3
40.000						
12 689	18 011	744 494		251 213	511 293	4
4 183	114 709	61 802		869	175 643	5
1 100	111700	01002		000	170010	J
(83)	2 644	33		481	2 195	6
(18 652)	33 405	69 501		72 754	30 151	7
(12 966)	20 584	40 167	14 210	29 270	17 270	8
	2 945	50 831	52 000	1 776		9
(7 054)	1 166	71		201	1 037	10
(10 407)	34 246			23 486	10 760	11
15 101	27 679	32			27 711	12
10 101	27 010	02			27711	
37 862		36 037 817	35 278 878	365 590	393 349	13
2 999	14 683	22 655	1 667	23 620	12 051	14
1 121 035		5 659 388			5 659 388	15
(194)		3 725		578	3 147	16
(224)	3 451				3 451	17
		2 813 189	2 139 196	637 961	36 032	18
22 613	111 472	57 508	77 035	6 405	85 539	19
		12 613	12 613			20
3 304	3 139	5 104	2 400	2 752	3 090	21
(5 485)	12 846	10 343	50	863	22 326	22
14 682	98 361	2 532		3 369	97 524	23
1 506	30 00 1	16 883		6 601	10 282	24
. 300		10 000		0 00 1	10 202	_ +

#### SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX (suite)

#### Année financière terminée le 31 mars 2014

(en milliers de dollars)

	Fonds spéciaux	Revenus _	Dépenses	=
	RESSOURCES NATURELLES			
25	Fonds des ressources naturelles	540 465	540 034	
26	Fonds d'information sur le territoire	160 623	108 912	
	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX			
27	Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux	1 386 944	1 513 373	
28	Fonds de soutien aux proches aidants	15 096		
29	Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	48 431	48 403	
30	Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie	20 013	10 000	
	SÉCURITÉ PUBLIQUE			
31	Fonds des services de police	572 024	572 024	
	TRANSPORTS			
32	Fonds de gestion de l'équipement roulant	113 276	112 714	
33	Fonds de la sécurité routière	15 405	7 388	
34	Fonds des réseaux de transport terrestre	3 315 832	2 999 929	
	TRAVAIL			
35	Fonds de la Commission des lésions professionnelles	62 047	63 174	
36	Fonds de la Commission des relations du travail	16 387	18 059	
	Total fonds spéciaux	11 719 706	10 263 206	
	Conciliation des états financiers des fonds spéciaux avec l'annexe 2, « Informations par secteurs de reddition de comptes », présentée à la section 1, « Analyse des états financiers consolidés », du volume 1 des Comptes publics 2013-2014			
	Éliminations des opérations et des soldes réciproques entre les fonds spéciaux	(841 257)	(841 257)	
	Fonds des générations (présenté distinctement dans les informations par secteurs de reddition de comptes)	(1 121 035)		
	Harmonisations des conventions comptables de certains fonds spéciaux avec celles adoptées par le Conseil du trésor		19 213	
	Ajustements relatifs aux écarts entre les résultats finaux au 31 mars 2013 et ceux disponibles lors de la fermeture des Comptes publics 2012-2013		17 874	
	Informations par secteurs de reddition de comptes - fonds spéciaux	9 757 415	9 459 036	

- (1) Ces montants incluent des avances du fonds général liées à des transferts d'actifs nets lors de la constitution du fonds spécial :

- Avance de 448 k\$ au Fonds des ressources naturelles;
- Avance de 448 k\$ au Fonds d'information sur le territoire;
- Avance de 9 382 k\$ au Fonds des services de police.
Ces avances ne font pas parties des prévisions annoncées dans le Budget de dépenses 2013-2014.

<sup>(2)</sup> Ce montant inclut une avance au fonds général de 444 424 k\$. Cette présentation est conforme aux états financiers du fonds, qui présentent cette avance en diminution des passifs.

	Actifs			Passifs			
Excédent des revenus sur les dépenses	Avances au fonds général	+ Autres actifs	Emprunts au Fonds de financement et avances du fonds général	- <u> </u>	Autres passifs	Solde du	
432	54 574	122 886	18 216	(1)	83 966	75 278	25
51 711	3 758	455 600	448	(1)	34 315	424 595	26
(126 429)	77 062	68 753			267 888	(122 073)	27
15 096	26 858	31			20. 000	26 889	28
29	14 898	18 727			25 057	8 567	29
10 013	10 020	9				10 029	30
		135 721	100 463	(1)	35 259		31
562	(100)	220 508	196 014		15 895	8 401	32
8 017	(198) 14 672	9 601	3 836		1 529	18 908	33
315 903	14 072	23 465 381	16 558 450	(2)	4 817 705	2 089 226	34
010 000		20 400 001	10 000 400	(-)	4017700	2 003 220	04
(1 127)	3 706	22 671			24 999	1 379	35
(1 672)	8 855	2 000			7 249	3 605	36
(1012)				_			30
1 456 500	741 323	70 243 629	54 534 432		6 779 140	9 671 380	

(1 121 035)

(19 213)

(17 874)

298 379

LES COMPTES PUBLICS 2013-2014 PRÉSENTENT LA SITUATION FINANCIÈRE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES RÉSULTATS DE FONCTIONNEMENT.

#### **VOLUME 2**

Le volume 2 présente des renseignements financiers sur le fonds consolidé du revenu, lequel est constitué du fonds général et des fonds spéciaux. Ce volume se divise en deux parties. La première partie expose les revenus des ministères et des organismes budgétaires, leurs crédits autorisés ainsi que les dépenses et les autres coûts imputés sur chacun de ces crédits et, finalement, les opérations financières des comptes à fin déterminée qu'ils administrent. La deuxième partie présente les revenus des fonds spéciaux, leurs dépenses approuvées et celles réalisées ainsi que leurs investissements approuvés et ceux réalisés.

